L'influence des ONG dans le processus législatif européen

Thibault Kerlirzin

Quelle place tiennent ces organisations non-élues dans l'élaboration des politiques qui s'appliquent ensuite aux citoyens européens ?

PATRIOTS
FOR EUROPE FOUNDATION

Thibault Kerlirzin,
Consultant en stratégie d'intelligence économique, diplômé de l'École de Guerre Économique et de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.

Spécialisé depuis plusieurs années s'est dans l'analyse du rôle trouble que jouent les ONG, autoproclamées porte-voix de l'intérêt général, dans la guerre économique qu'affrontent les entreprises et les acteurs publics.

Sommaire

3 L'éditorial de **Mathilde Androuët,** député français au Parlement européen, membre de la Fondation Patriots for Europe
5 Résumé exécutif
6 Recommandations
8 Introduction

9 **Meetings avec des membres de la Commission européenne**
68 **Consultations publiques : un levier d'influence privilégié**
78 **Comparaisons : des recommandations des ONG aux dispositions européennes**
91 **Succès revendiqués par les ONG**
100 **Une expertise reconnue par la Commission européenne**
109 **Les groupes d'experts et autres entités**
117 **Annexes**
118 Les groupes d'experts de la Commission européenne
119 Répartition thématique des entités enregistrées
121 Répartition thématique détaillée des entités
135 Classements
139 ONG subventionnées par l'Europe
148 Les ONG américaines

PATRIOTS
FOR EUROPE FOUNDATION

Éditorial

par
Mathilde Androuët,
député français
au Parlement européen,
membre de
la Fondation Patriots for
Europe.

La récente « Conférence sur l'avenir de l'Europe » a confirmé l'ambition des citoyens à prendre plus largement part à la vie démocratique européenne. Cette ambition, profonde et déjà ancienne, trouve parfois une traduction via l'émergence de groupements d'intérêts particuliers et thématiques supposés porter la parole populaire auprès des institutions. Dans ce foisonnement se trouvent les Organisations non gouvernementales (ONG) qui, du fait de cette appellation, semblent bénéficier spontanément – à l'inverse des lobbies – d'une impartialité, d'une aura bienveillante, lavée des contingences et des calculs technocratiques, politiques ou idéologiques.

En 2011, la Commission européenne et le Parlement européen ont mis au point un registre de transparence. Des entités de nature variée (cabinets, entreprises, ONG, entités publiques ou mixtes…) qui « cherchent à influer sur l'élaboration des politiques et de la législation européennes », de manière directe comme indirecte, doivent s'y enregistrer. Cet enregistrement leur donne la possibilité de rencontrer les Commissaires, les membres de leurs cabinets et les directeurs généraux, qui doivent en rendre compte. Environ 5 400 fin 2012, ces entités sont aujourd'hui près de 13 300. Leur action vise 40 secteurs, aussi divers que l'environnement ou l'éducation, la migration ou la santé publique, le budget ou les affaires maritimes.

Très peu d'études ou d'outils ont permis d'évaluer l'impact de l'action des ONG sur la vie démocratique européenne. Sont-elles si désintéressées que cela ? Jouent-elles un rôle décisif sur les prises de décision de la Commission européenne ou du Parlement européen, et par ruissellement législatif, sur les politiques nationales ? Et, plus simplement, qui sont ces ONG qui ont accès à nos institutions européennes ?

Il est régulièrement fait grief à l'Union européenne d'être un monstre technocratique incompréhensible et nébuleux. La multitude d'entités environnant les institutions européennes participe à ce sentiment d'opacité. Il revient donc à ses élus et à ses représentants désignés, qui ont une influence décisive sur la législation européenne, d'assurer que les décisions de l'Union européenne ne dérogent pas à la défense de l'intérêt général, ciment de la vie démocratique. Le corollaire de cet objectif est l'accessibilité du citoyen à ce qui préside à toute décision, soit l'exigence de transparence.

Cette étude a la prétention de participer, à son humble échelle, à ce projet de transparence démocratique, garantie d'une démocratie saine. Sans être exhaustive, elle analyse certaines organisations significatives par leur financement ou la place qu'elles occupent dans notre actualité sans que nos concitoyens ou même les observateurs que sont les médias n'en soient bien informés.

Bonne lecture !

Résumé exécutif

Lieu-clé des initiatives législatives communautaires, la Commission européenne reçoit des sollicitations d'une multiplicité d'acteurs sur les thématiques de ses portefeuilles. De l'environnement (climat, océans…) à l'énergie, des questions budgétaires au numérique, des intérêts particuliers cherchent à se faire entendre par divers moyens. De ce fait, plus de 12 600 entités variées figurent dans le registre de transparence de la Commission, avec chacune un budget et un personnel dédiés aux intérêts qu'elle représente. Nous y trouvons près de 3 450 ONG. À l'inverse du lobbying des entreprises, leurs activités d'influence restent toutefois peu voire non documentées. Pourtant, étudier ce sujet sous plusieurs angles souligne le rôle de ces ONG auprès de la Commission. Ce peut être dans le cadre de consultations publiques proposées par la Commission européenne, ou au sein de groupes d'experts où se regroupent plusieurs types d'entités pour fournir une expertise et une aide à la décision. Mais il s'agit là d'un seul aspect de leurs leviers d'action. En parallèle, les ONG produisent des rapports, des recommandations, mènent des campagnes – parfois sous la forme de coalitions pour accroître leur poids –, ou encore obtiennent des rencontres avec des fonctionnaires de la Commission. À l'instar des entreprises, nous nous trouvons donc en présence d'acteurs non-élus dont l'influence se révèle potentiellement déterminante à l'égard de dispositions législatives qui s'appliqueront ensuite aux citoyens des États membres.

Dans certains cas, les bénéfices que les peuples peuvent en retirer sont controversés, à l'image du Great Reset promu par le World Economic Forum, enregistré comme ONG, et que la Commission von der Leyen paraît décidée à implémenter. Mais d'autres éléments sont également sujets à caution : comment expliquer le poids démesuré d'ONG américaines (Fondation Gates, Global Citizen, Pew Charitable Trusts) ou faussement européennes (Open Society) sur des questions qui impacteront les citoyens de l'Union ? Pourquoi conférer le statut d'ONG à des organisations présentées certes comme non-gouvernementales mais dont les soutiens sont des acteurs financiers ou géopolitiques ? Comment se fait-il que l'ONG de référence sur le transport (Transport & Environment) soit majoritairement financée par des fondations extra-communautaires ? Par ailleurs, que penser lorsque la majorité des rencontres avec les fonctionnaires européens sont menées par des organisations financées par une même ONG déjà fort influente (Fondation Gates, Open Society) ? Enfin, certaines ONG, outre les intérêts financiers dont elles sont souvent le paravent, déploient leur influence au travers d'autres entités qu'elles subventionnent (Gavi et Imperial College de Londres pour la Fondation Gates, Central European University pour l'Open Society).

Nous avons procédé en plusieurs étapes afin de donner une vue d'ensemble de l'influence des ONG et plus particulièrement d'ONG influentes auprès de la Commission. Les démarches et le poids de trois d'entre elles – Fondation Gates, World Economic Forum, Open Society – nous ont permis de décrypter l'écosystème dans lequel gravitent des organisations à première vue disparates et leur poids combiné pour mettre en avant leur agenda. Une boîte à outils développée par la Commission européenne nous a ensuite permis de mettre en lumière des campagnes d'ONG destinées à faire avaliser leurs exigences. En comparant les recommandations produites par plusieurs ONG avec les dispositions finales de la Commission, nous avons pu, dans un troisième temps, illustrer clairement leur influence dans l'élaboration des politiques communautaires. Dans d'autres cas, ce sont les ONG elles-mêmes qui revendiquent leurs succès et nous permettent de retracer l'effectivité de leur action. Parfois même, leur influence est telle que leur expertise est intégrée dans certains portefeuilles – l'exemple de Transparency International en est l'une des meilleures illustrations. Dans un dernier temps, plus restreint en raison de la diversité des entités qui les composent, nous avons fourni de brefs exemples de groupes d'experts missionnés par la Commission pour leur expertise reconnue.

Recommandations

1. Mener un audit européen sur l'influence des fondations de droit américain auprès de la Commission européenne, et plus précisément sur les plus influentes d'entre elles : Bill & Melinda Gates Foundation, The Pew Charitable Trusts, Global Citizen, Open Society (faussement européenne). Par ailleurs, quelle est leur légitimité pour peser sur les décisions qui s'appliqueront aux citoyens européens ?

2. Exiger la mise en place d'un Freedom of Information Act à l'européenne, inspiré de l'exemple américain. Suite au scandale Fauci, il semble pertinent de demander aux fonctionnaires de la Commission de faire preuve de transparence en mettant à disposition des parlementaires européens leurs échanges de courriels avec les parties prenantes ainsi qu'en publiant les minutes de l'ensemble de leurs meetings avec celles-ci.

3. Demander que les ONG bénéficiant de financements de la part d'ONG extra-communautaires le signalent sur la page d'accueil de leur site ainsi que dans toutes communications écrites. Les citoyens et les fonctionnaires européens doivent pouvoir identifier aisément qui leur parle et de quels soutiens bénéficient ces acteurs.

4. Souligner le débauchage de fonctionnaires de la Commission, qui à plusieurs reprises se retrouvent par la suite dans des bureaux et conseils d'administration d'ONG, facilitant de ce fait l'ouverture de portes pour que ces ONG puissent mener leur lobbying.

5. Mettre en lumière les conflits d'intérêts entre les propositions des ONG et leurs fondateurs, les membres du bureau ou de leurs divers conseils, et leurs bailleurs de fonds. Nous pensons par exemple :

a. Aux intérêts financiers de Bill Gates sur les questions de santé ou agricoles,
b. Aux intérêts de fondations liées au monde de la finance qui promeuvent la financiarisation des services écosystémiques des océans,
c. Aux intérêts de fondations promouvant la création d'aires marines protégées tout en émanant d'acteurs économiques intéressés par la captation des ressources présentes dans les fonds marins,
d. À la promotion du pass sanitaire par le World Economic Forum qui a développé en parallèle une exploitation économique de ce marché avec le CommonPass.
e. Aux ONG du type Transport & Environment ou European Climate Foundation qui poussent en faveur de la transition énergétique tout en étant financées par des acteurs économiques de cet écosystème.

L'influence des **ONG** dans le processus législatif européen

6. Renforcer la transparence jusqu'à demander une publication des minutes des meetings entre les entités enregistrées au sein du registre de la Commission et les publier afin qu'ils soient disponibles à la consultation publique. Soumettre cette proposition au bureau européen de Transparency International. Transparency International a créé divers indices liés à la transparence et à la redevabilité. Il pourrait être pertinent de s'en inspirer pour créer un indice de transparence des ONG par la publication de ces minutes.

7. Inscrire les hypothétiques rencontres extra-institutionnelles (repas, galas, etc.) dans les meetings des ONG avec la Commission.

8. Clarifier la catégorisation d'une « ONG », tant cette catégorie semble être le paravent d'organisations et d'activités semblant parfois bien éloignées des préoccupations et de l'intérêt de la société civile (le World Economic Forum en est un exemple).

9. Exiger la suppression du terme « indépendant » pour les ONG se présentant comme telles mais qui reçoivent en réalité des financements privés et / ou publics.

Pour la Fondation :

1. Créer un observatoire européen des ONG pour monitorer l'activité de ces dernières – ou du moins, au regard de leur nombre, d'ONG choisies – sur l'ensemble de leurs moyens d'actions : rapports, recommandations, consultations publiques, participations à des groupes d'experts, meetings, réseaux sociaux, manifestations, coalition, vidéos. Cette entité pourrait s'enregistrer comme ONG sur le registre de transparence de la Commission et demander régulièrement des rencontres avec les fonctionnaires de la Commission.
La question de l'influence des ONG est une question de captation de la démocratie plus que d'orientation politique. Cet observatoire pourrait de ce fait être a minima transcourant.

2. Rendre compte aux citoyens de l'UE, régulièrement, de l'influence de ces ONG sur l'élaboration des politiques européennes, cette influence s'exerçant sans que ces ONG n'aient été élues ni missionnées par les citoyens.

3. Appréhender une ONG en tant qu'entité isolée ne permet pas de rendre compte de la complexité, du dynamisme et de l'efficacité d'un écosystème auprès de la Commission européenne. Il apparaît nécessaire d'identifier et de cartographier les réseaux réels des ONG, qui peuvent aussi bien financer d'autres ONG que des consultants « indépendants » ou des entités de catégories variées (pour l'Université d'Europe Centrale de George Soros et l'Imperial College de Londres que finance Bill Gates, VI pour Gavi que finance là encore Bill Gates). Partis d'une ONG isolée, nous pouvons ainsi rapidement nous retrouver avec un écosystème multi-entités dont l'influence se révèle bien plus étendue.

Introduction

La présente étude fournit des éléments sur un terrain peu voire non défriché. Elle n'a ainsi aucune prétention à l'exhaustivité. Le registre de transparence de la Commission européenne compte en effet près de 3 450 ONG au mois de juin 2021. Nous avons esquissé un panorama de l'influence de certaines ONG sur des thématiques variées. Les éléments disponibles auprès des sites européens soulignent en effet l'influence des ONG dans l'élaboration des processus législatifs.

Plusieurs procédés officiels sont identifiables :

- Les meetings avec des membres de la Commission européenne.
- La contribution à l'élaboration des feuilles de route et / ou aux consultations publiques.
- La participation à des structures et plateformes de l'Union Européenne.
- La participation à des intergroupes et groupements non officiels au Parlement européen.
- La participation à des groupes d'experts de la Commission européenne.

Il existe également d'autres procédés, plus informels :

- La production de rapports et d'études à destination des décideurs politiques européens.
- Le profil de certaines personnalités, passées par la Commission européenne avant de rejoindre des ONG.
- La légitimité que se sont construites certaines ONG au fur et à mesure, telles que Transparency International ou le WWF.
- Le profil d'autres personnalités ou organisations, dont le nom est lui-même vecteur d'influence : World Economic Forum (Klaus Schwab), George Soros, Bill Gates.
- Le financement d'ONG par l'Union Européenne en général et la Commission en particulier. Le fichier Excel du registre de transparence exposant l'intégralité des entités enregistrées nous a par exemple permis de déterminer que plus de 950 ONG bénéficient de subventions, dont la majorité proviennent de programmes européens (par exemple Horizon 2020) et de directorats généraux de la Commission, pour un total dépassant le milliard d'euros « annuel »[1]. Des liens de réciprocité sont ainsi tissés, ce financement sous-entendant que l'expertise fournie en retour sera prise en compte par son bailleur de fonds, la Commission.

Pour apporter des éléments de réponse, nous pouvons aussi :

- Consulter les rapports d'activités d'ONG pour trouver leurs victoires revendiquées auprès de la Commission européenne.
- Comparer les recommandations faites par les ONG avec les résolutions finales de la Commission ou du Parlement européen.
- Suivre les écrits divers de la Commission sur le rôle des ONG sur divers thèmes.

D'autres éléments nous restent inaccessibles, comme les hypothétiques échanges privés lors de courriels ou de dîners non référencés.

La présente étude représente donc un échantillon où nous avons cherché à mêler le quantitatif (notamment au moyen d'Excel et si nécessaire de tableaux croisés dynamiques) au qualitatif pour fournir une vue d'ensemble de l'influence des ONG auprès de la Commission. Toutes les informations présentées sont disponibles en source ouverte.

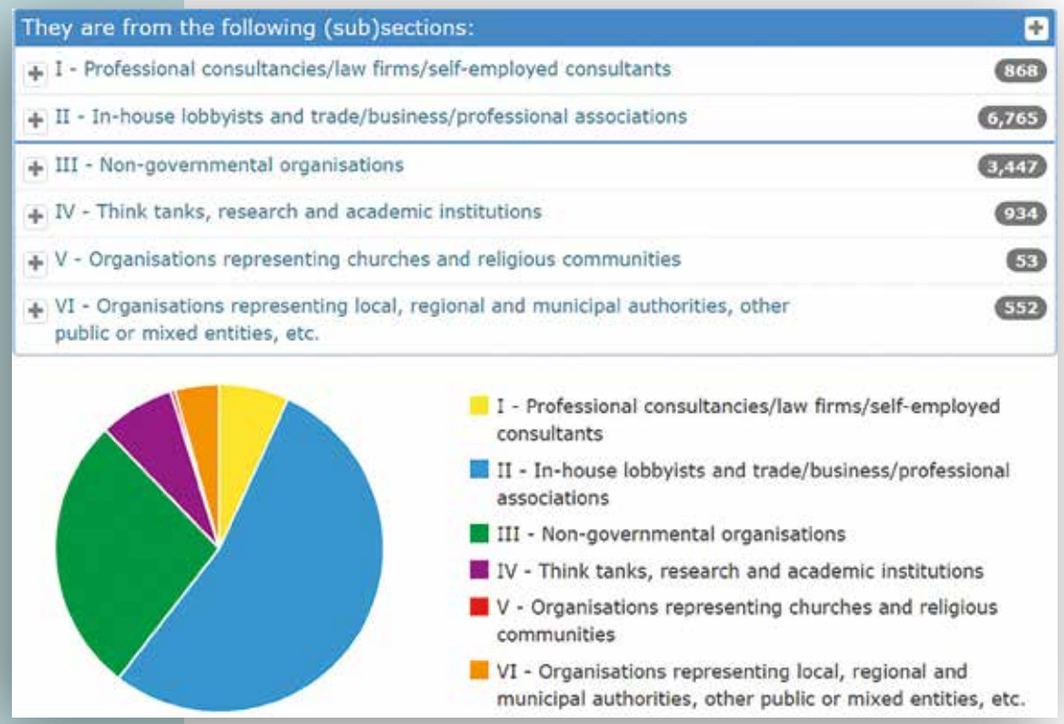
1. Nous mettons le terme « annuel » entre guillemets car les données se fondent sur les derniers exercices fiscaux clos fournis par le registre de transparence de la Commission. Or toutes les entités n'ont pas la même périodicité.

Meetings avec des membres de la Commission européenne

Le registre de transparence de la Commission européenne

Fonctionnement

La Commission européenne et le Parlement européen ont communément créé un registre de transparence, « une base de données des groupes d'intérêts qui cherchent à influer sur l'élaboration des politiques et de la législation européenne ». Le registre met en lumière « les intérêts défendus, par qui et avec quels budgets ». Il « favorise la transparence relative aux représentations d'intérêts et rend davantage visible la participation des parties intéressées et de la société civile dans le processus de prise de décision démocratique des institutions européennes ». Dans ce cadre, suite aux dispositions de la Commission de novembre 2014, les commissaires, les membres de leurs cabinets et les directeurs généraux rendent compte des réunions avec les organisations ou des personnes indépendantes de celles-ci.
Ce registre de transparence est géré par un secrétariat commun du registre, qui procède notamment à des contrôles de qualité, i. e. une vérification de l'exactitude des données fournies. Le registre intègre six catégories d'acteurs (et quatorze sous-catégories). Au 8 mai 2021, le registre comptait 12 619 entités enregistrées (contre 5 431 en 2012, selon les rapports annuels du registre), réparties ainsi :



La Wayback Machine du site archive.org nous permet de disposer d'une vue globale de l'évolution numérique de chaque type d'entité depuis 2015 [2], ce registre existant depuis la fin de l'année 2014 [3]. À partir des chiffres de chaque année, nous pouvons construire des courbes pour mesurer l'évolution du nombre d'entités enregistrées et mettre en perspective l'intérêt croissant de certaines d'entre elles à s'y inscrire :

Catégorie I :

- Cabinets de consultants spécialisés,
- Cabinets d'avocats,
- Consultants agissant en qualité d'indépendants.

Catégorie II :

- « Représentants internes » (i. e. sociétés et groupes),
- Groupements professionnels,
- Associations syndicales et professionnelles,
- Autres organisations.

2. Pour obtenir une courbe cohérente, nous avons pris, lorsque la Wayback Machine nous le permettait, des périodes de l'année correspondant à celle de la présente étude : 27 février 2015, 13 mars 2016, 20 mars 2017, 17 juin 2018, 2 avril 2019, 29 février 2020, 27 mars 2021.

3. L'agrément interinstitutionnel relatif à la création du registre a été signé le 16 avril 2014.

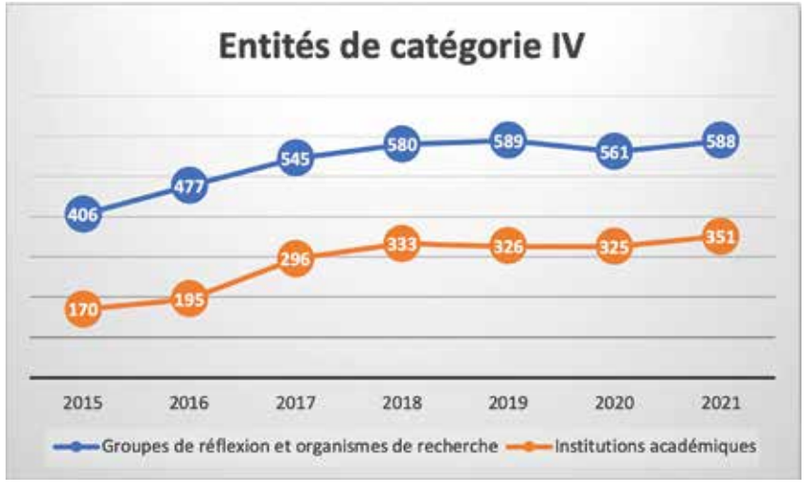
L'influence des **ONG** dans le processus législatif européen

Catégorie III :

- Organisations non gouvernementales (ONG).

Catégorie IV :

- Groupes de réflexion et organismes de recherche.
- Institutions académiques.



Catégorie V :

• Organisations représentant des églises et des communautés religieuses.

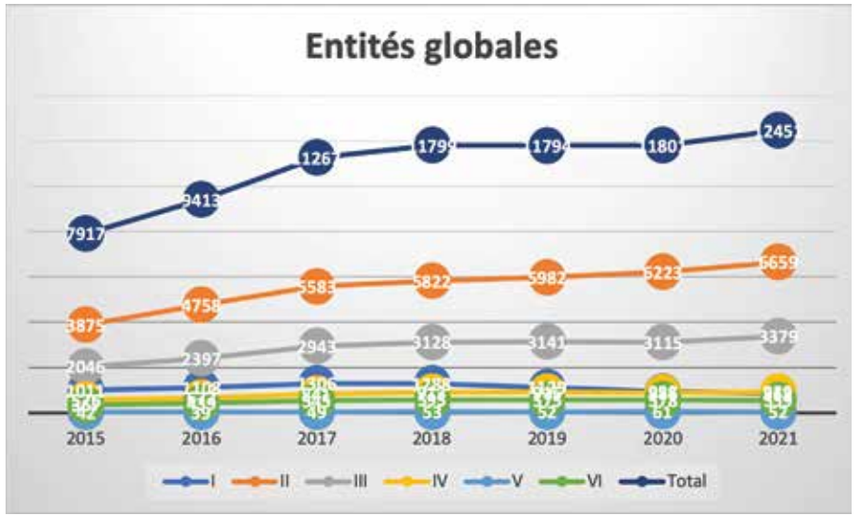
Catégorie VI :

• Structures régionales.

• Organisations représentant des autorités locales, régionales et municipales, autres entités publiques ou mixtes, etc.

L'influence des **ONG** dans le processus législatif européen

Une comparaison inter-catégorielle fournit les courbes suivantes :



On 31 December 2020, there were 12 187 registrants in the Transparency Register spread across the following sections and subsections:	
I - Professional consultancies/law firms/self-employed consultants	**859**
Professional consultancies	558
Law firms	88
Self-employed consultants	213
II - In-house lobbyists and trade/business professional associations	**6 487**
Companies & groups	2 622
Trade and business associations	2 578
Trade unions and professional associations	956
Other organisations	331
III - Non-governmental organisations	**3 306**
Non-governmental organisations, platforms and networks and similar	3 306
IV - Think tanks, research and academic institutions	**921**
Think tanks and research institutions	580
Academic institutions	341
V - Organisations representing churches and religious communities	**59**
VI - Organisations representing local, regional and municipal authorities, other public or mixed entities, etc.	**555**
Regional structures	113
Other sub-national public authorities	95
Transnational associations and networks of public regional or other sub-national authorities	76
Other public or mixed entities, created by law whose purpose is to act in the public interest	271

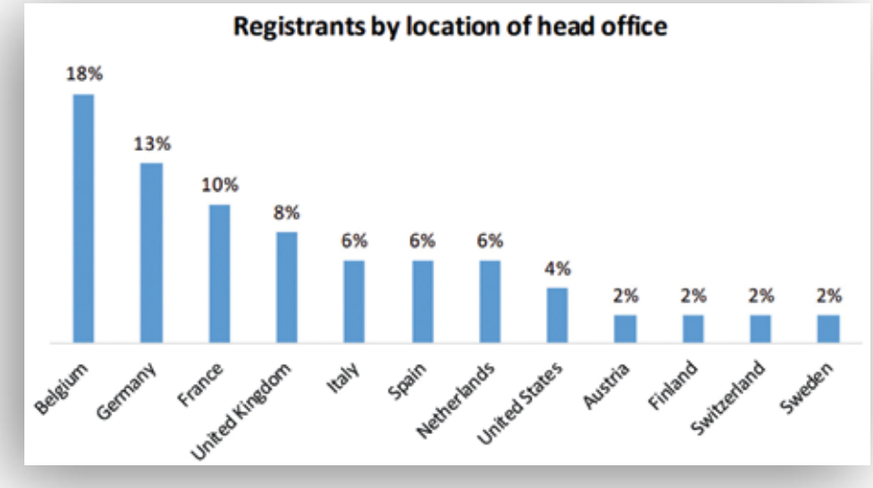
Dans sa partie sur les statistiques par type d'entité enregistrée (section III.1), le rapport annuel 2020 des opérations du registre de transparence[4] précise que les entités de catégorie II représentent comme toujours un peu plus de la moitié des entités enregistrées. Mais il rappelle aussi que cette catégorie se compose de plusieurs subdivisions. En tenant compte de celles-ci, le rapport précise que ce sont les ONG (catégorie III) qui sont « à nouveau les plus nombreuses ». La répartition des entités en nombre[5] était rapportée comme suit :

Plus de neuf déclarants sur dix ont leur siège social au sein de l'Union Européenne, dont plus de la moitié proviennent de Belgique, d'Allemagne, de France et du Royaume-Uni.

4. Réalisé par le secrétariat commun (Commission européenne et Parlement européen) au registre de la transparence.

5. Le rapport précise par ailleurs les raisons multiples de radiation des entités : retrait volontaire, radiation automatique pour défaut de mise à jour annuelle obligatoire, radiation par le secrétariat commun du registre de transparence à la suite d'un contrôle de qualité (doublon, inadmissibilité, données incomplètes et / ou incohérentes).

Le rapport précise néanmoins que ces statistiques reposent sur les déclarations des entités, qui doivent par ailleurs déclarer leur bureau en Belgique, « s'ils en ont un, en plus de leur siège social ». Dans ce rapport 2020, les États-Unis sont arrivés en 8e position avec 4 % (contre 3,46 % dans le rapport annuel 2019), soit plus de 450 entités enregistrées. La Belgique arrive en 1ère position, mais ceci signifie que les entités enregistrées disposent d'un bureau belge (généralement bruxellois), non qu'elles sont belges [6]. Il peut donc y avoir des ONG américaines ou de tout autre pays, mais avec une branche européenne domiciliée à Bruxelles :



L'enregistrement fournit des avantages aux représentants des entités :

• **Pour le Parlement européen :** accès de longue durée aux bâtiments (l'accréditation est accordée pour un an maximum) ; admission comme orateur lors d'une audition publique ; abonnement aux notifications par courriel pour les activités des commissions du Parlement européen ; participation / soutien aux activités des intergroupes ou des groupements non officiels du Parlement ; capacité à coorganiser des événements de groupes politiques au sein du Parlement européen ; autorisation à demander le patronage du président du Parlement européen.

• **Pour la Commission européenne :** rencontres avec les membres de la Commission, les membres de cabinet et le directorat général ; possibilité d'être informé des consultations publiques et des feuilles de route dans le domaine d'intérêt des déclarants ; capacité à être désigné comme « un certain type de membre d'un groupe d'experts » ; réception d'un patronage ; possibilité d'inviter les fonctionnaires européens à une réunion ou à un évènement. Sur ce point, le rapport souligne que « les contacts avec les organisations non enregistrées peuvent être limités ».

Téléchargeable en intégralité notamment sous forme d'une base de données Excel, une analyse de l'intégralité des entités enregistrées permet de faire ressortir plusieurs éléments au moyen de tableaux croisés dynamiques :

• **111 ONG ont leur siège directement domicilié aux États-Unis.** Certaines sont malgré cela influentes auprès de la Commission : Bill & Melinda Gates Foundation [7], Global Citizen, The Pew Charitable Trusts…

6. Un exemple type est par exemple l'Open Society European Policy Office (OSEPI), branche bruxelloise de l'Open Society de George Soros, particulièrement proche et influente auprès du camp démocrate américain et donc de la Maison-Blanche lorsque ce parti est aux responsabilités. George Soros lui-même finance ce parti.

7. En-dehors de sa nature juridique américaine, un autre élément pose problème selon nous. Il semble difficilement compréhensible, sur le plan éthique, que la Commission européenne déroule le tapis rouge à Bill Gates, proche de Jeffrey Epstein et figurant même sur le livre noir de ce dernier. Un article de France Info soulignait déjà le 05 octobre 2019 que le nom de Gates revenait à plusieurs reprises dans la registre de vol d'Epstein. Outre-Atlantique, Fox Business avait relevé dès le 20 août 2019 que l'exécuteur testamentaire de Jeffrey Epstein était un ancien conseiller de la Fondation Gates, Boris Nikolic, directeur général de Biomatics Capital. Outre l'affaire Epstein, on se reportera par ailleurs avec profit à la base de données relative aux subventions de la Fondation Gates pour noter sa générosité envers les structures du couple Bill & Hillary Clinton : une centaine de dons, principalement à la Clinton Health Access Initiative Inc. et à la Bill, Hillary & Chelsea Clinton Foundation, pour un total dépassant les 300 millions de dollars.

L'influence des **ONG** dans le processus législatif européen

• Au moins six de ces ONG disposent de dix personnes ou plus dédiées au lobbying européen :

ONG	Personnel dédié	Équivalent temps plein
The Pew Charitable Trusts (Pew)	33	33
Consumer Choice Center (CCC)	16	13
The Regulatory Assistance Project (RAP)	15	11,5
European Horizons	15	3,75
International Council on Clean Transportation (ICCT)	12	9
Clean Air Task Force, Inc. (CATF)	10	6,5

• Côté répartition thématique – telle qu'indiquée dans la base Excel, sachant qu'une même entité peut être présente sur plusieurs thématiques, ce qui est fréquemment le cas – les ONG sont à plusieurs reprises la catégorie d'entités la plus nombreuse par rapport à l'ensemble des entités :

Thématique	ONG en %
Aide humanitaire et protection civile	47%
Migration et asile	47%
Jeunesse	46%
Justice et droits fondamentaux	39%
Éducation et formation	37%
Politique européenne de voisinage	36% [8]
Culture	34%

• Les questions environnementales / climatiques / énergétiques, ainsi que la technologie et la numérisation sont les principaux thèmes d'intérêt des entités enregistrées (dans leur globalité). On retrouve ces thématiques notamment articulées autour de l'European Green Deal de la Commission von der Leyen, qui fait écho au Great Reset promu par Klaus Schwab, président du World Economic Forum :

Thématique	Entités enregistrées
Environnement	6 947
Recherche et innovation	6 455
Action pour le climat	5 702
Entreprises et industrie	5 342
Économie et société numériques	5 280
Marché unique	4 962
Énergie	4 789
Concurrence	4 550
Commerce	4 418
Consommateurs	4 197

8. Bien qu'elles n'arrivent pas en première position sur cette thématique, les ONG représentent également 36 % des entités positionnées sur le sujet « Coopération internationale et développement ».

La liste de ces meetings est disponible sur la fiche dédiée de chaque entité sur le registre de transparence de la Commission européenne [9]. Au regard du nombre d'ONG et de la dissymétrie entre elles dans le nombre de meetings obtenus auprès de la Commission, il faut toutefois distinguer le poids de chaque entité. L'étude de plusieurs lois, discussions, débats, projets etc. souligne que l'influence provient de certaines ONG et réseaux et / ou coalitions d'ONG plus que d'autres.

• Nous entendons par coalition une entité qui comprend en son sein un nombre varié d'autres entités, soit exclusivement des ONG (Deep Sea Conservation Coalition), soit des ONG et d'autres types d'entités comme par exemple des entreprises (World Economic Forum).

• Nous entendons par réseau un écosystème d'ONG qui peuvent avoir un ou plusieurs bailleurs de fonds communs et mènent régulièrement des actions conjointes – de manière coordonnée ou non. Nous employons également parfois le terme de nébuleuse, lorsqu'à défaut de dresser des cartographies exhaustives d'ONG – ce qui n'est pas l'objet de cette étude – des éléments montrent l'appartenance d'ONG à un écosystème. Cela, sans que nous ne déterminions la profondeur de leurs liens et de leurs influences, soit réciproques (partenariats win-win), soit unilatéraux (le financement d'une ONG par un mécène avec en retour des prises de positions en cohérence avec ce financement). Par cette définition, un réseau peut aussi prendre la forme d'une coalition.

Un exemple de coalition : CASE et l'anti-SLAPP [10]

Commissaire responsable du portefeuille Valeurs et transparence, Věra Jourová a rapporté sur Twitter, le 26 mars 2021, sa « fierté » de lancer le nouveau site web « anti-SLAPP », « développé par une coalition d'ONG ».

La coalition en question se nomme CASE, et la première page de son site précise quels en sont les 29 membres. Cette galaxie est étroitement liée à l'Open Society : les trois quarts des ONG membres sont notamment subventionnés par l'organisation de George Soros (nous remarquerons dans notre tableau de synthèse ci-dessous que les ONG grisées sont toutes des ONG environnementalistes). Nous utilisons ici un code couleur que nous reprendrons tout au long de notre étude :

• **Trame de fond verte :** financement par une même ONG (ici l'Open Society, ailleurs la Fondation Gates par exemple).

• **Trame de fond jaune** : financement indirect (via une autre ONG financée par l'Open Society par exemple) ou partenariat avec l'ONG de référence.

• **Trame de fond grise :** pas de lien financier établi.

European Environmental Bureau	International Media Support	PILnet
Mighty Earth [11]	Sherpa	European Centre for Press & Media Freedom [12]
Daphne Caruana Galizia Foundation	Greenpeace [13]	PEN International
Environmental Paper Network	Committee to Protect Journalists	A4ID (Advocates for International Development)
Index on Censorship	Justice and Environment	Civil Rights Defenders
Osservatorio balcani e caucaso transeuropa	Civil Liberties Union for Europe [14]	Transparency International EU
International Press Institute	European Center for Not-for-Profit Law	Whistleblowing International Network (WIN)
Blueprint for Free Speech	Article 19	Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH)
Reporters Sans Frontières	European Federation of Journalists	NGO Shipbreaking Platform
Umweltinstitut Munchen	Media Defence [15]	

9. À noter que les meetings découlant des travaux des groupes d'experts sont comptabilisés au nombre de ces meetings de chaque entité.
Plus une entité sera active et présente dans des groupes d'experts, plus ces meetings seront nombreux.

10. Acronyme de Strategic Lawsuit Against Public Participation, ou en français « Poursuite stratégique contre la mobilisation publique », i. e. une action en justice destinée à entraver la participation politique et le militantisme.

Integrity Watch : l'exploitation dynamique des données du registre

Pour déterminer quelles ONG sont potentiellement les plus influentes au sein de chaque portefeuille, nous nous sommes appuyés sur l'outil Integrity Watch. Le projet a été initialement lancé en octobre 2014 par le bureau européen de Transparency International (TI EU) sous la direction de Daniel Freund, présenté comme un ancien responsable de plaidoyer de l'équipe Argent & Politique de l'ONG [16]. Le projet Integrity Watch, précise TI, est cofinancé par la Commission européenne, l'Open Society Initiative for Europe (OSIFE – Open Society Initiative for Europe, une branche européenne – mais non bruxelloise – de l'ONG de George Soros), avec une contribution de la King Baudouin Foundation (KBF) [17]. Il s'appuie par ailleurs sur une technologie dite D3 (Data-Driven Documents) développée par le *New York Times*.

Au moyen d'un système dynamique de triage et de filtres (par entité lobbyiste, par hôte, par sujet), Integrity Watch permet de mesurer, par sous-catégories d'entités telles que définies par le registre de transparence de la Commission, le nombre de meetings de chacune, en précisant l'hôte rencontré, le portefeuille concerné ainsi que le thème de la rencontre. Ceci, pour la commission Juncker (2014-2019) et pour l'actuelle commission von der Leyen (2019-2024), de manière distincte – les noms des portefeuilles ayant en outre changé d'une commission à l'autre.

L'outil propose par ailleurs un Top 10 des organisations ayant effectué le plus de meetings avec des responsables de la Commission (membres du cabinet d'un commissaire ; commissaires ; directorat-général, ces informations étant précisées), ce qui permet de jauger non seulement l'influence que représente une organisation, mais aussi d'identifier un écosystème en disposant des autres noms de ce Top 10. Ceci fait, une recherche sur les financements de ces voisins de podium permet de relever si ces ONG influentes sont indépendantes de tout financement provenant de leurs consœurs ou si elles multiplient leur force de frappe potentielle par l'appartenance à un même réseau.

Cet outil et le classement qu'il propose sera l'un des fils conducteurs de la première partie de notre étude et nous a permis pour le reste d'identifier des ONG dont l'influence nous a apparu pertinente à retracer. L'indice quantitatif nous a mené vers l'analyse qualitative.

En résumé, l'outil Integrity Watch nous aide, par les classements qu'il propose, à mettre en lumière plusieurs ONG mais surtout les réseaux d'ONG les plus influents auprès de la Commission européenne. Nous ne parlons pas ici de regroupement d'ONG (Bureau européen des consommateurs, Bureau européen de l'environnement notamment, même si nous les évoquerons dans une autre partie), mais d'ONG seules, quoique seulement en apparence. Les éléments que nous avons trouvés nous ont permis – hors réseaux environnementaux – d'identifier trois ONG particulièrement significatives, tant comme entité qu'au travers de leurs financements ou de leurs ramifications : la Fondation Gates, le World Economic Forum (i. e. Davos) de Klaus Schwab, ainsi que l'Open Society European Policy Office (OSEPI) de George Soros. Nous fournirons par ailleurs un développement, quand cela nous semble pertinent, sur d'autres ONG dont l'influence interroge, à l'image de Global Citizen, qui n'a rien d'européen mais est, à l'instar de la Fondation Gates, une ONG de droit américain qui figure pourtant en 1ère position des rencontres auprès de la présidence de la Commission [18].

16. Le profil LinkedIn de l'intéressé apporte davantage de précisions sur son parcours : stagiaire au bureau de l'Union Européenne à Hong-Kong et Macao (2009-2010) ; département Europe du directorat pour les affaires internationales à l'ENA (2010-2011) ; cofondateur et directeur financier du disparu European Daily (janvier 2008 – mars 2013 ; le journal accorda notamment un entretien à George Soros le 30/10/2012) ; assistant du député européen Gerald Häfner sur les questions juridiques et constitutionnelles (mars 2013 – juin 2014) ; responsable européen de plaidoyer sur les questions d'intégrité chez Transparency International (juillet 2014 – mai 2019) ; eurodéputé Alliance 90 / Les Verts depuis les élections européennes de 2019. Sa fiche Wikipédia donne davantage d'informations, et rapporte notamment qu'il fut « une des principales personnes interviewées » dans le documentaire d'Arte « La Hongrie, Orbán et l'État de droit »

17. La fiche du registre de transparence de la Commission concernant cette ONG ne rapporte qu'un seul meeting, daté de 2015, et une activité inexistante en matière de participation à l'élaboration de feuilles de route ou de consultations publiques, ainsi que pour une participation à des groupes d'experts. Nous la retrouvons toutefois régulièrement comme mécène d'autres ONG.

18. Du côté des entreprises, non abordées dans le présent rapport, c'est Google, établie aux États-Unis, qui a obtenu (toutes entités de catégorie II confondues) le plus de rendez-vous avec la Commission européenne au cours du mandat Juncker, avec 213 meetings (devant Business Europe, 209 meetings).

< Notes tabeau page de gauche

11. Deux membres de l'ONG ont été consultants notamment pour l'Open Society, et l'un des anciens directeurs exécutifs d'OSIWA (Open Society Initiative for West Africa, i. e. la branche ouest-africaine de l'Open Society, par ailleurs bailleur de fonds de la branche Afrique du journal Le Monde) est membre du bureau de Mighty Earth.

12. Financé notamment par Free Press et Justice for Journalists – dont le conseil d'administration comprend Jeff Gedmin, ncien président de Radio Free Europe / Radio Liberty, création de Soros.

13. Accordée en 2019, la subvention de 50 000 $ de l'Open Society au Stichting Greenpeace Council (la Fondation de l'ONG) avait pour objet de soutenir l'organisation environnementaliste pour son travail sur le SLAPP.

14. Deux subventions dont la première d'un total de 2,5 millions d'euros, en 2017, pour les trois premières années du lancement de l'ONG.

15. L'ONG précise avoir été initialement créée en 2008 par l'Open Society.

Les exemples de la Fondation Gates, du World Economic Forum et de leurs écosystèmes nous apparaissent d'autant plus pertinents au regard de leur implication autour du COVID-19. Cette partie abordera successivement :
• La Bill & Melinda Gates Foundation (BMGF),
• Le World Economic Forum (WEF),
• L'Open Society European Policy Office (OSEPI).

Bill & Melinda Gates Fondation

La Bill & Melinda Gates Foundation est l'ONG la plus budgétée des entités de catégorie III enregistrées au sein du registre de transparence. La fiche de la fondation révèle un budget global de 33,6 milliards d'euros pour son dernier exercice fiscal clos (Janvier 2019 – décembre 2019). Ses dépenses menées à des fins de lobbying européen sont précisées sur la fiche dédiée à la Fondation du site Lobby Facts [19] (voir capture ci-contre). Entre 2015 et 2016, la Gates Foundation (BMGF) a multiplié son budget par près de 2,5. L'année financière 2017 est toutefois absente du graphique de Lobby Facts. Par la suite, entre 2018 et 2019, ce budget a quasiment doublé, pour avoisiner les 450 000 €. En termes de personnel, la BMGF dispose pour l'Union Européenne de trois personnes pour un équivalent temps plein de 1,25 personnes (une à 75%, les deux autres à 25%), soit en fin de compte très peu de monde, ce qui contraste avec son influence.
La Fondation définit ses objectifs & missions comme suit : « Guidée par la conviction que chaque vie a une valeur égale, la Fondation Bill & Melinda Gates s'emploie à aider toutes les personnes à mener une vie saine et productive. Dans les pays en développement, elle se concentre sur l'amélioration de la santé des personnes et leur donne la chance de se sortir de la faim et de l'extrême pauvreté. Aux États-Unis, elle vise à garantir que tous, en particulier ceux qui ont le moins de ressources, aient accès aux opportunités dont ils ont besoin pour réussir à l'école et dans la vie. Basée à Seattle (Washington), la fondation est dirigée par le PDG Mark Suzman sous la direction de Bill et Melinda Gates et Warren Buffett [20]. La Fondation est représentée dans les pays suivants: Royaume-Uni, Allemagne, États-Unis, Chine, Inde, Éthiopie, Nigéria, Afrique du Sud. »

La BMGF présente ses initiatives européennes ainsi : « Principales initiatives de l'UE couvertes l'année précédente par des activités relevant du champ d'application du registre de transparence :
• Participation à des réunions et conférences (telles que les Journées européennes du développement)
• Réunions bilatérales avec le personnel de la Direction générale aux partenariats internationaux et de la Direction générale à la Recherche sur les questions de santé et d'agriculture mondiales liées à la recherche et au développement, à la nutrition, aux Objectifs de développement durable et plus généralement aux politiques de santé, de genre et d'agriculture, ainsi qu'auprès de la Direction générale de la Santé sur la santé mondiale. »
Enfin, ses domaines d'intérêts présentés sont : « Agriculture et développement rural [21], coopération et développement internationaux, éducation et formation, jeunesse, recherche et innovation, santé publique ».
Le cas de la Fondation Gates est étonnant [22]. L'influence de cette Fondation de droit américain [23] semble démesurée au regard des équivalents temps plein de son personnel et de sa légitimité en tant qu'organisme extra-communautaire. À la différence d'autres entités de droit étranger, la BMGF ne dispose en effet d'aucune ramification bruxelloise et intervient donc auprès de l'Union Européenne en tant qu'acteur américain. Le siège de la Fondation se trouve par ailleurs proche de la Maison Blanche :

19. Lobby Facts est un site développé par le Corporate Europe Observatory et LobbyControl, deux ONG que nous qualifierons de non-indépendantes. Pour l'année 2018 (dernière affichée), le Corporate Europe Observatory a reçu 94 446 € de l'Open Society Initiative for Europe (OSIFE) afin d'« étudier l'influence des entreprises & de renforcer la régulation du lobbying européen ». Entre 2014 et 2019, l'Open Society a donné près de 623 500 € au Corporate Europe Observatory ce qui en fait le 3e plus généreux bailleur de fonds derrière l'Isvara Foundation et l'Adessium Foundation. Ceci précisé, nous utiliserons peu ce site qui s'avère donner des informations erronées concernant le nombre de rencontres entre des représentants d'entités et la Commission européenne. Dans le cas de l'OSEPI, Lobby Facts indique 29 rencontres et appuie son chiffrage sur les pages web du site de la Commission européenne. Lobby Facts précise que d'autres réunions ont pu se tenir avec du personnel autre que les commissaires, les membres de leur cabinet ou les directeurs généraux de la Commission, mais que la Commission n'aurait pas fourni ces informations.
Cette affirmation est fausse : la liste des réunions est disponible sur la fiche du registre de transparence. Concernant l'OSEPI, le fichier pdf disponible rapporte 79 rencontres de cette nature, soit 50 de plus que ce que rapporte Lobby Facts. Cette erreur se trouve également sur la fiche de la Bill & Melinda Gates Foundation : Lobby Facts annonce 7 rencontres, tandis que le fichier pdf disponible sur la fiche du registre de transparence en dénombre 65.

20. Le même Warren Buffett déclarait voici quelques années à propos de la lutte des classes : « C'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre et qui est en train de la gagner. » Le 23 mai 2021, Buffett a démissionné de la Fondation Gates.

21. La question du conflit d'intérêts se pose. Bill Gates est désormais, comme nous allons le rappeler dans les pages suivantes, le plus grand propriétaire terrien des États-Unis. Le 8 mai 2021, NBC News rapportait que les frites, les carottes et les oignons présents dans chez McDonald viennent par exemple du domaine agricole de Gates, acheté via Cascade Investments, le groupe d'investissement de Bill & Melinda Gates. L'article de NBC News souligne en outre l'absence de transparence de Gates et de son groupe concernant l'acquisition de ces terres ainsi que l'utilisation de sociétés écrans, mais également l'absence de méthodes d'agriculture durable et l'impact sur l'environnement des méthodes agricoles de Gates. Dans un registre toujours alimentaire, Bill Gates demande aux pays riches de passer à une politique alimentaire reposant sur « 100% de viande synthétique ». Le milliardaire a investi dans plusieurs start-up dédiées à cette viande synthétique : Impossible Foods, Beyond Meat, Memphis Meats and Hampton Creek Foods.

22. Pour information, la Fondation Gates peut également financer des titres de presse. En France par exemple, entre novembre 2014
et mars 2019, la BMGF a attribué cinq subventions à la section Afrique du journal *Le Monde*, pour un total d'environ 3,8 millions de dollars. Le sujet est à chaque fois le même : « Analyse et sensibilisation du public sur la santé mondiale et le développement ». Les subventions au Monde s'étalent généralement sur 12 mois. Celle de mars 2019, d'un montant d'environ 2,1 millions de dollars, s'étale toutefois sur 36 mois (soit 3 ans). La même section Afrique du Monde est en outre partenaire de l'Open Society Initiative for West Africa (OSIWA) de George Soros.

23. De statut 501 c3, i. e. la typologie juridique appliquée aux fondations, organismes de bienfaisance, trusts caritatifs, etc. Ces organisations sont exemptées du paiement de la taxe fédérale.

Par ailleurs, le fichier pdf listant les rencontres de la Fondation Gates avec des commissaires, des membres de la Commission ou son directorat général en dénombre 66 depuis le 1er décembre 2014. À l'instar de l'OSEPI (Open Society European Policy Office), la BMGF a bénéficié de plusieurs entrevues que le portfolio de la Commission fait entrer sous la dénomination de « Président ». Ces entrevues sont par ailleurs bien plus nombreuses que celles de l'OSEPI, qui en avait obtenu quatre. Au 9 mai 2021, la BMGF en avait obtenu onze, dont neuf réparties du 27 mars 2020 à ce jour. Leur calendrier est par ailleurs à relever et souligne une accélération de ces rencontres à partir de la Commission von der Leyen :
• 22 janvier 2015 : rencontre entre Juncker et Bill Gates pour des sujets sur le développement international.
• 12 janvier 2018 : rencontre avec Luc Tholoniat, membre du cabinet de Juncker, pour une présentation du travail de la BMGF.
• 27 mars 2020 : vidéoconférence avec Kurt Vandenberghe, membre du cabinet de von der Leyen, sur le thème du COVID19.
• 09 juin 2020 : idem.
• 24 juin 2020 : idem.
• 20 novembre 2020 : vidéoconférence d'Ursula von der Leyen avec le cofondateur et co-président de la BMGF. Le nom de cette personne n'est pas précisé mais seules trois personnes de la Fondation ont le statut de co-président : Bill Gates, son ex-épouse Melinda et le père de Bill, William Gates Sr. Ce dernier étant décédé le 14 septembre 2020, la rencontre a eu lieu avec Bill et / ou Melinda Gates. Le sujet n'est pas spécifié. Toutefois, cette rencontre a eu lieu quelques jours seulement après la participation d'Ursula von der Leyen, le 12 novembre 2020, à l'édition 2020 du Forum de Paris sur la Paix. Bien que sa présence ne soit pas indiquée sur le programme de l'événement, la revue d'actualités de la Commission européenne précise que von der Leyen interviendrait au cours de la session « ACT-A (Act-Accelerator) : Vaccins, tests et thérapies contre la COVID-19, la voie du bien public mondial ». Cette session se composait entre autres d'Emmanuel Macron, de Theodros Adhanom Ghebreyesus (directeur de l'OMS), Seth Berkley (PDG de Gavi, généreusement financée par la Fondation Gates), de Melinda Gates et d'Erna Solberg) [24].

• 14 décembre 2020 : vidéoconférence avec Kurt Vandenberghe, membre du cabinet de von der Leyen, sur le thème du COVID-19.
• 8 janvier 2021 : idem.
• 13 janvier 2021 : vidéoconférence avec Kurt Vandenberghe sur le sujet du Green Deal.
• 22 janvier 2021 : vidéoconférence avec Kurt Vandenberghe sur la Mission Innovation et le programme Breakthrough Energy Catalyst.
• 2 mars 2021 : réunion Teams avec Kurt Vandenberghe, prenant la forme d'un appel préparatoire à l'appel entre von der Leyen et Bill Gates concernant le programme Catalyst.

Que sont Breakthrough Energy et sa branche Catalyst ?

« En Europe, nous avons la chance d'avoir une mine de scientifiques et d'innovateurs qui montrent la voie vers la décarbonation. Nous devons juste les aider à porter leurs idées sur le Marché. »

Ursula von der Leyen,
« Video message of President von der Leyen & Bill Gates, Founder of Breakthrough Energy », 2 juin 2021.

Breakthrough Energy se présente comme « un réseau d'entités et d'initiatives, dont des fonds d'investissement, des programmes philanthropiques et à but non lucratif, et des efforts de politiques liés par un engagement commun à faire évoluer à grande échelle les technologies dont nous avons besoin pour atteindre la trajectoire de zéro émission en 2050 ». Breakthrough Energy a été fondé par Bill Gates – qui en demeure le président – en 2015 sur le modèle des partenariats publics-privés. Parmi les investisseurs initiaux se trouvaient notamment George Soros et Mark Zuckerberg (Facebook), rappelle Forbes. On y trouve aujourd'hui toujours certains investisseurs de la première heure comme des nouveaux : Jeff Bezos (Amazon – entité de catégorie II), Jack Ma (Alibaba), Richard Branson (Virgin Group), Xavier Niel (Iliad Group – entre autres – entité de catégorie II), David Rubenstein (cofondateur et co-président exécutif de l'influent Carlyle Group – entité de catégorie II), John Arnold (Laura & John Arnold Foundation), Michael Bloomberg (Bloomberg LP, entité de catégorie II), Mukesh Ambani (Reliance Industries Limited ; Ambani est en 2021 la 10e fortune mondiale et présenté par *Le Monde* comme « l'homme le plus puissant d'Asie »). Liste non-exhaustive. Tous ont en commun d'être milliardaires.

Breakthrough Energy Catalyst est présenté comme « le premier programme dans son genre à démontrer comment nous pouvons financer, produire, et acheter les nouvelles solutions qui inspireront une économie à bas-carbone ». Sa page dédiée le définit comme consacré à « accélérer le déploiement de technologies propres »[25]. Le programme Catalyst vise notamment à fournir une plateforme « pour commercialiser rapidement les technologies émergentes ». Catalyst entend se concentrer en premier lieu sur quatre technologies : hydrogène vert (également appelé hydrogène propre), biocarburant pour l'aviation [26], stockage d'énergie longue durée [27], et capture directe de l'air [28]. La volonté d'ouverture de marchés – et donc, sans les nommer, des évolutions législatives que cela suppose – est clairement affichée. Il est entre autres précisé que Catalyst « développera un mécanisme de financement mixte pour mobiliser des subventions, des prêts, et des investissements en capitaux pour accéder aux marchés dont ces technologies auront besoin pour réussir ».
On notera que la Breakthhrough Energy Catalyst Foundation est enregistrée comme ONG au registre de transparence de la Commission européenne depuis le 12 mars 2021. Elle a déjà obtenu neuf rencontres avec des fonctionnaires de la Commission, dont trois avant sa date d'enregistrement.

Dans le cadre de l'European Green Deal, Catalyst et la Commission européenne ont annoncé leur partenariat le 2 juin 2021 « afin de soutenir des investissements dans les énergies propres pour les industries à bas-carbone ». Le communiqué précise que ce nouveau partenariat entend investir « dans un portefeuille de projets européens à fort impact » pour répondre aux objectifs de l'European Green Deal en se concentrant sur les quatre énergies précitées. Ceci, afin d'accélérer la transition vers des industries européennes durables. Le soutien européen sera effectué à partir des programmes Horizon 2020 et du Fonds pour l'innovation de la Commission européenne. Le communiqué annonce enfin que la Commission et Breakthrough Energy travailleront de concert sur la mise en place du programme au cours des mois à venir.
On notera en dernier lieu qu'il s'agit du second partenariat entre la Commission européenne et Breakthrough Energy. En 2019 déjà, la Commission et Breakthrough Energy Ventures Europe [29] avaient établi un fonds d'investissement de 100 millions d'euros pour obtenir des promesses d'investissements dans les principaux secteurs liés à l'énergie « où les efforts sont essentiels pour combattre le changement climatique ».

Note page 17

24. Premier ministre de Norvège, Erna Solberg a déjà travaillé avec la Fondation Gates par le passé. Le gouvernement norvégien et la Fondation Gates sont en effet les bailleurs de fonds initiaux de Gavi, l'Alliance du vaccin (dont nous reparlerons infra.), depuis sa création en 2000. Le 15 novembre 2013, le bureau du Premier ministre norvégien rapportait par ailleurs une rencontre entre Erna Solberg et Bill Gates à Oslo pour échanger sur « le partenariat de longue date entre la Norvège et la Fondation Gates ». Gavi a été qualifiée de « pierre angulaire » de ce partenariat. Le 7 mai 2020, le journal norvégien Resett rapportait que Solberg décidait d'accorder 13 milliards de dollars norvégiens publics supplémentaires à la Fondation Gates dans le cadre de Gavi et de la CEPI (Coalition for Epidemic Preparedness Innovation, voir infra.)

<Encadré page de gauche

25. Sont cités le lithium-ion, l'éolien et le solaire. N. B. : ces trois énergies causent en réalité d'importants dégâts environnementaux pour être produites et sont de ce fait bien loin d'être propres (cf. notamment les conditions d'extraction du néodyme pour les aimants des éoliennes et du lithium en Argentine, en Bolivie et au Chili).

26. Sustainable Aviation Fuel (SAF).

27. Long-Duration Energy Storage (LDES).

28. Direct Air Capture (DAC), afin de capter le dioxyde de carbone.

29. Les autres branches de Breakthrough Energy, que nous ne développerons pas ici, sont Breakthrough Energy Action, Breakthrough Energy Ventures, Breakthrough Energy Solutions Canada, Breakthrough Energy Sciences, et Breakthrough Energy Fellows.

Pour autant, la fiche de registre de la BMGF note que cette dernière n'a participé à aucune feuille de route, consultation publique, structures et plateformes de l'UE, intergroupes et groupements non officiels (Parlement européen), ni à aucun groupe d'experts de la Commission européenne – interventions qui auraient permis de mesurer son implication publique sur les questions européennes [30]. Mais aussi, de comprendre la légitimité de son lobbying.

Un bailleur de fonds de la Commission européenne

Un premier élément d'influence se trouve dans le base de données de subventions de la Fondation Gates. Entre septembre 2010 et mars 2020, la BMGF a fourni cinq subventions aux institutions européennes, directement ou indirectement :

1. Bénéficiaire direct : Commission européenne. Montant : 500 000 $; date : 2020 ; étalement : 17 mois.
Objet : « fournir des financements supplémentaires pour les National Information Platforms for Nutrition dans 10 pays pour renforcer la qualité d'un dialogue politique multi-sectoriel pour accélérer la réduction de la sous-nutrition ».

2. Bénéficiaire direct : Commission européenne. Montant : 45,18 millions $; date : mars 2019 ; étalement : 238 mois (soit 19 ans et 10 mois).
Objet : « fournir des financements supplémentaires au Fonds européen pour le développement durable (FEDD), qui inclut la Plate-forme africaine de diagnostic sanitaire [31] pour soutenir des projets qui renforcent l'accès à des services de tests diagnostics de qualité et à un prix abordable ».

3. Bénéficiaire direct : Centre européen de gestion des politiques de développement [32]. Montant : 399 982 $; date : mars 2017 ; étalement : 25 mois.
Objet : « accroître l'impact des programmes et des politiques de développement de l'Union Européenne sur les plus pauvres et les plus vulnérables dans les pays en développement, au travers de la création de connaissances ».

4. Bénéficiaire direct : Commission européenne. Montant : 500 000 $; date : février 2016 ; étalement : 22 mois.
Objet : « fournir un soutien technique pour l'élaboration, l'implémentation, et l'exploitation des National Information Platforms for Nutrition dans un maximum de 10 pays pilotes ».

5. Bénéficiaire direct : Imperial College de Londres. Montant : 2,69 millions d'euros ; date : septembre 2010 ; étalement : 40 mois.
Objet : « permettre aux gouvernements britannique, français, et de la Commission européenne de fournir un soutien au développement agricole plus efficace pour les petits propriétaires terriens en Afrique sub-saharienne ».

30. Ces chiffres étonnent et détonnent si nous les comparons par exemple à ceux de Transparency Inernational, en nous reportant à la fiche de cette dernière disponible sur le registre de transparence (personnes enregistrées, subventions européennes, etc.). C'est ici que se pose la question d'un lobbying que nous pourrions qualifier d' « indu », par exemple en comparant la liste pdf des meetings de Transparency International avec celle de l'Open Society European Policy Institute (OSEPI) et celle de la Bill & Melinda Gates Foundation. TI et l'OSEPI se sont inscrits presque à la même date, en 2008. Pour autant, TI dispose d'un personnel bien plus important et est initialement européenne (allemande). Depuis le 09/12/2014, TI n'a pourtant obtenu que 49 meetings auprès de fonctionnaires de la Commission, contre 79 pour l'OSEPI et 66 pour la Fondation Gates – cette dernière n'étant qui plus est enregistrée que depuis le 8 janvier 2015. De plus, contrairement à l'OSEPI et à la BMGF, TI n'a tenu qu'un meeting (le 2 février 2016) avec le cabinet du président d'alors, Jean-Claude Juncker, par l'intermédiaire d'Antoine Kasel – membre de ce cabinet – pour discuter du package concernant l'évasion fiscale des sociétés.

31. African Health Diagnostics Platform (AHDP).

32. European Centre for Development Policy Management, un think-tank.

Meetings entre la Fondation Gates et la Commission européenne

Integrity Watch permet d'illustrer l'importance de la Fondation Gates et de mettre en lumière ses réseaux – au travers d'ONG dont il est un mécène. Les résultats sont étonnants pour une fondation américaine, puisque la BMGF arrive en première position à quatre reprises.

Budget

Nous développerons davantage autour des ONG constitutives du top 10 de ce portefeuille infra, en traitant des meetings entre les réseaux Soros et la Commission européenne. Nous mentionnerons seulement ici la 1ère position qu'occupe la Fondation Gates sur ce sujet. Il semble difficilement compréhensible qu'une fondation de droit américain ne disposant d'aucun bureau bruxellois ainsi que d'un personnel limité (rappel : 1,25 équivalent temps plein réparti sur trois salariés) soit concomitamment la 1e ONG en nombre de rencontres (5 meetings) avec des fonctionnaires de la Commission européenne pour traiter des questions budgétaires – tout comme sont étonnantes ses positions au sein du Top 10 d'autres portefeuilles.
Qui plus est, ces rencontres se sont produites dans un laps de temps relativement réduit au regard du quinquennat Juncker (2014-2019). La BMGF a en effet étalé ses rencontres sur un peu plus de 18 mois seulement [33] :
• 25 janvier 2018 : Financement du développement.
• 26 avril 2018 : Plan d'investissement extérieur.
• 17 octobre 2018 : Cadre financier pluriannuel de l'Union Européenne.
• 12 avril 2019 : Politique européenne de recherche et soutien aux projets humanitaires.
• 18 juillet 2019 : Politique d'aide humanitaire.

Développement

La Fondation Gates arrive en première position avec 18 meetings. Les sujets qu'aborde la BMGF dans ces rencontres ont été multiples : L'initiative Plateformes Nationales d'Information pour la Nutrition (NIPN [34]) ; Primary Health Care [Performance] Initiative (PHCPI [35]) – ainsi que ses indicateurs et les zones de coopération après l'adoption des Objectifs de développement durable (ODD) ; plans européens d'innovation et de recherche, d'investissement extracommunautaire, éradication de la polio, santé mondiale, recherche agricole (rappelons que Bill Gates est le plus grand propriétaire terrien des États-Unis), Sommet de Paris, santé et éducation ; discussion sur le travail conjoint mené par la DG à la Coopération internationale et au développement et la Fondation dans le domaine de la santé ; ou encore préparation d'un meeting prévu à Davos entre Jean-Claude Juncker et Bill Gates.

• **En 2e position figure OXFAM,** une ONG internationale de premier plan. Si pour son dernier exercice fiscal clos, le registre de transparence précise qu'OXFAM EU n'a pas reçu de subventions de la Commission, ce n'est pour autant pas toujours le cas. Le rapport annuel 2017-2018 de l'ONG précise ainsi que son manuel « Leadership de genre dans l'action humanitaire » a été financé par le service d'aide humanitaire et de protection civile (ECHO) de la Commission. Par comparaison, Gates finance OXFAM à des niveaux très supérieurs à George Soros, pour un total de 55 subventions depuis 1999. Les deux dons les plus importants (en 2015 et 2018) totalisent plus de 27 millions de dollars et concernent l'égalité de genre dans le développement agricole. La plus généreuse subvention de la Fondation a concerné, en 2013, le sujet « Opportunité & croissance mondiale », à nouveau dans le développement agricole, et se chiffre à 17 millions de dollars. Un autre don notable de Gates à OXFAM, toujours sur le thème « Global Growth & Opportunity », a porté en 2008 sur les services financiers à destination des pauvres et se chiffrait à 14,8 millions de dollars. Nous mentionnons ici des dons uniques, mais le thème du développement agricole par exemple est récurrent dans les dons de la BMGF à OXFAM.

33. Par comparaison, les 4 meetings de l'OSEPI de George Soros sur les questions budgétaires se sont répartis entre mars 2015 et février 2018, soit trois ans.

34. Financée par la Commission européenne, la Fondation Gates, UK Aid et la German Cooperation.

35. Le PHCPI est un partenariat entre la Fondation Gates, le groupe de la Banque Mondiale, l'OMS, l'UNICEF (la Fondation Gates finance ces trois organismes), Ariadne Labs et Results for Development.

L'influence des **ONG** dans le processus législatif européen

• **En 3e position se trouve CONCORD Europe.** Entre 2011 et 2020, la BMGF lui a accordé plus de 3,2 millions de dollars de subventions, dans sa division « Politique mondiale et plaidoyer », sur le sujet « Santé mondiale et développement, sensibilisation du public et analyse ».

• **L'ONG ONE figure en 5e position.** Elle fut cofondée par Bono, admirateur de George Soros, et accueille en son sein Morton Halperin, un proche de Soros. Comme pour OXFAM, les subventions accordées par Gates à ONE (The ONE Campaign) dépassent de très loin celles de l'Open Society. Les 21 subventions de la base de données de la BMGF avoisinent au total les 200 millions de dollars. Par ailleurs, au conseil d'administration de ONE se trouve Joe Cerrell, directeur général pour les politiques mondiales et le plaidoyer de la Fondation Gates. À l'image du bureau washingtonien de l'Open Society (voir infra., partie dédiée à l'OSEPI), le siège social de ONE se situe à proximité de la Maison-Blanche, comme le montre une recherche sur Google Maps :

• **La 6e position échoit à la Deutsche Stiftung Weltbevölkerung,** financée à hauteur de plus de 40 millions de dollars par la BMGF depuis 1998 pour un total de 12 subventions. La principale section de ces dons porte sur le développement mondial, avec pour sujet la planification familiale. Daté de 2015, le plus gros don (10,9 millions de dollars) est ainsi décrit : « Accroître et améliorer les financements par l'Allemagne et l'Union Européenne pour la santé mondiale et le développement, pour accroître l'accès aux fonds des plannings familiaux par les organisations locales de la société civile en Afrique, et accroître le financement des pays pour les plannings familiaux en Afrique. »

• **En 7e position, Save the Children** a reçu près de 200 millions de dollars de subventions de la Fondation Gates depuis 1998. Les sommes sont dans certains cas particulièrement conséquentes. En 2005, un don de 75,8 millions de dollars visait à tester et évaluer un ensemble de technologies et d'outils de santé à destination des nouveaux-nés. En 2000, une subvention de 49,6 millions de dollars visait à lutter contre la mortalité néonatale.

• **En 10e position, ActionAid** a reçu 9 subventions de la BMGF depuis 2006, pour un total de près de 27 millions de dollars. On mentionnera également les plus de 155 000 $ de subventions reçus par ActionAid, entre 2016 et 2019, de la part de l'Open Society.

Synthétisé au sein d'un tableau avec notre code couleur appliqué aux ONG du Top 10 financées par la BMGF :

OXFAM EU	CONCORD Europe	Lumo Foundation
ONE	Deutsche Stiftung Weltbevölkerung	Save the Children International
Women Political Leaders	Plan International EU	ActionAid

Recherche, science et innovation

La Fondation Gates arrive à nouveau en 1ère position pour les rencontres obtenues avec les fonctionnaires de la Commission, dans le portefeuille européen dédié à la recherche, à la science et à l'innovation. 16 rencontres sont à noter, là encore sur des thèmes variés : énergie « propre », santé mondiale, maladies infectieuses, efficacité énergétique, partenariats sur les essais cliniques entre les pays européens et les pays en développement.

• **La 3e ONG du Top 10, le Wellcome Trust**, a reçu quelques subventions de la BMGF entre 2014 et 2016, répartis sur quatre dons pour un peu plus de 600 000 $ – relativement peu au regard des fonds dont dispose le trust.

• **La 4e organisation est le World Economic Forum de Klaus Schwab,** architecte du Great Reset et ancien membre du comité directeur du Groupe de Bilderberg. Gates est un mécène du Forum, auquel sa Fondation a apporté 3,3 millions de dollars entre 2002 et 2020, sur plusieurs sujets : VIH, malaria, développement agricole, « Santé mondiale et développement, sensibilisation du public et analyse ». La BMGF est en outre partenaire du Forum de Davos, où Gates est intervenu à plusieurs reprises. Par ailleurs, les deux organisations, en partenariat avec le Center for Health Security de la Bloomberg School of Public Health de l'Université John Hopkins, ont organisé une simulation – autoréalisatrice – de pandémie mondiale le 18 octobre 2019, intitulée « Event 201 ».

• **La 5e ONG, l'European Climate Foundation,** a été financée non par Gates, mais par l'Open Society. En 2019, l'ONG de Soros lui a accordé 3,3 millions de dollars.

• **En 6e position se trouve à nouveau la Deutsche Stiftung Weltbevölkerung.**

• **La 7e ONG, la britannique Portia Limited,** n'est à première vue pas financée par la BMGF. Toutefois, une recherche sur le site de Portia nous apprend qu'il s'agit d'une ONG fondée en 2001 « par un groupe de femmes scientifiques à l'Imperial College de Londres ».

Encadré et tableau page de droite >

36. Voir également l'évaluation menée par une développeuse en logiciels sur le site Lockdown Sceptics. Le code a été quant à lui publié sur GitHub.

37. Financée par l'Open Society de Soros. Nous la laissons toutefois grisée pour ne pas biaiser, le propos portant ici sur la Fondation Gates.

L'influence des **ONG** dans le processus législatif européen

Quelques précisions sur l'Imperial College de Londres

Depuis 2002, l'Imperial College de Londres a bénéficié de 70 subventions de la Fondation Gates. Le tout, pour un total de plus de 280 millions de dollars dont 79 millions pour une seule subvention dédiée à la lutte contre la malaria, en mars 2020 et étalée sur 60 mois (5 ans). Cet Imperial College est en outre enregistré sur le registre de la Commission comme entité de catégorie IV, « Think tanks, établissements de recherche et universitaire », et plus précisément comme « établissement universitaire ». Pour son exercice fiscal compris en août 2019 et juillet 2020, l'Imperial College de Londres a bénéficié d'un budget de plus de 39 millions d'euros, intégralement sur fonds publics via la Commission européenne (voir capture ci-dessous). Ceci, avant même son enregistrement au sein du registre le 7 septembre 2020.

Sur son site, l'Imperial College présente son rôle auprès de la Commission et plus particulièrement d'Horizon Europe (2021-2028), successeur d'Horizon 2020 : « Agissant en tant qu'unité spécialisée au sein du bureau de recherche, l'équipe européenne fournit des conseils sur le financement de la recherche et de l'innovation européennes. L'équipe européenne est responsable de l'assistance précédant l'attribution de projets de recherche européens, de même que de la gestion du processus d'accord de subventions, négociant l'accord de consortium et les amendant comme ceci est exigé pendant toute la durée de vie du projet. Si vous prévoyez de soumettre une proposition à Horizon Europe, l'équipe sera heureuse d'en discuter. »

Pour mémoire, c'est au sein de l'Imperial College que travaillait le directeur du conseil scientifique britannique, l'épidémiologiste Neil Ferguson. Selon *Le Figaro* du 5 mai 2020, Ferguson « avait largement contribué à convaincre le gouvernement d'imposer des mesures de confinement ». Il dut pourtant démissionner pour avoir violé le confinement pour voir sa compagne. Quelques semaines plus tôt, l'Imperial College avait prédit que 500 000 personnes pourraient mourir du COVID aux États-Unis, avant de se raviser peu après, Ferguson déclarant selon The Telegraph du 25 mars 2020 que « jusqu'à deux tiers des personnes qui mourront du coronavirus dans les neuf prochains mois seront probablement mortes cette année d'autres causes ».

Mais l'élément le plus problématique quant à la crédibilité de l'Imperial College est ailleurs. Le code du modèle prédictif (informatique) de Ferguson, qui prévoyait 500 000 morts au Royaume-Uni en cas d'absence de confinement comprenait en réalité un nombre conséquent de bugs rendant ses résultats non-fiables. Le 7 mai 2020, le site Axis of Easy le qualifia de « shitcode », i. e. globalement un code mal écrit ou truffé d'erreurs. L'article est long et technique [36]. Nous en mentionnerons les principales informations : avec des entrées identiques et en dépit de paramètres initiaux identiques, le code peut produire des résultats différents en raison de ses nombreux bugs, ce qui le rend inutilisable pour une exploitation scientifique. Une équipe de l'université d'Edimboug a tenté d'optimiser le code tout en conservant les mêmes données d'entrée. Ceci a pourtant entraîné des variations de sortie, triplant le chiffre des décès par rapport au nombre de décès réels. Bien que l'équipe l'ait signalé à l'Imperial College (qui selon l'article, était au courant), ce dernier a rejeté l'information en qualifiant ces variations de « petit non déterminisme ». L'article poursuivait en précisant qu'« une autre équipe a même constaté que les résultats variaient en fonction du type d'ordinateur sur lequel ils étaient exécutés ».

Synthétisé :

Crue	Wellcome Trust	World Economic Forum
European Climate Foundation [37]	Deutsche Stiftung Weltbevölkerung	Portia Limited
Solar Impulse Foundation	Climate Action Network	European Regions Research and Innovation

Budget & ressources humaines

La BMGF occupe à nouveau la 1ère position, avec 5 meetings. Les sujets abordés ont été le financement du développement, le plan d'investissement extra-communautaire, le cadre financier pluriannuel de l'Union Européenne – un point d'autant plus étonnant que la Fondation Gates est, rappelons-le, une ONG américaine –, la politique de recherche européenne et le soutien aux projets humanitaires, et la politique d'aide humanitaire.
L'Open Society European Policy Institute (OSEPI) figure en 2e position, avec 4 meetings, notamment sur le cadre financier pluriannuel de l'Union Européenne, une rencontre avec George Soros en marge du Forum bruxellois du German Marshall Fund, et la conditionnalité du plan budgétaire européen.
ILGA-Europe, soutenue par l'OSEPI, occupe la 3e place ex aequo.
ONE figure en 6e position ex aequo avec notamment la Bertelsmann Stiftung.

Commission von der Leyen

Pour la commission von der Leyen, le même procédé s'applique. **La Fondation Gates figure en 4e position des meetings** auprès de la présidence de la Commission (4 meetings).
• **En 2e position ex aequo figurent la Coalition for Epidemic Preparedness Innovations (cf. précisions infra) et le WEF.** Cette dernière et la Fondation Gates entretiennent des liens étroits.
• **En 5e position, le Pandemic Action Network,** ONG de droit américain et enregistrée seulement depuis le 18 juin 2020, comprend 71 membres dont certains très influents comme la Fondation Gates. La BMGF et le groupe pharmaceutique Johnson & Johnson en sont d'ailleurs les fondateurs. Les profils de ses cofondateurs sont également à relever :

- **Eloise Todd :** conseillère politique pour le groupe S&D au Parlement européen (2002-2007), directeur pour la politique mondiale de l'ONG ONE [38] (2007-2016), PDG de Best for Britain (2017-2019, une ONG destinée à maintenir l'adhésion du Royaume-Uni à l'Union Européenne).
- **Gabrielle Fitzgerald :** ancienne de la Fondation Gates, de l'USAID, et rédactrice de discours pour Bill Clinton à la Maison-Blanche.
- **David Kyne :** communicant influent et ancien de Hill+Knowlton Strategies.
- **Caroline Reynolds :** ancienne consultante senior notamment auprès de la Banque Mondiale et de l'OMS.

À noter : *les 8e, 9e et 10e positions des rencontres avec la présidence sont occupées respectivement par l'Open Society European Policy Institute (OSEPI), GLOBSEC (partenaire de l'Open Society) et Access Now (financé par l'Open Society).*

La BMGF figure également dans le top 10 des meetings des trois autres portefeuilles au sein desquels elle s'est investie depuis la nouvelle commission :
• **Une Europe plus forte dans le monde :** 8e position.
• **Innovation & jeunesse :** 9e position.
• **Partenariats internationaux :** 10e position.

38. Rappel : financée notamment par la Fondation Gates et l'Open Society, et cofondée par Bono, soutien indéfectible de George Soros qu'il considère comme « un géant ».

Autour de la Fondation Gates : Gavi, l'Alliance du vaccin

L'influence d'une ONG ne se limite pas à sa seule action ni à celle de sa galaxie d'ONG (entités de type III). Gavi, l'Alliance du vaccin (ci-après dénommée Gavi [39]) est une entité de catégorie VI, « Organisations représentant des autorités locales, régionales ou municipales, autres entités publiques ou mixtes, etc. », et plus précisément « Autres entités publiques ou mixtes, créées par une loi dont le propos est d'agir dans l'intérêt public ». Partenariat public-privé, Gavi fut créée en 2000 au World Economic Forum, comme l'a rappelé son PDG, l'Américain Dr. Seth F. Berkley lors de son intervention de 2021 à Davos [40]. Les premiers contrats signés remontent à cette époque, et les discussions avaient notamment porté, rappelait Berkley, sur la formation de l'initiative COVAX (pour « COVID-19 Vaccine Global Access »), qui se présente comme « le pilier 'vaccins' de l'accélérateur d'accès aux outils COVID-19 (Accélérateur-ACT) ».
Plusieurs jalons du parcours de Seth Berkley doivent être mentionnés : directeur associé (épidémiologie, santé publique, vaccination – entre autres) à la Fondation Rockefeller où il travailla pendant huit ans, nommé l'une des 100 personnalités les plus influentes au monde par le *Times* en 2009, nommé parmi les « Global Forum Visionaries » par Fortune en 2010, membre du comité directeur international du laboratoire pharmaceutique Gilead, de l'Académie des Sciences de New York, d'Acumen Fund [41] – financée par la Fondation Gates par six subventions depuis 2006 pour un total dépassant les 18 millions de dollars – et membre du très influent Council on Foreign Relations. Berkley est par ailleurs *fellow* [42] de l'American College of Physicians, de l'Infectious Diseases Society of America, de la Massachusetts Medical Society, et un ancien membre du bureau directeur d'OXFAM America. Il est enfin le fondateur – sur impulsion de la Fondation Rockefeller – et ancien PDG de l'International AIDS Vaccine Initiative (IAVI), financée par la Fondation Gates (près de 400 millions de dollars via 30 subventions depuis 1998), plusieurs gouvernements, l'USAID, ainsi que la Coalition for Epidemic Preparedness Innovations (CEPI, voir la sous-section suivante de la présente étude).
Gavi a été opportunément enregistrée le 27 janvier 2021 au registre de transparence de la Commission européenne, dans un contexte de débats sur les questions vaccinales contre le COVID-19. Une lecture de la liste des rencontres de Gavi avec les fonctionnaires de la Commission montre par ailleurs que cette entité semble avoir bénéficié d'un traitement de faveur. Deux meetings sont en effet antérieurs à l'enregistrement de l'organisation :
• 09 avril 2020 : rencontre avec la commissaire Jutta Urpilainen sur la question du COVID-19.
• 22 décembre 2020 : rencontre avec Renaud Savignat, membre du cabinet de Jutta Urpilainen, pour un point sur COVAX.
Au total, Gavi a obtenu 8 meetings [43], dont sept entre le 22 décembre 2020 et le 02 mars 2020, presque tous sur COVAX. Avant son inscription déjà, en juin 2020, la Commission avait promis un don de 300 millions d'euros à Gavi sur la période 2015-2021, pour contribuer « à faire immuniser 300 millions d'enfants à travers le monde et à financer la constitution de stocks de vaccins qui permettront de protéger les populations contre les maladies infectieuses. » Ursula von der Leyen a déclaré à ce titre : « Je me réjouis que la Commission européenne puisse soutenir Gavi dans cet effort crucial. Cela nous aidera à surmonter l'actuelle pandémie et à en éviter une autre. » Le 15 décembre 2020, l'équipe Europe [44] décidait de contribuer à hauteur de 500 millions d'euros à l'initiative COVAX « en vue de fournir un milliard de doses de vaccin contre la COVID-19 aux pays à revenu faible ou intermédiaire », faisant de l'Union Européenne son principal donateur. Ce montant a été doublé deux mois plus tard, portant la contribution de l'UE à un milliard d'euros. Le communiqué de la Commission annonçant cette extension de financement a été publié le 19 février 2021, lendemain d'une téléconférence entre Gavi et la Commission sur le sujet de COVAX.

39. Anciennement GAVI, pour Global Alliance for Vaccines and Immunization.

40. Son intervention avait pour sujet « Vacciner le Monde : de la production de masse à la livraison du dernier kilomètre ».

41. Une ONG cofondée par Andrea Soros Colombel, la fille de George Soros, qui en fut la directrice et siège toujours à son Bureau directeur.

42. *Fellow* désigne un membre du corps enseignant d'un collège universitaire. Il peut être soit professeur, soit chercheur.

43. Et non 3 comme l'annonce Transparency International sur Integrity Watch.

44. La « Team Europe » vise à combiner les ressources de l'Union Européenne, de ses États membres, et des institutions financières dont, en premier lieu, la Banque européenne d'investissement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

COVAX

COVAX est codirigée par quatre organisations financées par la Fondation Gates :

• **Gavi.** Gavi a reçu plus de 3 milliards de dollars de subventions de la part de la Fondation Gates depuis 2003, répartis en une douzaine de dons directs [45], essentiellement au motif de « fournir des solutions pour améliorer la santé mondiale ». Partenaire de longue date, la Commission européenne a également financé Gavi depuis 2003 pour un total de plus de 83 millions de dollars. La Commission précise en outre qu'« en tant que partenariat public-privé, Gavi représente toutes les parties prenantes sur la vaccination mondiale : gouvernements donateurs et exécutants, OMS, UNICEF, Banque Mondiale, Bill & Melinda Gates Foundation, société civile, industrie de la vaccination et entreprises privées ». Nous rapporterons ici deux des subventions de la Fondation Gates tels que cette dernière les détaille :
Bénéficiaire direct : GAVI Alliance. Montant de la subvention : 150 millions de dollars ; date : décembre 2020 ; étalement : 116 mois (i. e. 9 ans et 8 mois). Objet de la subvention : « Réduire l'impact de la pandémie de COVID-19 au sein des économies à revenus bas, moyennement bas, et moyennement hauts éligibles à l'IDA [46] en accélérant l'introduction et la généralisation des vaccins qui protègent contre le COVID-19. »
Bénéficiaire direct : Inventprise LLC. Montant de la subvention : 612 000 $; date : mars 2021 ; étalement : 10 mois. Objet de la subvention : « Engager une production supplémentaire de vaccins dans le cadre de l'engagement de garantie de marché COVAX de GAVI (l'Alliance du Vaccin), un mécanisme de financement par lequel GAVI vise à garantir un accès équitable aux vaccins COVID-19 pour 92 pays à bas-à-moyen revenus. [47] »

• **CEPI.** La BMGF a financé la CEPI à trois reprises depuis 2017 :
Développement de vaccins (2017, pour une durée de 8 mois) : **1,98 million de dollars.**
Développement de vaccins (2017, pour une durée de 62 mois – i. e. 5 ans et 2 mois) : **98 millions de dollars.**
Science translationnelle et découvertes, développement de vaccins (2020, pour une durée de 26 mois) : **20 millions de dollars.**

• **OMS.** Durant le retrait de Trump, la Fondation Gates est devenue le principal bailleur de fonds de l'OMS. Le montant total des 452 subventions accordées à l'OMS par la BMGF depuis 1998 se chiffre à plusieurs milliards de dollars.

• **UNICEF.** La Fondation Gates a accordé 170 subventions à l'UNICEF depuis 1999, pour un total de plusieurs centaines de millions de dollars.

Gavi, CEPI et OMS sont par ailleurs des bailleurs de fonds de COVAX.

45. Nous n'avons pas pris en compte les dons fournis à d'autres organisations à des fins de travail avec GAVI.

46. IDA = World Bank International Development Association.

47. LMIC : Low-to-Middle-Income Country.

48. Souligné par la Commission, qui renvoie à sa communication JOIN(2020) 22 final du 02/12/2020, « Un nouveau programme UE – États-Unis pour un changement planétaire ». Celui-ci donnait déjà le ton : « L'UE invite les États-Unis à se joindre à la réponse mondiale et à son pilier «vaccins», le mécanisme COVAX. L'objectif est de veiller à ce que des vaccins sûrs soient distribués équitablement aux plus de 180 pays participants, où qu'ils soient et quels que soient leurs moyens. L'objectif est de disposer de 2 milliards de doses d'ici la fin de l'année prochaine, avec un accès équitable pour les pays à revenu faible et intermédiaire. La participation et la contribution financière des États-Unis à COVAX constitueraient un message fort, contribueraient à combler le déficit de financement et amélioreraient nos chances collectives de réussite. » L'une des premières étapes recommandées était formulée ainsi : « L'UE et les États-Unis devraient assurer le financement de la mise au point et de la distribution équitable de vaccins, de tests et de traitements à l'échelle mondiale, en commençant par participer aux initiatives ACT-A et COVAX et y contribuer. »

49. Si ce dernier est inconnu du grand public, il s'agit pourtant d'un acteur puissant. Britannique, le Wellcome Trust est dédié à la recherche médicale humaine et animale.

Côté réglementaire, COVAX a bénéficié de largesses, comme dans le Règlement d'exécution (UE) 2021/111 de la Commission du 20 janvier 2021, « subordonnant l'exportation de certains produits à la présentation d'une autorisation d'exportation ». Le paragraphe 5 de l'article premier, « Autorisation d'exportation », dispose que sur la base du principe de solidarité, plusieurs exportations ne sont pas soumises aux dispositions des deux premiers paragraphes de l'article.
Le premier article dispose notamment qu'« une autorisation d'exportation établie conformément au formulaire figurant à l'annexe I est requise pour l'exportation des marchandises de l'Union au sens de l'article 5, point 23, du règlement (UE) no 952/2013 du Parlement européen et du Conseil (3) suivantes: les vaccins contre les coronavirus du SARS (espèce SARS-CoV) relevant du code NC 3002 20 10, quel que soit leur emballage. Cela vaut également pour les substances actives, y compris les banques de cellules primaires et de cellules de travail utilisées pour la fabrication de ces vaccins. » COVAX en est l'un des bénéficiaires, comme précisé dans le paragraphe 5 :

> — les exportations vers les pays à revenu faible ou moyen sur la liste de l'AMC COVAX.
> — les exportations de marchandises achetées et/ou livrées par l'intermédiaire de COVAX, de l'UNICEF et de l'Organisation panaméricaine de la santé (PAHO) à destination de tout autre pays participant à COVAX.

Ces dispositions répondent aux objectifs fixés par une communication de la Commission datée de la veille, le 19 janvier 2021, « Un front uni pour vaincre la COVID-19 ». Dans son point 4, « Assurer le leadership européen et la solidarité internationale », la Commission écrit que « le nouveau programme UE-États-Unis pour un changement planétaire [48], proposé récemment, constituera la base d'un engagement et d'une contribution forts de l'UE et des États-Unis en faveur de COVAX. L'initiative «commerce et santé» menée par l'UE au sein de l'Organisation mondiale du commerce devrait faciliter l'acheminement des vaccins et des autres traitements médicaux là où ils sont les plus nécessaires ». Parmi les trois actions-clés à mener, la deuxième dispose que « la Commission européenne et les États membres devraient continuer de mobiliser le soutien à COVAX ».

Réseaux Gates & World Economic Forum : la Coalition for Epidemic Preparedness Innovations (CEPI)

La Coalition for Epidemic Preparedness Innovations (CEPI) a été lancée en janvier 2017 au WEF. Budgétée à hauteur de 188,7 millions d'euros (dont 168,6 sur fonds publics) pour son dernier exercice fiscal (janvier 2019 – décembre 2019), la CEPI a bénéficié sur la même période de 18,9 millions d'euros du programme Horizon 2020 de la Commission européenne.
L'objectif affiché de la coalition consiste en la confection de vaccins accélérant la réponse mondiale aux épidémies. En d'autres termes, comme le précise le communiqué de janvier 2017, il s'agit de créer des vaccins de manière à pouvoir les diffuser rapidement si une épidémie se produit. Bill Gates avait notamment déclaré : « Malheureusement, bien qu'il existe un risque épidémique conséquent, il n'existe pas de marché naturel pour les vaccins. Vous devez obtenir des gouvernements qu'ils créent les bons mécanismes incitatifs. Si vous pouvez anticiper ce que seront les futurs pathogènes et stocker des vaccins, alors ce serait une très bonne réaction. » Pour sa part, le journal officiel de la Royal Pharmaceutical Society rapportait à la même date que la CEPI visait en premier lieu à développer des vaccins « pour prévenir le syndrome respiratoire moyen-oriental lié au coronavirus (MERS-CoV) ainsi que les virus Lassa et Nipah, qui ont tous le potentiel d'engendrer de graves épidémies ».
La CEPI est une initiative public-privé. Côté public, elle émane des gouvernements norvégien (elle se présente comme une association norvégienne – rappelons que le gouvernement norvégien est étroitement lié à la Fondation Gates) et indien. Côté privé, ses fondateurs sont le WEF, la Bill & Melinda Gates Foundation (BMGF) et le Wellcome Trust [49].

Depuis sa création, la CEPI est financée par de nombreux autres pays, ainsi que par l'USAID. Elle rapporte également des financements de la part d'entreprises ainsi que des Nations unies via l'UN Foundation COVID-19 Solidarity Response Fund [50].
Côté leadership, la CEPI comprend au moins deux membres directement liés à l'administration américaine :
• **Nicole Lurie,** conseillère stratégique auprès du PDG. De 2009 à la fin du second mandat d'Obama, elle travailla au sous-secrétariat en charge de la préparation et des réponses au Département de la Santé et des Services sociaux aux États-Unis.
• **Richard Hatchett,** PDG. Il occupa divers hauts postes dans des agences médicales américaines. Par ailleurs, il officia au Conseil de sécurité nationale de la Maison-Blanche sous George W. Bush et fut membre de l'équipe de sécurité nationale de la Maison-Blanche sous Obama. Hatchett est par ailleurs intervenu au World Economic Forum de janvier 2021, sur le thème Un grand nouveau contrat pour la santé et les soins [51].

En parallèle :

• **Richard Wilder,** avocat général et directeur du développement économique de la CEPI, a par le passé occupé le même poste au sein du programme pour la santé mondiale de la Fondation Gates. Sa relation avec Bill Gates est en outre plus ancienne, puisque Wilder fut aussi avocat général associé pour les questions de propriété intellectuelle au sein de Microsoft.
• **Samia Saad,** directrice à la mobilisation des ressources et aux relations avec les investisseurs, fut auparavant représentante de la BMGF auprès du conseil des investisseurs de la CEPI. Les sept années précédentes, elle développa et mena le programme de R&D sur la santé mondiale, ainsi que la stratégie politique & plaidoyer pour la préparation épidémique de la BMGF.
Le comité scientifique consultatif de l'ONG compte en outre, parmi ses membres disposant du droit de vote, deux membres liés à la BMGF.
Les membres n'ayant pas le droit de vote sont issus de laboratoires pharmaceutiques : MSD (et Wellcome Trust), Pfizer, Johnson & Johnson, Sanofi Pasteur. Un cinquième est membre de l'OMS.

Enfin, la CEPI comprend un groupe de coordination conjoint, « une table ronde d'institutions indépendantes ayant intérêt [ou qui souhaitent] à ce que les vaccins de la CEPI soient développés et déployés avec succès lors d'une épidémie ». La suite de la présentation est intéressante : les membres du groupe « viennent ensemble pour discuter des façons d'améliorer au mieux nos tentatives pour fournir et déployer des vaccins en répondant aux défis liés à la R&D, à la législation [52], au stockage, et à la livraison de ces produits. En particulier, tandis que le groupe se concentre sur l'avancement de notre portefeuille vaccinal, son travail communique également sur le domaine plus large du développement vaccinal et de la préparation. Les membres jouent également un rôle dans la planification d'une réponse rapide face à un pathogène prioritaire ou inconnu. »
Les organisations membres de ce groupe sont présentées comme indépendantes, ce dont nous pouvons douter pour plusieurs d'entre elles au vu des fonds qu'elles reçoivent de la Fondation Gates : **OMS, Gavi, UNICEF.** Deux autres organisations sont également à mentionner :
• **L'International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies** a de son côté reçu environ 24,5 millions de dollars de la BMGF répartis sur 10 subventions depuis l'an 2000.
• **L'AVAREF** (African Vaccine Regulatory Forum, créé initialement par l'OMS en 2006) a bénéficié de deux subventions indirectes.
Les autres membres du groupe (dont Wellcome) n'ont pas reçu de financements de la Fondation Gates, mais potentiellement d'autres organisations. La qualification d'indépendance de ces organisations qu'exprime la CEPI semble ainsi, au mieux, inadéquate.

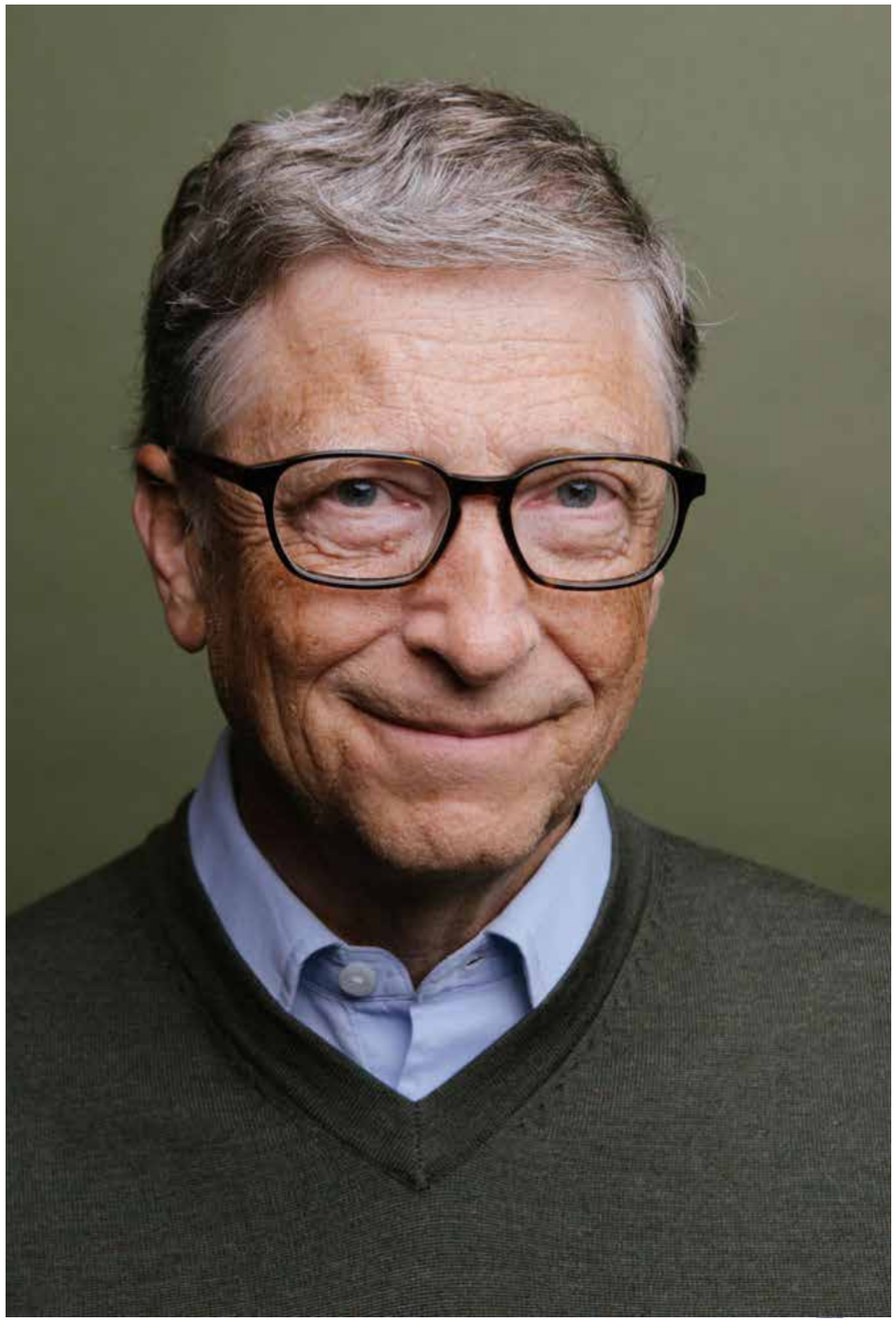
50. Ce fonds est soutenu par de très nombreuses entreprises de secteurs variés, parmi lesquelles des multinationales pharmaceutiques (The Pfizer Foundation, MSD, GSK, Johnson & Johnson).

51. L'url de ce lien parle pour sa part de « Préparation pour un Great Reset dans les soins de santé ». Cette session fait également intervenir – entre autres – Albert Bourla, PDG de Pfizer, et Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur de l'OMS.

52. Souligné par nous.

L'influence des **ONG** dans le processus législatif européen

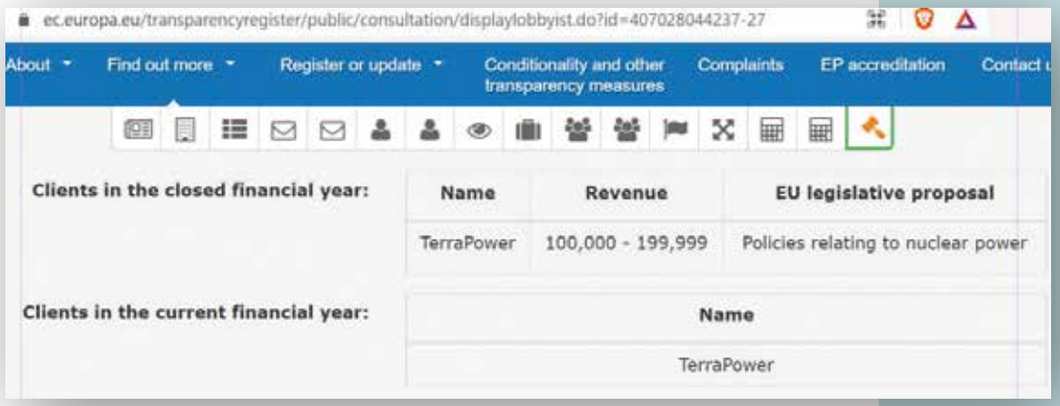
TerraPower



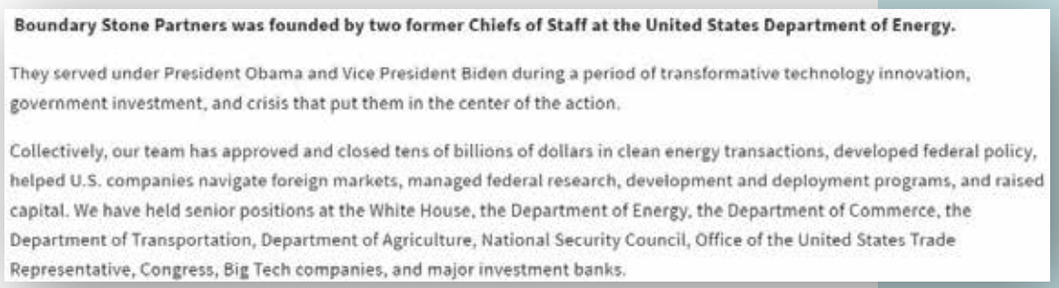
L'influence de Bill Gates à la Commission : un danger pour le nucléaire français ?

L'actualité et l'engouement autour de la taxonomie verte représentent un enjeu déterminant pour l'avenir du nucléaire français. Toutefois, au-delà du lobbying d'entreprises du secteur des énergies renouvelables ainsi que d'ONG et de think tanks financés par des intérêts du même type, les intérêts de Bill Gates sont également amenés à jouer leur partition. Bill Gates est en effet le fondateur de TerraPower, une entreprise productrice de mini-centrales nucléaires (350 MW contre 900 MW pour les centrales françaises) lancée en 2006 avec le soutien du milliardaire et de son fonds d'investissement, en collaboration avec General Electric Hitachi Energy. Gates investit dans des réacteurs nucléaires de 4e génération à sel fondu (le combustible nucléaire est liquide et dissous dans du sel fondu, la réaction est stabilisée, donc plus sûre, et les déchets sont réutilisables). Le projet est mené en commun avec Pacific Corp, une société appartenant à Warren Buffett, qui était jusqu'à récemment encore membre du bureau de la Fondation Gates. Or, l'influence précédemment démontrée de la Fondation Gates auprès de la Commission laisse planer le doute quant à la bienveillance dont cette dernière serait susceptible de faire preuve envers le milliardaire, facilitant sa marge de manœuvre au détriment de la souveraineté du nucléaire français et européen.

En appui à cette hypothèse, une nouvelle entité – Boundary Stone Partners – s'est enregistrée au sein du registre de transparence de la Commission en date du 29 septembre 2021, en tant qu'entité de catégorie I, « Consultant professionnel ». Son client pour l'année 2020 a été TerraPower, qui a payé entre 100 et 200K € pour du lobbying sur les politiques relatives à l'énergie nucléaire :

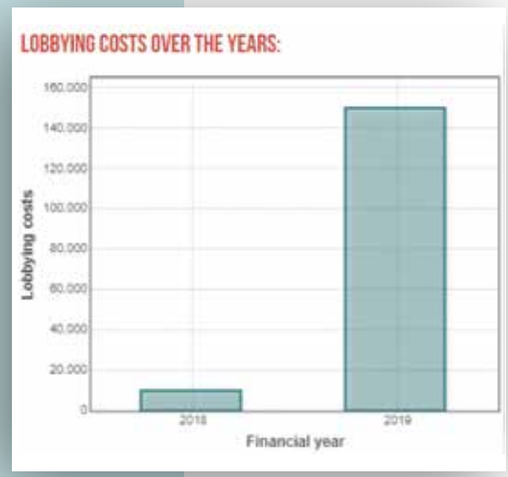


Par ailleurs, ce cabinet affiche de manière explicite sur son site sa proximité avec les plus hautes instances du pouvoir américain :


Boundary Stone Partners was founded by two former Chiefs of Staff at the United States Department of Energy.

They served under President Obama and Vice President Biden during a period of transformative technology innovation, government investment, and crisis that put them in the center of the action.

Collectively, our team has approved and closed tens of billions of dollars in clean energy transactions, developed federal policy, helped U.S. companies navigate foreign markets, managed federal research, development and deployment programs, and raised capital. We have held senior positions at the White House, the Department of Energy, the Department of Commerce, the Department of Transportation, Department of Agriculture, National Security Council, Office of the United States Trade Representative, Congress, Big Tech companies, and major investment banks.



53. Nous les citerons tous, afin de montrer de qui cette « ONG » qu'est le WEF est ici le porte-voix : Agence Française de Développement (AFD), Bank Lombard Odier & Co., Boston Consulting Group (BCG), Capricorn Investment Group, The Conduit, Crédit Suisse, Commission européenne, Ferd (une entreprise norvégienne), Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, Global Steering Group for Impact Investment, Gulf International Bank (GIB), IKEA Foundation, Comité international de la Croix-Rouge, International Finance Corporation, Islamic Development Bank, Japan International Cooperation Agency (JICA), Mastercard, Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, Overseas Development Institute, The Rise Fund, The Tony Elumelu Foundation, le Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies (UNHCR), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (WFP), l'USAID, la Banque Mondiale, et le Forum Économique Mondial.

World Economic Forum

Le WEF, avec 7 rencontres entre le 1er avril 2020 et le 11 novembre 2020, a rencontré deux fois Kurt Vandenberghe, dont le 9 juin 2020 (tout comme la BMGF). Les autres rencontres ont concerné les portefeuilles :

- **Une économie au service des personnes** (2 rencontres), pour la réponse européenne au COVID-19.
- **Une Europe adaptée à l'ère numérique** (1 rencontre) pour discuter de la stratégie numérique européenne pour la période de redressement post-COVID-19.
- **Services financiers, stabilité financière et union des marchés de capitaux** (1 rencontre) : entente sur le Commerce post-COVID-19.
- **Gestion de crise** (1 rencontre) : Humanitarian and Resilience Investing (HRI) Initiative – Initiative d'investissement humanitaire et de résilience) / COVID-19.

Humanitarian and Resilience Investing (HRI) Initiative et Commission européenne

Le World Economic Forum copréside cette initiative. Sur sa page dédiée, le WEF cite plusieurs situations de crise (climat, guerres, COVID-19) pour souligner, selon lui, la nécessité de dépasser les réponses humanitaires traditionnelles. Le Forum suggère comme complément de « [débloquer] une partie des 200 000 milliards de dollars de capitaux privés investis pour financer des investissements générateurs de retour [sur investissement] ». L'HRI, poursuit le WEF, « vise à accélérer et à façonner le marché des investissements qui améliorent la résilience et soutiennent la réponse humanitaire dans des contextes fragiles ». L'initiative HRI a été présentée au Forum de Davos de janvier 2019, lancée par le WEF, la Banque mondiale et le Comité international de la Croix-Rouge. La présentation précise que cette nouvelle initiative s'appuie entre autres sur le succès de l'implémentation de nouveaux produits financiers tels que l'Humanitarian Impact Bond ou le Famine Action Mechanism.

Les partenaires de l'initiative tendent à montrer que le WEF sert de feuille de vigne à des intérêts en premier lieu économiques. Ainsi, l'enregistrement du WEF comme entité de catégorie III pose question, à l'instar de nombreux trusts qui servent de paravents à des intérêts bien ancrés dans la sphère business. L'influence de la rencontre du WEF avec la Commission européenne sur cette initiative et ses démarches face au COVID-19 semble en tout cas acquise. La Commission est en effet l'un des nombreux partenaires de l'initiative HRI[53].

Le 15 octobre 2020, le WEF publiait un communiqué pour remettre l'initiative au premier plan des priorités : « Humanitarian and Resilience Investing in the COVID-19 era ». Son communiqué mêlait notamment la poursuite des Objectifs de développement durable, l'initiative HRI et le COVID : malgré la pandémie, lit-on, un capital d'investissement substantiel reste disponible pour financer et combler le fossé lié aux ODD.

Par ailleurs, la crise du COVID-19 a entraîné une croissance de 350% de l'émission d'obligations sociales.

Le communiqué souligne la nécessité de continuer d'attirer et de solliciter la contribution du secteur privé (« des solutions privées durables et inclusives ») pour répondre aux besoins humanitaires. Plus loin, il précise la nécessité de « renforcer l'expertise et la capacité des donateurs et des acteurs de l'humanitaire et du développement pour stimuler l'investissement privé en partageant ou en développant des outils, des données et des compétences ».

Le 10 mars 2021, la Commission européenne a adressé une communication au Parlement européen et au Conseil de l'Union Européenne, intitulée « Sur l'action humanitaire de l'Union Européenne : nouveaux défis, mêmes principes ». Elle reprend de nombreux éléments de langage de l'HRI, avec la mention de « besoins humanitaires à un niveau jusqu'alors inconnu », en raison – selon elle – du changement climatique, de la résurgence des conflits étatiques, de la dégradation environnementale, de la croissance démographique et de l'échec de la gouvernance. Le tout, exacerbé par « la pandémie de COVID-19 » qui nécessite un besoin urgent de ressources supplémentaires pour répondre à des besoins humanitaires considérablement accrus. La liste des donateurs sur lesquels s'appuyer devrait par conséquent, demande la Commission, être allongée. C'est toutefois la suite de la communication de la Commission qui éclaire son rôle de caisse de résonance de l'initiative portée par le WEF :

« L'Union Européenne devrait aussi explorer les moyens de mieux promouvoir et d'impliquer le secteur privé[54] dans la fourniture de services aux personnes touchées par les crises humanitaires, lorsque cela est pertinent. Un certain nombre d'initiatives innovantes ont vu le jour ces dernières années via les acteurs humanitaires, jusqu'à des outils pionniers comme les obligations à impact humanitaire (humanitarian impact bonds[55]). Des progrès significatifs ont été réalisés dans l'utilisation des assurances et des réassurances liés aux risques de catastrophes. Toutefois, l'Union Européenne dispose d'un champ d'application qui lui permet de faire plus pour lever des fonds supplémentaires au travers d'un engagement accru avec le secteur privé pour soutenir la réponse humanitaire. »

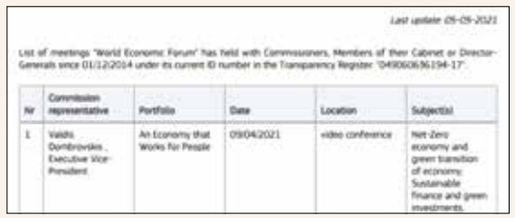
La Commission souligne ensuite qu'en s'appuyant sur le travail auquel elle a contribué dans des rencontres multilatérales, elle œuvrera à l'introduction de méthodes innovantes de financement au sein de sa boîte à outils humanitaire et promouvra activement l'implication du secteur privé dans le financement humanitaire. Dans sa note 57, liée à ses relations multilatérales, la Commission cite nommément sa qualité de membre de l'Humanitarian and Resilience Investing Initiative du WEF.

54. Souligné par la Commission.

55. Les Humanitarian Impact Bonds avaient notamment été cités favorablement dans un Livre Blanc du WEF daté de janvier 2021.

À NOTER : si au 5 mai 2021 (date où nous avons téléchargé la fiche de ses meetings avec la Commission), le WEF figurait toujours au registre de transparence, il en fut par la suite absent pendant un bref moment, avant d'être à nouveau enregistré en date du 2 juillet 2021. Cette date ne correspond donc pas à son enregistrement comme lobbyiste mais à son réenregistrement. Un problème de taille se pose toutefois : le fichier pdf des meetings du World Economic Forum présenté sur la fiche de son registre de transparence, émis par la Commission, est trompeur : ce nouveau fichier présente seulement trois meetings entre le WEF et la Commission, entre le 1er juin 2021 et le 7 octobre 2021 (à date de rédaction du 27 octobre 2021. Le fichier pdf antérieur – dont nous disposons – rapporte pour sa part 39 meetings entre le WEF et la Commission, entre le 15 octobre 2019 et le 9 avril 2021.

Pour retrouver une trace antérieure de cette présence du WEF, il faut se reporter à Integrity Watch (au moyen de la Wayback Machine, par exemple à l'enregistrement du 13 mars 2021), au fichier de ses meetings que nous avions téléchargé, ou à sa fiche sur le site Lobby Facts (sur sa fiche de meetings et sur ce site se trouve par ailleurs le numéro sous lequel le World Economic Forum était enregistré) :



Last update 05-05-2021

List of meetings 'World Economic Forum' has held with Commissioners, Members of their Cabinet or Director-Generals since 01/12/2014 under its current ID number in the Transparency Register: '049060636194-17'.

Nr	Commission representative	Portfolio	Date	Location	Subject(s)
1	Valdis Dombrovskis, Executive Vice-President	An Economy that Works for People	09/04/2021	video conference	Net-zero economy and green transition of economy; Sustainable finance and green investments

100,000€ - 199,999€

1.75 FTE (4)

World Economic Forum [WEF]

Registration on EU Transparency Register

Website

Janvier 2021 : Von der Leyen à Davos

Quant à l'influence qu'exerce Davos sur l'élaboration des politiques au niveau de la Commission européenne, la question semble rhétorique. Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, est en effet membre du Conseil d'administration du World Economic Forum depuis 2013, de quoi faciliter la pénétration de l'approche de Davos au niveau communautaire. Le 26 janvier 2021, von der Leyen a prononcé un discours au WEF « aux côtés » (en visioconférence) de Klaus Schwab, dont le contenu confirme cette hypothèse[56]. Cette invitation de la part du fondateur du Forum, mélangeant les genres, ne figure pourtant pas parmi les rencontres rapportées des fonctionnaires européens avec le WEF.[57].

Von der Leyen, déjà présente l'année précédente – entre autres pour présenter le Green Deal européen et échanger sur la numérisation ; en 2021, von der Leyen déclarait que la pandémie a accéléré ce processus – et donnant du « Cher Klaus », y a prononcé un discours aligné sur la politique du WEF. Nous en citons les points saillants :

« Le Forum Économique Mondial est l'endroit par excellence pour comprendre les tendances de notre société et pour comprendre aussi ce qui fait réfléchir les entrepreneurs, les communautés, les ONG, et les autres partenaires. C'est ici aussi qu'on peut comprendre comment on voit l'avenir en ce moment [...] Et cette année, le Forum Économique Mondial pose encore une fois les bonnes questions grâce à votre initiative, à savoir la grande remise à plat, The Great Reset. Il nous faut tirer les enseignements de cette année, changer la manière dont nous travaillons, dont nous vivons, les valeurs que nous chérissons, quelles sont-elles. [...]

Suffisamment tôt dans la pandémie, l'Union Européenne, des organisations telles que le Forum ou la Fondation Gates, Global Citizen, ont organisé des cérémonies pour promettre des fonds. Avec l'alliance COVAX, l'Union Européenne ainsi que 186 pays vont permettre l'accès aux doses de vaccins à des pays moins développés. [...] Voilà ce pour quoi nous œuvrerons, et je sais que je pourrai compter sur vous, sur le Forum Économique Mondial, pour construire cela. J'espère pouvoir continuer cette discussion avec vous Klaus quand nous nous rencontrerons en personne à Singapour en mai, et je vous remercie vraiment de votre attention. »

En conclusion de cette intervention, Schwab a manifesté sa satisfaction de voir von der Leyen engager l'Union Européenne sur la voie du Great Reset au travers du Green Deal et des politiques énoncées par von der Leyen : « Lorsque j'ai proposé justement l'expression de 'Reset' – remise à plat – beaucoup m'ont demandé 'mais qu'est-ce que ça veut dire dans les faits ?' Eh bien maintenant je pourrai leur dire 'Écoutez le discours que la présidente de la Commission européenne a prononcé aujourd'hui'. »

56. Un autre membre de la Commission s'est également exprimé lors du Forum de Davos de 2021, Valdis Dombrovskis, vice-président exécutif du portefeuille « Une économie au service des personnes », sur le thème « Miser sur l'avantage européen dans la transition verte ».

57. Ce n'est d'ailleurs pas la seule rencontre de fonctionnaires européens à faire défaut dans le registre de transparence des meetings entre Davos et ces fonctionnaires. Le calendrier des activités hebdomadaires de la Commission en rapporte d'autres – bien qu'il précise que le calendrier est susceptible de changer.

Qu'est-ce que Global Citizen ?

Global Citizen est l'ONG qui a obtenu à ce jour le plus de rencontres auprès des fonctionnaires de la Commission von der Leyen. Ursula von der Leyen a cité cette ONG parmi celles avec qui elle travaille étroitement. Global Citizen s'est pourtant enregistrée au registre de transparence seulement le 14 mai 2020. Elle est par ailleurs, à l'image de la Fondation Gates, une ONG de droit américain, domiciliée à New York. Tout comme la Fondation Gates, elle ne dispose d'aucun bureau bruxellois.
En 2020, Global Citizen disposait de six personnes (11 en 2021) participant aux activités communautaires, et représentant trois équivalents temps plein (3,16 en 2021). Ses domaines d'intérêt sont l'action pour le climat, l'aide humanitaire & la protection civile, le budget, la coopération internationale & le développement, ainsi que les relations extérieures. Elle est en outre dotée d'un budget annuel de 46 millions d'euros.

Son activité de lobbying européen est en croissance. La fiche de Global Citizen sur le site Lobby Facts, non actualisée depuis les chiffres de 2019 [58], présente cette ONG comme disposant de quatre personnes pour 1,25 ETP, avec des dépenses de lobbying (avant son intégration au registre de transparence) comprises entre 10 000 et 24 999 €. Pour 2020, la fiche du registre de transparence indique des dépenses de lobbying entre 100 000 et 199 999 €.
Comme la Fondation Gates, Global Citizen n'a participé à aucune consultation publique, feuille de route, structures ou plateformes de l'Union Européenne, intergroupes et groupements non officiels du Parlement européen, ni groupe d'experts de la Commission européenne. Les principales propositions législatives ou politiques de l'UE ciblées par l'ONG sont le cadre financier pluriannuel de l'UE (plus particulièrement concernant l'aide publique au développement), la campagne de financement sur le COVID, et les négociations de partenariats entre l'Union Européenne et l'Afrique. Quant à la section « mise en œuvre de politiques, relations publiques et activités de communication telles que des projets, des événements et des publications », la seule activité donnée par Global Citizen est son « soutien à la campagne de réponse mondiale contre le COVID ».
Le fichier pdf des rencontres de l'ONG avec les membres de la Commission souligne la prééminence des meetings entre Global Citizen et Ursula von der Leyen. Entre le 24 mai 2020 et le 20 février 2021, Global Citizen a obtenu 11 meetings avec la Commission :
Deux ont relevé du portefeuille Économie et ont consisté en un état des lieux sur l'initiative relative à la suspension des services de la dette (DSSI) et au programme-cadre post-DSSI.

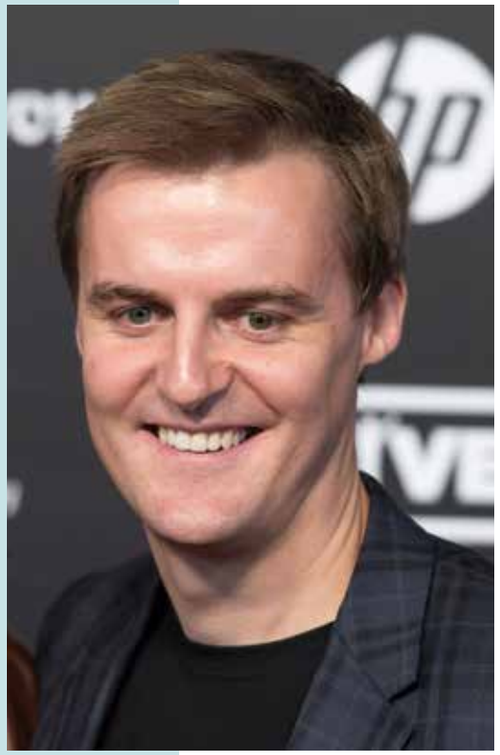
Neuf ont été en rencontres avec Ursula von der Leyen :
• 12 juin 2020 : deux meetings : le premier avec le PDG de Global Citizen (i. e. Hugh Evans, également cofondateur ; depuis 2009), le second avec le PDG d'Amgen (leader mondial de l'industrie des biotechnologies médicales) et celui de Teneo (société de relations publiques et de conseil). Le thème était la préparation du Global Pledging Summit du 27 juin 2020. Cet événement consistait en une rencontre de dirigeants mondiaux ainsi qu'un concert. Il fut organisé dans le cadre de la campagne « Global Goal : Unite for our Future » initiée par la Commission européenne et Global Citizen le 28 mai 2020. Côté ONG, la campagne a été soutenue par Bloomberg Philanthropies, la Bill & Melinda Gates Foundation, et le Wellcome Trust. Côté entreprises, elle a reçu l'appui de Corporate Partners Citi, Procter & Gamble, SAP, Verizon et Vodafone [59]. L'objectif : recueillir des fonds pour développer et diffuser des vaccins, tests et traitements contre le coronavirus. Les contributions annoncées pour le 27 juin apporteront leur soutien, lisait-on, aux organisations suivantes :

Coalition for Epidemic Preparedness Innovations (CEPI)
The Foundation for Innovative New Diagnostics (FIND)
GAVI, the Vaccine Alliance
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria
Therapeutics Accelerator
UNITAID
WHO's COVID-19 Solidarity Response Fund, powered by the UN Foundation
The International and Regional Response Network

58. Au 26 mai 2021.

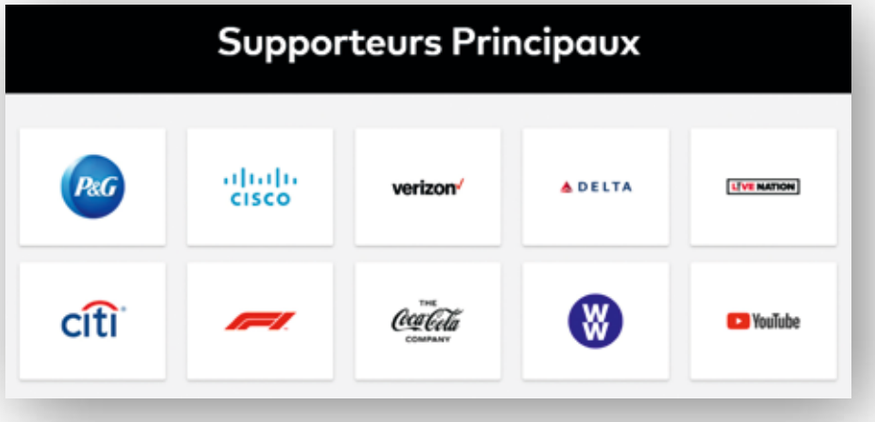
59. Citi, Procter & Gamble et Verizon font parties des supporteurs principaux de Global Citizen.

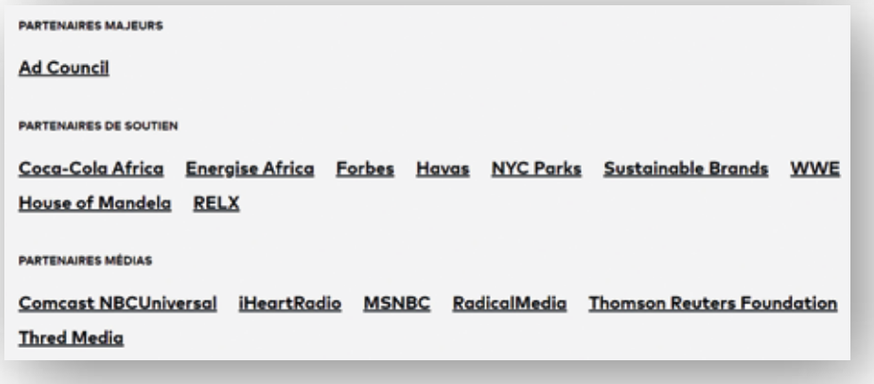
• Le 17 juin 2020, soit quelques jours avant le sommet, la Commission européenne publia une communication relative à la « Stratégie de l'Union Européenne concernant les vaccins contre la COVID-19 ». Le texte précisait notamment qu' « à la fin du mois de mai 2020, la campagne de promesses de dons lancée par la Commission avait permis de lever 9,8 milliards d'EUR, montant auquel elle a contribué à hauteur de 1,4 milliard d'EUR (dont 1 milliard provenant de son programme-cadre pour la recherche et l'innovation Horizon 2020), dans le but de fournir un accès universel à une vaccination, à un traitement et à un dépistage abordables en ce qui concerne le coronavirus. Une seconde étape est en cours, en partenariat avec Global Citizen et d'autres partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux. Les fonds mobilisés servent à donner des moyens d'action et des ressources à des organisations existantes telles que la CEPI (la coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies) et la GAVI, l'alliance pour les vaccins et la vaccination, afin qu'elles puissent travailler en partenariat avec l'industrie, le monde scientifique, les organismes de régulation et les fondations dans le cadre du dispositif ACT. Le dispositif ACT est un cadre spécifique que la Commission a contribué à mettre en place pour renforcer la collaboration mondiale visant à accélérer la mise au point et le déploiement universel des outils nécessaires pour lutter contre la COVID-19. »
• 29 juin 2020 : remerciements et conclusion sur le Global Pledging Summit.
• 21 septembre 2020 : meeting avec le PDG de Global Citizen sur les prochaines étapes de la réponse à apporter face au COVID.
• 22 janvier 2021 : meeting avec le PDG de Global Citizen (sans davantage de précisions).
• 24 janvier 2021 : idem.
• 5 février 2021 : idem.
• 20 février 2021 : idem.



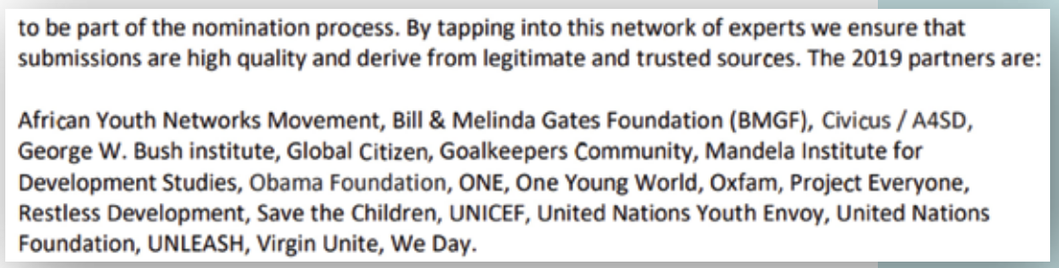
Hugh Evans a cofondé Global Citizen en 2008, également connu sous le nom de Global Poverty Project. En 2011, l'ONG travailla aux côtés de la Fondation Gates pour lever des fonds dans le cadre de la campagne End The Polio. Loin toutefois du monde des ONG, le conseil d'administration de Global Citizen se compose de nombreux hauts responsables des entreprises mécènes & partenaires de l'ONG : CVC Capital Partners, Cisco, Iconiq Capital, TED, Universal Music, mais aussi un conseiller senior sur les questions de politique, de plaidoyer et de communication de la Fondation Gates, Daniel Green. La branche britannique de l'ONG accueille en outre, au sein de son conseil d'administration, Joe Cerrell, directeur général (Europe, Moyen-Orient, Asie de l'Est) pour la politique de développement et la finance à la Fondation Gates. Comme nous l'avons déjà mentionné, Cerrell siège en outre au bureau de The ONE Campaign, l'ONG cofondée par Bono.

Les partenaires de Global Citizen ont en outre peu de liens avec la société civile ou la représentation citoyenne :





Les liens entre Global Citizen et la Fondation Gates sont quant à eux plus étroits. Depuis 2012, la Fondation Gates finance l'ONG, toujours sous son ancien nom, Global Poverty Project, pour un total de plus de 46 millions de dollars à ce jour. Global Citizen rapporte être partenaire, depuis 2018, de l'initiative Goalkeepers de la BMGF, dont l'objectif revendiqué est de rassembler des dirigeants du monde pour accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable. Avec ses partenaires dont certains au nom familier, la BMGF remet des récompenses annuelles dans ce cadre. Par exemple, pour 2019 :



to be part of the nomination process. By tapping into this network of experts we ensure that submissions are high quality and derive from legitimate and trusted sources. The 2019 partners are:

African Youth Networks Movement, Bill & Melinda Gates Foundation (BMGF), Civicus / A4SD, George W. Bush institute, Global Citizen, Goalkeepers Community, Mandela Institute for Development Studies, Obama Foundation, ONE, One Young World, Oxfam, Project Everyone, Restless Development, Save the Children, UNICEF, United Nations Youth Envoy, United Nations Foundation, UNLEASH, Virgin Unite, We Day.

60. La Coalition for Vaccination est devenue effective au printemps 2019.

Enfin, un communiqué du 23 février 2021 a rapporté l'engagement d'Ursula von der Leyen dans la campagne lancée par Global Citizen, « A Recovery Plan for the World ». Von der Leyen a déclaré à cette occasion : « Surmontons la pandémie avec une campagne mondiale de vaccination. Stoppons la crise de la faim. Renvoyons les enfants à l'école. Combattons les inégalités. Et engageons-nous dans une reprise verte. » Une lecture du discours intégral de von der Leyen ne laisse aucun doute quant à l'influence de l'ONG sur la direction prise par la Commission européenne sur les thématiques concernées : « Je suis fière de soutenir la nouvelle campagne de Global Citizen. [...] Global Citizen a déjà démontré que des citoyens engagés et dévoués peuvent déplacer des montagnes. Hugh, vous avez un don unique pour rassembler les gens. Faisons-le à nouveau. Comme un monde unique. Réuni. »

Le pass sanitaire

L'entrée en vigueur de ce passeport sanitaire a été confirmée par le commissaire européen Thierry Breton. Plusieurs éléments sont à souligner. Comme le rappelle l'avocat irlandais Ciarán McCollum dans une tribune du *EUObserver* du 28 avril 2021, ce DGC n'a fait l'objet d'aucune étude d'impact ni de consultation publique, dont la Commission est pourtant coutumière pour différentes étapes du processus législatif et réglementaire. Cela ne signifie pour autant nullement que des consultations privées n'ont pas eu lieu. Cette information comme la nature de ces hypothétiques consultations restent inaccessibles. Mais certains faisceaux d'indice sont disponibles. Le 14 janvier 2021, Business Wire rapportait ainsi qu'une large coalition s'était créée pour « accélérer l'accès numérique aux enregistrements de vaccinations contre le COVID-19 ». Le système est présenté comme « fiable, traçable, vérifiable », avec « une plateforme unique pour aider à fournir des opérations sûres et suivies et à renforcer la confiance avec les clients et les employés, cette coalition sera centrale pour soutenir la santé publique et le bien-être ». Cette coalition, la Vaccination Credential Initiative, regroupe des noms importants : CARIN Alliance, Cerner, Change Healthcare, The Commons Project Foundation (dont nous reparlerons infra en abordant sa collaboration avec le WEF), Epic, Evernorth, Mayo Clinic, Microsoft (i. e. Bill Gates), MITRE, Oracle, Safe Health, et Salesforce.
Depuis sa nomination le 1er décembre 2019 comme commissaire européen au Marché intérieur, Thierry Breton et son cabinet ont mené, selon Integrity Watch, 710 meetings – un seul meeting pouvant regrouper concomitamment plusieurs organisations. Si le COVID-19 est mentionné à de nombreuses reprises, le Digital Green Certificate n'apparaît dans aucun sujet de discussion, ce « sujet » restant présenté sous son seul intitulé mais avec un contenu inaccessible.

Un précédent : la feuille de route communautaire

Néanmoins, l'idée d'un passeport sanitaire remonte au moins au 26 avril 2018, lorsque la Commission – dont le commissaire à la Santé et à la Sécurité alimentaire, le Lituanien Vytenis Andriukaitis, fut présenté en 2019 par Euractiv comme un « croisé de la vaccination » – appelait à renforcer « la coopération européenne contre les maladies évitables ». L'appel de la Commission comprenait 20 actions à mener par elle et par les États membres. Plusieurs font écho à la situation que nous connaissons aujourd'hui au prétexte du COVID-19 :

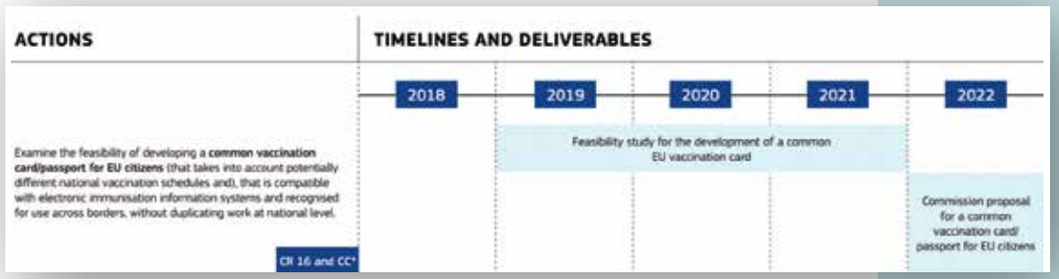
- **Introduire des vérifications de routine** du statut vaccinal et des opportunités régulières de se vacciner à différentes étapes de la vie, par exemple dans les écoles et sur le lieu de travail.
- **Présenter des pistes pour une carte vaccinale** commune qui pourrait être partagée électroniquement entre les frontières.
- **Fournir aux travailleurs de santé la formation nécessaire** pour vacciner sereinement et répondre aux comportements hésitants.
- **Fédérer une Coalition pour la Vaccination**[60] pour rassembler les associations euro-

péennes des travailleurs de santé aussi bien que les associations d'étudiants pertinentes dans ce domaine, afin de fournir une information précise au public, de combattre les mythes et d'échanger sur les meilleures pratiques.

• **Établir un Système d'échange d'information européen** (European Information Sharing System) pour rassembler la connaissance et développer des orientations pour un calendrier central européen de vaccination d'ici 2020 avec des doses et des âges que les États membres accepteront comme communs à tous les pays.

• **Renforcer les partenariats et la collaboration sur la vaccination** avec les partenaires internationaux.

Cette communication de la Commission à destination du Conseil, entérinée le 7 décembre 2018 par la recommandation 2018/C 466/01 du Conseil [61], ne donnait ici qu'une seule facette de cette « vaccination card ». Une feuille de route de la Commission [62], étalée sur la période 2019-2022 et modifiée pour la dernière fois au troisième trimestre 2019, se montrait plus précise dans ses termes : « Examiner la faisabilité d'une carte / passeport vaccinal commun pour les citoyens européens (qui prenne potentiellement en compte les différents calendriers vaccinaux nationaux et) qui soit compatible avec les systèmes d'informations électroniques sur l'immunisation, et agréé pour une utilisation aux frontières, sans dédoubler ce travail au niveau national. » Cette étude de faisabilité couvre censément la période 2019-2021, pour une proposition de la Commission en 2022 – qui sera en fin de compte arrivée bien plus tôt avec l'argument du COVID-19 :



En réalité, la réflexion autour d'une carte vaccinale est même antérieure à 2018. Le 4 décembre 2017, la Commission européenne a ouvert une feuille de route traitant des thèmes repris en avril 2018. Les citoyens européens et les entités enregistrées étaient invités à fournir un feedback. 368 l'ont fait, dont certains sont inaccessibles, retirés par la Commission pour un équivalent du « non-respect des standards de la communauté ». La majorité des citoyens se déclarait contre la vaccination obligatoire. Près de 25 ONG se sont également exprimées.

• **Vienna Vaccine Safety Initiative (ViVi) :** demandait une formation des professionnels de santé et préconisait les enregistrements numériques, notamment comme « outil éducatif habilitant les patients à devenir des partenaires bien informés dans la protection sanitaire ». L'ONG précisait par ailleurs « soutenir fermement la proposition d'un meilleur alignement et de systèmes et agendas de vaccination coordonnés en Europe ».

• **Groupe d'études en préventologie :** favorable à un dossier de vaccination électronique (Electronic immunization record – EIR) notamment pour aider les États membres à renforcer leur coopération transfrontalière.

• **Union Régionale professionnelle des Médecins Liberaux Auvergne Rhône Alpes :** soutient le système du carnet de vaccination électronique – et a développé une application à ce titre, MesVaccins Pro.

• **International Federation on Ageing,** une ONG canadienne, a publié un texte pour la vaccination des adultes daté des 29-30 août 2017 et écrit à Londres. Il s'est prononcé en faveur de cartes vaccinales pour chaque pays.

61. Points 9.a.i et 16.

62. Précision : la page en question est problématique. Les feedbacks de la feuille de route sont disponibles. Toutefois, pour la période de consultation publique qui a suivi, ce n'est pas le cas, et le lien de renvoi ne fournit pas l'information souhaitée. Il nous a fallu passer par un autre chemin pour nous rendre sur la section dédiée.

• **EuroHealthNet** demandait notamment à « renforcer et investir dans des programmes d'éducation et de promotion de la santé, impliquant les professionnels de santé et les autorités publiques, en utilisant les outils numériques (tels que les applications pour pister le statut vaccinal) et les réseaux sociaux [...] ».

• **France Assos Santé** se prononçait en faveur de « la mise en place d'un carnet de vaccination électronique ».

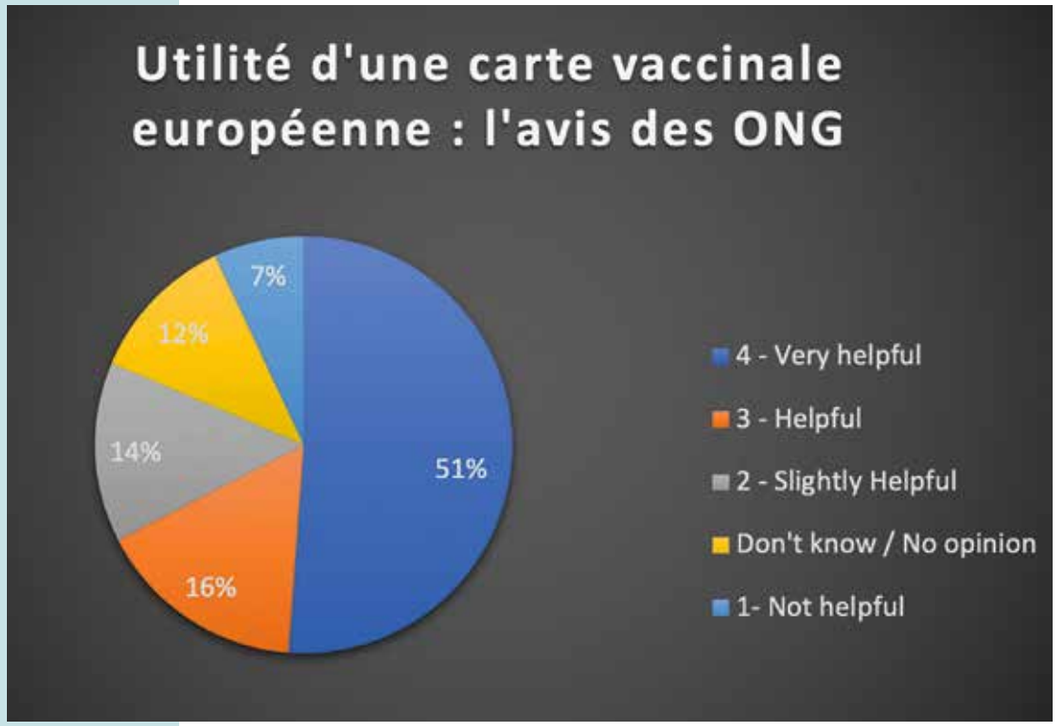
• **European Scientific Working group on Influenza,** sans toutefois mentionner la carte vaccinale, soutenait l'initiative de la Commission.

• **The Standing Committee of European Doctors (CPME) :** idem.

Les autres ONG ne se sont pas exprimées sur la question de la carte vaccinale mais ont soutenu la Commission (European Public Health Association par exemple). Certaines ONG se sont opposées quant à elles à la politique vaccinale européenne : National Health Federation Sweden, Svenska kyrkan, Ensemble pour une vaccination libre, etc.

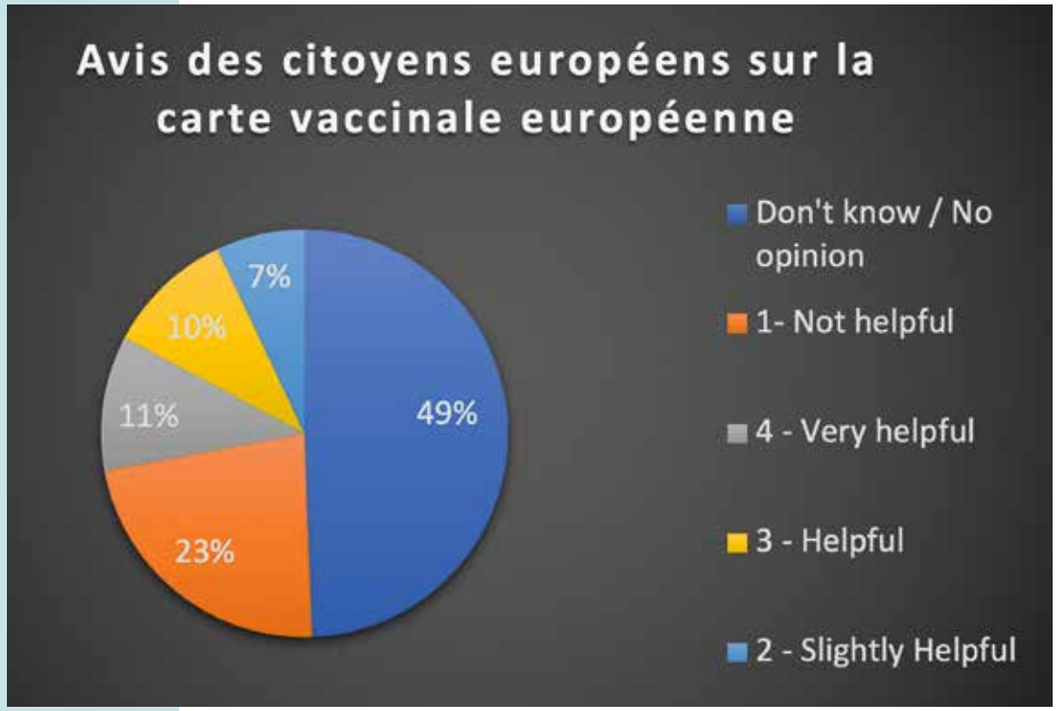
Du 21 décembre 2017 au 15 mars 2018 s'est tenue la consultation publique sur ce thème, dont les résultats des 206 répondants restent disponibles via un fichier Excel. Le point h de la question 1.8, relatif à l'implémentation d'une carte de vaccination européenne, est disposé dans la colonne BJ du document et prend notamment cette forme : « Afin de réduire l'hésitation vaccinale et d'aider les États membres de l'UE à accroître leur taux de couverture vaccinale, plusieurs activités pour coopérer au niveau européen sont ici listées. [...] Merci d'évaluer l'utilité de ce travail européen : h) les États membres établissent une approche commune en faveur d'un agenda vaccinal européen recommandé ainsi que de registres et d'une carte vaccinale européenne. »

43 ONG ont répondu, dont les deux tiers nettement en faveur de cette mesure. Les avis se sont répartis de la manière suivante :



Nom de l'ONG	Avis
Association of European Cancer Leagues	**Don't know / No opinion**
European Pharmaceutical Students´ Association (EPSA)	**Don't know / No opinion**
Caravane de la Paix DENYS Président	**Don't know / No opinion**
Médecins Sans Frontières (MSF)	**Don't know / No opinion**
Médecins Aux Pieds Nus, association humanitaire internationale	**Don't know / No opinion**
ASSOCIAZIONE PARTITO DEI VALORI CRISTIANI	**4 - Very helpful**
Malta Health Network	**4 - Very helpful**
Malta Medical Students Association	**4 - Very helpful**
Moige Movimento Italiano Genitori Onlus	**4 - Very helpful**
Consumers' Association "The Quality of Life" (EKPIZO)	**4 - Very helpful**
Federation Of Pharmacy Students' Associations from Romania	**4 - Very helpful**
Sveriges Kommuner och Landsting	**4 - Very helpful**
EuroHealthNet	**4 - Very helpful**
European Public Health Association - EUPHA	**4 - Very helpful**
ASOCIACIÓN SALUD YFAMILIA	**4 - Very helpful**
Croatian Society for Pharmacoeconomics and Health Economics (CSPHE)	**4 - Very helpful**
Hrvatska liga protiv raka	**4 - Very helpful**
European Institute of Womens Health	**4 - Very helpful**
France Assos Santé	**4 - Very helpful**
European Federation of Allergy and Airways Diseases Patients' Associations (EFA)	**4 - Very helpful**
European Cancer Patient Coalition	**4 - Very helpful**
Bundesverband Impfschaden e.V.	**4 - Very helpful**
European Public Health Alliance	**4 - Very helpful**
AGENCE DE MÉDECINE PRÉVENTIVE - BURKINA FASO	**4 - Very helpful**
Cittadinanzattiva-Active Citizenship Network	**4 - Very helpful**
European Health Parliament	**4 - Very helpful**
European Patients' Forum (EPF)	**4 - Very helpful**
APETP	**3 - Helpful**
British Society for Immunology	**3 - Helpful**
AGE Platform Europe	**3 - Helpful**
THE ROYAL SOCIETY FOR PUBLIC HEALTH	**3 - Helpful**
AMP BENIN	**3 - Helpful**
Global Polio Eradication Initiative (GPEI)	**3 - Helpful**
European	**3 - Helpful**
ŠSSFD	**2 - Slightly Helpful**
1. Coalition for life course immunization, CLCL, current address in UK 2. Employee of National Institution for Public Health and the Environment, The Netherlands	**2 - Slightly Helpful**
Vzw BMO	**2 - Slightly Helpful**
FRANCE LYME	**2 - Slightly Helpful**
Federation of Veterinarians of Europe (FVE)	**2 - Slightly Helpful**
AGENCE DE MEDECINE PREVENTIVE BUREAU AFRIQUE	**2 - Slightly Helpful**
Sloboda v očkovaní	**1- Not helpful**
Shingles Support Society	**1- Not helpful**
Alliance for Natural Health International	**1- Not helpful**

Les citoyens européens s'étaient également prononcés. Sur 8 688 avis, près de la moitié n'avaient pas d'opinion, tandis que 23% estimaient cette initiative inutile :



> On notera par ailleurs avec surprise, parmi les organisations internationales également présentes dans le fichier Excel, l'absence d'opinion à cette époque de Gavi.

Entre le 17 janvier 2018 et le 14 février 2018, la Commission a par ailleurs mené une consultation auprès d'une trentaine de parties prenantes, dont 12 ONG. La même question leur était posée qu'au cours de la consultation publique (colonne BO du fichier Excel correspondant). L'avis des ONG fut ici presque unanime, avec un soutien de 11 d'entre elles à une carte vaccinale européenne :

> On notera que les ONG critiques ayant fourni un feedback lors de la feuille de route n'ont pas été mises à contribution, contrairement à d'autres, favorables, comme Vienna Vaccine Safety Initiative ou EuroHealthNet.

Nom de l'ONG	Avis
CCM Comitato Collaborazione Medica	**Very helpful**
Koalice pro zdraví / Coalition for Health	**Very helpful**
SloMSIC Ljubljana	**Very helpful**
Vienna Vaccine Safety Initiative	**Very helpful**
European Health Parliament	**Very helpful**
Confederation of Meningitis Organisations	**Very helpful**
European AIDS Treatment Group	**Very helpful**
European Medical Students' Association	**Very helpful**
EuroHealthNet	**Very helpful**
Adam dětem	**Helpful**
Groupe d'Etudes en Préventologie	**Helpful**
European Pharmaceutical Students´Association (EPSA)	**Don't know / No opinion**

Ultérieurement à ces consultations, un duo d'acteurs s'est également manifesté au travers d'une note conjointe du 18 avril 2018, « Vaccination in Europe », en soutien à ces orientations vaccinales :

• **FEAM** (Federation of European Academies of Medicine), enregistrée au registre de transparence depuis le 28 mai 2019 comme ONG. Son bureau scientifique se compose de membres d'Académie des Sciences de plusieurs pays.

• **EASAC** (European Academies Science Advisory Council), enregistré au registre de transparence depuis le 26 juillet 2013 comme think-tank (entité de catégorie IV). L'EASAC est l'une des quatre branches de l'InterAcademy Partnership, qui regroupe plus de 140 académies membres – régionales et nationales.

Leur note passe différents points en revue. Concernant la couverture vaccinale, la carte – futur passeport – est abordée au détour d'une phrase : « Il faut agir davantage pour implémenter un registre et une carte vaccinaux européens. » La carte est également mentionnée au point 2 des recommandations de la note. La phrase en exergue du communiqué de presse de l'EASAC soulignait pourtant que ce souhait était prégnant chez les deux organisations : « Les universités scientifiques et médicales nationales d'Europe appellent à des interventions personnalisées, ainsi qu'à un registre et une carte vaccinaux européens. »

À la faveur du COVID-19, la formulation a muté. La carte vaccinale, envisagée également sous le nom de passeport vaccinal dans la feuille de route préexposée de la Commission, porte désormais le nom de Digital Green Certificate. En avril 2021, le Parlement européen publiait une note de synthèse sur sa situation. Les positions des parties prenantes étaient rappelées. Les associations d'aviation – entités de catégorie II, mais aussi Airports Council International – European Region, de catégorie VI – se sont prononcées en faveur du DGC, de même que le World Travel & Tourism Council [63] (WTTC) (non enregistrée au registre de transparence, mais dont certains membres le sont) et l'European Travel Commission [64] (ETC) (entité de catégorie II).

Selon la note du Parlement européen, seule l'ONG Liberties, qui « promeut les libertés civiques dans l'Union Européenne », a émis des critiques sur la conformité du pass sanitaire avec la Charte européenne des Droits fondamentaux. Selon la note, l'ONG propose « par exemple d'interdire aux États-membres d'appliquer de manière différenciée des restrictions à la liberté de mouvement pour les personnes vaccinées, pour les patients ayant guéri du

63. La présidente et CEO du WTTC signataire de cette lettre, Gloria Guevara, a notamment fait partie du Global Agenda Council du WEF sur l'Avenir des voyages, du tourisme et de l'aviation (Future of Travel, Tourism and Aviation Global Agenda Council).

64. Partenaire de la Commission européenne dans le cadre de l'initiative Destination 2020.

virus, et pour les autres (jusqu'à ce que la science prouve que la vaccination ne met pas en danger la santé publique) ». La formulation souligne ainsi que l'ONG ne s'oppose pas au pass sanitaire, mais à sa forme actuelle. Une lecture des prises de position de Liberties (dont le nom complet, notamment au registre de transparence, est Civil Liberties Union for Europe) montre qu'en réalité, l'ONG a apporté progressivement son soutien au pass sanitaire, au moyen de quatre publications.

Le 20 janvier 2021, Liberties demandait un accès égalitaire à la vaccination. L'ONG recommande d'éviter le pass sanitaire pour l'accès aux bars, cinémas ou concerts pour éviter une société à deux vitesses. Liberties critique le fait qu'une société à deux vitesses découlerait d'une inégalité dans la distribution des vaccins : « Le passeport immunitaire pourrait ainsi devenir un 'passeport pour le privilège', accentuant la division entre ceux qui disposent déjà d'une position confortable dans la société et ceux à la marge. » L'article énonce trois ensembles de recommandations à destination de l'Union Européenne :

• Sécuriser le nombre de doses pour que chacun puisse y avoir accès ; publier une guidance à destination des gouvernements pour leur montrer comment rendre les vaccins aussi accessibles que possible ; investir dans des campagnes de sensibilisation et d'éducation pour informer et encourager le public à se faire vacciner.

• La Commission européenne pourrait prendre des mesures judiciaires contre les pays qui appliquent des politiques vaccinales discriminantes.

• La Commission pourrait également prendre des mesures judiciaires si des gouvernements exigeaient la vaccination pour pouvoir voyager au sein de pays membres. Liberties considère qu'un test négatif suffit à fournir les mêmes garanties tout en étant moins intrusif.

Cet article de Liberties a été écrit par Israel Butler. Son profil LinkedIn précise qu'avant Liberties et deux ans de consulting indépendant, Butler fut responsable senior aux questions politiques de l'OSEPI (Open Society European Policy Institute) de mars 2012 à février 2015.

Le deuxième article, daté du 22 janvier 2021, est intitulé « Trois raisons pour lesquelles un passeport vaccinal pour voyager dans l'Union Européenne est une mauvaise idée ». L'article est co-écrit par Israel Butler et Linda Ravo. Si cette dernière, membre de Liberties, reste pudique sur son CV, le site Academia fournit plus d'informations qui informent sur ses liens avec les institutions européennes : chercheur en Droit pour l'Agence européenne des Droits fondamentaux (2012-2013), à la Commission européenne (2013) et au bureau européen d'Amnesty International (2013-2014). Academia précise par ailleurs que « Linda a rejoint le directorat-général à la Justice de la Commission européenne en mars 2014, où elle travaille comme assistante juridique dans le domaine des droits fondamentaux et de la citoyenneté communautaire ». Les recommandations de cet article restent globalement les mêmes que celles du premier. Les auteurs ajoutent toutefois que l'UE devrait investir davantage sur le degré et la durée de l'immunité et de la réduction des taux de transmission induits par le vaccin.

Le troisième article a été publié le 15 mars 2021, en amont de la proposition législative de la Commission du 17 mars 2021 en faveur d'un « Digital Green Pass ». Liberties rappelait que le certificat envisagé fournirait « la preuve qu'une personne a été vaccinée contre le COVID-19 et / ou les résultats de tests récents pour ceux qui n'ont pas été vaccinée et / ou des informations sur la guérison après le COVID-19 ». Loin de s'opposer, Liberties rapporte la déclaration de von der Leyen sur Twitter, selon laquelle ce pass « respectera la protection, la sécurité et le confidentialité des données ». Liberties revient ici sur le risque d'une société à deux vitesses. Butler y écrit que « les gouvernements et l'Union Européenne devraient plutôt s'occuper de convaincre autant de personnes que possible de se faire vacciner et accélérer un déploiement juste [de la vaccination] ». Liberties continuait néanmoins de défendre l'alternative du test PCR.

Le passeport retient toutefois l'attention de l'ONG : « Tandis que les certificats vaccinaux sont du ressort des États membres, l'Union Européenne a clairement intérêt à développer une

approche coordonnée. Aux yeux du public et de plusieurs gouvernements européens, le Digital Green Pass offre un excellent moyen de revenir à la 'normalité' et de redynamiser des économies dévastées par les restrictions liées au COVID-19. Bien que nous saluions l'appel à introduire des certificats numériques d'immunité / résultat de test / vaccination contre le COVID-19, nous appelons la Commission européenne et les États membres à se montrer soucieux des risques et dangers que de tels pass numériques peuvent comporter». Liberties a par conséquent publié, le 12 mars 2021, ses recommandations: «Digital Green Pass: Que devraient faire la Commission européenne et les États membres pour rendre le passeport vert plus sûr et plus inclusif[65]». Le document présentait 6 recommandations-clés:

1. Ne pas investir de fonds publics dans des solutions numériques dangereuses pour répondre à des problèmes dont la nature reste peu connue. Investir en premier lieu pour découvrir ce qui permettrait de mettre fin à la transmission du COVID-19.

2. La Commission devrait superviser les actions des États membres pour rendre la vaccination accessible à tous sans discrimination aucune.

3. Pour ceux qui, déjà vaccinés, pourraient ainsi franchir les frontières plus facilement, des moyens simples d'obtenir des tests devraient être disponibles pour les non-vaccinés.

4. Si les États membres décident de lier des privilèges au statut vaccinal, ils devraient également fournir des infrastructures de test rapide pour s'assurer que ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas être vaccinés ne soient pas exclus de la vie sociale. Cette recommandation constitue l'article 6 de la proposition de règlement de la Commission, «Certificat de test».

5. Toute proposition de Digital Green Pass devrait obliger les États membres à fournir le support physique équivalent pour ceux qui n'ont pas de smartphone, ou des alternatives analogues à l'utilisation du Digital Green Pass. Le 17 mars 2021, la Commission européenne a intégré cette recommandation à sa proposition de règlement (Article 3 «Digital Green Certificate», point 2).

6. Toute proposition d'un Digital Green Pass doit être conforme à la politique de protection des données de l'Union Européenne (la Commission a intégré cette recommandation à son article 9, «Protection des données à caractère personnel»). Cette proposition devrait en outre exiger des États membres qu'ils mènent une étude d'impact avant le déploiement d'un Digital Green Pass à l'échelle nationale. Ceci, notamment en concertation avec les organisations de la société civile (les ONG).

Le 24 mars 2021, en réponse à la proposition de la Commission, Liberties publiait une note soulignant six problèmes et émettant six recommandations à destination des législateurs européens. Rédigée le 22 mars 2021 par Orsolya Reich, la note reprenait quelques recommandations précédentes.

Le 14 avril 2021, le Conseil de l'Union Européenne a adopté la proposition de la Commission, en y apportant quelques modifications:

• L'article 3 sur le Digital Green Certificate a été notamment amendé en tenant compte des inquiétudes et préconisations de Liberties. Le Conseil disposait ainsi que «Le certificat devra inclure le texte suivant: 'Ce certificat n'est pas un document de voyage. Les preuves scientifiques sur la vaccination, les tests et la guérison du COVID-19 continuent d'évoluer, notamment au regard des nouveaux variants du virus. [...]' La possession d'un DGC ne devra pas constituer un prérequis à l'exercice des droits de libre circulation.» Cet ajout reprend la première recommandation de l'ONG du 20 janvier 2021, selon laquelle un simple test devrait suffire pour franchir les frontières. Une autre remarque du même article a été prise en compte, relative au principe de non-discrimination notamment dans l'accès à la santé des «migrants sans-papiers».

• L'article 2 de la proposition du Conseil dispose en son point (1) que le détenteur du DGC n'est pas, comme proposé par la Commission, «un citoyen de l'Union ou les membres de sa famille», mais simplement «une personne».

65. Le document a été écrit par Israel Butler, Linda Ravo, ainsi qu'un troisième membre de Liberties, Orsolya Reich. Cette dernière est notamment diplômée d'un master en sciences politiques et d'un doctorat en philosophie obtenus à l'Université d'Europe Centrale, i. e. l'Université Soros.

• L'article 9, qui porte sur la protection des données personnelles, rajoute que la vérification devra se faire «seulement» dans les cas prévus par le règlement.

• Les articles 5 («Certificat de vaccination») et 6 («Certificat de test») ont également été modifiés. Le caractère personnel des données intégrées au certificat a été enlevé: «personal data» a été remplacé par «data». Ce changement répond quelque peu aux préoccupations récurrentes de Liberties (voir par exemple la 6e recommandation de sa note du 22 mars 2021) sur la protection des données personnelles en conformité avec le RGPD.

• L'article 15 a été amendé par le Conseil. Dans sa proposition, la Commission avait proposé de présenter un rapport relatif à l'application de ce règlement un an après que le directorat général de l'OMS aura décrété la fin de l'épidémie de COVID-19. Le Conseil dispose pour sa part que ce règlement s'appliquera pour une durée de 12 mois à partir de son entrée en vigueur. La Commission devra présenter un rapport trois mois avant la fin de son application, comprenant notamment une étude d'impact sur la facilité de la liberté de mouvement, l'acceptation des vaccins, et la protection des données personnelles durant l'épidémie. Le rapport devra intégrer des propositions législatives sur la prorogation du règlement au regard de l'évolution de la situation. Si cette disposition du Conseil ne répond pas complètement aux exigences de Liberties, qui demande une précision sur les conditions de fin définitive du certificat, il s'agit néanmoins d'un progrès en direction de l'ONG.

À propos de Liberties

Précédemment, nous avons déjà relevé que Liberties, i. e. Civil Liberties Union for Europe, comprenait des membres sorosiens. C'est également le cas de son équipe principale. En dressant un tableau du CV de ses différents membres, nous obtenons globalement les profils suivants, concernant pour la majorité leurs liens directs avec les réseaux Soros:

Nom	Poste	CV
Nikolett Aszodi	Assistante plaidoyer & recherche	
Michaela Brzezinka	Responsable des opérations	
Csilla Budai-Sawalha	Responsable développement	Open Society, CEU [66]
Israel Butler	Responsable plaidoyer	OSEPI
Jonathan Day	Responsable plaidoyer vidéo	CEU
Balázs Dénes	Directeur exécutif	OSIFE (directeur de division)
Jonathan Jascha Galaski	Responsable plaidoyer	
Sebastien Pant [67]	Responsable senior communication et relations presse	Service du porte-parole de la Commission européenne, EEB, BEUC
Linda Ravo	Consultante plaidoyer	Commission européenne, Amnesty International
Orsolya Reich	Chargée de plaidoyer	CEU [68]
Eva Simon	Chargée de plaidoyer	CEU, Hungarian Civil Liberties Union [69]
Valentin Toth	Chargé de communication	Transparency International [70]

66. Ainsi qu'Amnesty International et Relief International.

67. Pant dispose par ailleurs de son propre site de consultant en communication.

68. Précisé sur la page anglaise de l'ONG, mais pas sur sa page française.

69. Précisé sur la page française de l'ONG, mais pas sur sa page anglaise.

70. Son profil LinkedIn précise en effet son expérience de bénévole en tant que conseiller en communications pour l'ONG, d'août 2009 à mars 2014.

Le profil des membres du Bureau s'intègre à la même nébuleuse :

Nom	Poste	CV
Georgiana Gheorghe	Vice-présidente	CEU
Krassimir Kanev	Trésorier	CEU, Bulgarian Helsinki Committee, PILnet, Association for the Prevention of Torture, International Partnership for Human Right [71]
Sara Lalic	Membre	Centar Za Mirovne Studije
Nancy MacPherson	Membre indépendante	Rockefeller Foundation, IUCN
Andrea Menapace	Président [72]	Transparency & Accountability Initiative, Open Government Partnership
Máté Szabó	Membre	Hungarian Civil Liberties Union

71. Kanev est également membre du conseil d'administration de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union Européenne, et il représente des clients devant la sorosienne Cour européenne des droits de l'Homme (cf. le rapport Puppinck).

72. Vice-président selon la page française.

73. Rappel : l'article date du 20 janvier 2021.

74. BlackRock est enregistrée comme entité de catégorie II (entreprise) dans le registre de transparence de la Commission européenne. Il s'agit aussi d'un acteur central au cœur du dispositif du Great Reset, principalement au travers de la « monnaie hélicoptère », comme l'explique le n°489 de Faits & Documents : « […] le Forum de Davos reconnaît […] que le Covid-19 a permis l'application de la théorie monétaire moderne (monnaie hélicoptère) promue en août 2019 auprès des banques centrales lors du symposium de Jackson Hole par BlackRock afin d'abolir la frontière entre politique monétaire et politique budgétaire. Ainsi les banques centrales maintiendraient une « facilité budgétaire d'urgence permanente » qui serait activée lorsque la manipulation des taux d'intérêt ne fonctionnerait plus pour éviter la déflation. Une « facilité » déployée par un « expert indépendant » désigné par les banques centrales. Et en mars 2020, BlackRock a obtenu ce mandat de la Réserve fédérale (FED), un contrat sans appel d'offres en vertu de la loi sur l'aide, le soulagement et la sécurité économique du coronavirus (dite loi CARES) pour déployer une caisse noire de 454 milliards de dollars créée par le Trésor en partenariat avec la FED. […] Les actifs de BlackRock sont gérés par l'intelligence artificielle via son logiciel Aladdin qui a obtenu la tâche de distribuer des fonds de la Réserve fédérale par le biais des onze « véhicules à usage spécial » mis en place en vertu de la loi CARES. Ces véhicules ont été conçus pour permettre à la FED de financer l'achat d'actifs plus risqués sur le marché, c'est-à-dire essentiellement des ETF. Comme l'explique Ryan Clements (Université Duke) : « Les ETF sont au cœur de la crise financière du COVID-19 ». En plus de sauver le secteur des ETF qui risquait de s'effondrer, BlackRock a donc pris, en substance, les rênes de la FED et s'est hissé au sommet du système que dessine le Great Reset. »

75. Contre 43 le 5 mai 2021.

L'influence du World Economic Forum

Nous avons déjà souligné l'influence du WEF en passant en revue ses rencontres avec des fonctionnaires européens, notamment en nous appuyant sur Integrity Watch. L'« ONG » s'est également exprimée et impliquée dans le développement d'un passeport vaccinal. Le 20 janvier 2021, le WEF publiait un article au titre rhétorique : « Qu'est-ce qu'un 'passeport vaccinal' et vous en faudra-t-il un la prochaine fois que vous voyagerez ? » En introduction, un encart précise que cet article s'inscrit dans l'Agenda de Davos 2021, qui se définit comme « une mobilisation pionnière de dirigeants mondiaux destinée à influencer les principes, les politiques et les partenariats dans ce nouveau contexte difficile. Il est essentiel que les dirigeants de tous horizons travaillent ensemble virtuellement dès 2021 pour un avenir plus inclusif, solidaire et durable ». Dans l'article, le directeur du programme « Influencer la santé et les soins du futur » du WEF rapporte que ce concept de pass communautaire faisait l'objet de discussions depuis déjà plusieurs mois [73] au sein de l'organisation.

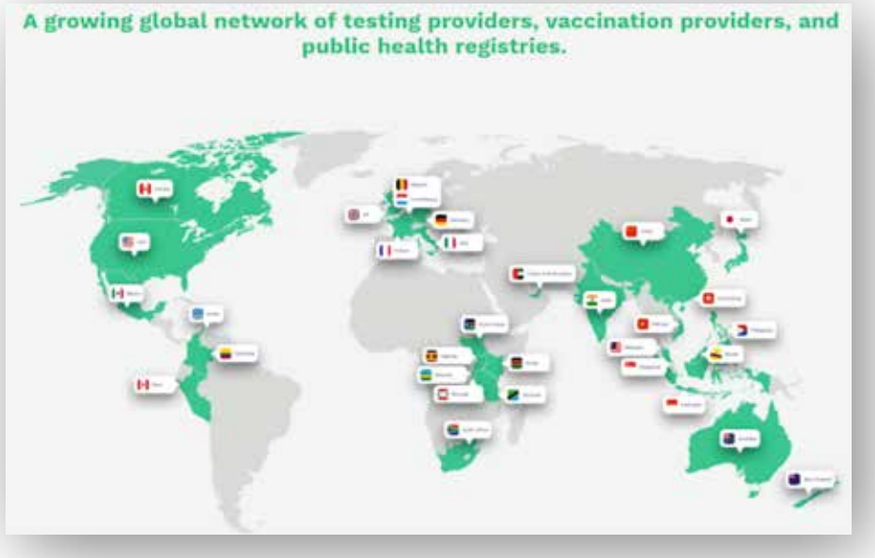
Le Parlement européen précise pour sa part que le passeport sanitaire, appelé « certificat numérique européen Covid », n'est pas un « passeport vaccinal ». Le projet semble pourtant s'inscrire dans la droite ligne de sa feuille de route préparée depuis plusieurs années. Mais il apparaît en effet faire davantage écho à la vision mais aussi aux démarches démarche du World Economic Forum. Le WEF parle bien, pour sa part, de « pass vaccinal » pour un document – papier ou électronique – qui fournirait des informations sur le statut vaccinal contre le COVID-19 ou un test négatif récent. Par ailleurs, comme le rappelait Éric Verhaghe, Schwab & Malleret préconisent le traçage, à savoir la capacité à reconstituer le parcours des personnes, les gens qu'ils ont rencontrés, les lieux qu'ils ont fréquentés.

En avril 2021, une enquête IPSOS commandée par le WEF portait d'ailleurs sur ce sujet : « Opinion mondiale sur les données personnelles de santé et les passeports vaccinaux ». Les résultats interrogent, au regard des enjeux que cette étude représente pour l'implémentation du Great Reset de Klaus Schwab et de Thierry Malleret. Celle-ci notait par exemple qu'en moyenne, parmi les 28 pays analysés, que trois personnes sur quatre approuvent l'idée d'un pass sanitaire pour les personnes entrant sur leur territoire. Au regard des discours alarmistes quotidiens depuis le début du COVID-19, ces résultats nous paraissent à relativiser. Par ailleurs, le choix des pays pose question, car ces 28 pays ne sont pas ceux de l'Union Européenne mais des pays choisis à travers le monde.

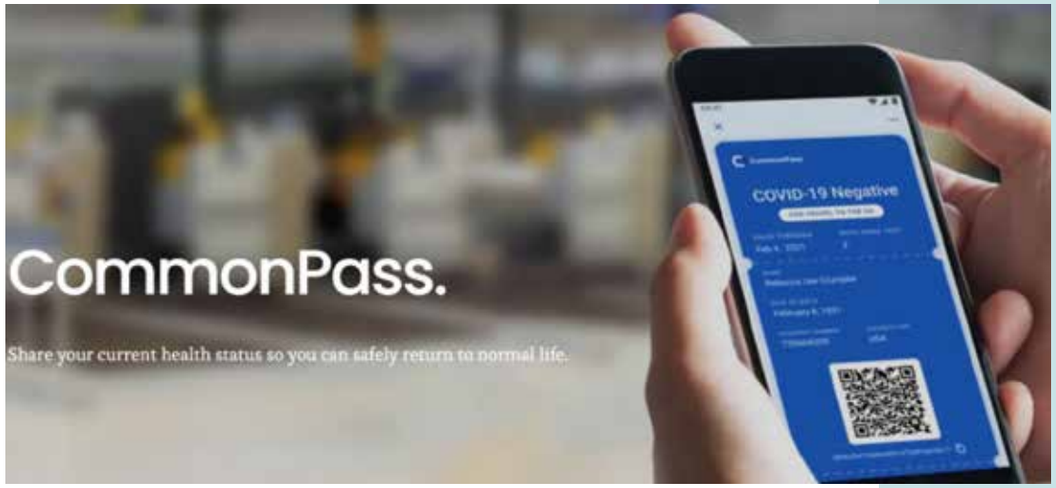
Ce n'est toutefois pas cette enquête, mais une initiative du World Economic Forum, qui souligne l'influence de l'organisation sur la direction sanitaire prise par la Commission européenne au travers de son certificat numérique européen Covid. Dans l'article du WEF du 20 janvier 2021 précité, nous pouvions lire que Davos travaille au développement d'un « cadre de confiance commune » au travers du Common Trust Network (CTN), une initiative lancée en commun avec The Commons Project Foundation. Sur la page d'accueil de son site, celle-ci rapporte avoir été créée par l'influente Rockefeller Foundation :

The Commons Project comprend de très nombreux membres d'entités variées au sein de son assemblée générale. On notera notamment la présence du directeur mondial de la performance de BlackRock [74], d'un ancien associé de Goldman Sachs, et du président exécutif de la banque J. P. Morgan. The Commons Project a développé plusieurs initiatives.

L'initiative Common Trust Network est présentée comme une collaboration de parties prenantes publiques & privées voulant « aider à garantir que seuls des résultats vérifiables venant de laboratoires ainsi que des enregistrements vaccinaux provenant de sources fiables soient présentés pour les voyages transfrontaliers et le commerce ». Un passage en revue du site du projet souligne l'avance – ou l'anticipation – prise par le Common Trust Network (et donc le WEF) sur l'Union Européenne. Côté partenaires dans le domaine de la santé, le CTN annonce disposer, au niveau mondial, de « fournisseurs de tests, de vaccins, et de registres de santé publique ». Ceci représente, au 15 juin 2021, 48 organisations [75]. Le CTN dispose par ailleurs de 24 de partenaires technologiques (dont IBM, Mastercard, Salesforce ou la puissante Oracle), six fournisseurs d'applications (dont la sienne, le CommonPass), et une quinzaine de l'industrie du tourisme (dont Allianz Partners, Airports Council International, International Transport Workers' Federation ou encore World Travel & Tourism Council). Aucune gouvernement n'est pour le moment inscrit comme participant au CommonPass.

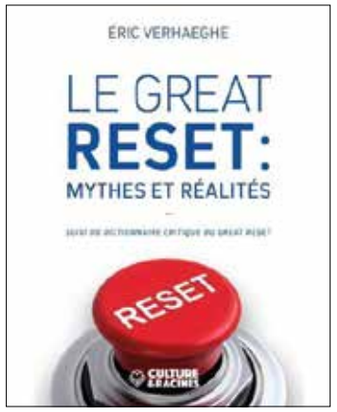


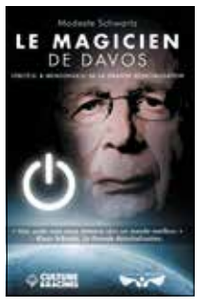
Le CommonPass précité est tout simplement une version clé-en-main du Digital Green Certificate adopté par le Parlement européen le 09 juin 2021. Dit autrement, il représente une opportunité économique conséquente pour le World Economic Forum et ses partenaires en prenant pour prétexte la crise sanitaire. Le CommonPass propose de partager son statut sanitaire « afin de pouvoir retourner sans risque à la vie normale ». La photo l'accompagnant montre qu'il concerne le COVID-19 [76] :

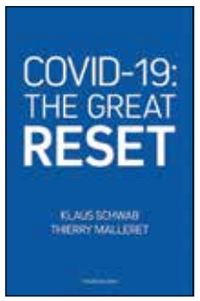


76. Une vidéo de présentation, réalisée le 31 mars et publiée sur la chaîne YouTube de The Commons Project, est par ailleurs disponible à partir du site – mais marquée comme non répertoriée.

FAITS & DOCUMENTS







77. Pour se faire un avis à partir d'extraits choisis, nous invitons à se reporter aux trois numéros de la revue *Faits & Documents* (487 à 489) consacrés au Great Reset. Des passages particulièrement explicites du livre de Schwab et Malleret y sont cités. Nous renvoyons aussi, pour un décryptage complet, au livre d'Éric Verhaeghe, *Le Great Reset : mythes et réalités – suivi du dictionnaire critique du Great Reset*. Plus pessimiste quant à la suite des évènements, on pourra également lire Modeste Schwartz, *Le magicien de Davos, Vérité(s) et mensonge(s) de la Grande Réinitialisation*, qui répond notamment de manière critique à certaines propos du livre d'Éric Verhaeghe. Nous renvoyons également au livre de Klaus Schwab et Thierry Malleret, *COVID-19 : The Great Reset*, disponible en ligne.s

Qu'est-ce que le Great Reset ? [77]

Le Great Reset (en français, la Grande Réinitialisation) a été annoncé par Klaus Schwab le 03 juin 2020, où le fondateur du World Economic Forum a présenté le COVID-19 comme **« une fenêtre d'opportunité rare mais étroite pour repenser, réinventer et réinitialiser notre monde »**. La formule est tirée d'un ouvrage écrit et publié à cette date par Klaus Schwab et Thierry Malleret, *COVID-19 : The Great Reset*. Exercice de prospective ou échéancier selon le point de vue, l'ouvrage entend s'appuyer sur la pandémie de COVID-19 pour opérer une refonte intégrale du fonctionnement de nos sociétés.

« Beaucoup d'entre nous se demandent quand les choses reviendront à la normale. La réponse est courte : jamais. [...] Il y aura une ère "avant le coronavirus" et "après le coronavirus". »

Klaus Schwab & Thierry Malleret, *COVID-19 : The Great Reset*

« [La plupart des gens] seront alors disposés à renoncer à une grande partie de leur vie privée et conviendront que dans de telles circonstances, le pouvoir public peut légitimement passer outre les droits individuels. »

Ibid

« Le Great Reset part d'une idée simple : la pandémie de coronavirus produit un tel choc sur l'ensemble du monde (et pas seulement sur son économie) qu'elle donne l'occasion la plus inespérée d'accélérer de réformes ou des changements sous-jacents depuis de nombreuses années. Ces changements de fond concernent tous les domaines de la vie humaine : l'économie bien sûr, mais aussi le rôle de l'État, le bien-être personnel, les relations entre les gens, les technologies à leur disposition, jusqu'à l'écologie et la géopolitique. »

Éric Verhaeghe, *Le Great Reset : mythes et réalités* – suivi du *dictionnaire critique du Great Reset.*

« Sur le pass sanitaire, on voit bien que la Commission européenne est le premier agent du Great Reset en Europe. »
« Le passe sanitaire est 100% compatible avec le Grand Reset. »

Éric Verhaeghe, entrevue vidéo avec *Epoch Times France*, 15 juin 2021.

« À l'heure du Grand Reset ou Grande Réinitialisation qui se prépare sous couvert de la gestion gravement liberticide de la crise sanitaire que nous traversons, nous pouvons nous demander si le temps de la synthèse du capitalisme et du communisme n'est pas arrivée dans le but de créer un néo-totalitarisme inspiré du système chinois de socialisme de marché. [...] Cette Grande Réinitialisation est un projet collectiviste. »

Bruno Riondel, *D'octobre 1917 au 'Great Reset' de 2021*. Conférence en ligne, 09 février 2021.

« À l'heure du Grand Reset ou Grande Réinitialisation qui se prépare sous couvert de la gestion gravement liberticide de la crise sanitaire que nous traversons, nous pouvons nous demander si le temps de la synthèse du capitalisme et du communisme n'est pas arrivée dans le but de créer un néo-totalitarisme inspiré du système chinois de socialisme de marché. [...] Cette Grande Réinitialisation est un projet collectiviste. »

Bruno Riondel, *D'octobre 1917 au 'Great Reset' de 2021*. Conférence en ligne, 09 février 2021.

Le COVID-19 est pris pour prétexte de la réalisation de plusieurs objectifs :

• **Une gouvernance mondiale avec un cadre stratégique mondial de gouvernance**, et pilotage sous la forme d'un régional-socialisme comme troisième voie (i. e. comme seule voie possible) en alternative à la mondialisation et à la démondialisation. L'Union Européenne « en tant que zone de libre-échange » est citée en exemple à suivre. Les auteurs craignent notamment « une montée des sentiments patriotiques » généré par la pandémie.

• **Une surveillance sanitaire permanente,** avec le déploiement de technologie allant du smartphone aux caméras à reconnaissance faciale pour détecter et localiser les sources d'infection et par extension les cas contacts. Les « problèmes liés à la santé mentale » engendrés par les mesures politiques au prétexte de la pandémie (la formulation est nôtre) entraîneront le renforcement de la capacité d'action de la psychiatrie (i. e. l'internement[78]).

• **Une destruction pilotée des petites et moyennes entreprises ainsi que de pans entiers de l'industrie,** avec en parallèle une ingérence bien plus prégnante de l'État dans la vie des entreprises (ce que des critiques du Great Reset ont qualifié de bolchevisme 2.0). La récession entraînée par la pandémie transformerait par ailleurs le monde du travail en y faisant davantage pénétrer les machines (i. e. une part croissante accordée à l'intelligence artificielle par rapport au travail humain). Les déclarations les plus inquiétantes restent cependant à venir : « La fiscalité augmentera. Comme par le passé, la logique sociale et la justification politique qui sous-tendent les augmentations seront basées sur le récit des « pays en guerre » (mais cette fois contre un ennemi invisible). [...] Les fabricants de médicaments seront plus riches et plus puissants que jamais. [...] La combinaison de l'intelligence artificielle (IA), de l'Internet des objets (IoT) et des capteurs et de la technologie portable produira de nouvelles perspectives sur le bien-être personnel. Ils surveilleront ce que nous sommes et ce que nous ressentons, et brouilleront progressivement les frontières entre les systèmes de santé publics et les systèmes de création de santé personnalisés – une distinction qui finira par s'effondrer. »

• **Une instrumentalisation du militantisme des jeunes générations** pour implémenter les changements sociétaux promus par le Great Reset, notamment en poussant les entreprises à s'aligner sur des impératifs sociétaux. Le N°488 de *Faits & Documents* fournit ici des précisions : « Pour les entreprises, le « comportement » adéquat est en fait une mise en conformité avec les Critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), c'est-à-dire la stricte observance des impératifs dictés par la fuite en avant du politiquement correct (féminisme, diversité, « durabilité », etc.). Le document de référence cité à ce propos est Sustainable investing : Resilience amid uncertainty, une note réalisée au printemps dernier par BlackRock, ce qui donne une réponse à la question : « Qui fixe les critères ? » Aussi, pour « aider » les entreprises à s'adapter aux ESG (dit aussi « capitalisme des parties prenantes »), le World Economic Forum a parallèlement publié une feuille de route réalisée en collaboration avec Bank of America, Deloitte, EY, KPMG et PwC. »

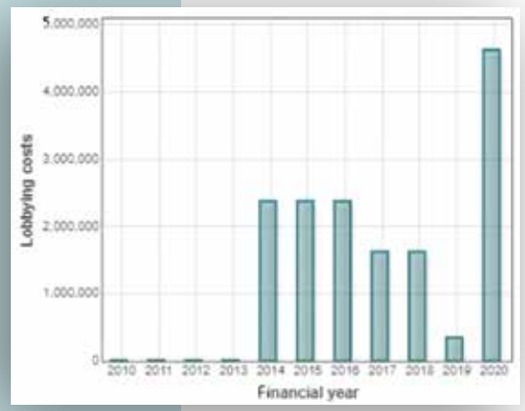
• **Un bouleversement anthropologique** notamment consécutif aux ruptures dans les chaînes d'approvisionnement suite au COVID-19, qui entraînera selon Schwab & Malleret de nouvelles migrations de masse à l'image de celles que subit l'Europe. Un nouveau contrat social serait implémenté, sous la forme d'une offre potentiellement universelle « d'assistance sociale, d'assurance sociale, de soins de santé et de services de base de qualité » (i. e. le revenu universel, combiné avec une reconnaissance faciale sur le modèle du crédit social chinois). Le numérique, amené à se développer intensément, modifiera les habitudes et fera que « la distanciation sociale et physique persistera », y compris pour les réunions de famille.

78. Il s'agit d'une vieille marotte, devenue progressivement effective. Nous trouvions déjà le souhait d'une psychiatrie influente et libre de ses mouvements en 1940 sous la plume du Colonel John Rawling Rees, dans la revue *Mental Health*, Octobre 1940, 1 (4), pp.103-106). Rawling Rees, premier président de la Fédération mondiale pour la santé mentale (WFMH), fut par ailleurs un proche de Brock Chisholm, premier directeur général de l'OMS (et cinquième président de la WFMH).

79. La note 116 de COVID-19 : The Great Reset renvoie directement au document de stratégie de l'European Green Deal de la Commission européenne et à ses priorités pour 2019-2024.

• **Une gouvernance mondiale,** justifiée par un lien que Schwab & Malleret tissent entre le COVID-19 et le climat, poussant également toujours plus vers les 17 Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU. Le Green Deal de la Commission européenne est cité en référence pour l'application de cet aspect du Great Reset, avec notamment ses 1 000 milliards d'euros pour atténuer les émissions de CO2 et investir dans l'économie circulaire, avec un objectif de neutralité carbone continentale à horizon 2050.[79]

Open Society European Policy Institute



L'Open Society de George Soros, fondée en 1979, constitue le volet « philanthropique » des activités du milliardaire, qui a fait fortune dans la finance. L'ONG, dont George Soros est le PDG et l'un des fils, Alexander Soros, vice-PDG, dispose de cinq bureaux centraux : Washington D.C., New York, Londres, Berlin et Bruxelles (OSEPI).
Elle est en outre présente dans une quarantaine de pays à travers le monde. On notera que sa branche ukrainienne, l'International Renaissance Foundation, dispose de bureaux dans cinq villes de ce pays.

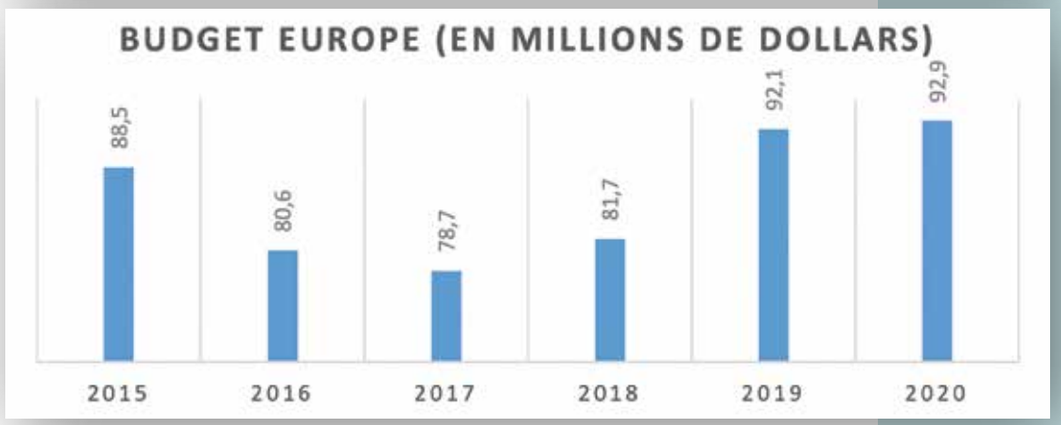
Une image valant parfois mille mots, la localisation washingtonienne de l'Open Society (qui comprend également l'Open Society Policy Center) et sa proximité géographique avec la Maison-Blanche, comparés via Google Maps, exposent qu'en dépit d'avoir un pied sur le continent européen, le vrai centre organisateur de l'ONG se situe aux États-Unis :

Une seule branche de l'Open Society, l'ONG de George Soros, est inscrite au registre de transparence de la Commission européenne : l'Open Society European Policy Institute (OSEPI). Enregistrée depuis le 21/08/2008, cette branche dont le siège est à Bruxelles est dotée, pour son dernier exercice clos, d'un budget de 8,53 millions d'euros. Comme pour Gates et les autres ONG, le site Lobby Facts a analysé l'évolution des dépenses de l'OSEPI en lobbying sur plusieurs années.

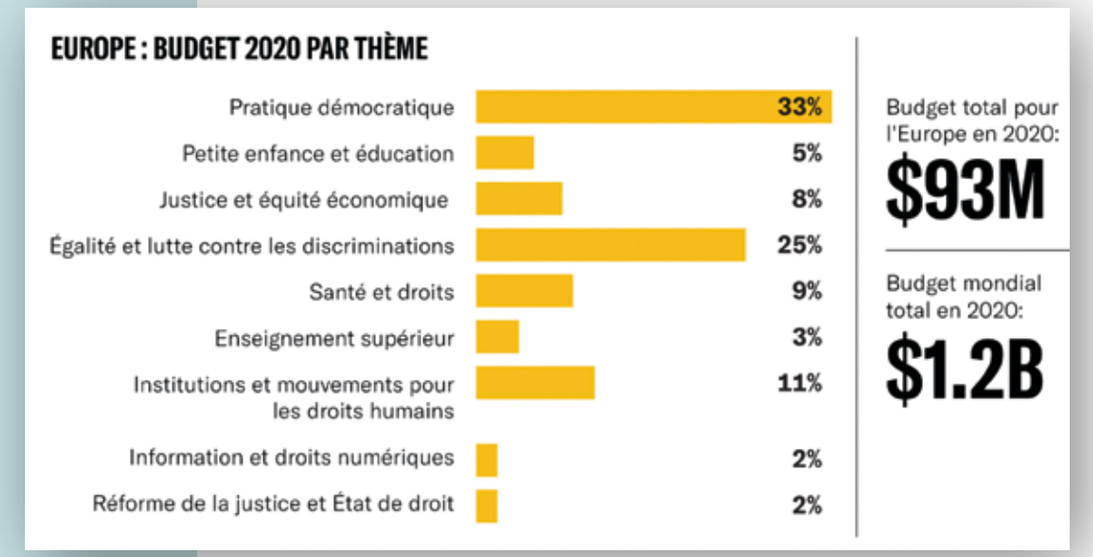
N. B. : ce chiffre concerne la seule OSEPI. Nous y ajouterons les autres branches de l'Open Society, nationales, qui figurent sur ce registre :

• **Fundacja im. Stefana Batorego (Pologne),** inscrite le 17 août 2010.
Budget de 3,29 millions d'euros pour l'année 2019.
• **Soros Foundation-Moldova (Moldavie),** inscrite le 30 septembre 2016.
Budget de 4,33 millions d'euros pour l'année 2019.
• **Allileggie SolidarityNow (Grèce)*** inscrite le 10/ août 2016.
Budget de 13,55 millions d'euros pour l'année 2019.
**Centrée sur la « crise migratoire », cette ONG a bénéficié d'une subvention de 13,27 million d'euros de la Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire (ECHO) de la Commission européenne.*

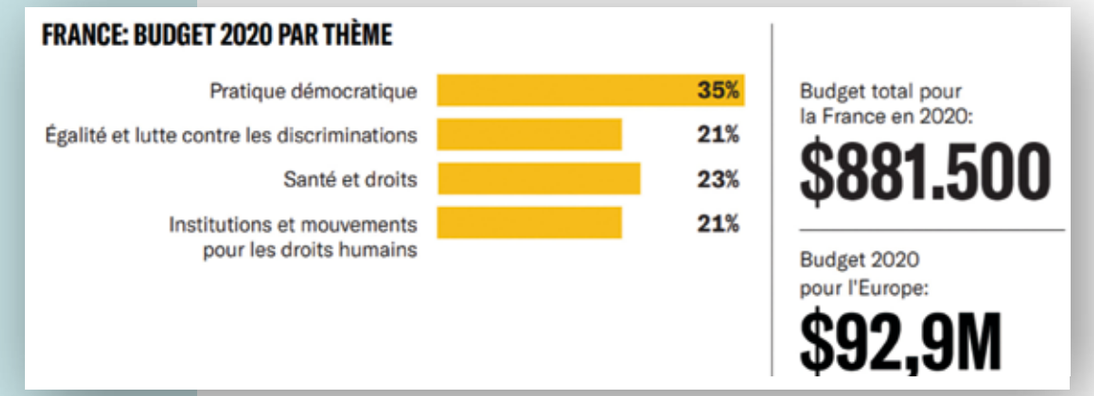
Par ailleurs, pour que le lecteur puisse apprécier la mesure de l'action menée par l'Open Society Foundations, nous précisons ci-dessous l'évolution de son budget global, puis de son budget dédié à l'Europe en nous appuyant sur les chiffres fournis par l'ONG :



En Europe, pour l'année 2020, l'Open Society Foundations (et non l'OSEPI) a réparti son budget comme suit :



Enfin, dans un bref document daté du 25 mars 2021, l'Open Society précise ses dépenses budgétaires françaises pour l'année 2020 :



Outre ses fondations nationales établies en Europe, l'Open Society Foundations précise la distinction à opérer entre deux branches européennes dédiées au continent :

• L'Open Society European Policy Institute (OSEPI), domicilié à Bruxelles et qui mène ses activités de plaidoyer « avec les institutions de l'Union Européenne ».
• L'Open Society Initiative for Europe (OSIFE), qui dirige depuis 2013 l'octroi de subventions à des ONG du continent. Parmi ses priorités, l'OSIFE souligne ses démarches pour inciter les citoyens européens à s'impliquer politiquement au quotidien, notamment pour rendre les politiciens responsables et promouvoir la transparence – une question sur laquelle nous reviendrons – mais aussi le soutien aux groupes de défense des migrants. Mais le point le plus intéressant se trouve au paragraphe suivant : « De nombreux groupes majeurs de défense des droits de l'homme européens bénéficient de nos subventions [...] ». Nous verrons en effet que les organisations qui obtiennent le plus de rendez-vous avec des membres de la Commission, et ce sur plusieurs portefeuilles, sont des bénéficiaires directs de subventions de l'Open Society Foundations, une approche que ne prend pas en compte le registre de transparence de la Commission européenne.

En outre, dans une entrevue Q&A avec l'Open Society Foundations du 8 novembre 2017, le directeur de l'OSIFE, Jordi Vaquer, précisait de manière explicite la méthode d'influence de cette branche : « Nos bénéficiaires sont liés aux conférences d'orientation, aux think tanks, aux journaux, et à d'autres vecteurs et sphères d'influence politique. »

L'OSEPI dispose d'un personnel de 16 personnes pour 16 équivalents temps plein. Se définissant comme la branche plaidoyer et politique de l'Open Society auprès de l'Union Européenne, l'OSEPI affiche les objectifs et missions suivants : « influencer et informer la prise de décision sur l'action extérieure, le financement, les politiques et les lois européennes pour maintenir et promouvoir des sociétés ouvertes en Europe et au-delà. L'équipe bruxelloise fournit des éléments, des arguments et des recommandations aux décideurs politiques des institutions européennes et des États-membres, tirées du travail de l'Open Society dans près de 100 pays. »
Sur sa fiche du registre de la Commission, l'OSEPI précise par ailleurs que son bureau est « en contact régulier avec les décideurs politiques européens clés à divers niveaux : Service européen pour l'action extérieure (en anglais, European External Action Service – EEAS), Commission européenne, Conseil de l'Europe, Conseil de l'Union Européenne, Représentations permanentes des États-membres européens, membres du Parlement européen et autres acteurs institutionnels européens. » Depuis le 1er décembre 2014, l'ONG a effectué 79 meetings avec des commissaires européens, des membres de leur cabinet ou le directorat général, répartis comme suit :
• 43 rencontres avec des commissaires (dont 13 avec Frans Timmermans),
• 31 rencontres avec des membres de cabinets,
• 4 rencontres avec le directorat-général.

Une revue de certaines de ces rencontres, inscrites dans le portfolio sous la dénomination « Président », souligne l'influence de l'OSEPI :
• 20 mars 2015 : rencontre entre le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, et George Soros.
• 27 avril2017 : rencontre avec Jean-Claude Juncker et deux membres de son cabinet sur les thèmes des affaires européennes et de la société civile européenne. Un article

en ligne de *New Europe* rapporte que Juncker et Soros se sont à nouveau rencontrés à cette occasion, ce que confirme entre autres une vidéo d'Euronews. L'article précise par ailleurs de manière plus poussée les thèmes abordés lors de cette rencontre : l'Université d'Europe Centrale (alors interdite par Viktor Orban et désormais relocalisée en Allemagne), l'Ukraine, et le Brexit.
• 23 juillet 2020 : rencontre avec un membre du cabinet de la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, au sujet du respect de la règle de droit.
• 30 juillet 2020 : rencontre en WebEx avec 11 membres du cabinet de von der Leyen pour une séance de réflexion autour de « L'état de l'Union Européenne en 2020 : société et démocratie ».

Meetings entre l'OSEPI et la Commission européenne

L'OSEPI figure en 8e position des ONG ayant mené le plus de rencontres avec des membres de la Commission européenne du mandat Juncker. Elle figure derrière de grandes fédérations d'ONG ainsi que des poids lourds de l'environnementalisme. On peut ici sans prendre de risques dire qu'outre les environnementalistes, il s'agit de l'ONG qui, sur les 3 940 de cette période, a obtenu le plus de rendez-vous auprès de la Commission pour proposer son approche des divers portefeuilles européens.

« Mieux réglementer » : le domaine de prédilection de l'OSEPI

Le portefeuille de l'OSEPI exposé sur Integrity Watch pour la période 2014-2019 (Commission Juncker) rapporte une prépondérance de l'ONG sur l'amélioration de la législation européenne (Better Regulation). Ce thème a totalisé 25 rencontres de l'ONG (dont 12 avec Frans Timmermans), soit une moyenne de cinq par an. Le deuxième thème le plus démarché par l'OSEPI, la justice, figure en retrait avec « seulement » sept meetings. Integrity Watch rapporte par ailleurs (voir ci-contre) que l'OSEPI est la première organisation en nombre de rencontres sur cette problématique de la réglementation.
• **En 2e position,** Amnesty International European Association (AI EIO), compte 15 rencontres. Ce classement est à nouveau intéressant pour qui s'interroge sur la portée du lobbying de l'Open Society au niveau européen. Comme le rappelait ainsi un article du 28 juillet 2015 publié sur le site de l'Open Society, Amnesty International est un bénéficiaire des subventions de l'ONG de George Soros :

> Amnesty International is a grantee of the Open Society Foundations.

La base de données des subventions du site de l'Open Society le confirme, bien qu'elle ne donne accès à ces informations en nous permettant de remonter seulement jusqu'à 2016. Quoiqu'il en soit, les 28 dons consultables concernant Amnesty International représentent un total de près de 9,7 millions de dollars de subventions. Pour des dons plus anciens, les rapports d'Amnesty International précisent que l'ONG a reçu 140 000 £ de l'Open Society Foundations en 2014 et 309 000 £ en 2015.
La plus généreuse subvention (4 millions de dollars sur un don de 2017) a pour objectif « de soutenir Amnesty International à atteindre à horizon 2020 un total de 25 millions de soutiens actifs en faveur des droits de l'Homme, et un total de 2,25 millions de membres internationaux et de soutiens ».
En parallèle, le site du bureau européen d'Amnesty International comprend un nombre notable de documents rapportant les actions et initiatives – notamment communes – de

l'Open Society. Par ailleurs, une recherche croisée sur LinkedIn met en lumière une porosité entre les deux ONG : d'anciens membres d'Amnesty International se retrouvent par la suite à l'Open Society. C'est également le cas concernant la porosité entre l'Open Society et **la troisième ONG** du Top 10, Human Rights Watch.

• Human Rights Watch est encore plus liée à George Soros. Elle a été cofondée par Aryeh Neier, qui fut également directeur de l'Open Society de 1993 à 2012. Soros accorda à cette ONG une subvention de 100 millions de dollars répartie sur dix ans.

• **En 4e position,** l'International Rescue Committee (IRC), ONG internationale d'aide humanitaire – notamment très active dans la « crise » des migrants – a bénéficié elle aussi de généreux dons de l'Open Society, i. e. plus de 2,1 millions de dollars entre 2016 et 2019 (dont 1,3 millions en deux dons pour la seule année 2019). Depuis 1996, la Fondation Gates a pour sa part accordé 44 subventions – représentant plusieurs dizaines de millions de dollars – à l'IRC. L'influence qu'exerce cette ONG auprès de la Commission européenne s'illustre par plusieurs éléments. En premier lieu, l'IRC est la deuxième ONG (derrière ActionAid) ayant reçu le plus de subventions de la part de la Commission d'après la base de données globale tirée du registre de transparence de la Commission [80]. Sur un an, l'IRC a bénéficié de près de 64,8 millions d'euros de subventions dans le cadre des programmes ECHO et Europe Aid. Ce soutien de la Commission européenne s'est également traduit par l'attribution d'un certificat de Partenariat humanitaire européen 2021-2027 de cette dernière à l'IRC (IRC Deutschland) le 21 décembre 2020. Sur la page dédiée à ses bailleurs de fonds, l'IRC déclare enfin être « fière de travailler en collaboration avec ces gouvernements nationaux et institutions internationales » :

80. Rappel : Nous ne donnons pas d'année d'exercice fiscal puisque sa période varie selon les ONG. Concernant l'IRC, l'exercice fiscal couvert dans le registre au 03 juin 2021 s'étend d'octobre 2018 à septembre 2019.

Ces éléments suffisent à comprendre l'influence que peuvent avoir les feedbacks fournis par l'IRC au cours des consultations publiques ouvertes par la Commission, par exemple : « Action humanitaire de l'UE – priorités stratégiques » (feedback du 21 décembre 2020), adopté par la Commission le 10 mars 2021. Une lecture comparée des recommandations de l'IRC et de la communication de la Commission montrent par exemple l'intégration des premières dans la seconde sur plusieurs points.

• Allocation de davantage de ressources aux intervenants locaux suite au COVID-19.

• « Étendre la mise en place de mécanismes de financement pluriannuels et souples avec les partenaires humanitaires – en assurant la liaison avec les instruments de développement chaque fois qu'une approche associant l'aide humanitaire, le développement et la paix peut être prévue […] », p.9 ; il s'agit d'une reprise presque mot à mot de l'IRC (« Increasing the availability of multi-year flexible funding […] », p.2).

• Intensifier le soutien de l'UE aux intervenants locaux dans le cadre du « grand compromis » (« Great Bargain »).

• Encourager les messages communs de l'UE et de ses États membres sur les crises humanitaires majeures, de même que les annonces de contributions combinées de l'UE et des États membres lors des conférences internationales des donateurs (parallèlement aux annonces nationales).

• Encourager la participation du secteur privé au financement humanitaire, et donner de la visibilité aux avantages des contributions combinées.

• « Élaborer des orientations spécifiques sur le recours accru aux espèces numériques et garantir l'accès des bénéficiaires de l'aide à des solutions numériques dans le cadre de la révision de la politique thématique de l'UE en matière de transferts d'espèces », p.9 ; l'IRC demandait une numérisation des services financiers, p.2.

• Lutter contre les obstacles (notamment administratifs) qui entravent l'aide humanitaire.

• « S'efforcer d'unifier les positions de l'UE et des États membres dans les enceintes internationales et multilatérales pertinentes. », p.27 ; l'IRC mentionnait nommément le G20, p.3.

La 9e position est occupée par Platform of European Social NGOs, dite Social Platform, aux membres financés par l'Open Society tels que ILGA Europe, PICUM, ou encore Transgender Europe.

Synthétisé :

Amnesty International EU	Human Rights Watch	International Rescue Committee
WWF EU	Friends of the Earth Europe	European Environmental Bureau
CONCORD Europe	Social Platform	Green 10

Justice

L'Open Society arrive en deuxième position. La première ONG, le Bureau Européen des Unions de Consommateurs, présent notamment dans de nombreux groupes d'experts de la Commission européenne, dispose d'un personnel de 33 personnes (24,8 équivalents temps plein) et d'un budget global de 5,9 millions d'euros (dont la moitié sur fonds publics – incluant près de deux millions d'euros de la Commission européenne) sur son dernier exercice fiscal (janvier 2020 – décembre 2020). Le BEUC regroupe par ailleurs plus de 40 organisations et a été, toutes ONG confondues, celle ayant mené le plus de meetings (144) avec des membres de la Commission européenne au cours de la présidence Juncker. Le BEUC est par ailleurs membre de 38 groupes d'experts de la Commission.

• En 3e position ex aequo, **l'European Women's Lobby** n'a reçu qu'une subvention de 25 000 $ de l'Open Society en 2016. Toutefois, l'ONG de Soros a également annoncé, en 2014, que la secrétaire générale de l'EWL (actuellement toujours en fonctions) recevrait un soutien financier pour ses deux premières années à la tête de l'ONG. En 2016 toujours, l'EWL était financé à 76% par la Commission européenne.

• Toujours 3e ex aequo se trouvent **l'ERGO Network** (cf. infra) et **Amnesty International.**

• En 8e position ex aequo, **Equinet** a reçu une subvention de plus de 56 000 $ de l'Open Society en 2019. À ses côtés, le **Center for Democracy & Technology** est une organisation américaine à laquelle l'Open Society a donné plus de 100 000 $ en 2020 [81] – la somme totale est inconnue car la base de données de l'Open Society ne mentionne aucune subvention à cette ONG.

• 8e également, l'**European Network Against Racism** (ENAR) a bénéficié de près de 780 000 $ de subventions de l'Open Society entre 2016 et 2018. Il est intéressant de relever qu'après ce coup de pouce de l'Open Society, l'ENAR n'a plus rencontré de membres de la Commission – ses quatre rendez-vous indiqués sur Integrity Watch se sont tenus entre janvier et septembre 2015. Parmi les dons de l'OSF à l'ENAR, les deux plus importants (respectivement 300 000 $ en 2017 et 410 000 $ en 2018) visaient à développer l'ENAR.

Synthétisé:

Bureau européen des unions de consommateurs	European Women's Lobby	Stichting ERGO Network
Amnesty International EU	Transatlantic Institute	European Law Institute
Equinet	Center for Democracy & Technology	European Network Against Racism

81. Pour la même fourchette (large de dons), nous retrouvons notamment : Amazon, Charles Koch Institute, Democracy Fund (projet du New Venture Fund, financé à ce titre par l'Open Society à hauteur de 2,87 millions de dollars entre 2016 et 2019), Microsoft, WhatsApp (donc Facebook). D'autres ont été plus généreux, avec des dons supérieurs à 500 000 $: Ford Foundation, Knight Foundation, Google, et la Chan Zuckerberg (i. e. le patron de Facebook) Initiative, « un fonds désigné de la Silicon Valley Community Foundation ».

82. Nous avons traité de l'EEA Grants dans *Soros l'Impérial*, pp.182-186.

Action à l'extérieur de l'Union Européenne

Ce domaine est également satellisé par la galaxie de l'Open Society. L'OSEPI arrive «seulement» en 5e position des ONG ayant rencontré le plus de membres de la Commission européenne sur ce sujet, avec six meetings. Les autres ONG de cette thématique sont les suivantes:

• 1ère position: **Amnesty International European Association** (13 meetings),

• 2e position: **Human Rights Watch,**

• 3e position ex aequo: **International Crisis Group.** George Soros et son fils Alexander y siègent comme administrateurs, aux côtés d'autres personnalités. Certaines méritent d'être citées pour souligner l'influence qu'exerce l'Open Society sur cette organisation:

› **Ellen Johnson Sirleaf,** ancienne présidente du Liberia, mais surtout ancienne directrice de l'Open Society Initiative for West Africa (OSIWA), branche ouest-africaine de l'ONG de Soros. En 2007, Sirleaf décora d'ailleurs George Soros des plus grands honneurs du Liberia.

› **Ivan Krastev,** membre du bureau fondateur de l'European Council on Foreign Relations, ONG fondée sur l'impulsion de Soros.

› **Ghassan Salamé,** père de la journaliste française du même nom. Ghassan Salamé siège notamment au conseil émérite de Reporters Sans Frontières (RSF), qui bénéficie régulièrement de généreux fonds de l'Open Society.

› **Jonas Gahr Støre,** ancien ministre des Affaires étrangères de Norvège. Mais Støre dirigea également l'ONG EEA Grants [82], particulièrement active dans la crise des migrants. L'EEA Grants est financé à 95% par la Norvège, les 5% restants se répartissant entre l'Islande et le Liechtenstein. En 2016, l'Open Society était la directrice de la majorité de ses programmes nationaux dédiés à la migration et à l'asile.

› **Darian Swig,** fondatrice de l'ONG Article 3, partenaire notamment de l'Open Society, Human Rights Watch ainsi que d'autres ONG de la nébuleuse de George Soros.

› **Mort (en réalité Morton) Abramowitz,** fondateur et administrateur émérite du Crisis Group. Au sujet de Soros, Abramowitz déclara par le passé que «Soros est le seul homme à avoir sa politique étrangère et les moyens de la mener».

› Le Crisis Group est coridigé par **Lord Mark Malloch-Brown,** ancien directeur de l'entreprise Smartmatic, accusée d'être liée à Dominion Voting Systems et à la fraude dans les élections présidentielles américaines de 2020. Smartmatic avait déjà fait l'objet d'accusations comparables par le passé. Le CV de Malloch-Brown est conséquent: ancien vice-président du Soros Fund Management et de l'Open Society – dont il est devenu président depuis décembre 2020 –, membre de la Chambre des Lords britannique, ancien vice-président du Forum Économique Mondial de Klaus Schwab (l'artisan du Great Reset) ancien membre du cabinet de Gordon Brown, directeur de la Royal Africa Society, administrateur à la Shell Foundation, membre du Comité consultatif d'Acumen – ONG fondée par Andrea Soros Colombel, la fille de George Soros.

› Le second co-directeur du Crisis Group est **Frank Giustra.** Il est notamment cofondateur du Global Refugee Sponsorship Initiative, partenaire entre autres de l'Open Society Foundations.

• 3e position ex aequo: **International Partnership for Human Rights** (IPHR). Entre 2017 et 2019, l'Open Society Foundations a déclaré avoir attribué trois subventions à cette ONG, pour un total de plus d'1,4 million de dollars à des fins de soutien général. L'IPHR annonce par ailleurs être membre du Human Rights & Democracy Network, un réseau de 57 ONG «européennes» dont une bonne moitié est étroitement liée à l'américaine Open Society Foundations (celle-ci étant elle-même présente).

• 6e position : **International Federation for Human Rights** (Fédération Internationale des Droits Humains – FIDH). Entre 2016 et 2019, l'Open Society a accordé trois subventions à l'organisation, pour un total d'1,75 million de dollars. En 2019, l'Open Society faisait partie des douze ONG remerciées par la FIDH pour leur soutien financier. Le site de la FIDH relaie en outre des collaborations régulières avec l'Open Society et Human Rights Watch. Le partenariat de la FIDH avec l'Open Society est néanmoins plus ancien. L'annexe 1 du rapport de la FIDH de 2009 rapportait déjà la présence et le soutien de l'ONG de George Soros.
• 7e position ex aequo : **le comité directeur de l'Eastern Partnership Civil Society Forum** (EAP CSF). Dans Soros l'Impérial (pp.202-203), nous avions déjà remarqué que l'Open Society « est active au travers de l'organisation d'événements ou d'interventions. En 2011, l'Open Society y lança l'Eastern Partnership Index, en collaboration avec l'International Renaissance Foundation (IRF), [i. e. une « deuxième »] Open Society d'Ukraine. Objectif de l'Index : évaluer les progrès réalisés par les six pays membres de l'Eastern Partnership[83] vers « un développement démocratique durable et l'intégration européenne ». Le projet est financé[84] par les deux ONG précitées ainsi que le ministère des Affaires étrangères de République tchèque. » La base de données de l'Open Society rapporte une subvention de 55 000 $ accordée à l'ONG en 2016. Le site de l'EAP CSF rapporte pour sa part plusieurs participations actives de l'Open Society Foundations. L'OSEPI, et les Open Society ukrainienne, arménienne et géorgienne en sont membres.
• 7e position ex aequo : **Transparency International.**

Synthétisé :

Amnesty International EU	Human Rights Watch	International Crisis Group
International Partnership for Human Rights	International Federation for Human Rights	Eastern Partnership Civil Society Forum
Médecins Sans Frontières International	Norwegian Refugee Council	Transparency International

83. Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie, Ukraine.

84. Le fichier pdf du rapport précise que l'Union Européenne a contribué à son financement : http://eap-csf.eu/wp-content/uploads/index-2015-6-web.pdf

Budget

La 1ère ONG est la Bill & Melinda Gates Foundation (5 meetings). L'OSEPI arrive en 2e position avec 4 meetings. En 3e position ex aequo figure ILGA-Europe. La 6e position ex aequo est occupée notamment par ONE. Rappel : cette organisation a été cofondée par Bono, chanteur de U2 et grand admirateur de George Soros – qu'il décrit comme « un géant ». L'ONG est suffisamment influente pour que Bono ait rencontré Josette Sheeran, entre autres vice-présidente du Forum Économique de Davos de Klaus Schwab. Au-delà du financement de ONE par l'Open Society ou la Fondation Gates, on trouve au comité directeur de l'ONG un certain Morton Halperin, proche de longue date de George Soros, conseiller principal auprès de l'Open Society, notamment pour les plaidoyers sur les questions des « sociétés ouvertes ». En 9e position figure la très influente Bertelsmann Stiftung[55]. Outre un débat sur l'Europe tenu avec George Soros en 2014, le site de la Bertelsmann rapporte plusieurs initiatives conjointes avec l'Open Society et parfois d'autres organisations (telle la King Baudouin Foundation). Bertelsmann fait par ailleurs partie des organisations sollicitées pour construire l'indice annuel de perception de la corruption de la très sorosienne Transparency International et publie un Indice de gouvernance durable repris par la Commission européenne.

85. Pour en apprendre plus, se reporter au seul livre écrit sur cette Fondation : *La Fondation Bertelsmann et la gouvernance mondiale*, de Pierre Hillard.

Synthétisé :

Bill & Melinda Gates Foundation	Stiftung Familienunternehmen	Fundatia Romanian Business Leaders
ILGA Europe	ONE	Konrad-Adenauer Stiftung
Eucor – The European Campus	Bertelsmann Stiftung	European Chamber of Commerce in Vietnam

Politique européenne de voisinage et d'élargissement

L'OSEPI figure en 3e position ex aequo, avec 3 meetings – dont un avec Christian Danielsson, ancien directeur général à la Commission sur les questions de négociations relatives au voisinage et à l'élargissement de l'Union Européenne.
• La 1e position est occupée par **EuroMed Rights,** récipiendaire en 2018 de deux subventions de l'Open Society (l'une de 1,5 million de dollars, l'autre de 50 016 $). Plusieurs autres ONG figurant en 3e position sont à mentionner :
• **OXFAM** a bénéficié de 23 dons rapportés dans la base de données du site de l'Open Society, pour un total de plusieurs millions de dollars. Une recherche croisée sur LinkedIn souligne par ailleurs la porosité du personnel entre les deux ONG.
• **Human Rights Watch.**
• **European Endowment for Democracy.** Elle ne reçoit pas de subventions de la part de l'Open Society, mais l'inverse est vraie. Une initiative à destination de l'Open Society Ukraine, débutée le 1er janvier 2020 et achevée le 31 décembre 2020, est annoncée : « Établie à Odesa, Open Society of Ukraine (OSU) fournit une plateforme indépendante et impartiale de formation et de soutien des militants impliqués dans les questions courantes au niveau municipal et dans le processus électoral. Grâce à l'aide du FEDEM, OSU renforce les compétences des activistes qui leur permettront d'avoir un impact social dans la ville d'Odesa et, pour certains d'entre eux, de se présenter aux élections municipales prévues en octobre 2020. Cette formation permettra aux groupes de la société civile de jouer un rôle important dans l'effort de réforme engagé et d'impliquer plus fortement le public dans la vie de la ville. » Le 21/02/2019, l'EED organisa une conférence sur la Géorgie, intégralement composée des réseaux Soros : un orateur de Transparency International, deux orateurs de l'Open Society, un orateur de la Georgian Young Lawyers Association (GYLA). Exemples non exhaustifs.
• **Arab NGO Network for Development** (ANND). Cette ONG a notamment pour partenaires WIEGO (Women in Informal Employment : Globalizing and Organizing) Network, financée pour près de 2 millions de dollars par l'Open Society entre 2017 et 2019 ; le réseau Euromed France ; CEE Bankwatch Network, qui a touché 250 000 $ de l'Open Society entre 2017 et 2019 (mais également financée par l'ONG de Soros bien avant, et par d'autres ONG de ce dernier comme le Revenue Watch Institute, ancien nom du Natural Resources Governance Institute – NRGI), etc.
• En 9e position ex aequo se trouvent **Amnesty International**, ainsi que l'**International Rescue Committee.**

Synthétisé :

EuroMed Rights	Norwegian Refugee Council Europe	OXFAM
Human Rights Watch	European Endowment for Democracy	IKV, Fondation pour le développement économique
Arab NGO Network for Development	International Rescue Committee	Amnesty International EU

Présence dans le Top 10 d'autres portefeuilles

L'OSEPI figure également dans d'autres Top 10. La logique de réseau et de nébuleuse ayant été développée ci-dessus avec des exemples suffisamment parlants, nous nous limiterons ici à rapporter la place de l'Open Society :

- **Aide humanitaire : 8e position.**
- **Économie et fiscalité : 6e position.**
- **Concurrence : 4e position.**

Commission von der Leyen

Plusieurs noms de portefeuilles ont changé. L'OSEPI reste présente dans le Top 10 de plusieurs d'entre eux – les données sont toutefois à relativiser pour le moment, le mandat étant en cours :

- **Égalité : 2e position,** avec quatre meetings : trois ont porté sur les Roms, le dernier (et plus récent), daté du 08 décembre 2020, a porté sur « le CCIF [anciennement financé par l'Open Society] et la situation pour les organisations de la société civile en France ».

Synthétisé :

European Women's Lobby	European Disability Forum	Women Political Leaders [86]
European Network Against Racism	ILGA-Europe	Eurocities
End Female Genital Mutilation EU	International Planned Parenthood Federation EU	Disability Rights International

86. L'une des 12 ONG partenaires est la Fondation Gates. Ceci pour information sans mesure d'impact, la WPL disposant de partenaires particulièrement nombreux. Depuis janvier 2021, le Bureau du WPL accueille en outre le Dr. Obiageli Ezekwesili, une ancienne conseillère économique senior auprès du bureau new-yorkais de l'Open Society (juin 2012 – janvier 2016, selon son profil LinkedIn).
Là encore, seulement pour information au regard du CV conséquent de cette personne.

- **Valeurs et transparence : 5e position ex aequo.** Les autres positions sont majoritairement occupées par des satellites de l'Open Society : Reporters Sans Frontières (1ère position), Free Press Unlimited (2e position), Committee to Protect Journalists (3e position), European Centre for Press & Media Freedom (4e position, financé notamment par Free Press et Justice for Journalists – dont le conseil d'administration comprend Jeff Gedmin, ancien président de Radio Free Europe / Radio Liberty, création de Soros), European Movement International (5e ex aequo), GLOBSEC (idem), Centre for Democracy & Technology (idem, déjà vu), International Press Institute (idem ; l'Open Society figure parmi les donateurs de l'organisation, bien que la base de données de l'ONG de Soros ne mentionne aucune subvention).

Synthétisé :

Reporters Sans Frontières	Free Press Unlimited	Committee to Protect Journalists
European Centre for Press & Media Freedom	European Movement International	GLOBSEC
Center for Democracy & Technology	Fondation EURACTIV	International Press Institute

- **Présidente de la Commission : 8e position.** En 5e position figure le Pandemic Action Network, qui outre la fondation Gates et de nombreux autres, est aussi partenaire d'Internews, de ONE et de l'Open Government Partnership, financés par l'Open Society.

87. Gergely Koevesd (Eurostat), Sorina Vaju (direction générale d'Eurostat), Dora Husz (chef d'équipe à la Commission, après être passée par la Direction générale à l'Emploi, aux affaires sociales et à l'inclusion ainsi qu'à la Direction générale à la Communication), Ilcho Bechev (Eurostat), Lia Potec (chargée de mission à la Commission, après avoir notamment servi au ministère des Affaires étrangères de Roumanie), Henriett Horváth (assistante à la Commission), Csanad Sandor (économiste), Benedikt Urban (stagiaire « Blue Book »), etc.

88. Norbert Pál (conseiller), Fran Stojaković (assistant parlementaire accrédité, groupe S&D), Francesca Bellino (stagiaire au sein du groupe The Greens / European Free Alliance), Anna Krózser (ancienne assistante parlementaire accréditée à la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures – LIBE), etc.

89. Cristian Ganj (conseiller juridique auprès de l'administration), Monika Kopcheva (directrice de la Sécurité informatique), Jonathan van Blaaderen (juriste-linguiste), etc.

90. Marina Vasić (responsable de programme), Olga Frayshteter (conseillère politique), Bogdana Buzarnescu (adjointe principale au Comité aux Affaires sociales, à la Santé et au Développement durable), Arman Darbinyan (directeur adjoint au département de la Sûreté et de la Sécurité), etc.

Complément sur les réseaux Soros

Transparency International (brièvement)

Si l'Open Society reste l'ONG de George Soros, d'autres noms de référence doivent être pris en compte pour saisir l'étendue de l'influence des réseaux du milliardaire auprès de la Commission européenne. Nous nous limiterons ici à la présence au sein des Top 10 de Transparency International, ONG sorosienne majeure, au sein de la commission Juncker :

- **Euro & marchés financiers : 1ère position (9 meetings).**
  Autres ONG des réseaux Soros : Better Finance, Finance Watch, OXFAM, Eurodad.
- **Affaires intérieures : 2e position (4 meetings).**
  Autres ONG des réseaux Soros : Amnesty International,
  Centre for Democracy & Technology, Bibliothèques Sans Frontières.
- **Économie & fiscalité : 1ère position ex aequo (avec notamment OXFAM, 4 meetings).**
  Autres ONG des réseaux Soros : Eurodad, Bertelsmann Stiftung, Social Platform.

Central European University

L'Université d'Europe Centrale s'inscrit peu ou prou dans la même logique que Gavi pour la Fondation Gates : pour appréhender l'influence d'une ONG sur l'élaboration des processus législatifs européens, il nous semble indispensable d'avoir une vue systémique de son environnement – à défaut d'exhaustivité.

L'Université d'Europe Centrale (CEU), fondée par Soros en Hongrie puis déménagée à Berlin en 2018, figure également au registre de transparence. Elle s'inscrit dans les entités de catégorie IV, sous-catégorisée en tant qu'institution universitaire. Au niveau européen, elle compte 10 personnes pour 2,5 équivalents temps plein. L'Université est dotée d'un budget total de 90 millions d'euros. Pour son exercice s'étalant d'août 2019 à juillet 2020, la CEU a bénéficié de 23 millions d'euros de subventions de la part de l'Union Européenne, provenant de plusieurs sources : programme Horizon 2020, Direction générale à l'emploi, aux affaires sociales et à l'inclusion (DG EMPL), et Agence exécutive « Éducation, audiovisuel et culture » (EACEA).

Si l'Université semble n'avoir tenu aucune réunion avec des membres de la Commission depuis les obligations de déclaration du 25 novembre 2014, deux ont eu lieu pour 2021, selon la liste fournie par la Commission et à jour du 11 avril 2021 : une vidéo-conférence avec Alvaro De Elera, membre du cabinet de Věra Jourová sur l'État de droit (20 janvier 2021), et une seconde vidéo-conférence, avec Věra Jourová elle-même pour débattre de l'État de droit (24 février 2021).

Limiter l'influence de l'Université d'Europe Centrale à ces quelques éléments serait trompeur, comme en attestent plusieurs autres éléments. Une recherche croisée sur LinkedIn révèle par exemple que des diplômés de l'Université d'Europe Centrale travaillent par la suite à la Commission européenne [87], au Parlement européen [88], ou encore au Conseil de l'Union Européenne [89] – à des postes divers. Même s'il n'est pas directement rattaché aux institutions européennes, certains sont en poste au Conseil de l'Europe [90], et d'autres encore à la Cour européenne des droits de l'Homme – dont Gregor Puppinck a montré les liens étroits avec George Soros.

Le registre de transparence de la Commission européenne précise par ailleurs que l'Université d'Europe Centrale fait partie de deux réseaux :

- **CIVICA – The European University of Social Sciences,** qui regroupe huit universités (dont Sciences Po pour la France).
- **European University Association,** qui prétend « jouer un rôle crucial dans le Processus de Bologne [le rapprochement des systèmes d'études supérieures européens] et dans l'influence des politiques de l'Union Européenne dans l'éducation supérieure, la recherche et l'innovation ». Elle regroupe environ 800 structures.

Au sujet des entités de catégorie IV

À l'image des ONG, les think tanks et les établissements universitaires représentent des leviers d'influence auprès de la Commission européenne. Le lecteur pourra se reporter à nouveau sur Integrity Watch pour le noter. Ces think tanks ne sont par ailleurs pas plus indépendants que les ONG et disposent parfois des mêmes bailleurs de fonds. À titre d'exemple, nous prendrons ici le premier think tank du Top 10 du portefeuille « Climat & énergie » sous la Commission Juncker, Third Generation Environmentalism Ltd., dit E3G. Son objectif : la transition énergétique.
Une revue de ses bailleurs de fonds met en lumière les intérêts économiques auxquels cet organisme sert de paravent :

L'influence des **ONG** dans le processus législatif européen

Consultations publiques : un levier d'influence privilégié

La Commission européenne invite régulièrement diverses entités ainsi que des particuliers à exprimer leur avis sur divers projets leur avis en amont de projets législatifs. Il s'agit d'un moyen privilégié de faire valoir ses recommandations. Il existe à ce jour[91] 2168 initiatives publiées. Elles portent sur les 40 thèmes traités par la Commission européenne. La section dédiée de son site nous apporte quelques précisions :

- Les initiatives peuvent être à plusieurs stades de développement : en préparation ; feuille de route ; consultation publique ; projet de loi ; adoption par la Commission.
- Les types d'actes sont répartis en cinq catégories : communications ; actes délégués ; actes d'exécution ; projets de loi ; autres.

91. Le 10 juin 2021.

Identifier le lobbying : La « Boîte à outils pour une meilleure réglementation » de la Commission européenne

Plus les organisations sont nombreuses à participer à une initiative, plus il apparaît logiquement difficile de distinguer l'impact réel d'un acteur plus que d'un autre sur l'orientation que prendra par la suite la Commission. Toutefois, la Commission européenne a développé un outil qui semble particulièrement effectif pour cerner les tentatives de campagne peu ou prou déguisées d'entités au sein de ce type de consultations, la « Boîte à outils pour une meilleure réglementation ». Lorsqu'il est publié, le rapport de synthèse d'une consultation s'appuie sur cet outil pour préciser les cas où il a identifié une « campagne », i. e. dans le cas où plus de 10 réponses apparaissent comme identiques.
Par exemple, dans un cas présenté infra, la nébuleuse autour de l'Association BLOOM :

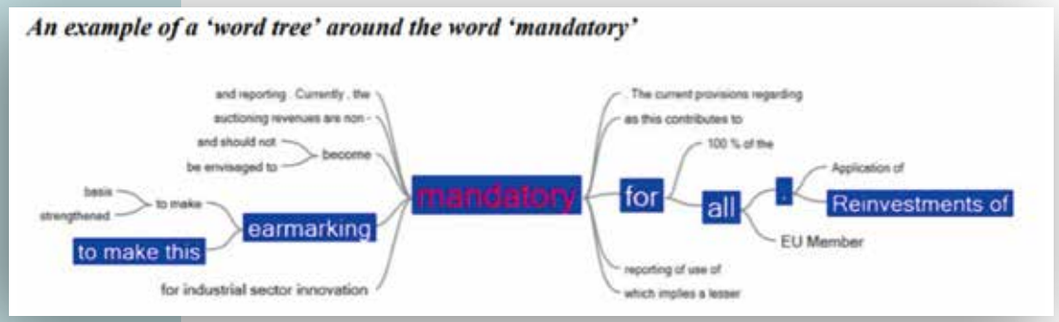
Identified campaign:
In open comments of this public consultation, we identified a "campaign" (as specified in the Better Regulation Toolbox 2), meaning where organisations call their members to participate in the consultation with suggested responses, and more than 10 responses are identical. We include the share of contributions and their viewpoints when presenting our analysis of open comments. The campaign did not extend to closed questions, where responses within the campaign group varied.

Fifty contributions have been identified as originating from a campaign. They were from respondents based in France (n=32), Belgium and United Kingdom (n=4, respectively), Portugal (n=3) Netherlands and Spain (n=2, respectively) and Germany, Ireland and Sweden (n=1, respectively). 37 respondents gave their contribution as EU citizens, 12 as non-governmental organisations, and 1 as "other".

Cette démarche permet notamment de mettre en lumière, comme le souligne le cas de BLOOM, les cas où une nébuleuse ou un réseau d'ONG pèsent sur des décisions dans un sens contraire aux recommandations d'autres acteurs – ici des associations de professionnels de la pêche.
Avec cette boîte (disponible seulement en anglais), la Commission a établi une méthodologie qui nous apparaît solide. Pour les éléments qui nous intéressent présentement, il faut se reporter au chapitre 7, « Consultation des parties prenantes », aux outils 54 (« Conduite de l'activité de consultation et analyse de données ») et 55 (« Information sur l'élaboration des politiques »). La sous-section 5.2.3 de l'outil 54 est consacrée aux « Campagnes ». Pour présenter cette sous-section, la Commission rapporte que « lorsque les répondants ont répondu à une consultation publique avec les mêmes réponses, cela peut être une coïncidence comme cela peut-être le fait d'une campagne coordonnée. Les campagnes sont très efficaces pour générer l'intérêt des parties prenantes et mettre en lumière des messages-clés pour les décideurs politiques. Dans le même temps, elles constituent un défi pour ceux qui analysent les réponses de la consultation publique[92]. Il est ainsi primordial de bien identifier les campagnes, de les analyser séparément et de présenter les résultats de manière appropriée. Il est de ce fait nécessaire de prendre en compte la présence potentielle de campagnes, le moyen de les identifier et comment présenter les résultats. »

92. Souligné par la Commission.

Pour surveiller ce phénomène, la Boîte à outils prescrit de surveiller en continu la consultation publique une fois celle-ci lancée, en précisant que « des recherches occasionnelles sur Internet et les réseaux sociaux pourraient révéler la présence de campagnes organisées qui suggèrent des réponses au questionnaire [de la consultation] ». Quant au type de questions, la Commission considère que des réponses similaires à toutes les questions fermées suggèrent qu'il s'agit d'une campagne, « en particulier si les répondants représentent un sous-groupe spécifique de parties prenantes (par activité et / ou intérêt et / ou localisation) ». La Commission juge qu'il s'agit d'une campagne au cas où 10 réponses similaires seraient données. Toutefois, pour tenir compte de l'échelle du nombre de répondants et savoir distinguer la coïncidence de la campagne si 10 réponses similaires apparaissent dans une consultation regroupant plusieurs milliers de feedbacks, la Commission s'appuie sur des logiciels d'analyse (STATA, DIGIT).
Côté questions ouvertes, la Boîte à outils note que certaines campagnes peuvent recommander à leurs soutiens d'opter pour un texte standard dans leurs réponses. De ce fait, « les réponses ne seront pas exactement les mêmes mais les messages clés se répéteront. » La Commission recommande à nouveau l'utilisation de logiciels, en l'occurrence d'analyse de données qualitatives (comme le sien, « Doris », ou d'autres commercialisés), et donne un exemple d'« arbre à mots » illustrant la méthode de ces campagnes pour donner une fausse apparence de diversité :



La Boîte à outils précise que les occurrences les plus récurrentes sont celles qui apparaissent encadrées, i. e. pour le cas présent « to make this earmarking mandatory for all. Reinvestments of ».
Niveau reporting, il est précisé – et explicitement souligné – que si les campagnes sont identifiées en tant que telles, ceci doit être signalé dans le rapport de synthèse.

Exemples de campagnes identifiées

Pêche en eau profonde dans l'Atlantique du Nord-Est

Du 13 mai au 05 août 2020, la Commission européenne a ouvert une consultation publique pour solliciter des avis sur l'évaluation du règlement relatif à l'accès aux eaux profondes. La Commission a précisé être « particulièrement désireuse de recueillir l'avis du grand public ; des pêcheurs et des organisations et représentants de pêcheurs ; des groupes d'intérêt, par exemple les milieux universitaires, les groupes de réflexion, les ONG ».

Côté objectifs de la consultation, la Commission a précisé entre autres que « cette évaluation permettra de mettre en évidence des actions clés visant à améliorer l'efficacité, l'efficience, les effets et la valeur ajoutée européenne du règlement. […] la collecte des observations des citoyens et des parties prenantes revêt une grande importance pour cette évaluation. Elle contribuera en effet à déterminer les retombées positives du règlement et ses éventuelles incidences indésirables pour les parties prenantes. Enfin, les résultats de cette évaluation peuvent être utilisés pour éclairer les décisions sur la nécessité de réexaminer le règlement sur l'accès aux eaux profondes. »

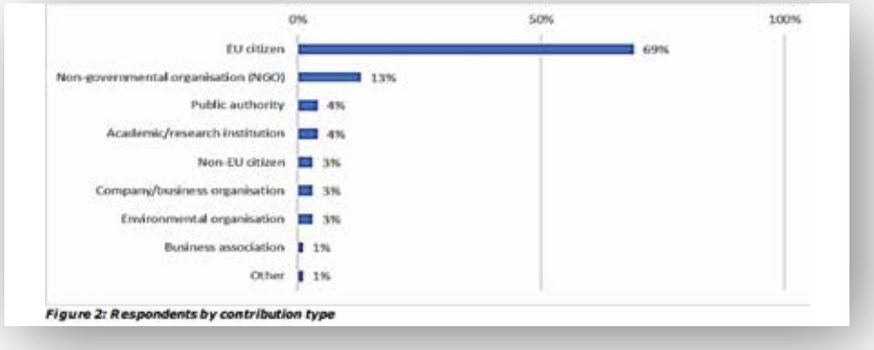


Figure 2: Respondents by contribution type

La liste des contributions ne permet pas d'apprécier en premier lieu de manière précise la nature de tous les contributeurs. Sur 156 feedbacks, le fichier Excel téléchargeable ne précise en effet la nature que de 60 d'entre eux. Toutefois, le rapport de synthèse de la Commission, publié le 14 décembre 2020, précise que les contributions dont la nature n'est pas précisée sont des citoyens européens, donnant la répartition suivante de l'ensemble des participants :

Par ailleurs, la catégorisation de certains acteurs est à corriger pour une cohérence avec le registre de transparence de la Commission. BLOOM, Ocean Unite et Verein Plastic Planet Austria[93], entités de catégorie III, ne sont ici pas étiquetées comme « ONG » mais comme « organisations environnementales ». Idem pour Generation Climate Europe (regroupement de 460 organisations nationales réparties dans 47 pays), entité de catégorie III classée dans « autres ». Nous obtenons ainsi 22 ONG. Dans son évaluation du 12 mai 2021, la Commission européenne a néanmoins souligné que pour les ONG répondantes, la Deep Sea Conservation Coalition s'est exprimée à la fois en tant que groupe, mais aussi via plusieurs de ses ONG membres de manière individuelle.

ONG contributrices		
BLOOM	Ocean Unite	Verein Plastic Planet Austria
Deep Sea Conservation Coalition	Oceana	DEEPWAVE e.V.
Portuguese Society for the Study of Birds (partenaire de Birdlife)	Grupo de Estudos de Ordenamento do Território e Ambiente (GEOTA)	Marine Conservation Society
Our Fish (Funding Fish)	Greenpeace European Unit	Ecologistas en Acción
Sea First Foundation	Sciaena	ANP|WWF : Associação Natureza de Portugal (partenaire du WWF)
Good Fish Foundation	Seas At Risk vzw[94]	SUBMON
WWF Sweden	The Danish Society for Nature Conservation	Sustainable Water Network (SWAN)
Generation Climate Europe		

93. Dont le nom complet est Verein Plastic Planet Austria Plastikreduktion.

94. Vzw est un acronyme belge désignant une association sans but lucratif.

Néanmoins, la méthodologie de la Commission européenne permet de cerner que les participations à cette consultation publique ne se limitent pas à l'expression d'opinions indépendantes mais sont coordonnées. Le rapport de synthèse précise en effet avoir identifié une « campagne », au sens défini par la « Boîte à outils pour une meilleure réglementation » élaborée par la Commission et présentée supra. : plus de 10 réponses apparaissent comme identiques. L'encadré dédié précise que 50 contributions ont été identifiées comme provenant d'une campagne. 32 de ces 50 contributions viennent par ailleurs de France :

Identified campaign:
In open comments of this public consultation, we identified a "campaign" (as specified in the Better Regulation Toolbox 2), meaning where organisations call their members to participate in the consultation with suggested responses, and more than 10 responses are identical. We include the share of contributions and their viewpoints when presenting our analysis of open comments. The campaign did not extend to closed questions, where responses within the campaign group varied.

Fifty contributions have been identified as originating from a campaign. They were from respondents based in France (n=32), Belgium and United Kingdom (n=4, respectively), Portugal (n=3) Netherlands and Spain (n=2, respectively) and Germany, Ireland and Sweden (n=1, respectively). 37 respondents gave their contribution as EU citizens, 12 as non-governmental organisations, and 1 as "other".

Sur l'ensemble des répondants, la seule France représente en outre un peu plus de 50% (voir graphique ci-dessous). Sans toutefois pouvoir fournir de preuve définitive, nous pouvons émettre l'hypothèse, au regard de ces informations, qu'il s'agit d'une mobilisation trouvant son origine dans l'écosystème de l'Association BLOOM. L'une des captures présentées ci-dessous identifiant les réponses de « campagne » tend à l'accréditer. Elle précise que pour la réponse à une question, 34 répondants identifiés comme appartenant à cette campagne ont ainsi cité en référence un document de janvier 2017 issu du site de l'Association BLOOM, que cette dernière a établi avec la Deep Sea Conservation Coalition.

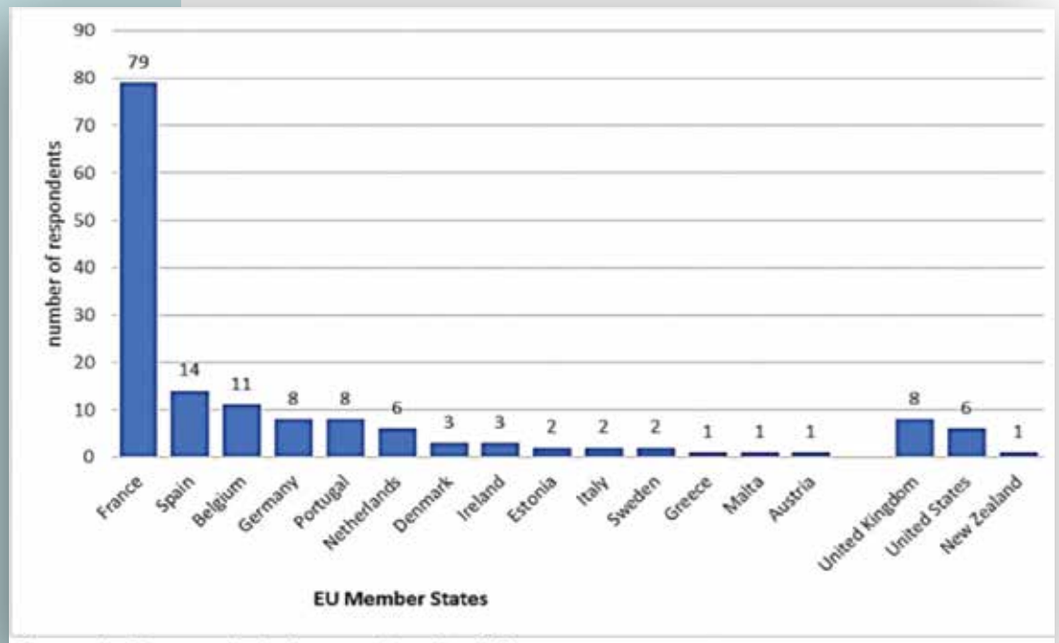


Figure 1: Respondents by country of origin

Le rapport – dont nous intégrons ici les captures en anglais – a identifié à six reprises des réponses provenant de la campagne en question :

In open comments, 124 respondents contributed answers to the question on **how better protection of deep-sea fish stocks and deep-sea vulnerable marine ecosystems could be ensured**. The most commonly mentioned examples were:

- to put **more restrictions** in place for deep-sea fishing and bottom trawling, and establish a more **punitive system** in cases where restrictions are ignored;
- to **close areas with VME encounters / improve the move-on rule** and base the **threshold for identifying VME** encounters on **scientific evidence**;
- to gain a **better understanding of the deep-sea environment through scientific research;**
- to **improve criteria for identifying deep-sea fishing activity** and for **granting fishing authorisations.**

50 contributions were part of the identified campaign, which also reflected all the examples listed above. The campaign also stated that a **buffer area surrounding encountered VMEs should be closed to bottom fishing immediately** and **criteria for identifying deep-sea fishing activity and for granting fishing authorisations should be improved by**: i. assessing whether the current catch amount thresholds are appropriate; ii. assessing whether there is a need to expand the list of species; iii. recognizing that the Regulation is largely designed to manage fisheries to prevent damage to deep-sea ecosystems and should apply to any bottom contact fisheries operating below 400m, irrespective of the catch.

In the open comments, 89 respondents elaborated on any **additional measures** that, in their opinion, would have been relevant to **prevent significant adverse impacts on Vulnerable Marine Ecosystems** and to ensure the long-term conservation of deep-sea fish stocks. The most frequently cited measures were:

- to conduct **impact assessments** prior to granting fishing authorisations in all waters;
- to further **restrict fishing gear** with a known negative impact on VMEs and bycatch species, underpinned by **scientific research to identify such gear**;
- to tailor **evidence-based provisions for setting of fishing opportunities** and adhere to them rigorously, even where scientific data is insufficient on the status of fish stocks.

49 contributions were part of the identified campaign, which also reflected all the examples listed above. The campaign further specified that specific provisions related to the setting of fishing opportunities should be tailored to scientific uncertainties and the life history characteristics of deep-sea species, and that explicit requirements to assess, minimize and prevent bycatch and other impacts on non-target deep-sea species and the vulnerability of the habitats where the species live are important for the long-term conservation of deep-sea stocks. The contributions suggested that these measures could be developed and implemented as part of the action plan to conserve fisheries resources and protect marine ecosystems of the biodiversity strategy, referencing the Communication from the Commission – EU Biodiversity Strategy for 2030 (20 May 2020).

In the open comments, 81 respondents replied to whether they could think of any **additional measures** that would have been relevant to **improve the knowledge on deep-sea species and their habitats**. The most frequently cited measures were:

- to **increase funding** for deep-sea research;
- to **increase observer coverage** and make information obtained through observers **publicly available;**
- to make the **use of remote electronic monitoring systems mandatory.**

50 contributions were part of the identified campaign, which specified measures such as the implementation of fully-documented fisheries provisions (incl. mandatory use of Remote Electronic Monitoring Systems) in vessels targeting deep-sea species; publication of information on the observer programme and its evaluation; and mandatory observer coverage.

There were **significant differences** in responses by main field of activity, with respondents who worked in **fisheries** generally agreeing **more strongly** that deep-sea fish species are exploited sustainably and that deep-sea ecosystems, and in particular Vulnerable Marine Ecosystems, are adequately protected from adverse impacts generated by bottom fishing activities, **than those who worked in the field of environment and "other" (predominantly EU citizens).**

In the open comments, 69 respondents elaborated on their answers, **48 of which were part of the identified campaign.** Explanations were consistent across both groups (campaign and non-campaign respondents), and stated that:

- **scientific knowledge** has improved, but not due to the Regulation, but independent scientific research, surveys and expeditions (incl. through EU funded deep-sea research projects such as the Atlas, SponGES, and Merces Projects), and still remains **insufficient**:
- the **800m trawl ban is effective** in protecting VMEs, but needs to be **enforced**, as no VME areas have been closed to date and the trawl ban has not been effectively complied with and enforced.

Finally, respondents were asked to what **extent the DSAR takes onboard UN**

In the open comments, **47 respondents** elaborated on their answers, **of whom 34 were part of the identified campaign.** The campaign respondents quoted the **Bloom Association**'s document[1] stating that the **Regulation takes into account many of the UN recommendations**, but **not** the most recent recommendations adopted by the UN following reviews of the implementation of resolutions 61/105 and 64/72, namely resolution 66/68 adopted in 2011 and, more recently, resolution 71/123 adopted in 2016. Respondents noted that these additional elements should be incorporated into the implementation of the DSAR, for example, with regards to the use of "benthic ecosystem modelling, comparative benthic studies and predictive modelling" to identify areas in which VMEs are known or likely to exist.

At the end of the survey, respondents could provide **additional comments** in open comments. Overall, **49 respondents** provided additional comments, **of whom 32 were part of the identified campaign.** Comments predominantly centred on the **need for measures of the Regulation to be rigorously enforced and monitored**, rather than the Regulation being revised. Respondents also suggested that **other tools for the conservation of deep-sea stocks and habitats are explored,** such as CFP, the Technical Measures Regulation, or the upcoming Action Plan of the Biodiversity Strategy. Campaign respondents also cited an ICES report of the Working Group on the Biology and Assessment of Deep-Sea Fisheries Resources, which shows that the highest biodiversity of species can be found in depth between 1000 and 1500m, and that these species are particularly vulnerable to overexploitation due to their life history traits.

Le document de travail de la Commission du 12 mai 2021 évaluant le Règlement 2016/2336 a toutefois conclu que le règlement fonctionne correctement. Il ne donne pour le moment pas suite aux demandes des ONG.

Déforestation

En 2020, le WWF a lancé la campagne « Together4Forests » pour supprimer la déforestation et la destruction de l'écosystème de la chaîne d'approvisionnement au moyen d'une loi européenne ferme. Le WWF EU rapporte avoir été rejoint par plus de 160 organisations [95] et avoir rassemblé près d'1,2 million de citoyens, faisant de la consultation publique – du 3 septembre 2020 au 10 décembre 2020 – sur ce sujet « la deuxième plus grande consultation publique dans l'histoire de la Commission européenne ».

Le rapport de synthèse rédigé par la Commission le confirme : « Ce nombre a été très largement piloté par un groupe d'ONG comprenant ClientEarth, Conservation International, Environmental Investigation Agency, Greenpeace et WWF au moyen de questionnaires pré-remplis. Sur les 1 194 761 réponses, 1 193 611 ont été identifiées par la Commission comme soumises dans le cadre de cette campagne, en utilisant une méthodologie connue sous le nom d'"algorithme de détection de collisions-clés' [96]. Suivant les recommandations de la Boîte à outils pour une meilleure réglementation, ces réponses seront séparées et analysées séparément des réponses qui ne s'inscrivent pas dans le cadre de cette campagne. Le contenu du questionnaire pré-rempli soumis dans le cadre de la campagne peut être consulté en ligne. 73% des répondants de la campagne ont déclaré venir d'un pays européen, contre 27% extra-européens. Les pays avec le plus grand nombre de réponses sont l'Allemagne (15%), les Pays-Bas (11%), la France (10%), le Royaume-Uni (7%) et la Belgique (7%). »

La campagne Together4Forests a par ailleurs réussi à mobiliser des parlementaires européens. La députée Groupe des Verts / Alliance libre européenne Anna Cavazzini a ainsi publié un tweet, le 26 novembre 2020, rapportant avoir envoyé au vice-président européen une lettre cosignée par 67 autres eurodéputés et portant sur la question amazonienne. Le tweet comprend le hashtag #together4forests et a été repris par le compte européen du WWF.

À date (2 juin 2021), la Commission n'a pas encore adopté l'acte découlant de cette consultation. Le processus est prévu pour le 2e trimestre 2021. Toutefois, dès le mois d'octobre 2020, le Parlement européen a appelé, dans le cadre d'une session plénière, à mettre en place « une loi contraignante pour stopper la déforestation mondiale provoquée par l'UE ». Le 22 octobre 2021, le Parlement européen a présenté sa résolution « contenant des recommandations à la Commission sur un cadre juridique de l'Union pour enrayer et inverser la déforestation dont l'Union est responsable à l'échelle mondiale ».

Dès son « considérant B », la résolution prend en référence le rapport « Planète vivante 2016 » publié par le WWF conjointement avec la Société zoologique de Londres et le Stockholm Resilience Centre (note 17 de la résolution), pour exposer que les forêts « constituent l'infrastructure organique vitale de certains des écosystèmes les plus denses, les plus délicats et les plus variés de la planète; que la déforestation constitue la menace la plus sérieuse pour 85% des espèces menacées ou en danger et que, entre 1970 et 2012, 58% des animaux vertébrés ont déjà disparu de la surface de la terre à cause de la déforestation ».

95. Les soutiens de la campagne sont en effet nombreux. Nous y retrouvons toutefois une méthode classique d'amplification de la part des ONG : chaque chapitre national d'une ONG est considéré comme une organisation. BirdLife est ainsi présent à au moins 8 reprises, idem pour le Jane Goodall Institute, 13 pour Greenpeace, 24 pour le WWF. D'autres grosses ONG y figurent également, telles que Transport & Environment, Transparency International, ou le Bureau européen de l'environnement.

96. Traduction impropre, à défaut de mieux, de «key-collision clustering algorithm», le terme clustering pouvant en outre se traduire par regroupement.

Directive-cadre sur l'eau

En juin 2020, le commissaire à l'Environnement Virginijus Sinkevičius a annoncé que la directive-cadre sur l'eau ne serait pas ouverte à la révision, « une victoire majeure pour la campagne #ProtectWater du WWF » selon les propos de l'ONG. La feuille de route initiale de cette initiative, du 20 octobre 2017 au 17 novembre 2017, avait recueilli 82 avis. Près d'un an plus tard s'est tenue la consultation publique sur le sujet, du 17 septembre 2018 au 12 mars 2019. Dans son rapport de synthèse, la Commission a rapporté avoir obtenu 387 057 réponses, dont 385 113 directement liées à la campagne #ProtectWater menée par le WWF avec l'appui d'autres ONG environnementales dans la coalition Living Rivers – Bureau européen de l'environnement, European Rivers Network, European Anglers Alliance, et Wetlands International. Comme pour la campagne #together4forests, de nombreuses organisations ont soutenu la campagne, avec une liste présentant parfois plusieurs chapitres d'une même ONG, nationaux (e. g. BirdLife, WWF) ou régionaux (e. g. France Nature Environnement). La Commission a par ailleurs identifié trois autres campagnes, sans parvenir à en déterminer l'origine :

WWF campaign	**383,987**
Campaign 1 - source not identified	**507**
Campaign 2 - source not identified	**39**
Campaign 3 - source not identified	**12**
Assumed mis-function during WWF upload	**568**
Total campaign responses	**385,113**

Table 1 - Breakdown of campaign-based responses to the public consultation.

Dans son rapport annuel 2019, le WWF a présenté sa campagne comme la troisième plus importante qu'a connue l'Union Européenne en termes de nombre de répondants.

Brèves précisions sur le WWF

Le WWF est la principale ONG environnementale mondiale. Pour l'année 2020, son bureau européen (WWF EPO) a disposé d'un budget de 4,79 M€, dont 1,1 M€ de trusts et de fondations & environ 850 000 € de subventions publiques provenant de programmes de la Commission européenne : European Commission LIFE NGO Operating Grant, Horizon 2020, the Development Education and Awareness Raising Programme (DEAR), et Directorat General à la migration et aux affaires intérieures. Sa capacité d'influence et de mobilisation est particulièrement importante.

Entre le 13 novembre 2014 et le 19 mai 2021, le WWF EPO a participé à 166 meetings avec des fonctionnaires de la Commission, à plus de 30 consultations publiques, 22 feuilles de route, un intergroupe du Parlement européen, ainsi qu'à 20 groupes d'experts de la Commission. Le bureau européen de l'ONG dispose en outre de 35 personnes dédiées aux activités européennes, représentant 26,2 équivalents temps plein.

En 2014, le bureau pour la politique européenne du WWF a été nommé ONG de l'année. Le WWF rapportait être pour la troisième fois lauréat de ce prix en sept ans, soulignant l'efficacité de son lobbying au niveau européen.
Son prix lui a été remis lors des European Public Affairs Awards et a récompensé l'efficacité de son lobbying notamment pour deux campagnes :

- **« Stop bankrupting our oceans »**, qui aurait contribué à améliorer la Politique commune de la pêche de l'UE et à restaurer les stocks de poissons. La liste des meetings des entités enregistrées dans le registre de transparence ne permet pas de remonter la chronologie des rencontres au-delà de novembre-décembre 2014. Néanmoins, une rencontre du WWF datée du 04/12/2014 a porté sur l'implémentation de réforme de la Politique commune de la pêche. L'ONG a échangé avec la commissaire Karmelu Vella (Environnement, Affaires maritimes et pêche) et deux membres de son cabinet.
- **« Well-spent »**, dont l'objectif était de « verdir » la réforme budgétaire septennale de l'UE.

Taxonomie verte

Pour travailler sur ce sujet, la Commission européenne a missionné le groupe E03603, composé de 27 États membres et de 5 entités publiques européennes pour traiter de la taxonomie verte (i. e. les activités économiques compatibles avec la lutte contre le réchauffement climatique). En parallèle, une consultation publique a été ouverte. Entre le 23 mars et le 27 avril 2020, cette étape de la consultation a recueilli 413 feedbacks, dont 35 % de citoyens de l'UE – parmi lesquels 36 % de France et 20 % de Belgique. Par la suite, le projet d'acte découlant de cette feuille de route a été ouvert à la consultation du 20/11 au 18/12/2020. Sur cette période, près de 46 600 feedbacks ont été recueillis, dont près de 98% ont émané de citoyens de l'UE – parmi lesquels 38 % de France et 34 % d'Allemagne.

Le 04/06/2021, la Commission a publié un rapport d'étude d'impact, qui analysait notamment la consultation publique sur ce projet d'acte. La Boîte à outils de la Commission européenne a de fait identifié le nombre important de feedbacks comme découlant de plusieurs campagnes. La plus importante, qui a représenté 44 774 contributions, a été identifiée comme émanant «d'ONG et de citoyens» rassemblée autour de stopfakegreen.eu :

2.10. Feedback on the draft delegated act: November-December 2020

The draft delegated act was published on 20 November 2020 for a 4-week feedback period. Stakeholders were able to provide comments until 18 December 2020. The draft delegated act has attracted a great number of comments. **Overall, the Commission has received 46 591 responses in total.** There was a large campaigning activity detected, which was for the most part connected to one campaign by NGOs and citizens supporting their propositions ("stopfakegreen.eu" campaign). Specifically, 44 774 contributions received were clearly associated with this campaign. For this and further identified campaign, please refer to a short overview below. Feedback is further summarised per sector.

Main campaigns identified

Several campaigns were detected in the provided feedback, with one clearly standing out with its size. This table below provides a brief overview of the main identified campaigns, which were carefully considered in the balance of stakeholders requests under specific sectors. Several other responses could be potentially counted as campaigns, but these had up to 30 responses and were more disparate, hence they are not detailed in this table[332].

Campaign (working title)	Approximate size	Main stakeholder types	Campaign focus and key messages
Stopfakegreen.eu campaign	44 774 contributions	Citizens and NGOs	Support for high environmental ambition of criteria and further strengthening of some criteria (notably bioenergy) or removal of some activities (e.g. shipping, livestock production)

Le site de cette campagne, dont l'objectif principal est de « soutenir une ambition environnementale élevée des critères [de cette taxonomie] et d'en renforcer certains (notamment la bioénergie) ou d'en enlever certaines activités (par exemple le fret et l'élevage intensif) », demeure accessible grâce à la Wayback Machine. Il faut néanmoins se reporter à une autre source pour trouver les signataires de la lettre de campagne de Stopfakegreen, adressée principalement à la présidence de la Commission. Il s'agit pour l'essentiel d'ONG, dont certaines sont influentes et bien placées dans le Top 10 des rencontres auprès de la Commission européenne :

Comparaisons : des recommandations des ONG aux dispositions européennes

Sur de nombreux sujets européens, les ONG fournissent des recommandations, dont on peut régulièrement retrouver l'influence, parfois très précise, dans plusieurs lois et règlements. Pour le mesurer, une revue comparative entre les recommandations d'ONG et les points des dispositions européennes est éclairante.

Loi européenne sur le climat

Le rapport 2020 du WWF souligne que l'Union Européenne est la première région climatique à avoir proposé une loi sur le climat (datée du 4 mars 2020), « consacrant un objectif de neutralité climatique à horizon 2050 ». Le 8 octobre 2019, WWF et Greenpeace ont publié un article demandant à la Commission de suivre leurs 12 recommandations, publiées dans un document daté du 20 novembre 2019. Nous retrouvons également des demandes, parfois comparables, d'autres ONG :

• **Point 3** (WWF & Greenpeace) : Réduire les émissions de gaz à effet de serre en passant de -40% à -65% à horizon 2030 – des propositions partagées par le Bureau européen de l'environnement et Birdlife International (point 1 de ses requêtes). L'article 2 de la loi (Objectifs de neutralité climatique) dispose, en ses points 3 et 4, chercher à implémenter une législation portant ces objectifs de 50 à 55% d'ici 2030. Le règlement a toutefois été amendé le 17 septembre 2020, entraînant la suppression de ces points 3 et 4. Mais l'objectif de réduction, fixé à 55% pour 2030, reste présent dans l'article 2. Sur ces 55%, un lobbying supplémentaire avait par ailleurs été mené par l'ONG Institutional Investors Group on Climate Change (IIGCC) [97], dans un rapport publié en septembre 2020 (recommandation n°1, p.5). En outre, cette version amende également l'article 1er. La version de mars « fixe un objectif contraignant de neutralité climatique au sein de l'Union d'ici 2050 ». La modification de septembre ajoute que le règlement « fixe également un objectif spécifique contraignant de réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre de l'Union pour 2030 ».

• **Point 5 :** soumettre la stratégie à un mécanisme de révision quinquennal, une demande intégrée aux points 1 et 2 de l'article 5 de la loi (Évaluation des progrès et des mesures de l'Union Européenne). Le point 6 de Birdlife International émettait le même souhait, tout comme le feedback de l'ONG ECOLISE [98] et celui de Carbon Market Watch.

• **Point 9 :** Assurer une transition juste pour tous, demande reprise au point 3.h de l'article 3 de la loi. Le point 9 du WWF & Greenpeace préconise par ailleurs le déploiement de mesures nationales et régionales personnalisées, ce que reprend notamment, pour l'aspect national, l'article 6 de la loi. Ce même point 9 demande que les communautés locales puissent participer.

• **Point 12 :** Impliquer les citoyens européens. Ce point – également soutenu par ECOLISE – complète une requête du point 9, sur la capacité de participation des communautés. Le point 12 demande de remplacer « l'inadéquation » des consultations publiques par des procédés de démocratie participative ou délibérative. L'article 8 de la loi sur le climat (Participation du public) reprend cette recommandation : « La Commission facilite un processus inclusif et accessible à tous les niveaux, national, régional et local, et avec les partenaires sociaux, les citoyens et la société civile, afin d'échanger les bonnes pratiques et de recenser les actions permettant de contribuer à la réalisation des objectifs du présent règlement. »

97. À l'instar de Global Citizen, l'IIGCC est une ONG qui n'a en réalité rien à voir avec la « société civile » ni les citoyens. Ses membres sont essentiellement des acteurs économiques (dont des fonds de gestion d'actifs), comme le sous-entend son nom.

98. ECOLISE est le raccourci d'European Network for Community-Led Initiatives on Climate Change and Sustainability. L'ONG est notamment membre du Climate Action Network Europe et de SDG Watch Europe (i. e. l'Observatoire des Objectifs de développement durable).

99. À titre informatif, le catalogue de l'Agence rapporte la présence, sur son site, de 607 documents où figure le WWF : 308 pour la section d'Asie centrale de l'ONG, et 299 pour sa section britannique. Page consultée le 28 avril 2021.

100. La veille de cette communication, le think tank du Parlement européen incitait également à s'appuyer sur ces solutions au plus vite.

Si, dans un communiqué du 21 avril 2021, le WWF se déclare déçu de la loi finalement votée, l'ONG se félicite cependant que la loi ait décidé d'établir un comité consultatif scientifique européen sur le changement climatique dont les membres sont désignés par les États membres de l'UE via le conseil d'administration de l'Agence européenne pour l'environnement [99]. Il s'agit globalement de la requête soumise par le point 11 du document du WWF & Greenpeace ainsi que par ECOLISE, qui demandaient la création d'un organe scientifique indépendant.

Le 24/02/2021, la Commission européenne a publié une communication à destination des autres instances européennes : « Bâtir une Europe résiliente – la nouvelle stratégie de l'Union Européenne pour l'adaptation au changement climatique ». Cette communication intègre d'autres recommandations de plusieurs ONG.

• **Le point 11** de la communication de la Commission vise ainsi à « promouvoir des solutions d'adaptation fondées sur la nature » [100], dont « la généralisation [...] renforcerait la résilience face au changement climatique et contribuerait à plusieurs autres objectifs du Pacte vert pour l'Europe [...] Dans les zones côtières et marines, les solutions fondées sur la nature renforceront la protection du littoral et réduiront le risque de prolifération d'algues. Dans le même temps, elles offriront des avantages tels que la séquestration du carbone, des possibilités de développement du tourisme, ainsi que la conservation et la restauration de la biodiversité ». **Le point 4** du WWF & Greenpeace demandait « un programme suffisamment financé de solutions fondées sur la nature. Ceci devrait se fonder sur des approches comme la restauration des écosystèmes qui renforce la résilience climatique et aide à lutter contre la crise de la biodiversité ». **Le point 2** des requêtes de Birdlife International reprenait globalement les mêmes demandes (solutions, financement). Le point 4 du WWF & Greenpeace demandait par ailleurs d'implémenter de nouveaux mécanismes pour accélérer l'absorption du carbone, ce que la Commission a également prévu :

La Commission :

- proposera des solutions fondées sur la nature pour les absorbtions de carbone, y compris pour leur comptabilisation et leur certification, dans des initiatives à venir concernant le stockage du carbone dans les sols agricoles ;
- développera les aspects financiers des solutions fondées sur la nature et encouragera l'élaboration d'approches et de produits financiers couvrant également l'adaptation fondée sur la nature ;
- continuera d'inciter et d'aider les États membres à déployer des solutions fondées sur la nature au moyen d'évaluations, d'orientations et d'activités de renforcement des capacités, ainsi que par des financements de l'UE.

• **Le point 8** du WFF & Greenpeace et **le point 3** de Birdlife International en appelaient par ailleurs à de nouvelles mesures politiques et à une législation adéquate pour protéger et restaurer les forêts du monde. Dans son point 13, « Accélérer le déploiement de solutions d'adaptation », la Commission précise qu'elle « intégrera l'adaptation dans la mise à jour des orientations relatives à Natura 2000 et au changement climatique ainsi que dans les lignes directrices sur les pratiques de boisement et de reboisement respectueuses de la biodiversité et dans la prochaine stratégie pour les forêts ».

Fonds social européen (ESF+) en faveur des migrants

PICUM (Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants) est une ONG de référence, dont l'influence s'étend même aux Nations Unies et au Global Forum on Migration Development [101]. Son propre site Internet bénéficie des financements de la DG Emploi, Affaires Sociales et Inclusion de la Commission européenne. Dans son rapport annuel 2019, l'ONG rapporte avoir poursuivi, en compagnie de l'ONG ECRE (European Council on Refugees and Exiles), son travail de lobbying pour influencer la position des colégislateurs européens pour des propositions sur le Fonds social européen (ESF+) et le Fonds pour la Migration, l'Intégration et l'Asile. En mars 2019, les deux ONG avaient publié un rapport

101. Forum mondial sur la migration et le développement.

conjoint sur ce sujet, « Promouvoir l'inclusion socio-économique des migrants et des réfugiés dans le prochain budget européen (2021-2027) ». À l'image de travaux d'autres ONG, une lecture des soutiens de ce rapport laisse entendre aisément l'oreille que prête la Commission européenne aux arguments de PICUM et de l'ECRE. La dernière page du rapport précise en effet que ce dernier a bénéficié du soutien de l'EPIM mais également de l'appui financier du programme pour l'Emploi et l'innovation sociale de l'Union Européenne. La capture d'écran ci-dessous fournit en outre d'autres informations qui interrogent. Parmi les quatre ONG dont nous voyons les logos (hors EPIM), aucune n'est enregistrée au registre de transparence de la Commission européenne. Se pose alors la question de la légitimité d'une ONG qui bénéficie de financements d'organisations extérieures, dont deux (maintenant trois) sont extra-communautaires :

- **Open Society Foundations** de George Soros, américaine.
- **Sigrid Rausing Trust,** britannique [102]

(bien que sa fondatrice, Sigrid Rausing, soit suédoise).

- **Adessium Foundation,** néerlandaise.
- **Oak Foundation,** suisse.

Le rapport fournissait diverses recommandations à destination de la Commission européenne, du Parlement européen et du Conseil de l'Union Européenne. Certaines se retrouvent dans la résolution du Parlement du 4 avril 2019. PICUM s'est à ce titre félicitée des « améliorations » apportées en tweetant par un renvoi à un rapport de l'EPIM, lui aussi daté de mars 2019 et qui fournissait cinq recommandations principales. Dans son propre rapport annuel 2018, PICUM soulignait avoir influencé « avec succès », avec l'ECRE, les programmes de financement européens en faveur de l'inclusion des migrants :

102. Le monde des ONG étant parfois un petit monde, le bureau du Sigrid Rausing Trust accueille en son sein notamment Mabel van Oranje, passée pendant 11 ans par l'Open Society (directrice du bureau bruxellois de 1997 à 2003 ; directrice pour le plaidoyer international de 2003 à 2008). Son profil LinkedIn est toutefois incomplet. Van Oranje est par ailleurs confondatrice et directrice exécutive auprès de l'European Council on Foreign Relations (rappel : créé sur l'impulsion de Soros). Ses autres postes sont exposés sur son profil dédié sur le site du World Economic Forum.

103. Dont il est membre depuis 2009, après 13 ans passés chez Amnesty International.

Il s'agit comme fréquemment d'un lobbying mené de front derrière lequel se retrouvent les mêmes acteurs. Les noms des fondations partenaires de l'EPIM sonnent ainsi familiers (capture non-exhaustive, ces fondations partenaires sont au nombre de 16, et le président de l'EPIM est au 18 mai 2021 Tim Parritt, responsable du programme international des droits de l'Homme de la Oak Foundation [103]) :

Quant au rapport, son préambule donne des précisions : remerciements à cinq membres du Migration Policy Institute (MPI, dont deux de la branche Europe) pour leurs conseils & feedbacks, ainsi qu'à Giacomo Manca, responsable politique au financement européen pour l'inclusion chez ECRE-PICUM, pour son feedback. Son profil LinkedIn illustre à nouveau la porosité entre les instances européennes et les ONG. Bien que brièvement, Manca a travaillé comme stagiaire au directorat général à la Communication de la Commission européenne (5 mois en 2015), puis comme assistant parlementaire (3 mois), notamment sur les Libertés civiques, ainsi que sur la Justice et les Affaires intérieures.

Les points de comparaison entre les recommandations des ONG et les dispositions législatives finales peuvent ainsi être présentés :

- **Article 3,** « Objectifs généraux et méthodes d'implémentation » : assurer des accès et des opportunités égaux au marché du travail mais aussi à la protection sociale, l'intégration, l'inclusion, la non-discrimination, l'égalité de genre, l'éradication de la pauvreté (notamment infantile), ainsi qu'un accès aux services de base et à un haut niveau de protection de la santé. PICUM & ECRE demandaient que les services sociaux soient accessibles à tous « indépendamment du statut migratoire » et sans discrimination liée au statut résidentiel. Sous une forme un peu différente, la quatrième demande de l'EPIM formule des demandes comparables.
- **Article 4,** « Objectifs spécifiques », (viii) : « Promouvoir l'intégration socio-économique à long terme de nationaux de pays tiers [i. e. extra-européens], dont les migrants. » Nous avons souligné en gras une proposition amendée par le Parlement. La version précédente ne mentionnait pas le long-terme, et parlait de « communautés marginalisées comme les Roms » (déplacées à l'article suivant) plutôt que de migrants.
- **Article 6,** « Égalité de genre et opportunités égales, et non-discrimination ». Le point 1 dispose que tous les programmes implémentés via l'ESF+ devront garantir l'égalité de genre dans leurs préparation, implémentation, monitoring et évaluation. PICUM & ECRE avaient formulé des recommandations du même type, notamment dans l'implémentation, le monitoring et l'évaluation des programmes ESF+.

• **Article 7,** « Cohérence et concentration thématique »

Point 1 : les États membres et si besoin la Commission devront renforcer la synergie et garantir la coordination, la complémentarité et la cohérence entre l'ESF+ et les autres fonds. Ils devront par ailleurs optimiser les mécanismes de coordination pour simplifier les actions et procédures et assurer une coopération étroite pour fournir notamment des approches intégrées. Cette approche se retrouve dans la première recommandation du rapport de l'EPIM.

Point 3 : les États membres devront désormais allouer au moins 27% de leurs ressources ESF+ pour des objectifs d'inclusion sociale dont l'inclusion des nationaux de pays tiers. Dans leur rapport (page 4), PICUM & ECRE demandaient 30%, mais la version non amendée par le Parlement disposait 25%.

• **Article 8,** « Partenariats », point 2 : « Les États membres devront allouer au moins 2% de leurs ressources pour le développement des compétences des partenaires sociaux et des organisations de la société civile aux niveaux national et européen sous la forme de formations, d'actions de mise en réseau, de renforcement du dialogue social, et d'activités entreprises communément par les partenaires sociaux. [104] » Ces demandes figurent dans la troisième recommandation de l'EPIM, mais il s'agit surtout presque mot pour mot des requêtes de PICUM & ECRE :

- **Manage the fund and partnership with civil society and local authorities**
  - Support the participation of civil society organisations in the preparation, implementation, monitoring and evaluation of the actions implemented throughout the support of the fund, including meaningful instructions for a partnership principle in the regulation;
  - Promote the cooperation of managing authorities of different funds, for instance through the delegation of competences for delivering integration measures to the managing authority responsible for social inclusion policies (ministries of social affairs);
  - Support actions implemented by local and regional authorities or civil society organisations with the thematic facility strand through a specific earmarking.

• **Article 13,** « Actions d'innovation sociales », point 1. Les États membres devront soutenir les actions d'innovation et / ou d'expérimentation sociales, notamment celles à composante socio-culturelle. Pour cela, ils s'appuieront sur des partenariats impliquant les autorités publiques, les partenaires sociaux, les entreprises de l'économie sociale et solidaire, le secteur privé ainsi que la société civile.

• **Article 27,** « Actions éligibles », point 2.C.iv : pour le renforcement des compétences, seront concernés « les points de contacts nationaux, régionaux et territoriaux qui fournissent des conseils, des informations et de l'aide liés à l'implémentation du programme ». La cinquième recommandation de l'EPIM soutenait que les acteurs nationaux et territoriaux étaient « bien positionnés pour soutenir l'inclusion des migrants via l'ESF ».

104. Souligné par nous.

105. Une version détaillée des demandes de Pew est également disponible dans son rapport dédié (44 pages).

Pêche et affaires maritimes

Au 11 mai 2021, The Pew Charitable Trusts avait tenu 37 meetings avec des fonctionnaires de la Commission, dont la grande majorité sur la question du climat et des océans. Le premier recensé depuis décembre 2014, le 4 décembre 2014, portait sur l'implémentation de la réforme de la politique commune de la pêche, la gouvernance des océans, ainsi que l'accès aux eaux profondes (pour la pêche des stocks). Mais ce lobbying est plus ancien. Un article du Pew Charitable Trusts du 26 janvier 2012 s'intitulait déjà « Du plus profond des abysses : transformer les règles de l'UE pour protéger les eaux profondes », au travers de 10 recommandations : [105]

Le Pew Environment Group recommande 10 réformes essentielles pour la gestion de la pêche d'eau profonde par l'UE. Ces réformes sont proposées sur base de rapport et communications de la Commission européenne, de règlements de l'UE, d'études scientifiques, des meilleures pratiques de gestion de la pêche, d'engagements internationaux pris par l'UE et de divers documents et analyses mis à la disposition du public.

1. Prévoir un mandat clair de gestion durable.
2. Éliminer progressivement l'utilisation de pratiques et d'engins de pêche destructeurs.
3. Exiger des évaluations d'impact préalables avant de pratiquer la pêche en eau profonde.
4. Instaurer la fermeture de zones lorsque des effets nocifs considérables sur les EMV sont avérés ou susceptibles de se produire.
5. Réglementer l'ensemble des opérations de pêche en eau profonde, à savoir la pêche en dessous de 400 m de profondeur, ainsi que la capture de toutes les espèces d'eau profonde.
6. Réglementer la capture même d'espèces d'eau profonde, et non leur simple débarquement.
7. Réduire les prises accessoires d'espèces d'eau profonde et mettre fin aux rejets.
8. Exiger que des plans de pêche plus détaillés soient remis préalablement à la pêche en eau profonde.
9. Gérer efficacement la capacité et l'effort de pêche dans les pêcheries d'eau profonde.
10. Améliorer les déclarations, la surveillance et le respect de la réglementation dans les pêcheries d'eau profonde.

La Commission européenne avait présenté quelques mois plus tard, dans un communiqué du 19 juillet 2012, de nouvelles mesures pour améliorer la protection des stocks d'eaux profondes et de leurs habitats. Ceci faisait écho à plusieurs des recommandations du Pew Charitable Trusts.

Le 8 juin 2013, l'Association BLOOM et la Deep Sea Conservation Coalition avaient lancé un plaidoyer supplémentaire en reprenant certaines propositions du Pew Charitable Trusts, spécifiquement sur la pêche profonde :

NOUS DEMANDONS AUX DÉCIDEURS POLITIQUES DE L'UNION EUROPÉENNE DE TRANSFORMER LE RÈGLEMENT DE GESTION DE LA PÊCHE PROFONDE EN VISANT À :

1. Mettre fin aux pratiques de pêche destructrices par une élimination progressive et obligatoire du chalutage de fond et de la pêche au filet maillant de fond pour les espèces d'eau profonde en l'espace de deux ans ;
2. Exiger des études d'impact préalable pour toutes les pêcheries d'eau profonde ;
3. Garantir que la pêche soit uniquement autorisée si les captures, y compris les prises accessoires, peuvent être limitées à des niveaux durables sur la base d'une connaissance scientifique claire des espèces impactées, et en s'assurant que les pêcheries d'eau profonde soient gérées de sorte à minimiser ou éviter la capture d'espèces vulnérables, menacées ou en danger d'extinction ;
4. Garantir que l'ensemble des pêcheries d'eau profonde soient gérées de façon à prévenir les impacts négatifs sur les écosystèmes vulnérables d'eau profonde tels que les coraux, les éponges et les monts sous-marins.

L'appel avait été signé par 325 chercheurs et une centaine de membres d'ONG. Les représentants les plus nombreux d'une ONG – généralement un à deux membres – étaient issus du Pew Environment Group, comptant six personnes[106]. Des associations de pêcheurs sont ajoutées, mais on remarque des doublons avec les ONG précitées : 40+ Fishing Boat Association, Collectif Bar Européen, Fishing for Jobs, etc.). Une section « divers » clôt la liste, avec encore quelques doublons, des entreprises, des indépendants, ainsi que huit membres de la Banque Mondiale.

Plusieurs de ces propositions ont été intégrées au Règlement (UE) n°1380/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 relatif à la politique commune de la pêche :

• « Les mesures pour la conservation et l'exploitation durable des ressources biologiques de la mer peuvent inclure, entre autres [...] des projets pilotes portant sur d'autres types de techniques de gestion et sur des engins qui renforcent la sélectivité ou réduisent l'incidence négative des activités de pêche sur le milieu marin » (article 7, « Types de mesures de conservation ») ; « Les États membres s'efforcent, dans le cadre des possibilités de pêche qui leur ont été allouées, de proposer des incitations destinées aux navires de pêche qui déploient des engins sélectifs ou qui utilisent des techniques de pêche ayant des incidences réduites sur l'environnement, notamment une faible consommation d'énergie et des dommages limités aux habitats » (article 17, « Critères d'attribution des possibilités de pêche par les États-membres ») : **point 2** du Pew Charitable Trusts.

• Utiliser des analyses d'impact, « le cas échéant » (article 3, « Principes de bonne gouvernance ») : **point 3.**

• Création de zones protégées « en raison de leur sensibilité biologique » où les activités de pêche peuvent être limitées ou interdites. Dans le cadre d'un plan pluriannuel, la Commission peut « être habilitée à créer de telles zones biologiquement sensibles protégées » (article 8, « Établissement de zones de reconstitution des stocks de poissons ») : **point 4**. [107]

• La réduction des captures indésirées et l'élimination des rejets (article 2, « Objectifs » ; article 10, « Contenu des plans pluriannuels » ; article 16, « Possibilités de pêche ») : point 7.

En 2016, le Parlement européen, le Conseil de l'UE ainsi que la Commission se sont accordés sur des dispositions pour améliorer l'état des stocks halieutiques en eaux profondes et renforcer la protection des écosystèmes marins vulnérables. Plusieurs points de Pew sont repris :

• Les chaluts au-delà de 800 m sont interdits dans l'UE, et les zones à EMV sont fermées à la pêche de fond au-delà de 400 m : **point 5** de Pew concernant les 400 m. L'interdiction de chaluts au-delà de 800 m est une demande de longue date (depuis au moins 2009) de l'Association BLOOM et de sa présidente et fondatrice Claire Nouvian, largement soutenus par Pew (cf. infra les travaux de Yan Giron). Dans une note de juin 2016, BLOOM précise en effet que « ces jalons ont pu être franchis grâce à une campagne d'opinion musclée de BLOOM en France, au Royaume-Uni et dans d'autres États membres de l'Union. L'ensemble de notre campagne législative a été devisé et conduit main dans la main avec la Deep Sea Conservation Coalition et The Pew Charitable Trusts ». Une pétition lancée par BLOOM avait par ailleurs recueilli 900 000 signatures. Il faut ici se préserver d'une méprise, à savoir considérer ces trois noms comme seulement trois organisations. La Deep Sea Conservation Coalition se compose en réalité, au 11 mai 2021, de 91 membres dont certains cités précédemment en note de bas de page – en rajoutant d'autres membres influents comme le WWF ou Friends of the Earth, dont la section française est connue sous le nom Les Amis de la Terre.

• Des mesures spécifiques d'application et de contrôle seront mises en place : **point 10**.

• Les pêcheurs doivent déclarer le nombre d'éponges ou de coraux qu'ils attrapent en haute mer et se déplacer vers d'autres lieux de pêche si une certaine quantité est atteinte. Il s'agit de la quatrième des demandes du plaidoyer de l'Association BLOOM & Deep Sea Conservation Coalition.

• Un programme renforcé d'observateurs devra permettre de renforcer la compréhension scientifique des eaux profondes. Il s'agit peu ou prou d'une transposition de la troisième exigence de BLOOM & DSCC relative à une limitation des niveaux de captures « sur la base d'une connaissance scientifique claire des espèces impactées ».

106. Nous en citerons ici quelques-unes de ces ONG : Birdlife International, Conservation International, Fondation Nicolas Hulot, Greenpeace (France, et International – i. e. Greenpeace Stichtung, de droit néerlandais), Mission Blue, National Geographic Society, Oceana, Oceana in Europe, Seas At Risk, Sylvia Earle Alliance (Sylvia Earle est la fondatrice et la représentante de Mission Blue, précitée), The Nature Conservancy.

107. L'acronyme EMV utilisé par Pew signifie Écosystème marin vulnérable.

Pour approfondir sur The Pew Charitable Trusts

Cette influence a été très largement documentée par Yan Giron au travers d'une conférence donnée à la Maison de la Mer en décembre 2014, de son site web Blue Lobby (désormais accessible au moyen de la Wayback Machine) ainsi que de son compte Twitter.

Dans le dernier article publié par le site Blue Lobby, le 11 juillet 2014, Yan Giron dressait notamment les méthodes de Pew pour peser sur les questions maritimes, en s'appuyant sur des ONG écrans et des partenariats gagnant-gagnant, ici avec l'Association BLOOM de la médiatique Claire Nouvian :

« PEW dans ses techniques pour monter des mouvements de masse, crée des coalitions d'ONG environnementales, peut créer ses propres filiales qui peuvent ensuite prendre leur propre indépendance en facial, mais avec toujours la présence de PEW, ou passe par des organisateurs extérieurs pour organiser ses communications (Communications Inc).

Les filiales ONG environnementales qui ont été créées par PEW sur les océans et le Climat :

- Seaweb, dont un des programmes a été le Seafood Choice Alliance
- OCEANA
- PEW environment Group (toujours rattaché à PEW)
- PEW center on Global Climate Change qui s'est appelé depuis the Center for Climate and Energy Solutions

(dont les travaux sur le climat interviennent aussi sur la composante océan.

Les programmes majeurs portés par PEW sur les océans :

- Sea Around Us (scientifique)
- The PEW institute for Ocean Science devenu depuis the Institute for Ocean Conservation Science.
- Toutes les campagnes propres au Pew Environment Group

Les coalitions sur les océans portées, initiées, cofinancées par PEW où PEW assure le secrétariat et finance la communication déléguée à Communications Inc. :

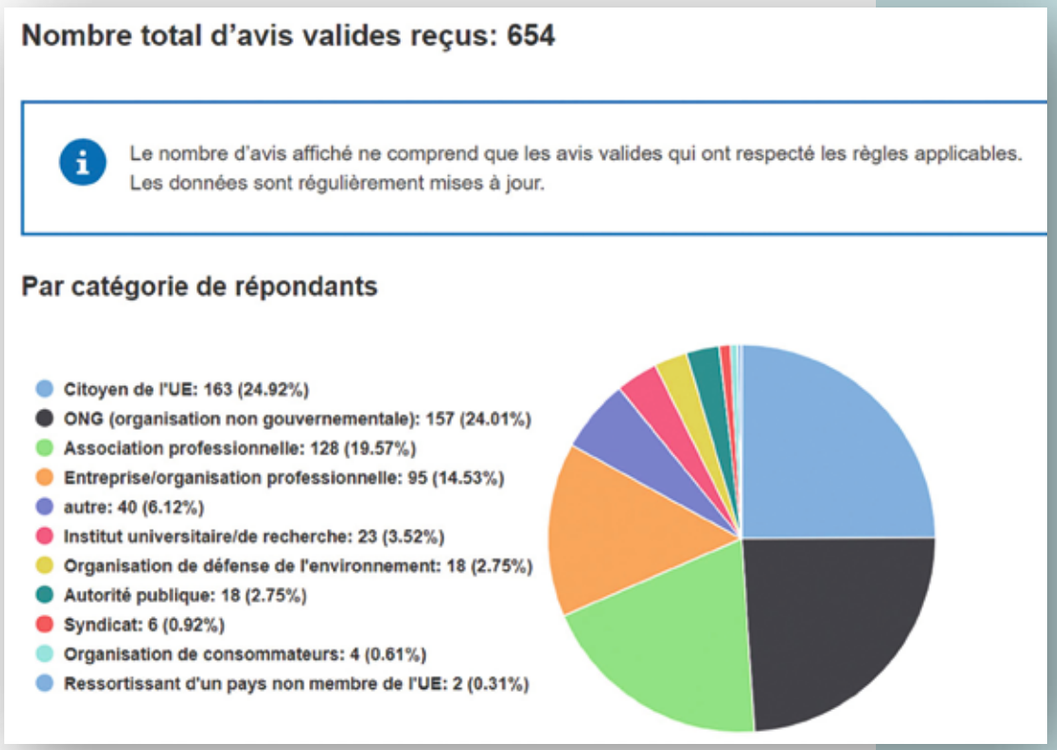
- Deep Sea Conservation Coalition
- OCEAN2012
- Shark Alliance
- Antarctic Ocean Alliance
- Alliance for the High Seas
- Global Ocean Commission

Notons que l'association Bloom est l'une des seules à être membres simultanément des 4 premières coalitions. Les océans est un sujet d'intervention et de déploiement de puissance majeur pour PEW, puisqu'ils mobilisent le 1/3 de ses moyen financiers (environ 100M US$ par an). »

Il s'agit ici ni plus ni moins que des méthodes employées par des ONG et d'autres systèmes distributeurs de bourses (hors ONG, on peut par exemple penser, dans le cadre académique, aux boursiers Rhodes).

De la ferme à la table (From Farm to Fork)

La Stratégie «De la ferme à la table» est inscrite dans le Pacte vert pour l'Europe (European Green Deal). La consultation publique sur ce sujet souligne la difficulté d'évaluer l'impact réel de chaque acteur donnant son avis. La Commission a par exemple reçu 654 avis valides sur sa feuille de route[108], chacun se composant de plusieurs recommandations:



Cette initiative se présente comme visant à développer une stratégie alimentaire durable pour répondre aux objectifs du Pacte vert de l'Union Européenne. Elle «définit les mesures réglementaires et non réglementaires nécessaires pour créer des systèmes plus efficaces, adaptés au changement climatique, fournissant des aliments sains, tout en garantissant un niveau de vie décent aux agriculteurs et aux pêcheurs de l'UE». Elle fut adoptée par la Commission le 20 mai 2020.

On y retrouve certains points formulés par des ONG[109]:

• Soutien aux agriculteurs, pêcheurs et autres opérateurs de la chaîne alimentaire qui implémentent des pratiques durables: demandes du Conseil Européen des Jeunes Agriculteurs (CEJA).
• Autonomiser (empower) les consommateurs pour qu'ils fassent leurs choix alimentaires de manière éclairée: CEJA.
• Accès au haut-débit pour les communautés rurales: CEJA.
• Une réflexion sur les nouvelles techniques génomiques dans la chaîne alimentaire: Food & Water Action Europe.
• Combattre les dangers de l'antibio-résistance: mentionnée par Food & Water Action Europe et une coalition environnementale autour de Friends of the Earth Europe (FoEE).

108. En dépit d'une période de contribution comprise entre le 17 février et le 20/03/2020, de nouveaux avis sont enregistrés. En l'espace d'une heure au cours de la rédaction de ces lignes, un nouvel avis a été ainsi validé, portant le nombre total à 655.

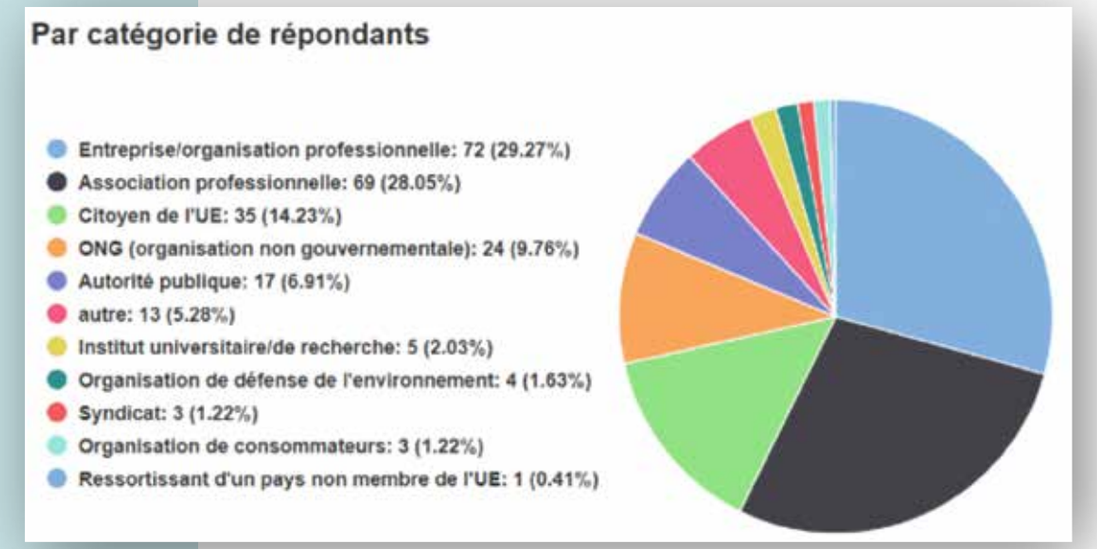
109. Une revue exhaustive serait nécessaire pour déterminer si des acteurs non-cités ici ont formulé les mêmes recommandations et / ou si la simple influence des ONG citées a suffi.

• Changer le système alimentaire et garantir un impact neutre ou positif pour le climat: coalition FoEE.
• Passer à un système qui opère dans les limites de notre planète et réduire l'empreinte climatique et environnementale du système alimentaire européen: coalition FoEE. La Commission reprend tels quels plusieurs des termes de la coalition: «planetary boundaries» (limites de notre planète) et «footprint» (empreinte) – sur ce point, la coalition parle d'empreinte écologique et sociale, tandis que la Commission préfère les termes d'empreinte environnementale et climatique.
• Développer un plan d'action de gestion des nutriments pour réduire leur pollution à la source et accroître la durabilité du secteur de l'élevage: coalition FoEE.
• Une réduction des pesticides de 50% à horizon 2030: coalition FoEE (qui exigeait une réduction de 80%).
• Agir pour réduire les pertes de nourriture à toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement alimentaire: coalition FoEE.
• Surveiller la tenue des engagements sur les actions menées en faveur de la santé et de la durabilité: coalition FoEE.
• Promouvoir la consommation d'une nourriture durable et faciliter la transition vers des régimes sains et durables (section 2.4): coalition FoEE.
• Monitorer l'implémentation de la directive sur les pratiques commerciales déloyales (Unfair Trading Practices): coalition FoEE.
• Intégrer les problématiques de genre dans la coopération avec les pays tiers: coalition FoEE.
• Garantir le bien-être des animaux agricoles: coalition FoEE.
• Faciliter l'enregistrement des variétés de graines: coalition FoEE (qui souhaitait leur enregistrement dans des registres publics).
• Mesurer le gaspillage alimentaire: coalition FoEE.
• Passer progressivement à des produits phytosanitaires sûrs: European Landowners' Organization (ELO), ClientEarth.
• Une révision de la directive sur l'Utilisation durable des pesticides (Sustainable Use of Pesticides Directive): ELO.
• Lutter contre la surpêche: ClientEarth et coalition FoEE.
• Faciliter les pratiques durables dans l'aquaculture: ClientEarth.
• Garantir une labellisation et une traçabilité des produits: ClientEarth.
• Remplacer les emballages et les ustensiles alimentaires à usage unique par des produits réutilisables: ClientEarth.

La coalition autour de Friends of the Earth Europe

Stratégie pour une mobilité durable et intelligente

La Commission européenne a ouvert une consultation publique sur ce sujet entre le 1er juillet 2020 et le 23 septembre 2020, recueillant 246 avis dont 24 d'ONG. L'acte a été adopté par la Commission le 9 décembre 2020. Plusieurs « initiatives phares » mises en avant par la Commission figuraient dans les propositions émises par les ONG consultées :



110. L'EMTA est une ONG qui représente les intérêts de pouvoirs et organismes publics. La lettre est ainsi signée, côté français, par Valérie Pécresse en tant que président de région Île-de-France, mais aussi par Laurent Probst, PDG d'Île-de-France Mobilités.

111. Eurocities se présente ici comme une « autorité publique ». Elle est pourtant enregistrée comme une entité de catégorie III (i. e. une ONG) au sein du registre de transparence de la Commission. Ce n'est pas la seule erreur de cette consultation publique. EdEN (Équilibre des énergies) s'est en effet présentée comme une ONG, bien qu'elle soit enregistrée comme entité de catégorie II dans le registre de transparence de la Commission.

• Favoriser l'utilisation de véhicules à zéro émissions, de carburants renouvelables et à faible teneur en carbone et d'infrastructures connexes : European Metropolitan Transport Authorities (EMTA [110]), European Public Health Alliance (EPHA).
• Révision des poids et règles relatives aux poids et dimensions des véhicules utilitaires lourds : Human Powered Vehicle Association (demande de réduction du poids total des véhicules),
• Réduction de l'empreinte carbone : Koło Ochrony Środowiska Lewicy Razem,
• Introduire des incitations économiques pour les opérations et les infrastructures du transport multimodal : Transport & Environment.
• Rendre la mobilité équitable et juste pour tous – comprenant les personnes handicapées ; s'appuyer pour cela sur le mécanisme pour une transition juste : European Disability Forum, Koło Ochrony Środowiska Lewicy Razem.
• La quasi-totalité des véhicules seront à zéro-émission à horizon 2050 : Eurocities.
• Déploiement d'infrastructures pour des carburants alternatifs : Eurocities. [111]
• Aller vers la suppression des exonérations fiscales pour les carburants d'avion et les combustibles maritimes : Eurocities.
• S'appuyer sur la MaaS (Mobility as a Service) pour garantir la multimodalité : Eurocities, Union Internationale des Transports Publics (UITP)
• Aider les villes à moderniser leurs panoplies d'instruments, notamment pour la micromobilité : Eurocities, UITP.
• Tirer pleinement parti des solutions numériques intelligentes et des systèmes de transport intelligents (STI) : Eurocities.
• Améliorer le règlement concernant le cadre de certification de cybersécurité pour les véhicules automatisés : Eurocities.

• Révision des normes de CO_2 pour les voitures, camionnettes et véhicules utilitaires lourds : Transport & Environment.
• Internaliser les coûts externes au sein du système d'échange de quotas d'émission (SEQE) de l'UE : Transport & Environment.
• Suite au COVID-19, aider les secteurs du voyage et du tourisme à se redresser et à devenir plus écologiques[112] : Transport & Environment.
• Financer le développement des infrastructures des voies navigables : European Barge Union – European IWT Platform.
• Les PME doivent accéder plus aisément au financement, notamment pour renouveler leurs flottes respectives et procéder à d'autres investissements verts et innovants : European Barge Union – European IWT Platform.
• Implémenter un nouveau programme NAIADES[113] (i. e. NAIADES III) : European Barge Union – European IWT Platform.
• Normes plus strictes en matière d'émission de polluants atmosphériques : European Public Health Alliance.
• Dans ses conclusions (point 109), la Commission précise : « La sortie de la crise provoquée par la pandémie de COVID-19 devrait être mise à profit pour accélérer la décarbonation et la modernisation de l'ensemble du système de transport et de mobilité, ce qui limitera les effets négatifs de celui-ci sur l'environnement et améliorera la sécurité et la santé de nos concitoyens. La double transition écologique et numérique devrait remodeler le secteur, redessiner la connectivité et redynamiser l'économie. La Commission reconnaît que cette transformation – qui doit être socialement équitable et juste – ne sera pas chose aisée et nécessitera l'engagement et le soutien sans faille de tous les acteurs des transports, ainsi qu'une augmentation substantielle des investissements générateurs de croissance provenant des secteurs public et privé. » Souligné par la Commission. Mise en œuvre des règles européennes concernant le bruit engendré par le trafic ferroviaire : Deutsche Schienenhilfe.

Dans un rapport préliminaire daté du 22 mars 2021, le Parlement européen a salué la stratégie pour une mobilité intelligente et durable proposée par la Commission, et « soutient son ambition de parvenir à un secteur du transport efficace, compétitif, numérisé et climatiquement neutre ».

112. Dans ses conclusions (point 109), la Commission précise : « La sortie de la crise provoquée par la pandémie de COVID-19 devrait être mise à profit pour accélérer la décarbonation et la modernisation de l'ensemble du système de transport et de mobilité, ce qui limitera les effets négatifs de celui-ci sur l'environnement et améliorera la sécurité et la santé de nos concitoyens. La double transition écologique et numérique devrait remodeler le secteur, redessiner la connectivité et redynamiser l'économie. La Commission reconnaît que cette transformation – qui doit être socialement équitable et juste – ne sera pas chose aisée et nécessitera l'engagement et le soutien sans faille de tous les acteurs des transports, ainsi qu'une augmentation substantielle des investissements générateurs de croissance provenant des secteurs public et privé. » Souligné par la Commission.

113. Pour aider le transport par voies navigables intérieures « à maintenir en grande partie sa part modale ».

114. Un permis de séjour pour l'activité d'investissement.

115. PWYP est ensuite devenu l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE).

Succès revendiqués par les ONG

Parmi les méthodes pour déterminer si des ONG ont su influencer les institutions européennes, les rapports annuels se révèlent incontournables et sont parfois riches en informations sur le sujet.

Le lobbying effectif de Transparency International

Dans son rapport annuel 2019, Transparency International annonçait plusieurs victoires européennes :

1. « Suite à notre pression soutenue et à nos conseils experts, l'Union Européenne a adopté une directive sur la protection des lanceurs d'alerte en octobre 2019. Nombre de nos recommandations ont été intégrées au texte approuvé. » Plus loin (p.15), le rapport précise que toutes les « lignes rouges » (les recommandations les plus importantes) ont été intégrées. TI s'en félicite et précise que « la loi est plus forte que quiconque l'avait vraiment anticipé ». Par conséquent, l'ONG précise que tous les États membres de l'UE ainsi que les candidats devront transposer cette directive dans le droit national au plus tard en décembre 2021, avec TI qui guidera ce processus d'implémentation.

2. « Nous avons fait en sorte que le rapport de vérification sur le risque supranational réalisé par la Commission européenne identifie l'industrie du Golden Visa[114] comme un secteur qui pose des risques de financement du terrorisme et de blanchiment de capitaux pour l'Union Européenne. Ceci sera désormais surveillé. » À cette fin, l'ONG a rencontré plusieurs fonctionnaires européens, et a publié des articles sur cette problématique, en y intégrant des recommandations sur les réformes politiques et institutionnelles à mener. Transparency International précise que cette campagne a été initiée en 2018 avec l'ONG Global Witness. L'Open Society est le principal bailleur de fonds de cette dernière, avec plus de 10,5 millions de dollars alloués depuis 2016 (dont 5,3 millions dans un seul don en 2018 à des fins de soutien général). L'un des directeurs et co-fondateurs de Global Witness est par ailleurs Simon Taylor, qui « a lancé la campagne Publish What You Pay (PWYP[115]) en 2002 avec George Soros et d'autres ONG dont Transparency International UK [...] ». TI précise ensuite que son travail sur les Golden Visas fait suite aux investigations de son partenaire, l'OCCRP, financé notamment par l'Open Society et d'autres grosses organisations (Sigrid Rausing Trust, Ford Foundation, Rockefeller Brothers Fund...). Sur cette question du Golden Visa, TI précise avoir été sélectionnée pour fournir un regard expert au rapporteur du Conseil économique et social européen (CESE), demandant à ce dernier et à la Commission d'agir. TI précise que le CESE a suivi ses recommandations.

3. Le lobbying de TI a permis d'intensifier les normes de transparence pour les secteurs pétrolier, gazier et minier. En collaboration avec une coalition d'ONG européennes coordonnées par le bureau européen de TI, l'ONG s'est associée à la Commission européenne dans un processus d'examen / de révision de la législation en cours. La coalition a par ailleurs renforcé sa collaboration avec le secteur économique.

4. Pour intégrer les activités anti-corruption à la politique européenne, le bureau bruxellois de TI a recommandé un dispositif qui conditionne le financement des États membres au respect et à la promotion de l'État de droit et de la bonne gouvernance. L'ONG précise s'être assurée que cette proposition soit débattue dans le prochain budget européen, « et a intégré cette recommandation de politique dans une promesse électorale européenne signée par tous les candidats ».

5. Dans le cadre de la proposition de la Commission quant à la transparence sur l'impôt des sociétés, TI s'est impliqué pour faire avancer le dossier en travaillant de concert avec les membres des comités concernés : la commission aux Affaires économiques et monétaires (ECON), ainsi que la commission aux Affaires juridiques (JURI).

Ce lobbying a trouvé un aboutissement en février 2021, sous la présidence portugaise de la Commission européenne. Dans un communiqué de presse daté du 25 février 2021, « le bureau européen de Transparency International salue l'avancée sur la transparence sur l'impôt des sociétés ». Le communiqué précise en effet que le Conseil des Ministres de l'UE entérine, « après des années de blocage », le reporting pays par pays (country-by-country reporting – CBCR) sur les multinationales. La Commission avait proposé un avant-projet de directive en 2016 amendant la Directive 2013/34/EU, resté toutefois bloqué pour un temps.

Droit des citoyens sur les énergies renouvelables

Parmi les succès revendiqués dans son rapport annuel de 2018, Greenpeace a rapporté avoir obtenu, après trois ans de lobbying, que la loi européenne reconnaisse pour la première fois le rôle des citoyens dans la transition énergétique. L'ONG précise que cette campagne a été menée par une coalition européenne composée de plusieurs de ses chapitres, Friends of the Earth, REScoop.eu [116] (European Federation of Renewable Energy Cooperatives, i. e. Fédération européenne des coopératives des énergies renouvelables), des associations de consommateurs, des municipalités, ainsi que l'industrie solaire.
Le 26 septembre 2017, les ONG environnementales les plus influentes avaient rencontré Miguel Arias Cañete, alors commissaire à l'Action climatique et à l'Énergie, pour discuter du programme européen sur les énergies propres, les voitures et les camionnettes, et de l'agenda international :

116. REScoop.eu se présente comme un regroupement de 1 900 coopératives énergétiques européennes, avec un réseau de 635 structures (au 27/04/2021). L'ONG est notamment partenaire et financée par la Commission européenne. L'un de ses deux bailleurs de fonds privés est par ailleurs l'European Climate Foundation, une ONG feuille de vigne d'acteurs économiques du business des énergies dites « propres » et renouvelables. En 2015 par exemple, l'ECF avait financé Les Amis de la Terre et – probablement – OXFAM pour un rapport contre les centrales à charbon d'EDF et ENGIE, accusées de « réchauffer la planète » – ou comment une ONG met en avant deux ONG prétendument environnementalistes pour faire avancer l'agenda énergétique de grandes entreprises.

117. Le point 16 de la version française de la Directive du 11/12/2018 parle de « communauté d'énergie renouvelable ».

118. Ce concept date déjà de plusieurs années. On le trouve par exemple sur le site de la Commission, dans un rapport de synthèse de l'European Migration Forum daté des 26-27/01/2015 et portant sur la gestion des flux de migrants.

Le 17 janvier 2018, Greenpeace rapportait que le Parlement européen avait voté pour accroître à 35% l'objectif de part des énergies renouvelables dans l'Union Européenne, au-delà des 27% décidés par le Conseil de l'Union Européenne et la Commission européenne. Dans le même temps, le Parlement européen donnait satisfaction au lobbying de la coalition d'ONG et autres citée supra, en « renforçant les règles soutenant les citoyens produisant une énergie renouvelable à domicile ou au sein d'une coopérative [117] ». Le 19 avril 2018, Greenpeace et sa coalition demandaient aux ministres européens de l'Énergie de cesser de restreindre la possibilité pour les personnes de produire et partager de l'énergie renouvelable. Le 14 juin 2018, Greenpeace rapportait avoir obtenu en partie satisfaction, avec une autorisation européenne pour les citoyens de disposer des panneaux solaires sur leurs toits. Le 13 novembre 2018, l'ONG se félicitait – en même temps que la Commission – de l'adoption, par le Parlement européen, de « dossiers clés » du programme pour « une énergie propre pour tous les Européens ». Ces dispositions se retrouvent dans la Directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables.

PICUM et les migrants

Nous citerons ici des exemples tirés de trois rapports annuels :
• Rapport annuel de 2017 : PICUM a fait la promotion du concept de « firewall [118] » en faveur de l'accès des migrants sans-papiers aux services et à la justice sans interférence des autorités qui mènerait à leur arrestation ou à leur déportation.

> Proposition de décision du Conseil autorisant la Commission à approuver, au nom de l'Union, le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, dans le domaine de la politique d'immigration, 21 mars 2018.
> **Objectif 7,** « Répondre aux vulnérabilités dans la migration et les réduire », point 22 (g) : « [...] établir des barrières de sécurité [firewalls] entre les agents de l'immigration et les services publics » ;
> **Objectif 15,** « Fournir un accès aux services sociaux de base pour les migrants », point 30 (c) : « [...] établir des barrières de sécurité entre les fournisseurs de services et les agents des services de l'immigration ».

• **Rapport annuel 2016 :** PICUM a poursuivi ses meetings à haut niveau avec les décideurs politiques de l'Union Européenne. L'ONG a rencontré sept commissaires au cours de l'année pour défendre les migrants et fournir ses recommandations, notamment auprès de Frans Timmermans.
• **Rapport annuel 2014 :** PICUM en partenariat avec d'autres ONG a mené un projet de six mois – consolidé dans un rapport publié en mars 2014, financé par l'Open Society Foundations et la Commission européenne – destiné à promouvoir les actions européennes pour répondre « à la criminalisation et à la violence contre les migrants en Grèce ». Ce projet comprenait une audition au Parlement européen, le 20 mars 2014 : « Politique migratoire européenne : un 'refoulement' des droits des migrants en Grèce ? » Les orateurs comprenaient le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations Unies (UNHCR), le bureau du commissaire aux Droits humains du Conseil de l'Europe, l'Agence des droits fondamentaux de l'UE, le directorat général aux Affaires intérieures et à la Justice de la Commission européenne, la présidence grecque de l'Union Européenne, plusieurs membres du Parlement européen, ainsi que les organisations grecques membres de PICUM (et l'Open Society Foundations, dont un membre, Simon Cox, a ouvert les débats).

Transport & Environment

Nous citerons plusieurs exemples à partir de deux rapports annuels de cette ONG influente, sur laquelle nous fournirons ensuite quelques détails.

Rapport annuel 2020 :

• Le 17 septembre 2020, la Commission européenne a publié son Plan d'objectifs climatiques pour l'horizon 2030. Une section (pp.20-21) concerne notamment les normes pour les émissions de CO_2 des véhicules de transport, et envisage la fin des véhicules à moteur thermique. Par ailleurs, l'ONG rapporte que la Commission a annoncé une implémentation totale d'un million de points de recharge pour véhicules électriques à horizon 2025. T&E précise qu'il s'agit là d'une de ses recommandations, publiées plus tôt dans l'année dans son analyse Recharge EU. Pour autant, cet élément est inscrit dans un document de recommandations émis par la Commission européenne dans le cadre du Sustainable Transport Forum. T&E n'y est toutefois cité dans aucun des nombreux remerciements de la Commission, mais dans deux notes de bas de page (notes 10 et 23) sur lesquelles s'appuie la Commission parmi d'autres sources. Les principaux remerciés sont le TNO néerlandais (organisation de recherche pour les sciences appliquées, entité de catégorie IV) et POLIS (réseaux de villes et régions européennes, entité de catégorie VI), tous deux sous contrat avec la Commission européenne. Les autres acteurs influents ont été les 37 autorités publiques interrogées par questionnaire par le Sustainable Transport Forum.

• Le 10 décembre 2020, la Commission européenne a publié une proposition de loi concernant les batteries et les batteries usées des véhicules. Dans son rapport annuel, T&E a souligné que ceci « reflète les priorités de T&E depuis que le groupe a rejoint l'European Battery Alliance [une initiative de la Commission européenne et qui comprend de nombreux membres] en 2017 ».

• Le 8 juillet 2020, la Commission européenne a publié sa stratégie hydrogène pour une Europe climatiquement neutre. L'aviation et le fret y sont les deux principaux secteurs concernés, conformément à des suggestions émises par T&E dans une lettre du 5 février 2020. La Commission note par ailleurs que des carburants dérivés de l'hydrogène propre (ou hydrogène vert) pourraient pénétrer davantage les marchés dans un grand nombre de secteurs, une demande là aussi émise par T&E. Enfin, T&E insistait sur le rôle des infrastructures portuaires pour se recharger en hydrogène. La Commission a repris cette idée, en soulignant qu'elle était présente dans l'appel Horizon 2020 Green Deal. On la retrouve également dans la communication de la Commission du 09 décembre 2020 et portant sur la Stratégie de mobilité durable et intelligente des transports : « Initiative phare n°2 : créer des aéroports et des ports 'zéro émission' ».

Rapport annuel 2019 :

• En décembre 2019, la Commission a inscrit sur son agenda du Green Deal de passer par la loi pour accélérer la décarbonation notamment par l'utilisation de carburants de synthèse (« e-fuel »), une idée dont T&E revendique la paternité.

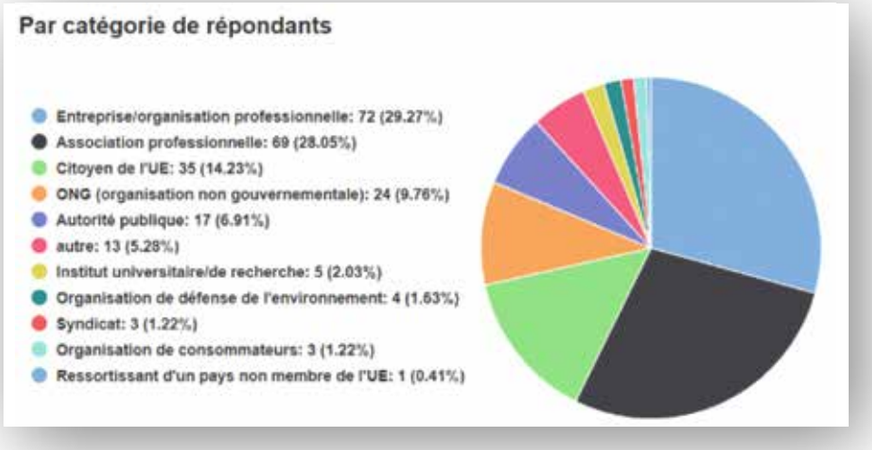
• Côté fret, l'ONG rapporte qu'en décembre 2019, « après des années de campagnes déterminées de T&E, la Commission von der Leyen a finalement annoncé que l'UE se réunirait pour légiférer sur les émissions carbone découlant du fret ».

• Toujours sur le sujet du fret, l'ONG écrivait qu' « après des mois de lobbying et d'intimidation par l'industrie et l'Organisation maritime internationale, la Commission européenne a tenu compte de T&E et d'autres en proposant de conserver en grande partie son système [de publication de données sur les émissions de CO_2 de tous les navires accostant les ports européens], ce qui renforcerait les mesures climatiques à venir que T&E demande ».

L'influence des **ONG** dans le processus législatif européen

• Enfin, à nouveau dans le domaine du fret : « Sur insistance de T&E, la présidente Ursula von der Leyen et le responsable pour le climat Frans Timmermans ont annoncé que le secteur du fret commencerait à payer pour sa pollution via le système communautaire d'échange de quotas d'émission. Les recommandations de T&E pour une norme de poste à quai à zéro émission – pour exiger que les navires fonctionnent à l'électricité pendant leur durée à quai – sont également devenues une priorité pour la nouvelle Commission. Cette dernière s'est en outre engagée à accélérer le déploiement d'une infrastructure à carburant propre pour les navires – i. e. des infrastructures électriques et à hydrogène. »

• Dans le domaine de l'énergie, T&E a annoncé avoir lancé « sa plus grande campagne à ce jour » avec l'aide de son réseau pour bannir l'utilisation des biocarburants à base d'huile de palme. T&E a ainsi coordonné la coalition « Not in my tank » (Pas dans mon réservoir), qui regroupe des ONG de 15 pays européens (dont Friends of the Earth), face à l'insatisfaction du projet d'acte publié par la Commission le 8 février 2019. Cette mobilisation de la coalition a entraîné plus de 68 500 feedbacks à la consultation publique lancée par la Commission sur le sujet, à 97% des citoyens selon les statistiques fournies. Le règlement délégué adopté le 13 mars 2019 a donné raison à la coalition.



Transport & Environment, feuille de vigne d'intérêts extra-communautaires ?

Une étude des financements dont bénéficie Transport & Environment (T&E) interroge sur sa dimension européenne et les intérêts qu'elle représente réellement. Le site fournit ses bailleurs de fonds pour l'année 2018, dont les principaux étaient :

> 750 000 € : European Climate Foundation, The Norwegian Agency for Development Cooperation (NORAD – Agence norvégienne de coopération au développement), Commission Européenne.
750 000 – 500 000 € : Schwab [119] Charitable Fund.
500 000 – 250 000 € : ClimateWorks Foundation, Oak Foundation.
250 000 – 100 000 € : Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, Bureau fédéral de l'environnement (Allemagne), KR Foundation, The Jennifer Altman Foundation.
100 000 – 25 000 € : Birdlife, Transport for London.

Ces financements appellent une remarque d'emblée : les principaux mécènes de cette ONG influente sont extra-communautaires (en vert) ou bénéficient de fonds de mécènes extra-communautaires (en jaune). Pour la tranche allant de 250 000 à > 750 000 € :

119. Il s'agit ici du défunt Charles Schwab, et non d'un lien avec Klaus Schwab du World Economic Forum.

European Climate Foundation	NORAD (Norvège)	Commission européenne
Schwab Charitable Fund (USA)	ClimateWorks Foundation (USA)	Oak Foundation (Suisse)

La majorité des bailleurs de fonds de l'European Climate Foundation [120] sont eux aussi extra-communautaires (en vert) :

Arcadia Foundation (UK)	Bloomberg Philanthropies (USA)	Children's Investment Fund Foundation (UK)	ClimateWorks Foundation (USA)
Good Energies Foundation (Suisse)	Hightide Foundation (USA)	IKEA Foundation (Pays-Bas)	Hewlett Foundation (USA)
Grantham Foundation (USA)	Growald Family Fund (USA)	KR Foundation (Danemark)	Nationale Postcode Loterij (Pays-Bas)
McCall MacBain Foundation (Suisse)	Oak Foundation (Suisse)	Stiftung Mercator (Suisse)	Rockefeller Brothers Fund (USA)

120. Au 1er juin 2021

Le rapport annuel 2020 fournit des bailleurs de fonds et des montants actualisés, dont les principaux sont les suivants :

> 1 million € : Climate Imperative Foundation, European Climate Foundation, Schwab Charitable Fund.
500 000 < 1 million € : ClimateWorks Foundation, Commission Européenne, NORAD, Oak Foundation.
500 000 – 250 000 € : Hewlett Foundation, KR Foundation, Rockefeller Brothers Fund.

Inconnue, **la Climate Imperative Foundation** (USA) ne dispose pas de site Internet. Tout au plus trouvons-nous une page du site Open Corporates qui en fournit une fiche. Il s'agit en réalité d'une émanation d'Energy Innovation, qui revêt la forme d'une compagnie à responsabilité limitée (limited liability company – LLC), une forme hybride d'entreprise qui combine le partenariat et les structures d'entreprise.

La KR Foundation (Danemark) a été créée par la Villum Fonden et collabore avec la Velux Foundation. La KR est présidée par Connie Hedegaard, ancienne commissaire à l'action climatique (2010-2014), ancienne ministre pour l'ONU à la conférence de Copenhague sur le climat (2009), ancienne ministre Climat & Energie du Danemark (2007-2009), et ancienne ministre de l'Environnement du Danemark. Parmi ses nombreuses fonctions actuelles dans diverses entités, elle siège au conseil d'administration des entreprises Danfoss (producteur mondial de composants et de solutions pour les économies d'énergie) et Nordex (éolien).
T&E est par ailleurs soutenue par dix organisations européennes (dont le WWF France).

L'influence des **ONG** dans le processus législatif européen

Une agriculture respectueuse de la nature

Le 14 février 2019, dans le cadre de la réforme de la PAC, les eurodéputés du groupe ENVI du Parlement européen se sont prononcés en faveur d'un financement pour protéger l'environnement, la nature et le climat. Le Bureau européen de l'environnement (EEB) s'est félicité d'un « vote historique » faisant écho à ses demandes en faveur d'une agriculture respectueuse de la nature, demandes publiées dans une note de l'ONG du 6 septembre 2017.

Réparabilité des objets

Le Bureau européen de l'environnement et l'Environmental Coalition on Standards (ECOS) ont lancé la campagne **Right to Repair,** soutenus par d'autres organisations. La campagne demandait notamment :
1) une écoconception pour tous les produits dont les smartphones ;
2) des registres nationaux pour les réparateurs indépendants ;
3) un indice de réparabilité pour informer les consommateurs. Le 15 janvier 2019, l'EEB s'est félicité d'une décision découlant de la directive écoconception de l'UE, obligeant pour la première fois les fabricants à rendre leurs produits plus facilement réparables et avec une durée de vie plus importante. Dans son rapport annuel 2019, l'EEB soulignait qu'il s'agissait là d'une victoire majeure pour la campagne Right to Repair.

Indice de réparabilité des objets

Dans le même domaine, l'EEB et ECOS supervisent la campagne Coolproducts, qui vise à obtenir une meilleure politique concernant les produits. Cette campagne est soutenue par l'European Climate Foundation et le programme LIFE de la Commission européenne. En mars 2019, la campagne menée par les ONG et ses partenaires (voir capture ci-dessous) a permis le retour des notes A à G dans les labels d'efficacité énergétique européens, remplaçant les labels A+, A++ et A+++. Ces nouveaux labels sont apparus depuis le 1er mars 2021 (cf. « European energy labels: rescaling and transition periods ») et concernent télévisions, produits électroménagers, produits électriques, réfrigérateurs, machines à laver, etc..

Accroître l'ambition climatique européenne à horizon 2030

Le CAN Europe a revendiqué l'efficacité des appels soutenus et répétés de son réseau en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. La campagne s'est invitée dans les élections européennes, et le lobbying du CAN Europe (via son Climate Action Call signé par diverses entités publiques et privées) aurait permis de faire du climat le sujet de proue des élections. Au mois d'octobre, un lobbying cette fois politique demandait à Frans Timmermans, commissaire aux questions climatiques, de fixer cette réduction à -55% d'ici 2030. La lettre qui lui fut adressée a été signée par les ministres aux affaires climatiques de neuf gouvernements communautaires : Danemark, France, Lettonie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Suède.

Neutralité climatique à horizon 2050

Après l'abandon d'objectifs climatiques à long-terme par les gouvernements communautaires, un lobbying du CAN Europe a poussé ces derniers, auprès du Conseil de l'Union Européenne, à finalement accepter un objectif de neutralité climatique à horizon 2050. Dans le même temps, les États membres ont par ailleurs demandé à la Commission de préparer une stratégie à long-terme pour l'UE sur ce sujet.

Neutralité du Net : renforcement du droit à un Internet libre et ouvert

Cette « neutralité », selon les précisions de l'ONG La Quadrature du Net, « est un principe fondateur d'Internet qui garantit que les opérateurs télécoms ne discriminent pas les communications de leurs utilisateurs, mais demeurent de simples transmetteurs d'information. Ce principe permet à tous les utilisateurs, quelles que soient leurs ressources, d'accéder au même réseau dans son entier. »

Dans son rapport annuel 2020, le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC) s'est félicité de la prise en compte de bon nombre de ses recommandations par l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques (ORECE) [121], lorsque ce dernier a mis à jour ses directives sur la neutralité du Net. ONG majeure qui a obtenu la 1e place des meetings avec la Commission pour le mandat Juncker (144 meetings entre 2014 et 2019), le BEUC bénéficie de subventions de l'Union Européenne. Ses recommandations publiées dans le cadre de la neutralité du Net découlent ainsi d'une subvention d'exploitation accordée par la Commission via le programme Consommateurs de l'Union Européenne (2014-2020).

Le BEUC avait publié deux documents de réponses aux consultations de l'ORECE, en 2018 et en 2019. Dans ce dernier, le BEUC émettait de nouvelles recommandations et remerciait l'ORECE d'avoir pris en compte, en plusieurs endroits, ses recommandations de 2018. Le BEUC salue de nombreuses orientations prises par l'ORECE :
• Paragraphe 12 sur les définitions.
• Paragraphes 78 et 78a sur la gestion de routage.
• Paragraphes 34 à 34c sur la qualité des services (notamment dans le cadre de la 5G).
• Paragraphe 37 sur les principes fondamentaux de la neutralité du Net.
• Les directives sur la discrimination par les prix.
• Paragraphe 42, amendé, portant sur les abonnements gratuits fermés ou non-ouverts.
• Paragraphe 42e qui fournit une meilleure guidance sur l'équité des termes des programmes d'abonnement gratuit.
• L'Annexe où l'ORECE fournit des éléments supplémentaires sur les abonnements gratuits et les offres comparables.
• Paragraphe 115, amendé, concernant les VPN.

121. En anglais, Body of European Regulators for Electronic Communications (BEREC).

• Paragraphe 121a sur des outils de mesure et une méthodologie à venir pour mesurer la qualité générale des services d'accès à Internet.
• Paragraphe 135, amendé, sur l'information qui doit être fournie sur la façon dont la gestion de routage peut impacter la qualité des services d'accès à Internet, la confidentialité et la protection des données personnelles des utilisateurs finaux.
• Paragraphes 141 à 141b sur les règles pour les services d'accès hybrides et sans fil fixe.

Paradis fiscaux

En mars 2019, OXFAM a publié le rapport « Off the hook » (« Tiré d'affaire »), sous-titré « Comment l'Union Européenne s'apprête à blanchir les pires paradis fiscaux au monde ». Dans son rapport annuel 2019, l'ONG souligne que, trois semaines seulement après sa publication, le Parlement européen « a convenu pour la première fois que la Commission européenne devrait reconnaître cinq pays de l'UE comme étant des paradis fiscaux (Pays-Bas, Irlande, Malte, Chypre et Luxembourg) », en citant nommément ledit rapport.

Une expertise reconnue par la Commission européenne

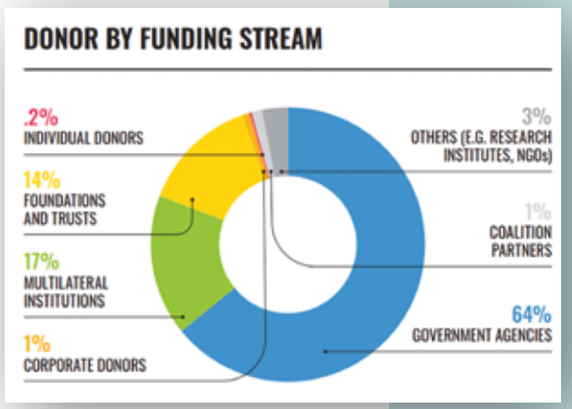
L'exemple de Transparency International

Transparency International EU a disposé d'un budget global de 1,24 millions d'euros pour son exercice fiscal de 2019. Ses subventions privées proviennent notamment de l'Open Society et de l'Adessium Foundation. Côté public, la Commission européenne lui prête son concours au travers de plusieurs de ses directions générales : Coopération internationale et développement (EuropeAid), Politique régionale et urbaine, Migrations et affaires intérieures. Pour la période en cours, ses bailleurs de fonds restent les mêmes, avec un budget d'environ 1,07 million d'euros :

Transparency International EU's 2021 budget is around 1.07 mln euros. Our work is currently supported by the following grants:

- **Transparency International Secretariat** (100,000 EUR for core support in 2021 // 23,000 EUR for the Global Anti-Corruption Consortium in 2021)
- **Adessium Foundation** (450,000 EUR for core support in 2020-2022 // 150,000 EUR for the update of the EU Integrity Study in 2019-2020)
- **Sigrid Rausing Charitable Trust** (300,000 GBP for core support in 2018-2021)
- **Open Society Foundations** (300,000 USD for the work on asset recovery in 2019-2021 // 12,000 EUR for implementation of the whistleblowing directive in 2020-2021 // 30,000 USD for the work on an EU Ethics Body in 2021)
- **Directorate General Migration and Home Affairs** (178,479 EUR for the roll out of Integrity Watch tool in the EU in 2019-2021)
- **Directorate General for Regional and Urban Policy** (150,000 EUR for the Clean Contracts project in 2020-2021)

Au niveau global, Transparency International est financée à près des deux tiers (64%) par des agences gouvernementales :
TI précise par ailleurs, sur la même page, être récipiendaire du Google Ad Grants award, dont le programme « diffuse gratuitement de la publicité en faveur des organisations à but non lucratif ».
Le bureau européen de l'ONG dispose de 48 personnes enregistrées (dont 16 à 100%), représentant 25 équivalents temps plein.
Ses objectifs et missions affichés sont la lutte contre la corruption et en faveur de la transparence – et notamment des lanceurs d'alerte.



Côté politiques ciblées ou propositions législatives au niveau européen, TI affirme suivre tous les dossiers politiques et législatifs couverts par son champ d'activité. Ces dossiers sont particulièrement nombreux, et TI les a listés comme suit pour l'année 2020 :

- Codes of Conduct in all EU Institutions
- EU Ethics body
- Inter-Institutional Agreement for a mandatory transparency register
- Transparency in the Council
- Transparency of the legislative process, including trilogues
- Anti-corruption in the European Semester
- Anti-Money Laundering (supervisory / regulatory regime)
- EU global human rights sanction regime
- Directive on asset freezing and confiscation
- Directive on the reuse of public sector information
- EU Supranational Risk Assessment
- Citizenship- and Residence-by-investment schemes
- Accounting Directive for public Country-by-Country reporting
- Discharge reports for main EU Institutions
- EU Budget Transparency and Accountability
- Protection of the EU's financial interests
- revision of the MFF
- MFF contingency Plan 2020 for EU funded programmes
- Revision of CRP for EU coronavirus response funding
- EU Public Procurement and Cohesion Policy as part of future emergencies responses
- Open Government & Open Data
- Fundamental Rights Report
- Rule of Law and conditionality for EU funding
- European Public Prosecutor
- Directive on fight against fraud by means of criminal law (PIF)
- The work of the anti-corruption agenda OLAF
- EU staff regulation & whistleblower protection
- Financial Regulation conflict of interest provisions
- EU Whistleblower protection directive
- EU Structural Funds, and CohesionRegional Policy (including Integrity Pacts)
- Safeguarding EU funds in Public procurement in EU funds
- EU extractive industries transparency laws (Accounting and Transparency Directives)
- EC's Sustainable Finance Action Plan
- European Democracy Action Plan
- Review of the Non-Financial Reporting Directive
- Corporate due diligence mechanism
- Enlargement policies and progress reports
- European Neighbourhood policy
- European Development policy + financing
- Implementation of Sustainable Development Goals
- European Parliament Rules of Procedure
- Council Priorities in the area of anti-corruption
- European Elections (including questions of funding
- Common Foreign and Security Policy, especially EU missions and security assistance
- Transparency and accountability of Eurozone governance institutions, especially ECB, EIB, ESM and Eurogroup

Au regard du temps passé sur nos propres recherches sur la galaxie sorosienne, nous pouvons avec certitude avancer que Transparency International figure parmi les organisations les plus proches de George Soros. Un inner circle, en quelque sorte, et à l'influence encore plus reconnue cette année, puisque TI a été nommée « Meilleure ONG de l'année 2021 » par le cabinet Dober Partners, dont la « labellisation » permet aux nominés de ses diverses catégories électives de pouvoir se valoriser au sein des instances bruxelloises.

Rappelons à nouveau que la base de données actuelle de l'Open Society est incomplète et recense les subventions qu'elle a accordées en remontant seulement à l'année 2016. Pour autant, entre 2017 et 2019, l'Open Society Foundations a déclaré 37 dons à Transparency International, pour un total de plus de 6 millions d'euros, essentiellement au bureau européen et à la maison-mère de l'ONG. L'étroitesse des liens entre TI et l'Open Society s'illustre par d'autres exemples. Une consultation des rapports audités de Transparency International montre, rien que pour la maison-mère de TI, la générosité continue de l'Open Society depuis 1999. Pour ce dernier, le plus ancien disponible sur le site, l'Open Society de Hongrie était le principal bailleur de fonds de TI, avec une subvention d'un montant double par rapport au deuxième donateur, l'USAID.

INCOME FROM DONATIONS AND SUBSIDIES DM 5,720,318.53
(31.12.1998: DM 3,906,456.54)

Breakdown:

	DM	DM
Income from donations by third parties		
Open Society Institute, Hungary	1.493.738,97	
US Agency for International Development (USAID)	765.758,55	
MacArthur Foundation, USA	716.404,46	
Danish International Development Agency (DANIDA)	111.921,75	
Ministry of foreign affairs Finland (FINIDA)	164.375,70	
Ford Foundation, USA	248.321,53	
Volkart Foundation	672.383,77	
Swedish International Development Authority (SIDA)	158.700,21	
Canadian International Development Agency (CIDA)	173.111,35	
Dutch Government	238.995,60	
Other donations below DM 100,000	268.007,85	5.011.719,74
Income from donations for the IACC		606.364,85
Income from donations by associated entities		
TI - USA	97.324,34	
TI - Australia	4.909,60	102.233,94
		5.720.318,53

Plusieurs personnes proches de l'Open Society siègent au bureau directeur de TI: Ruben Lifuka (vice-président), Nada Abdelsater Abusamra, Boris Divjak, Karen Hussmann, David Ondráčka. Deux profils sont toutefois plus importants. En premier lieu Peter Eigen, fondateur de TI, est par ailleurs un représentant spécial de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE, ou EITI en anglais), que nous avons déjà mentionnée comme étant une création des réseaux Soros. En second lieu, Kumi Naidoo, aperçu aux côtés de George Soros au cours de la Munich Security Conference du 7 février 2015, a dirigé pendant dix ans l'ONG CIVICUS, généreusement financée par l'Open Society avec 2,35 millions de dollars entre 2016 et 2018 – répartis sur 6 subventions – et d'autres dons par le passé.
En outre, Naidoo a siégé au bureau de l'ONG 350.org, dont deux des « alliés » sont des plates-formes des réseaux Soros, connues notamment pour leur lobbying politique: Avaaz.org et MoveOn.org.

Le silence de Transparency International sur les optimisations fiscales de son bailleur de fonds, George Soros

C'est ici que se pose la question de l'indépendance et donc de la cohérence des prises de parole, mais surtout des silences de Transparency International. Rappelons qu'avant d'être un « philanthrope », George Soros est un financier. Outre son Soros Fund Management lancé en 1969, Soros créa la même année le Quantum Fund, avec son associé de l'époque Jim Rogers. Quantum attira rapidement de riches investisseurs du monde entier et fut pendant longtemps une référence, qui permit par ailleurs à George Soros de développer son carnet d'adresses en parallèle de sa fortune.

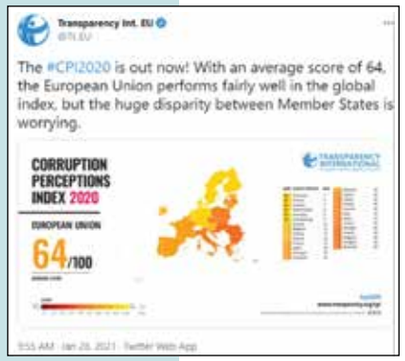
Le groupe Quantum agissait offshore, loin du regard du gendarme boursier, grâce à une domiciliation discrète à Curaçao (Antilles néerlandaises) et dans les îles Caïmans. Le SEC (Security Exchange Commission, le gendarme précité) Act de 1934 identifie et prohibe certains comportements sur les marchés. Il oblige entre autres les directeurs de fonds d'investissement à transmettre les informations les concernant et à se soumettre à la législation anti-fraudes. Néanmoins, l'offshore permet de se soustraire à ces obligations tant que la majorité des actionnaires – ce qui était le cas de Quantum – ne sont pas Américains. Interrogé sur cette domiciliation dans l'émission *60 Minutes*, Soros confirma la latitude de mouvement que celle-ci lui conférait au regard des contraintes de la SEC.

En ce qui concerne le Soros Fund Management, en 2011, soit après 42 ans d'activité sous la forme d'un hedge fund, changea de statut pour devenir un bureau familial [122] (family office). Cette décision répond à la mise en place, en 2010, de la loi américaine Dodd Frank Wall Street Reform and Consumer Protection, dite loi Dodd-Frank ou Dodd-Frank Act. Elle visait entre autres à réguler les sociétés cotées et leur gouvernance suite à la crise financière de 2008. Les bureaux familiaux devaient logiquement être inclus dans cette disposition, mais un lobby se forma pour s'y opposer. La Private Investor Coalition, immatriculée dans le paradis fiscal du Delaware, se félicita d'avoir travaillé en 2011 avec la SEC pour mettre au point la Family Office Rule.

Les family offices se firent dispenser de leurs obligations de transparence auprès de la SEC le 22 juin 2011. Quelques semaines plus tard seulement, le hedge fund de Soros devint un bureau familial. Silence de Transparency International et aucune mention sur son site.

122. L'AFFO, association française du family office, définit ce type de structure comme « une organisation de personnes au service d'une ou plusieurs familles, offrant un conseil aux familles au service exclusif de leurs intérêts patrimoniaux. Le Family Office suppose donc la préservation de la cohérence familiale dans une vision à long terme, transgénérationnelle. Il requiert des compétences larges, multi-disciplinaire, développées en interne ou en externe, en fonction de la taille du patrimoine et de son degré de diversification ou de complexité. », http://affo.fr/le-FO.html

Influence et reconnaissance par la Commission européenne



Transparency International est assez logiquement très influente au niveau européen, au regard de son activité prolifique, de sa qualité de pionnière dans son domaine et de ses réseaux. TI publie chaque année, outre ses boîtes à outils, recommandations, rapports et autres documents, un Indice de perception de la corruption (Corruption Perception Index, dit CPI), à la portée – notamment médiatique – internationale. Son Indice évalue par ailleurs la perception de la corruption au sein de l'Union Européenne (voir tweet ci-contre). Cette évaluation proposée par l'ONG apparaît suffisamment influente pour que la Commission européenne s'en fasse l'écho. Le 27 janvier 2020 par exemple, le site de la Commission consacrait un article au CPI 2019 fraîchement publié et en rapportait les résultats et les enseignements – sans d'ailleurs prendre de recul sur la méthodologie de production de cet Indice. Le CPI 2019 attribuait une bonne note à l'Union Européenne, mais notait des disparités entre ses pays membres, demandant de ce fait à la Commission européenne d'agir davantage contre la corruption.

C'est au détour d'un paragraphe qu'apparaît l'influence considérable de Transparency International sur la législation européenne en la matière : « Afin d'améliorer la transparence dans les marchés publics pour les projets financés par l'Union Européenne, la Commission européenne et Transparency International promeuvent actuellement l'emploi des Pactes d'intégrité (Integrity Pacts) pour ces projets. Les Pactes d'intégrité sont des accords juridiquement contraignants sous lesquels des tierces parties indépendantes supervisent le processus de passation des marchés publics pour garantir qu'il s'effectue de manière honnête et transparente. » La page de la Commission dédiée au Pacte d'intégrité fournit les informations complémentaires, et rapporte entre autres que Transparency International est à l'origine de ce concept qu'elle a activement promu et soutenu, ainsi que son influence sur l'action de la Commission européenne en la matière et le rôle dévolu à TI :

« La Commission européenne a lancé un projet pilote en 2015/2016 intitulé Pactes d'intégrité – Mécanisme de contrôle civil pour la sauvegarde des fonds de l'UE, couvrant 17 projets financés par l'UE dans 11 États membres pour une valeur totale de plus de 920 millions d'euros. Le projet pilote est coordonné par le Secrétariat de Transparency International, qui tient un rapport de situation sur chaque projet. Le but du projet pilote est d'évaluer l'efficacité des pactes d'intégrité dans la réalisation de leurs objectifs prévus de protection des projets de passation de marchés contre la corruption, la fraude et d'autres irrégularités, ainsi que de dégager les meilleures pratiques pour une mise en œuvre future.

« Le projet a été lancé lors d'une conférence internationale organisée par Transparency International avec le soutien de la Commission européenne et tenue le 5 mai 2015 à Bruxelles. Un examen à mi-parcours de l'outil, publié en novembre 2018, faisait spécifiquement référence à la nécessité d'une volonté politique et à la valeur de la mise en œuvre des pactes d'intégrité au début de la phase de pré-appel d'offres. Le projet a reçu le prix du Médiateur européen pour la bonne gestion 2019 dans la catégorie « Excellence en transparence administrative ». Le G20 a également recommandé l'utilisation des pactes d'intégrité dans son recueil 2019 de bonnes pratiques pour la promotion de l'intégrité et de la transparence dans le développement des infrastructures.[123] » Enfin, la Cour des comptes européenne a salué l'outil Integrity Pacts comme étant « une mesure innovante de prévention contre la fraude ».

Ce « dispositif de contrôle civil pour la sauvegarde des fonds européens » (FESI), mené par Transparency International, est par ailleurs financé sur fonds publics, par la Commission européenne :

123. Comme il est de coutume sur Wikipédia, les sources des informations sont accompagnées des renvois correspondants. La page de la Commission européenne dédiée aux Integrity Pacts fournit les mêmes informations. Elle présente d'ailleurs un encadré citant un responsable de la section slovène de Transparency International.

124. Souligné par le Comité économique et social européen (CESE).

Par ailleurs, Transparency International est souvent citée en référence dans des travaux et communications de la Commission européenne. Par exemple, de manière loin d'être exhaustive :

• Rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen, « Rapport anti-corruption de l'UE », COM/2014/038 final : Transparency International est mise en avant via son Indice de perception de la corruption ou un rappel sur un projet de TI cofinancé par l'UE (« une analyse comparée du cadre juridique protégeant les lanceurs d'alerte dans chaque État membre de l'Union »). La Commission précise par ailleurs avoir « utilisé des informations produites par des projets de recherche cofinancés par l'Union européenne, tels que les rapports «Système national d'intégrité» établis par Transparency International ».

• Communication de la Commission, « La lutte contre la corruption dans l'Union Européenne », COM/2011/0308 final : l'Indice de perception de la corruption est cité en référence, ainsi que les systèmes nationaux d'intégrité.

• Document de travail des services de la Commission, « Rapport 2020 sur l'état de droit », SWD(2020) 306 final, 30 septembre 2020 : la Commission a publié un chapitre par pays de l'Union Européenne étudié (Irlande, Suède, France, etc.). La ressource analytique de référence est l'indice de perception de corruption de Transparency International.

• Avis du Comité économique et social européen sur les « Propositions visant à lutter contre la corruption dans l'Union européenne : prise en compte des préoccupations des entreprises et de la société civile » (avis d'initiative) (2016/C 013/11) :

> **Point 4,** « Autorégulation: codes éthiques en matière de corruption et notamment de pots-de-vin », paragraphe 4.2 : « Les principaux mécanismes et lignes directrices au niveau international, qui définissent les principes que doivent adopter les entreprises pour éviter la corruption, notamment les pots-de-vin, et promouvoir un comportement éthique et la transparence sont les suivants : [...] – les principes généraux de conduite des affaires pour contrer la corruption, de Transparency international, etc. »
>
> **Point 5,** « Observations relatives aux préoccupations des entreprises et de la société civile », sous-paragraphe 5.8.1 : « La participation de la société civile, notamment des entreprises, des associations d'entreprises et des partenaires sociaux aux efforts de lutte contre la corruption est importante. Elle doit viser en particulier à sensibiliser l'opinion publique et à fournir des orientations sur la manière de prévenir la corruption, la fraude et les pots-de-vin. Dans ce contexte, le comportement des différentes entreprises et autorités est d'une importance cruciale. Les forums à l'échelon national, par exemple les points de contact nationaux de l'OCDE et les centres d'assistance juridique et d'action citoyenne de Transparency International (ALAC[124]) pourraient aussi jouer un rôle important dans les efforts de lutte contre la corruption.

Améliorer les outils pour l'inclusion sociale et la non-discrimination des Roms dans l'Union Européenne : l'Open Society et ses réseaux

Le 23 août 2010, George Soros lui-même publiait – depuis New York – un communiqué de presse demandant à la France de cesser d'expulser « en masse » les Roms, une activité qui selon lui risquait de violer le droit français comme européen. Soros rappelait par ailleurs qu'en 2009, l'Union Européenne avait accepté le principe d'utiliser les fonds structurels notamment en faveur du logement des minorités « marginalisées », « avec un focus particulier sur les Roms ».

En 2010, la Commission européenne a publié un rapport suite à son engagement à « améliorer l'efficacité des instruments et des politiques existants dans sa Communication 2010 sur l'intégration économique et sociale des Roms en Europe qui a été adoptée le 7 avril 2010 », selon Viviane Reding, alors vice-présidente de la Commission européenne. La Commission avait confié la rédaction à deux organismes, dont une ONG enregistrée au registre de transparence, l'European Roma Rights Centre. Celle-ci a été fondée par des militants et des juristes

de l'Open Society, comme l'ONG le rappelle dans la présentation de son historique. Dans la présentation de ce rapport, Viviane Reding en avait souligné la portée et l'influence sur l'élaboration législative à venir: « Le moment est bien choisi pour publier les résultats de cette étude car la situation des Roms est en bonne place à l'agenda politique de l'Union Européenne et des États membres. Ce rapport présente une analyse exhaustive de ce qui réussit et pourquoi. [...] Je suis certaine que ce rapport contribuera à diffuser les bonnes pratiques entre toutes les parties prenantes, y compris les décideurs travaillant à l'intégration sociale des Roms. » Le rapport présente par ailleurs le « rôle influent » joué par l'Open Society pour rebasculer des fonds en faveur des Roms vers le secteur non-gouvernemental.
Ces démarches de l'Open Society pour peser sur l'intégration des Roms notamment au travers de l'adoption, en 2011, d'un « Cadre stratégique de l'UE pour l'égalité, l'inclusion et la participation des Roms », étaient rappelées dans un rapport de décembre 2011 du Réseau européen d'experts indépendants sur l'inclusion sociale, « Promoting the social inclusion of Roma ». Le rapport citait le rôle déterminant des institutions européennes, de l'ONU, de la Banque Mondiale ainsi que de l'Open Society. Les auteurs rappellent l'initiative « Making the Most of EU Funds for Roma », lancée par l'Open Society. Cette initiative, comme le rappela ultérieurement l'ONG de Soros (en mai 2012), est un « moyen pour lier les objectifs de la Décennie pour les Roms [impulsée par l'Open Society] aux ressources financières européennes », notamment pour renforcer les capacités militantes et de plaidoyer pour maintenir, à tous les niveaux politiques, l'inclusion des Roms en priorité des agendas.
L'Open Society mettait déjà en avant ce projet « Making the Most » en mars 2011 et publiait un document présentant ses sept normes communes pour une stratégie d'intégration nationale en faveur des Roms. Peu après, le 5 avril 2011, la Commission européenne publiait une communication adressée au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen ainsi qu'au Comité des régions. Il s'agissait d'un « Cadre de l'UE pour les stratégies nationales d'intégration des Roms pour la période allant jusqu'à 2020 ». Il reprenait plusieurs propositions du document publié par l'Open Society un mois plus tôt, en recommandant aux États membres des approches « pour instaurer des stratégies nationales d'intégration des Roms »:
• Coopération entre les gouvernements et la société civile,
• Allouer des financements avec si nécessaire un complément européen,
• Fixer un budget réalisable pour les quatre objectifs de l'UE pour intégrer les Roms (accès à l'éducation, emploi, soins de santé et logement),
• Inclure des méthodes de suivi solides afin d'évaluer l'impact des actions d'intégration des Roms, ainsi qu'un mécanisme de révision permettant d'adapter la stratégie.
• Etc.

6. *Monitoring*

- Partners to the consultation process in drafting the strategy should be fully engaged with governments in monitoring government progress in implementing the national integration strategy. Annual reports about the strategy need to provide detailed information about partner involvement in the monitoring process.
- Governments, Roma communities, and civil society groups need to assess annual report findings on national integration strategy activities, impact, and monitoring and take these findings into account as governments amend or develop new integration strategies.
- Government produced annual reports on national strategy activities should have detailed information about progress toward integration targets, how progress is measured, how projects and activities are funded, and the strategy's impact to date.

- inclure des méthodes de suivi solides afin d'évaluer l'impact des actions d'intégration des Roms, ainsi qu'un mécanisme de révision permettant d'adapter la stratégie;

- être conçues, mises en œuvre et suivies dans le cadre d'une collaboration étroite et d'un dialogue permanent avec la société civile rom, les autorités régionales et locales;

Le document de la Commission précise par ailleurs que « les stratégies nationales des États membres devraient suivre une approche ciblée qui contribuera activement, conformément aux Principes fondamentaux communs en matière d'intégration des Roms », une demande également formulée par l'Open Society dans son brief précité. On soulignera à ce titre le rôle de George Soros pour peser sur la continuité de ce plan, par sa présence à l'European Roma Summit d'avril 2010.
Ce n'est d'ailleurs pas le seul évènement où George Soros est intervenu en personne sur la question des Roms. Les 26-27 novembre 2013, la Plateforme européenne contre la pauvreté et l'exclusion sociale de la Commission européenne organisa sa 3e Convention annuelle, ouverte par les présidents de la Commission (Barroso) et du Conseil (Van Rompuy). Soros y intervint dès la première des trois sessions plénière de l'événement en tant que chairman de l'Open Society. Le thème portait sur « L'implémentation des politiques sociales pour réduire la pauvreté et les inégalités ». Soros s'y exprimait aux côtés de la présidente de la sorosienne Social Platform, de Michel Barnier (alors Commissaire au Marché intérieur et aux services), et de la ministre lituanienne à la Sécurité sociale et au travail. Le contenu de l'intervention de Soros est rapporté notamment au travers de tweets de Heather Grabbe, directrice de l'OSEPI depuis 2009. Le milliardaire y expliquait que le chômage des Roms privait le marché du travail européen de jeunes travailleurs dont ce marché avait besoin. Cet accès à l'emploi serait vital pour l'inclusion des Roms, dont l'employabilité dépendrait des moyens d'accès à l'éducation pour les enfants Roms. Soros demandait ainsi à mettre fin aux « stéréotypes hostiles » à l'encontre des Roms pour résorber leurs problèmes de pauvreté et d'exclusion.
Un document de la Commission européenne fournit un résumé plus complet des échanges. Heather Roy, présidente de l'ONG Social Platform, avait alors notamment demandé d'accroître la pression sur les États membres au travers de « recommandations plus insistantes » sur les questions sociales. Roy demandait notamment que les prochaines politiques sociales européennes reposent sur une gouvernance plus inclusive, coopérante et solide, « avec une meilleure implication de la société civile » (i. e. des ONG).
Roy avait par ailleurs demandé la mise en place d'une stratégie pour les sans-abris et avait souligné que les migrants dans le besoin devraient être considérés « comme une priorité européenne ». Le commissaire Andor donna suite à cette requête, en répondant que le « Paquet investissement sociaux » (Social Investment Package) intégrerait cette question et demanderait de nouvelles mesures. Andor avait notamment proposé que « ceci soit intégré concrètement à la démarche du Semestre européen au travers de recommandations propres à chaque pays ». La présidente de Social Platform s'était par ailleurs fixé comme priorité d'obtenir la mise en place d'une stratégie d'intégration européenne anti-pauvreté. Ce plan revient régulièrement à l'agenda de la Commission européenne.
Soros avait quant à lui mentionné la construction fragile de la dimension sociale de l'Union Économique et Monétaire (UEM), et avait alors demandé aux États membres d'émettre des bonds gouvernementaux. Le Commissaire Andor lui avait répondu qu'il n'était question que d'implémentation, que la Commission élaborait un cadre contenant divers instruments et qu'il fallait désormais que ce soit les niveaux national et local qui fassent le nécessaire.
Ce lobbying s'est poursuivi même avant la mention des meetings au sein du registre de transparence des ONG (décembre 2014). Le 15 mai 2013, Heather Grabbe rapportait ainsi avoir rencontré les commissaires Viviane Reding (déjà citée) et László Andor (alors Commissaire européen à l'emploi, aux affaires sociales et à l'insertion) pour échanger sur les manières de réduire les discriminations et l'exclusion à l'encontre des Roms.

Il s'agit là d'exemples. Parmi les autres démarches accréditant l'influence de l'Open Society auprès de l'Union Européenne sur la question des Roms et l'expertise qui lui est conférée, nous pourrons citer la boîte à outils développée par l'Open Society pour l'allocation de fonds structurels en faveur des Roms (« Toolkit on programming the structural funds for Roma

inclusion in 2014-20»). Celle-ci reste une référence de la section dédiée aux Roms du site de la Commission européenne.
D'autres ONG sont également prises en compte et sollicitées régulièrement par les institutions européennes. C'est le cas d'Eurocities, dont l'UE soutient les projets. Dans son rapport annuel 2019, Eurocities soulignait que «[son] rapport sur l'inclusion des Roms au niveau local nourrira directement la stratégie européenne pour l'intégration des Roms après 2020. Les bonnes pratiques des membres d'Eurocities ont également été utilisées dans la résolution du Conseil de l'Europe sur les droits humains et dans un rapport de la Commission européenne».

Égalité de traitement et islamophobie

Ces deux sujets liés témoignent eux aussi de consultations de longue date. Ainsi d'un rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil, sur l'application de la directive 2000/43/CE du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique (directive sur l'égalité entre les races) et de la directive 2000/78/CE du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail (directive sur l'égalité en matière d'emploi). Outre les États membres et divers organismes (Agence des droits fondamentaux, partenaires sociaux, etc.), la Commission rapporta avoir consulté la société civile. Nous retrouvons ici une majorité de noms d'ONG encore consultées aujourd'hui par la Commission et bien placées dans les Top 10 d'Integrity Watch, ce qui suffit à souligner leur influence et la prise en compte de leurs propositions par la Commission. Les ONG citées pour ce texte sont European Women's Lobby, Platform of European Social NGOs (Social Platform), European Network of Religion and Belief (ENORB), European Network against Racism (ENAR), ILGA-Europe, AGE Platform Europe, European Disability Forum (EDF), Open Society, Amnesty International and European Roma Rights Centre (ERRC), Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants (PICUM) et European Forum of Muslim Women (EFOMW ; ce dernier est subventionné par l'Open Society).
L'EFOMW s'implique notamment dans la lutte contre l'islamophobie aux côtés d'autres ONG. Le 21/09/2016, pour la Journée mondiale contre l'islamophobie, l'EFOMW, l'ENAR et d'autres organisations appelaient les décideurs européens à prendre des mesures de manière urgente. L'influence de l'EFOMW auprès de la Commission transparaît par exemple au travers de sa coopération / partenariat avec le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme (ODIHR) de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), par exemple en 2016.
L'ODIHR est le principal organisme sur lequel la Commission européenne s'appuie dans les données, outils et ressources pour lutter contre l'islamophobie. La Commission précise en outre agir au regard des résultats des études menées par la société civile et des organisations internationales (i. e., ici, une note de l'ODIHR qui renvoie entre autres vers Equinet, dont le rapport annuel ne mentionne pas ses donateurs mais que financent notamment l'Union Européenne et l'Open Society). La Commission précise également s'appuyer sur de récentes enquêtes : son lien renvoie à des travaux sur le Pew Research Center, un centre de recherche américain établi à Washington dont les activités sont financées par l'influent The Pew Charitable Trusts dont nous avons déjà traité.

Les groupes d'experts et autres entités

N. B. : Nous développerons peu cette partie pour une raison simple : les groupes d'experts se composent généralement de plusieurs types d'entités. Il semblerait alors hasardeux ou biaisé d'attribuer le primat d'une décision à telle ou telle organisation au sein du groupe. Nous développerons seulement de manière poussée notre premier exemple de groupe (E03734) car il se compose pour moitié d'ONG mais que les entreprises et les États membres en sont absents. Ceci laisse peu de place au doute. Dans cet exemple, nous soulignons notamment la logique de réseaux comme pour les top 10 d'Integrity Watch afin de mettre en perspective la composition du groupe et l'écosystème qu'il représente.

Généralités

Ce registre vise à recenser de manière transparente les entités qui fournissent leurs conseils & expertises à la Commission, parmi lesquels :
• L'élaboration de propositions législatives et d'initiatives stratégiques,
• L'élaboration d'actes délégués,
• La mise en œuvre de la législation, de la politique et des programmes de l'Union Européenne,
• Le cas échéant, l'élaboration d'actes d'exécution à un stade précoce, avant soumission au comité, conformément au règlement (UE) n°182/2011.

Ces entités sont les groupes d'experts, mais aussi les autres entités similaires, «i. e. les entités consultatives établies par le législateur communautaire et non par la Commission, qui ont un rôle similaire ou identique aux groupes d'experts de la Commission et sont administrés et gérés financièrement par la Commission [125]». L'appel à des experts peut aussi prendre la forme d'études. Les groupes se composent de représentants des secteurs public et privé et se réunissent à plusieurs reprises.
Pour chaque groupe d'expert, le registre fournit les informations quant au département de la Commission qui gère le groupe, ses membres, sa mission et ses tâches. Le registre comprend également les «documents pertinents» produits et discutés par les groupes.
Ces groupes peuvent être de deux types :
• Formels – instaurés par décision de la Commission
• Informels – instaurés par un service de la Commission avec l'accord du commissaire et du vice-président responsables, ainsi que du secrétariat général.

125. Les informations fournies par la page anglaise sont plus complètes que celles de la page française.

Au 7 mai 2021, il existait 1 112 groupes d'experts, ayant réalisé un total de 5 615 meetings répartis dont le top 10 [126] se répartit comme suit [127] :

Thème	Nombre de meetings
Marché intérieur	727
Douanes	697
Recherche et innovation	600
Environnement	581
Transport	580
Agriculture	481
Santé publique	394
Entreprises	364
Justice et affaires intérieures	348
Autres	317

Les membres se chiffraient pour leur part à un total de 45 916, répartis comme suit [128] :

Type	Nombre
Type D	29 552
Type C	7812
Type E	4 411
Type A	3 159
Type B	982

- **Type A: les membres nommés à titre individuel**, qui agissent en toute indépendance et expriment des avis personnels.
- **Type B: les membres nommés pour représenter un intérêt commun** à plusieurs parties intéressées dans un domaine précis. Ces membres ne représentent pas des parties intéressées spécifiques, mais une orientation stratégique commune à plusieurs organisations de parties intéressées. Ils peuvent être proposés par les organisations de parties prenantes.
- **Type C: les organisations** au sens large du terme, telles que des entreprises, associations, ONG, syndicats, universités, instituts de recherche, cabinets d'avocats et sociétés de conseil.
- **Type D: les autorités des États membres** , au niveau local, régional et national.
- **Type E: d'autres entités publiques**, comme les autorités de pays non membres de l'UE (notamment de pays candidats), les organismes, bureaux et agences de l'UE et les organisations internationales.

Les membres de type B et C ne peuvent être nommés que s'ils sont inscrits dans le registre de transparence.

Les membres de type C, D et E nomment des représentants permanents ou des représentants sollicités de façon ponctuelle, en fonction de l'ordre du jour des réunions.

126. La liste exhaustive se trouve en annexe de notre étude.

127. Précision : des meetings peuvent appartenir simultanément à plusieurs catégories. La somme des meetings calculés toutes catégories confondues est ainsi de 6 763, et non de 5 615.

128. Nous donnons ici un aperçu général. Nous ne descendrons pas dans le détail distinguant le statut des membres : membre suppléant ; membre ; membre / suppléant / observateur d'un sous-groupe ; observateur.

129. Pour la liste complète, voir annexe.

130. Civil Dialogue Groups (CDG) et Market Observatories.

131. Le CEJA est le chef de file de ce dernier.

132. Ses rapports annuels soulignent sa présence auprès des institutions européennes. Pour son rapport d'activité 2020 par exemple, le commissaire Janusz Wojciechowski et l'eurodéputé Norbert Lins ont ainsi chacun écrit un avant-propos. Le premier remercie « la contribution du CEJA à notre consultation publique sur la vision à long terme des zones rurales et espère que tous les jeunes agriculteurs seront des partenaires actifs dans le développement de cette vision ». Le second se déclare désireux de « poursuivre la collaboration fructueuse avec le CEJA sur [plusieurs] sujets importants » : Politique Agricole Commune, stratégie « De la ferme à la fourchette » (Farm to Fork), et stratégie Biodiversité.

Leur répartition thématique est la suivante, pour les 11 premiers résultats [129] :

Groupes	Nombre
Recherche et innovation	139
Justice et affaires intérieures	95
Statistiques	93
Marché intérieur	92
Douanes	88
Entreprises	83
Environnement	83
Transport	74
Autres	65
Santé publique	59
Agriculture	58

Une entité peut bien entendu intégrer plusieurs groupes. Cet élément n'est pour autant pas toujours facteur de son poids et ne suffit pas à considérer une ONG comme influente. L'OSEPI fait par exemple partie d'un seul groupe. Une ONG moins médiatique comme le Conseil Européen des Jeunes Agriculteurs (CEJA), créée en 1958 et composée de 33 organisations membres, fait quant à elle partie de 13 groupes (22 sous-groupes) d'experts liés aux thématiques agricoles, où le CEJA occupe un total de 69 sièges (Groupes de dialogues civils et Observatoires de marché [130]). Son budget 2020 à des fins de lobbying européen est compris entre 300 000 et 399 999 euros, et elle dispose d'un budget global pour la même période de 366 887 euros, dont 123 000 proviennent du programme Erasmus+ de la Commission européenne. Le CEJA fait par ailleurs partie de quatre projets européens : AgriSafetyNet et FARMINFIN [131], financée par Erasmus+, et EUREKA et COCOREADO, projets d'Horizon 2020 [132].

Groupe d'expert sur les avis de migrants dans le champ de la migration, de l'asile et de l'intégration (E03734)

- **DG en charge :** DG Migration et affaires intérieures
- **Domaine d'action :** Justice et affaires sociales
- **Type :** Groupe informel et permanent
- **Publication au registre des groupes d'experts :** 17 septembre 2020
- **Mission :** Fournir conseils et expertise sur les politiques migratoires, d'asile et d'intégration des migrants. « Impliquer activement des migrants, notamment des demandeurs d'asile et des réfugiés, dans la conception et l'implémentation de politiques dans ce domaine est essentiel pour rendre celles-ci plus efficaces et mieux adaptées aux besoins sur le terrain. »
- **Tâches :**
  - > Aider la Commission dans l'implémentation de la législation, les programmes et les politiques communautaires en vigueur.
  - > Aider la Commission à préparer des projets de loi, initier des politiques.
- **Rapport d'activité :** Le groupe conseillera la Commission sur sa stratégie globale et les initiatives spécifiques prises dans les domaines politiques de la migration, de l'asile et de l'intégration. Le groupe se réunira au moins deux fois par an.

Membres

• **Total :** 24 membres.

• **Type A** – membres nommés à titre individuel : 9.

• **Type B** – membres nommés pour représenter un intérêt commun : 3.

> L'un des experts, Syrien, est présenté en tant que membre de l'Asocuación Kudwa, dont les partenaires s'intègrent eux-mêmes à d'autres réseaux. Leur partenaire New Women Connectors – for inclusion & social justice est par exemple lui-même partenaire d'OXFAM, de l'Open Society, de l'EPIM, de l'European Cultural Foundation [133] ou encore de la très sorosienne Women's March.

> Un autre, Grec, est employé par l'Elliniko Foroum Prosfigon (i. e. le Greek Forum of Refugees), que finance l'Open Societ [134].

• **Type C** – organisations : 12, dont 10 ONG [135] :

> Bundesverband Netzwerke von Migrantenorganisationen e.V (BV NeMo)

> European Network of Migrant Women (ENOMW), financée par l'Open Society.

European Council on Refugees & Exile (ECRE), financé par l'UE, l'UNHCR, et des ONG : Open Society, Oak Foundation, Adessium Foundations, EPIM, Sigrid Rausing Trust…

> Generation 2.0 – Second Generation/ Institute for Rights, Equality and Diversity, financé par des entreprises (notamment MasterCard, MercyCorps, Western Union, Odyssea) et des ONG (notamment Open Society et Solidarity Now de Soros, EEA Grants, International Rescue Committee, European Trade Union, Human Rights 360° – financée par l'Open Society, l'EEA Grants, la Rockefeller Foundation, Erasmus+, etc.)

> Migrant Women Association Malta (MWAM). Le livre de compétences de l'association comprend des auteurs extérieurs et a été financé par un acteur politique, l'ambassade américaine à Malte.

> Moniheli ry

> Ocalenie Foundation, financée entre autres par l'Open Society et sa branche polonaise (i.e. la Stefan Batory Foundation), BNP Paribas Foundation, l'Union Européenne, l'ONU, et plusieurs pouvoirs publics polonais.

> Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants (PICUM), financée par l'Open Society, la Oak Foundation, l'Addesium Foundation, l'European Programme for Integration and Migration (EPIM) et le Sigrid Rausing Trust. PICUM bénéficie également de fonds du programme européen pour l'Emploi et l'innovation sociale (EaSI) 2014-2020.

> Save the Children Europe, financée par l'Open Society (branches UK, Federation Inc., et International) et plus particulièrement la Bill & Melinda Gates Foundation.

> The European Region of the International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA-Europe), financée par l'Open Society, Freedom House, Sigrid Rausing Trust, Commission européenne (pour son site web), ou encore le gouvernement néerlandais.

> Les deux autres organisations ne sont pas notées comme ONG au sein du groupe. Toutefois, elles sont bien des entités de catégorie III au regard du registre de transparence : Groupe SOS-Solidarités ASSFAM et Italian National Union of Refugees and Exiles (UNIRE, qui se compose de quatre associations dont Associazione MOSAICO – Azioni per i Rifugiati, financée par l'Open Society).

133. L'European Cultural Foundation est elle-même financée notamment par l'Open Society, la Stiftung Mercator, et a notamment pour partenaires en 2021 le British Council, l'Union Européenne, l'European Foundation Centre, etc.

134. À ne pas confondre avec le Greek Forum of Migrants, que finance également l'Open Society.

135. Rappel : le type C englobe les organisations au sens large du terme, telles que des entreprises, associations, ONG, syndicats, universités, instituts de recherche, cabinets d'avocats et sociétés de conseil.

136. À noter : ces meetings sont inscrits dans la liste pdf du registre de transparence des meetings de chaque organisation.

En reprenant notre démarche de tableau synthétique pour illustrer quelles ONG sont financées par d'autres ONG influentes – l'Open Society mais pas que – nous obtenons donc le résultat suivant :

NEMO	ENOMW	ECRE	GENERATION 2.0
MWAM	Moniheli ry	Ocalenie Foundation	PICUM
Save the Children EU	ILGA-Europe	ASSFAM	UNIRE

La constitution de ce groupe est récente. Au 7 mai 2021, trois meetings ont eu lieu (leurs agendas sont en ligne) [136]. Les minutes des deux premiers sont disponibles. Les rencontres ont eu lieu en présence de la commissaire Ylva Johansson, qui a déclaré lors de la première souhaiter « apprendre de leur expérience et de leur expertise ».

Groupe européen de haut niveau pour combattre le racisme, la xénophobie et d'autres formes d'intolérance (E03425)

Ce groupe a été fondé par la Commission le 13 mai 2016 (et actualisé pour la dernière fois le 9 novembre 2018).

• **DG en charge :** DG Justice et Consommateurs

• **Type :** informel et permanent

• **Mission :** « stimuler les échanges et la diffusion des meilleures pratiques entre les autorités nationales et des discussions concrètes sur comment combler les fossés existants et mieux prévenir et combattre les crimes de haine et les discours de haine. Le groupe de haut niveau servira aussi de plateforme pour les discussions liées sur comment s'attaquer aux spécificités de certaines formes d'intolérance, notamment à la lumière de l'expérience de la société civile et des collectivités ».

• **Tâches :** assister la Commission dans la préparation de propositions législatives et d'initiatives de politique. Coordination avec les États membres, échange de vues.

Membres

• **Total :** 35 membres.

• **Type C** – Organisations : 5 membres.

• **Type D** – États membres : 27 membres.

• **Type E** – Autres entités publiques : 3 membres.

Les 5 organisations sont des ONG, qui appartiennent à la même nébuleuse et bénéficient par exemple de fonds de l'Open Society :

Amnesty International Europe	European Network Against Racism (ENAR)	Open Society European Policy Institute (OSEPI)
Social Platform	ILGA-Europe	

Il semble ici hasardeux de déterminer la part de chaque acteur. Nous rapporterons les déclarations de la commissaire Jourová, citée sur une page du site de la Commission dédiée au groupe : « Le groupe n'a pas seulement contribué à surveiller et à rendre effectif en pratique les engagements pris par l'industrie des TIC afin de juguler la diffusion des discours de haine sur Internet. Le groupe a aussi contribué à élaborer des principes directeurs fondamentaux sur l'enregistrement des crimes de haine aussi bien que des lignes de conduite pratiques sur la formation des policiers et des juges sur les crimes de haine et sur la question de fournir justice, protection et soutien aux victimes de crimes de haine – avec davantage à venir sur l'amélioration dans l'investigation et les poursuites contre ces crimes. J'espère que les États membres s'appuieront sur ces réalisations pour garantir une meilleure implémentation de

la loi communautaire et nationale sur leur sol. J'ai l'intention de consolider l'important travail du groupe et de l'emmener vers une étape supérieure pour combattre toutes les formes de racisme et d'intolérance en Europe. »

Groupe d'experts eSanté (E02769)

Ce groupe (abrégé en eHSG) a été publié sur le registre des groupes d'experts le 23 mars 2012. Sa mission première consiste à « fournir de l'expertise et des conseils, de contribuer au développement d'une politique et à l'implémentation de la communication relative favorable à la transformation numérique de la santé et du sein au sein du Marché unique numérique (Digital Single Market). Le groupe favorise par ailleurs la coordination et la coopération avec les parties prenantes, servant de forum pour discuter de sujets et examiner des questions importantes pertinentes pour la législation ou la politique liée à la eSanté et à l'implémentation de la communication. »
Sa tâche est d'assister la Commission dans la préparation de propositions législatives et d'initiatives politiques.

Le groupe se compose exclusivement de 40 organisations de type C, parmi lesquelles 16 ONG :

- AGE Platform Europe (AGE)
- Allied for Startups asbl (AfS)
- Association of European Cancer Leagues (ECL)
- Bureau Européen des Unions de Consommateurs (BEUC)
- Eurocarers (EuCa)
- EuroHealthNet
- European Disability Forum (EDF)
- European Federation of Nurses Associations (EFN)
- European Health Telematics Association (EHTEL)
- European Organisation for Rare Diseases (EURORDIS)
- European Patients' Forum (EPF)
- European Public Health Alliance (EPHA)
- European Regional and Local Health Authorities (EUREGHA)
- Health First Europe (HFE)
- IHE-EUROPE
- Reference Sites Collaborative Network (RSCN)

Sous le vocable « autres organisations » figurent en outre 5 autres entités de catégorie III (i. e. des ONG) :

- Association Internationale de la Mutualité (AIM)
- Avicenna Alliance
- European Hospital and Healthcare Federation (HOPE)
- European Public Health Association (EUPHA)
- European Social Insurance Platform AISBL (ESIP)

Il suffit ici de se reporter aux différentes informations concernant ce groupe pour mesurer l'oreille que la Commission prête à ses recommandations. L'onglet « informations supplémentaires » (Additional Information) de la page dédiée au groupe d'experts rapporte en effet que ce dernier a été renouvelé à deux reprises :
• Entre le 20 mars 2012 et le 13 octobre 2014, le groupe a tenu neuf meetings – à chaque fois en présence de commissaires européens ou de leurs collaborateurs, comme le soulignent l'agenda et les minutes de ces rencontres. Un dixième meeting a eu lieu le 10 septembre 2015, au bénéfice d'une extension de mandat accordée au groupe.

• Entre le 18 mai 2016 et le 26 avril 2018, le groupe renouvelé a tenu cinq meetings.
• Renouvelé une seconde fois, le groupe a tenu deux meetings entre le 13 septembre 2020 et le 4 décembre 2020.
Par ailleurs, la communication de la Commission européenne en date du 25 avril 2018 portant sur l'activation de la transformation numérique de la santé et du soin dans le Marché numérique unique notait que « le groupe des parties prenantes de eSanté a joué un rôle important » dans l'évolution du système.

Groupe d'experts de la Commission sur la politique relative au changement climatique (E03590)

Ce groupe, informel et permanent, a été inscrit au registre d'experts le 13/03/2018, sous le patronage du directorat général à l'action climatique. Très actif, le groupe a mené 47 meetings, principalement sur le registre de l'Union ou la liste des règles d'allocation gratuite & de fuites de carbone. Sa mission consiste à assister ce DG « dans l'implémentation de ses politiques et pour préparer ses actes délégués, plus particulièrement en lien avec les lois adoptées pour l'implémentation des Accords de Paris. De plus, le groupe peut assister le DG dans la préparation de propositions législatives et d'initiatives de politique, aussi bien que servir de forum pour la coordination et l'échange de vues, dans le domaine politique du climat, avec les États membres ».
Les tâches qui lui sont dévolues reprennent son descriptif de mission, mais il est aussi précisé que le groupe « fournit une expertise à la Commission lors de la préparation de mesures d'implémentation, i. e. avant que la Commission ne soumette ces projets de mesures au comité de comitologie ».

Le groupe d'experts se compose de 62 membres.

• **Type C :** Majoritaires, avec 30 membres. Ce sont pour l'essentiel des associations économiques et commerciales, i. e. des entités de catégorie II du registre de transparence. Seules cinq ONG font partie du groupe, mais non des moindres :

- Carbon Market Watch
- Climate Action Network EU
- Transport & Environment
- WWF European Policy Office
- International Federation of Industrial Energy Consumers

• **Type D :** 27 responsables d'États membres (type D).

• **Type E :** 5 membres, dont trois pays tiers : Islande, Liechtenstein, Norvège (soit les trois pays qui composent l'ONG EEA Grants).

Annexes

Annexe I

Les groupes d'experts de la Commission européenne

Nombre de meetings par thème

Thème	Nombre de meetings
Marché intérieur	727
Douanes	697
Recherche et innovation	600
Environnement	581
Transport	580
Agriculture	481
Santé publique	394
Entreprises	364
Justice et affaires intérieures	348
Autres	317
Sécurité alimentaire	205
Éducation	196
Protection des consommateurs	176
Fiscalité	152
Emploi et affaires sociales	150
Climat	149
Société de l'information	147
Énergie	137
Commerce extérieur	87
Culture	77
Administration	63
Pêche et affaires maritimes	60
Statistiques	58
Politique régionale	54
Droits humains	49
Affaires économiques et monétaires	48
Jeunesse	38
Prévention des fraudes	37
Formation	34
Communication	28
Développement	28
Sport	26
Protection civile	19
Sécurité nucléaire	15
Relations extérieures	8
Affaires institutionnelles	7
Budget	7
Langues et plurilinguisme	7
Élargissement	4
Concurrence	2

Nombre de groupes par thème

Groupes	Nombre
Recherche et innovation	139
Justice et affaires intérieures	95
Statistiques	93
Marché intérieur	92
Douanes	88
Entreprises	83
Environnement	83
Transport	74
Autres	65
Santé publique	59
Agriculture	58
Éducation	53
Emploi et affaires sociales	53
Fiscalité	51
Énergie	42
Société de l'information	40
Sécurité alimentaire	39
Protection des consommateurs	33
Affaires économiques et monétaires	26
Pêche et affaires maritimes	23
Climat	22
Commerce extérieur	20
Développement	17
Politique régionale	16
Relations extérieures	12
Droits humains	11
Culture	9
Formation	9
Protection civile	9
Administration	8
Concurrence	7
Prévention des fraudes	7
Jeunesse	6
Langues et plurilinguisme	6
Budget	5
Communication	5
Sport	5
Audiovisuel	4
Politique étrangère et de sécurité	4
Affaires institutionnelles	3
Aide humanitaire	3
Élargissement	3
Sécurité nucléaire	3

Annexe II

Répartition thématique des entités enregistrées

Répartition thématique de l'ensemble des entités

Thèmes	Entités enregistrées
Environnement	6 947
Recherche et innovation	6 455
Action pour le climat	5 702
Entreprises et industrie	5 342
Économie et société numériques	5 280
Marché unique	4 962
Énergie	4 789
Concurrence	4 550
Commerce	4 418
Consommateurs	4 197
Éducation et formation	4 146
Économie, finances et euro	3 953
Santé publique	3 863
Coopération internationale et développement	3 665
Emploi et affaires sociales	3 663
Transports	3 649
Fiscalité	3 407
Agriculture et développement rural	3 186
Justice et droits fondamentaux	3 164
Réseaux transeuropéens	3 118
Sécurité alimentaire	3 073
Politique régionale	2 991
Affaires institutionnelles	2 787
Relations extérieures	2 686
Communication	2 514
Jeunesse	2 358
Culture	2 194
Culture et médias	2 193
Douanes	2 117
Banque et finance	2 082
Affaires étrangères et politique de sécurité	1 981
Budget	1 859
Frontières et sécurité	1 725
Affaires maritimes et pêche	1 690
Aide humanitaire et protection civile	1 553
Élargissement	1 323
Migration et asile	983
Sport	961
Lutte contre la fraude	936
Politique européenne de voisinage	898

Répartition thématique de l'ensemble des ONG enregistrées

Thèmes	ONG enregistrées
Environnement	1 621
Éducation et formation	1 526
Recherche et innovation	1 493
Action pour le climat	1 364
Coopération internationale et développement	1 309
Justice et droits fondamentaux	1 229
Santé publique	1 223
Économie et société numériques	1 115
Jeunesse	1 079
Emploi et affaires sociales	1 018
Agriculture et développement rural	923
Énergie	884
Politique régionale	838
Consommateurs	795
Culture	757
Sécurité alimentaire	749
Aide humanitaire et protection civile	732
Relations extérieures	730
Réseaux transeuropéens	719
Entreprises et industrie	718
Communication	696
Commerce	658
Marché unique	635
Culture et médias	633
Économie, finances et euro	604
Transports	597
Affaires étrangères et politique de sécurité	582
Affaires institutionnelles	557
Concurrence	508
Budget	466
Migration et asile	460
Affaires maritimes et pêche	459
Frontières et sécurité	446
Fiscalité	439
Élargissement	367
Banque et finance	343
Politique européenne de voisinage	327
Sport	269
Douanes	214
Lutte contre la fraude	164

Annexe II

Répartition thématique des entités enregistrées

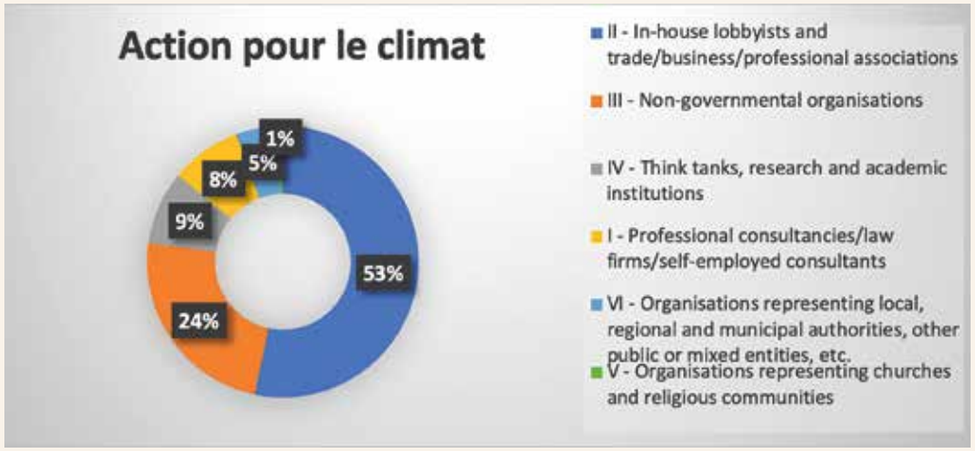
Répartition thématique des ONG enregistrées (en part d'entités au sein de chaque thématique)

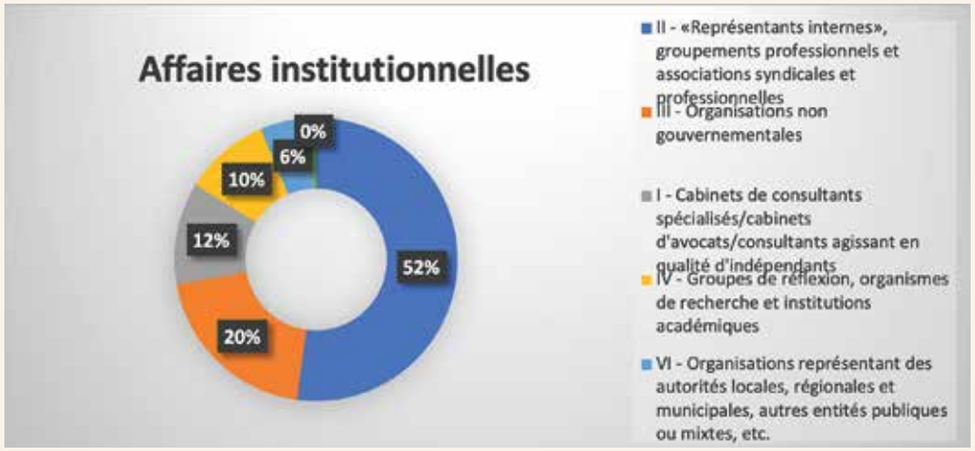
Les cases jaunes soulignent les thématiques où les ONG sont les entités les plus nombreuses.

Thèmes	ONG en %
Aide humanitaire et protection civile	47%
Migration et asile	47%
Jeunesse	46%
Justice et droits fondamentaux	39%
Éducation et formation	37%
Coopération internationale et développement	36%
Politique européenne de voisinage	36%
Culture	34%
Santé publique	32%
Affaires étrangères et politique de sécurité	29%
Agriculture et développement rural	29%
Culture et médias	29%
Communication	28%
Élargissement	28%
Emploi et affaires sociales	28%
Politique régionale	28%
Sport	28%
Affaires maritimes et pêche	27%
Relations extérieures	27%
Frontières et sécurité	26%
Budget	25%
Sécurité alimentaire	25%
Action pour le climat	24%
Environnement	23%
Recherche et innovation	23%
Réseaux transeuropéens	23%
Économie et société numériques	21%
Affaires institutionnelles	20%
Consommateurs	19%
Énergie	19%
Banque et finance	17%
Lutte contre la fraude	17%
Transports	17%
Commerce	15%
Économie, finances et euro	15%
Entreprises et industrie	13%
Fiscalité	13%
Marché unique	13%
Concurrence	11%
Douanes	10%

Annexe III

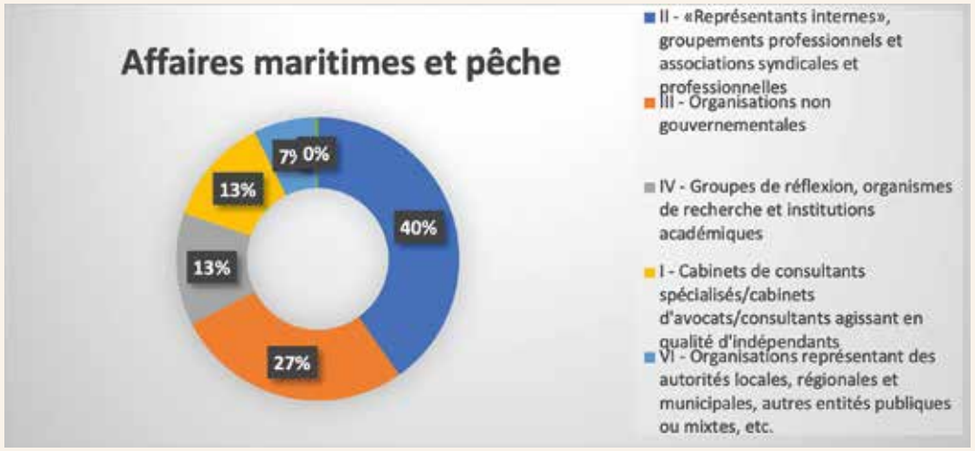
Répartition thématique détaillée des entités

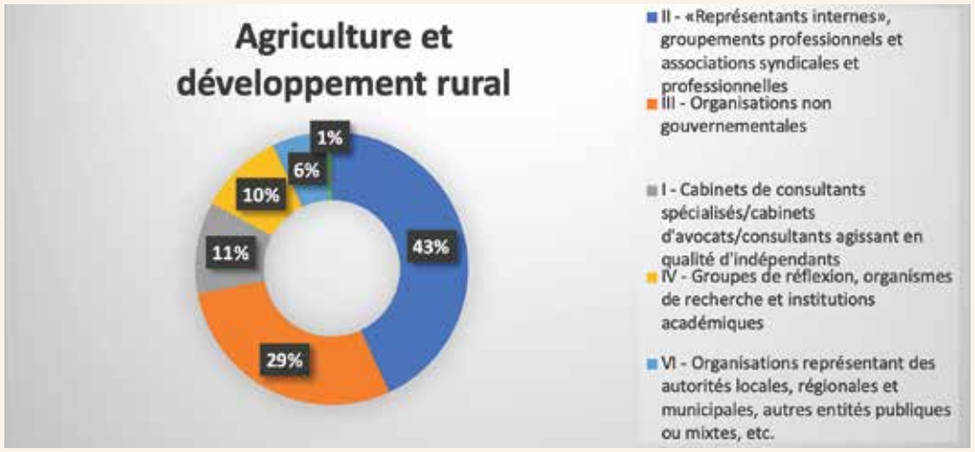


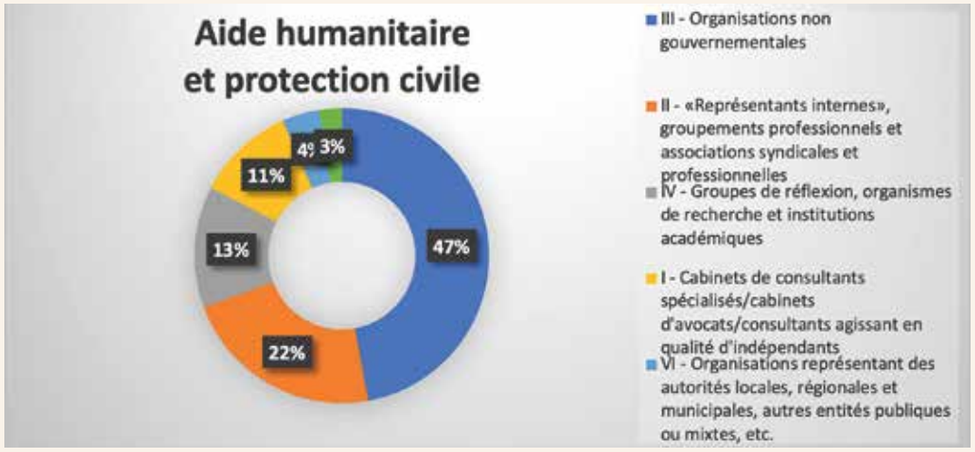


Annexe III

Répartition thématique détaillée des entités

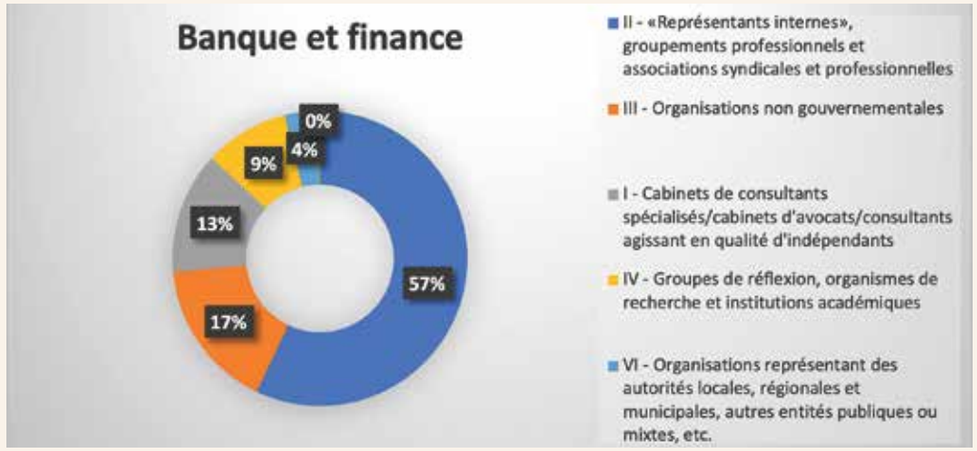


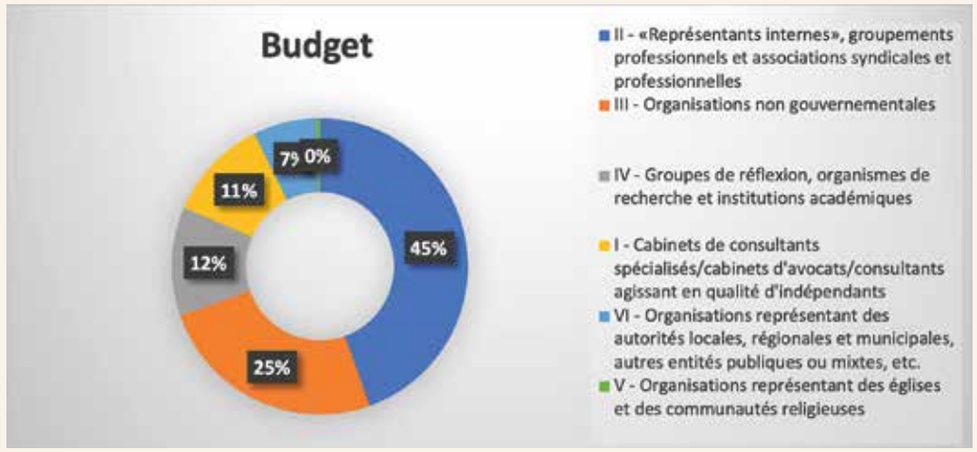


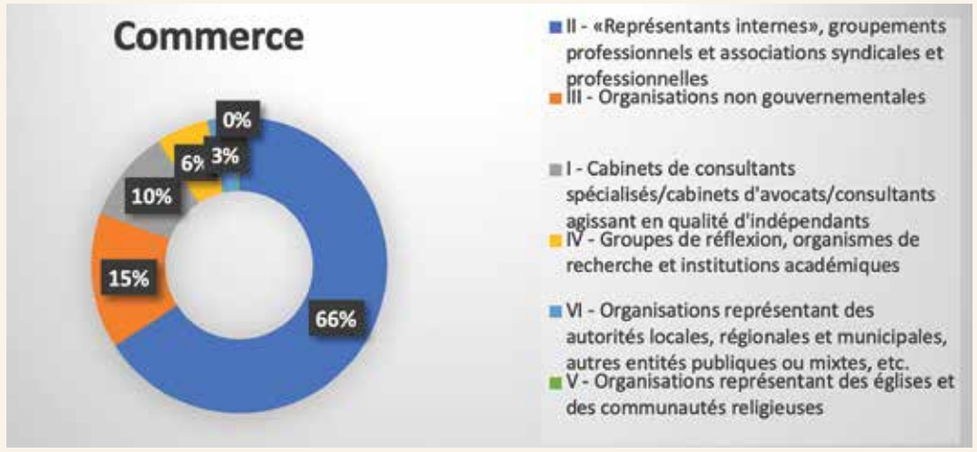


Annexe III

Répartition thématique détaillée des entités

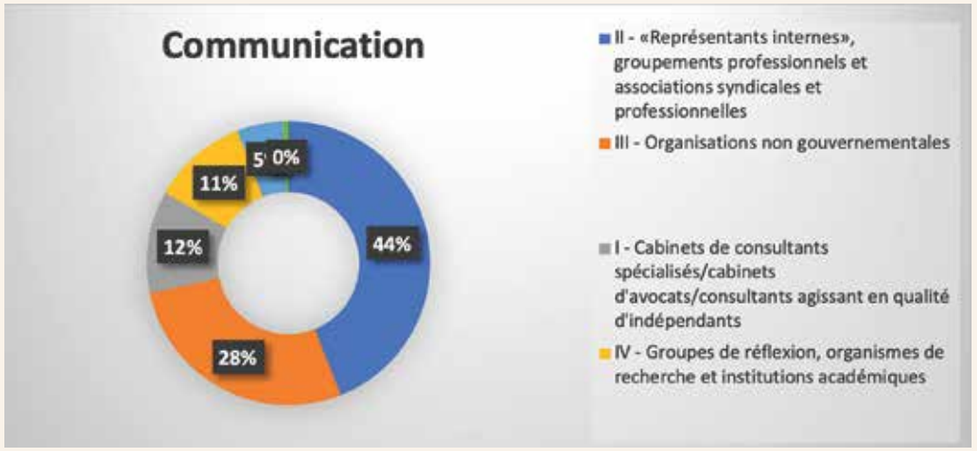


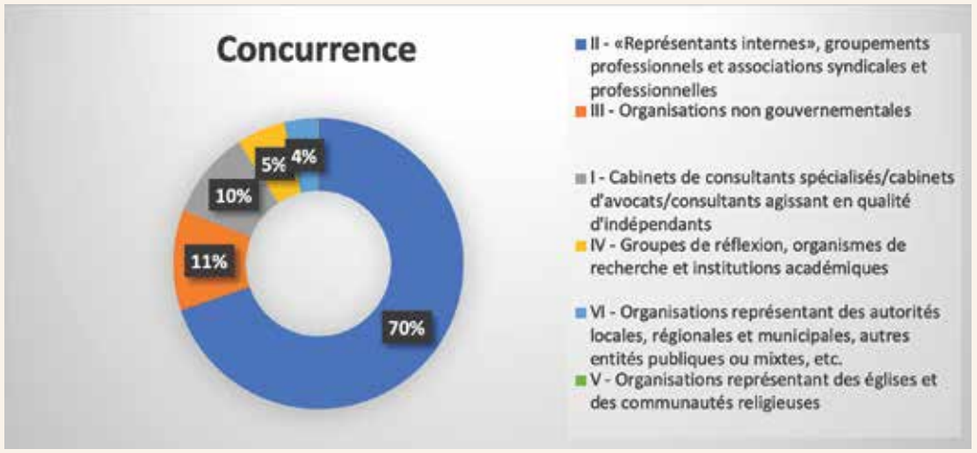


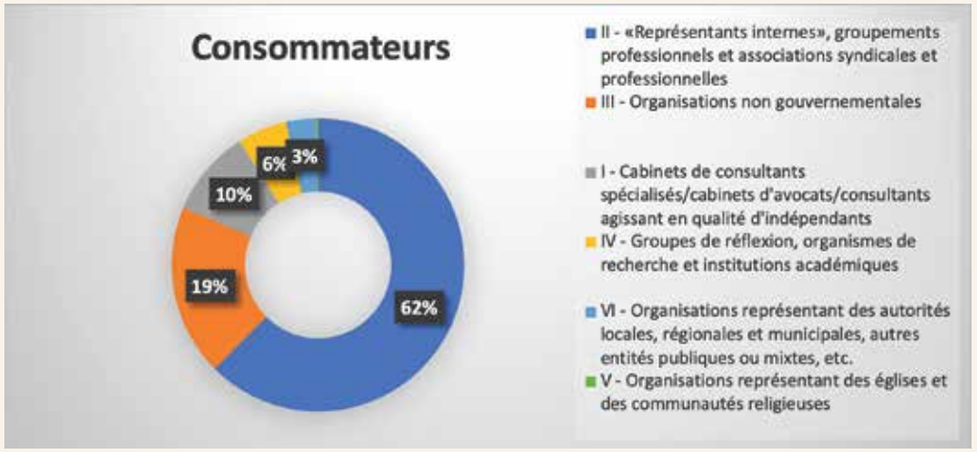


Annexe III

Répartition thématique détaillée des entités

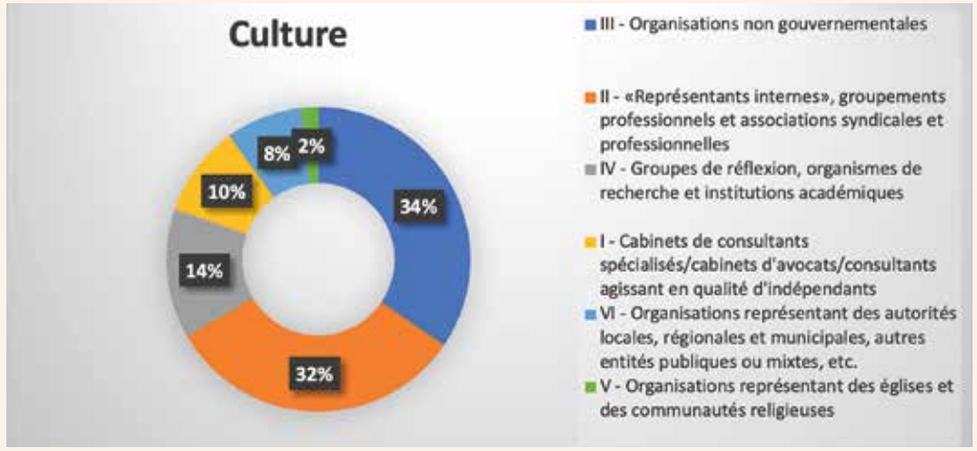






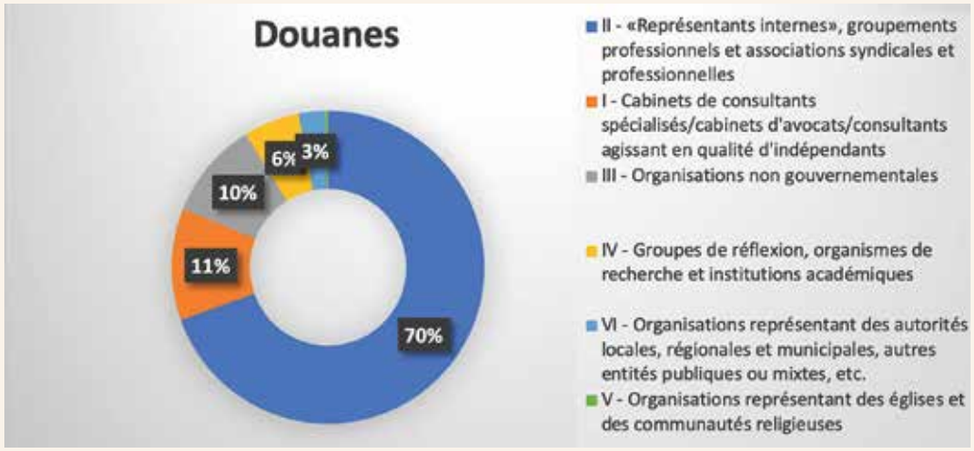
Annexe III

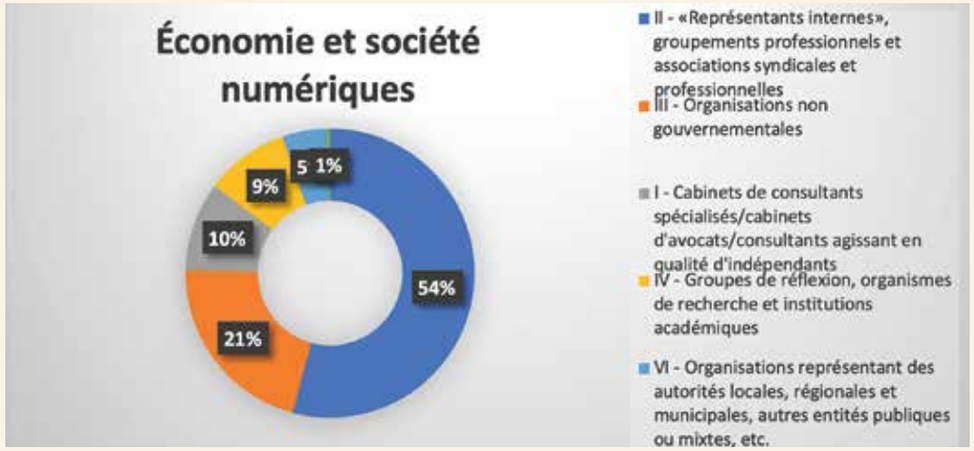
Répartition thématique détaillée des entités

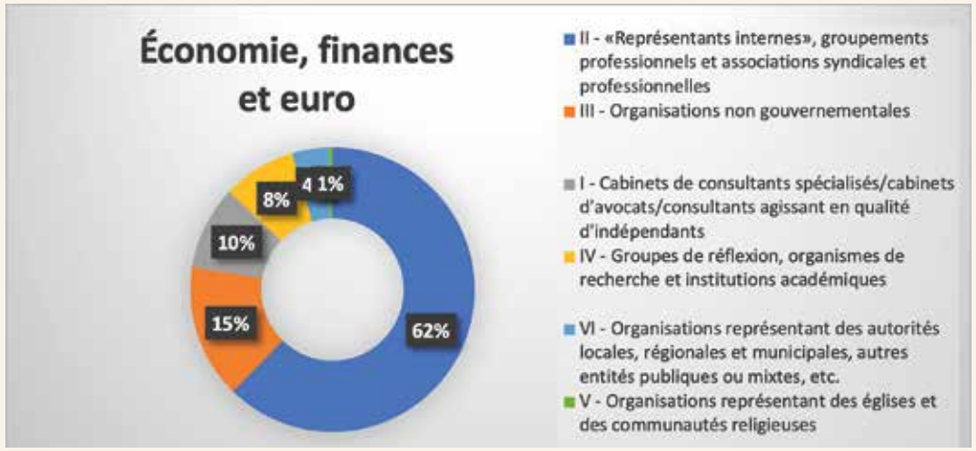


Annexe III

Répartition thématique détaillée des entités

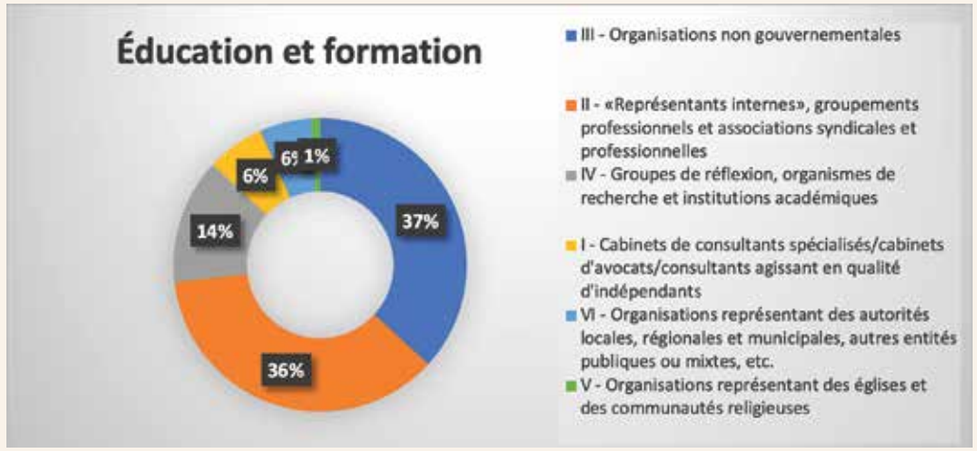


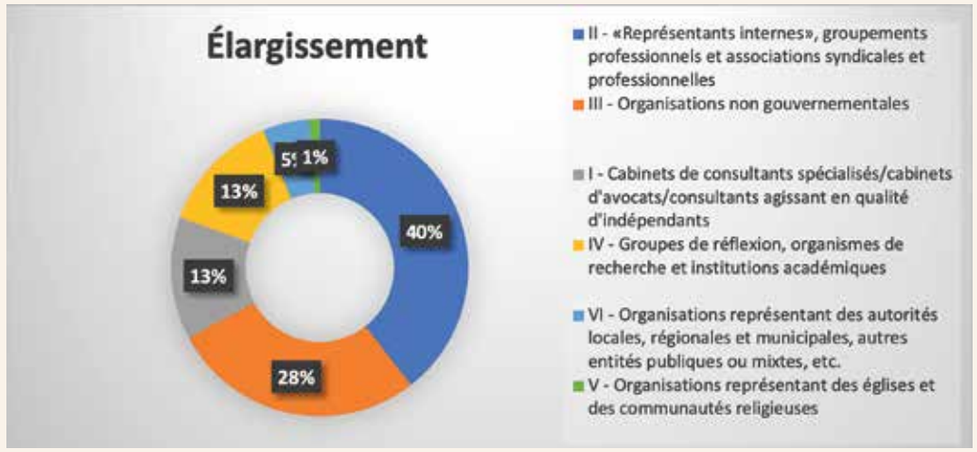




Annexe III

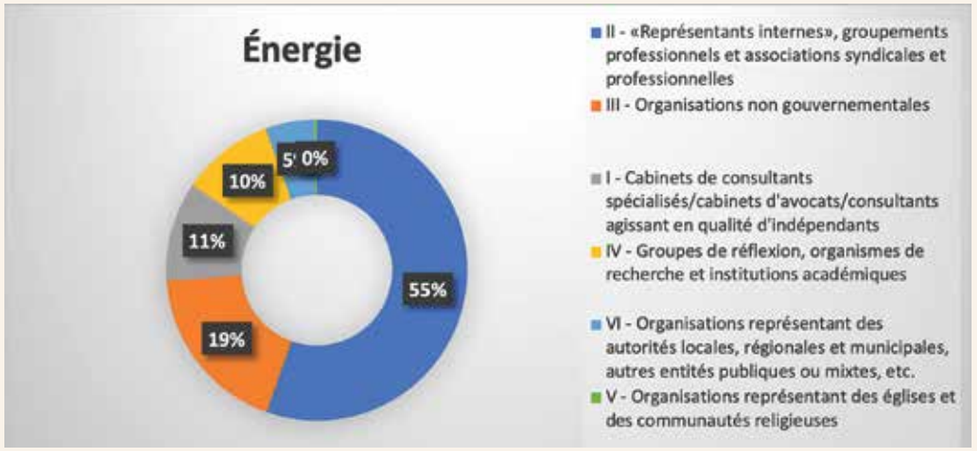
Répartition thématique détaillée des entités

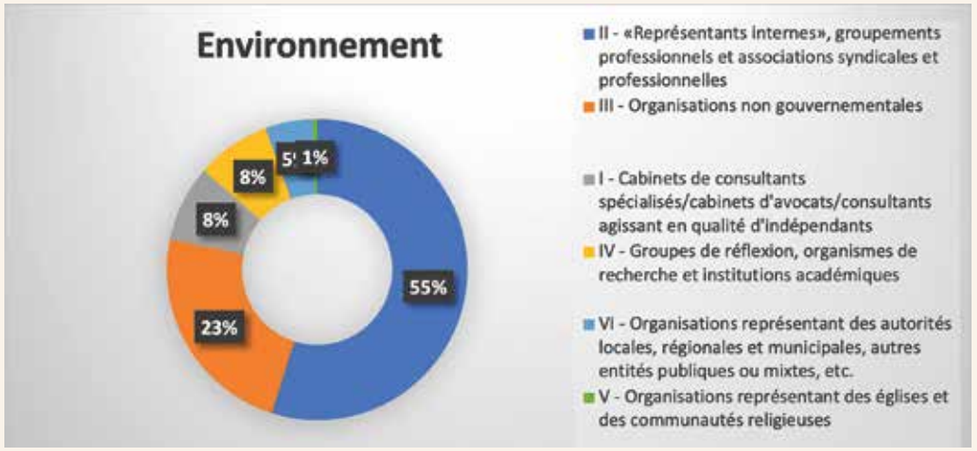




Annexe III

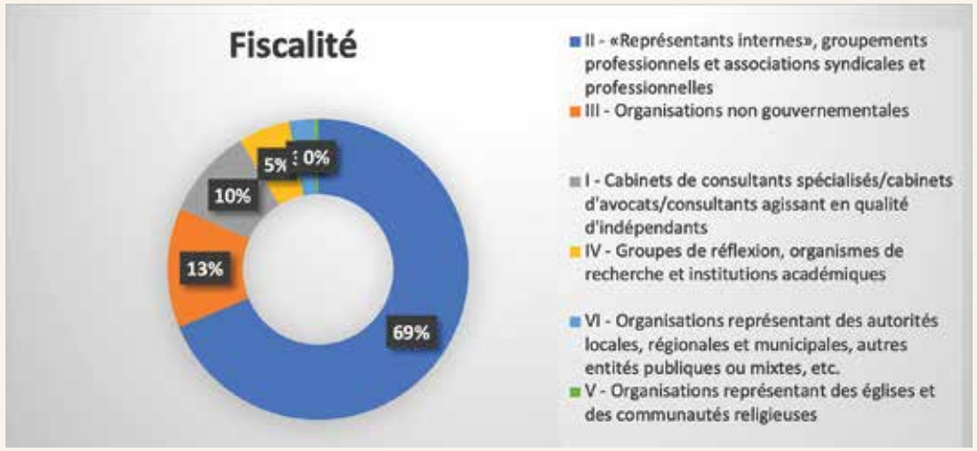
Répartition thématique détaillée des entités

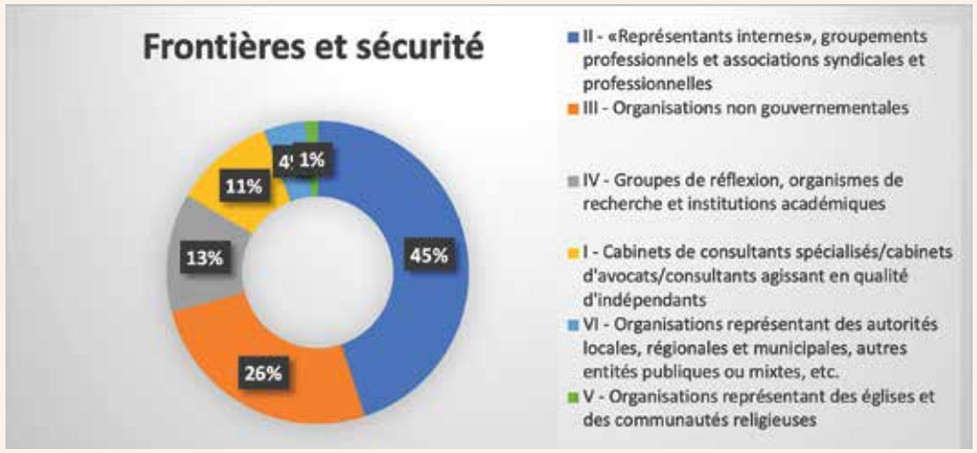


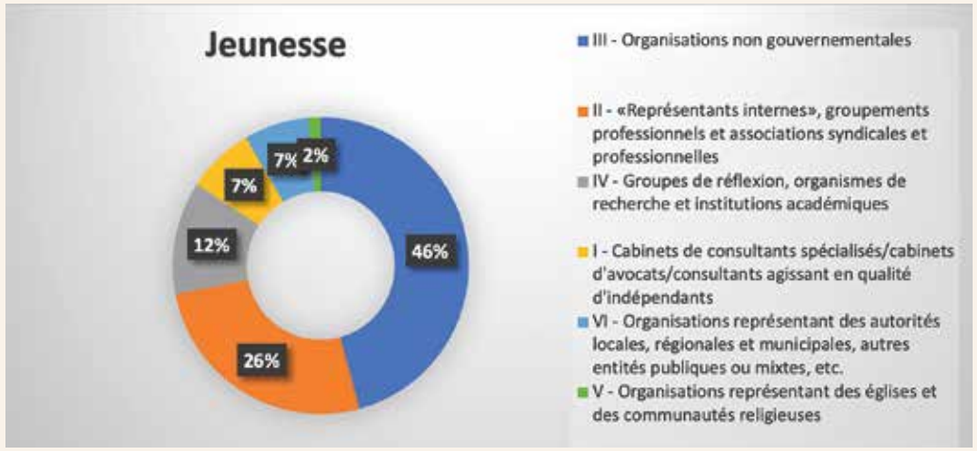


Annexe III

Répartition thématique détaillée des entités

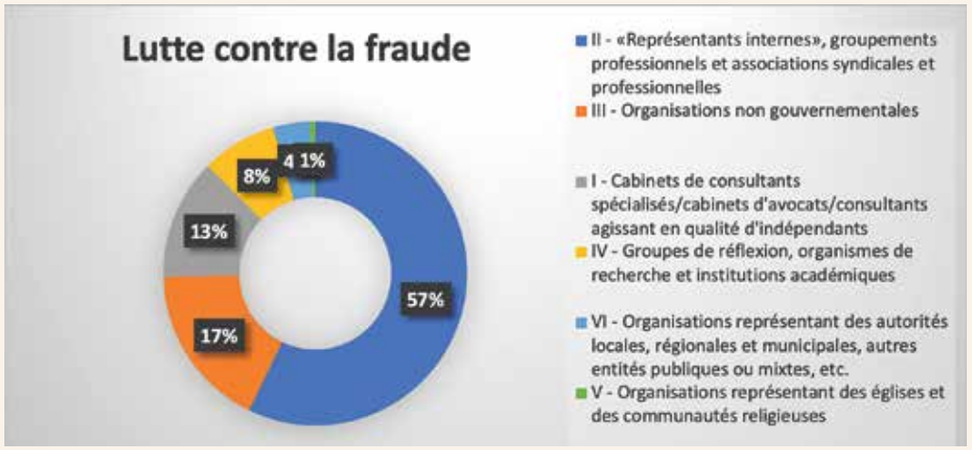


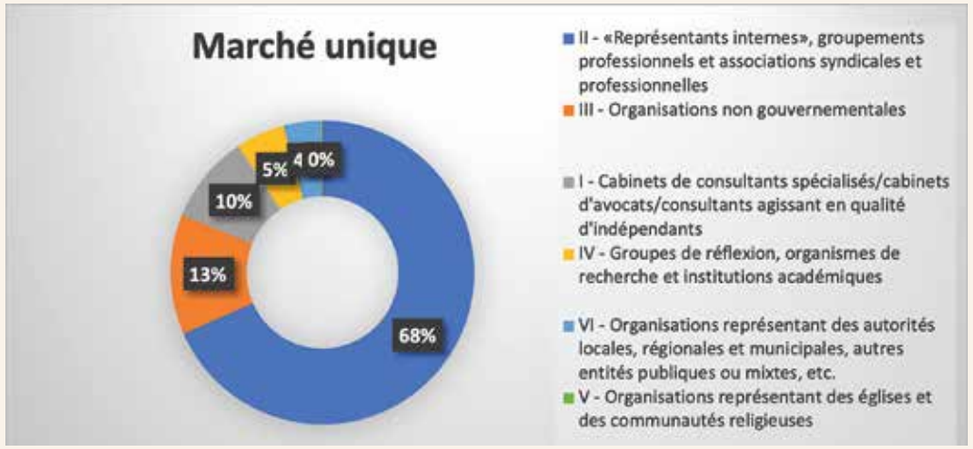




Annexe III

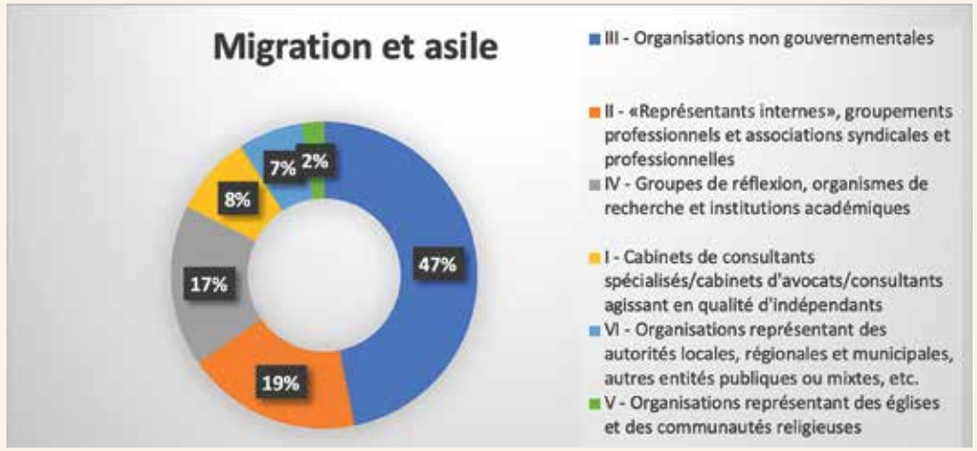
Répartition thématique détaillée des entités

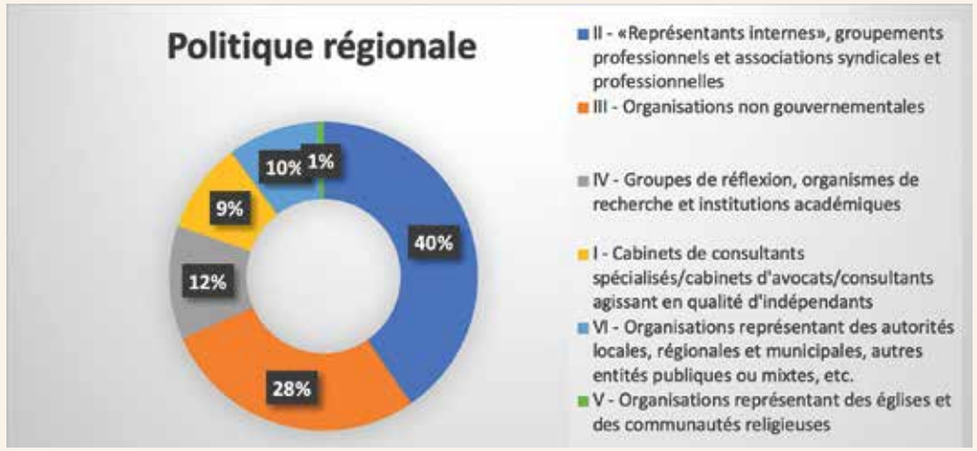




Annexe III

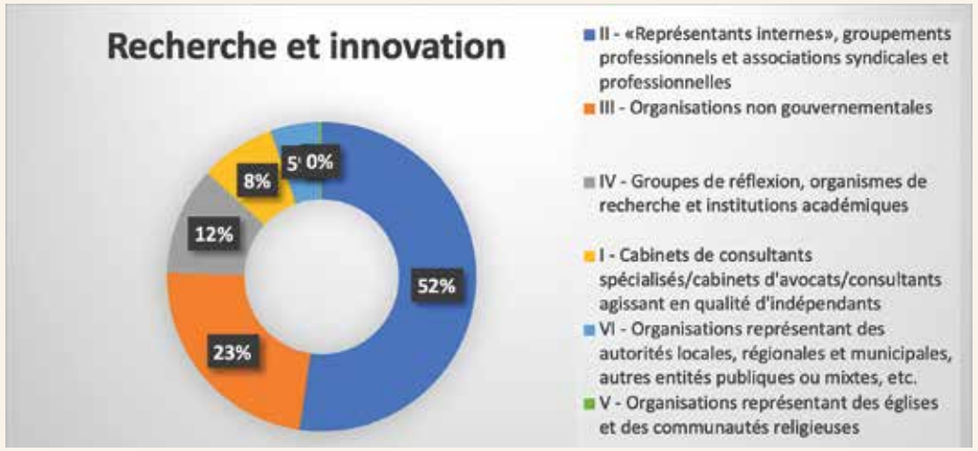
Répartition thématique détaillée des entités

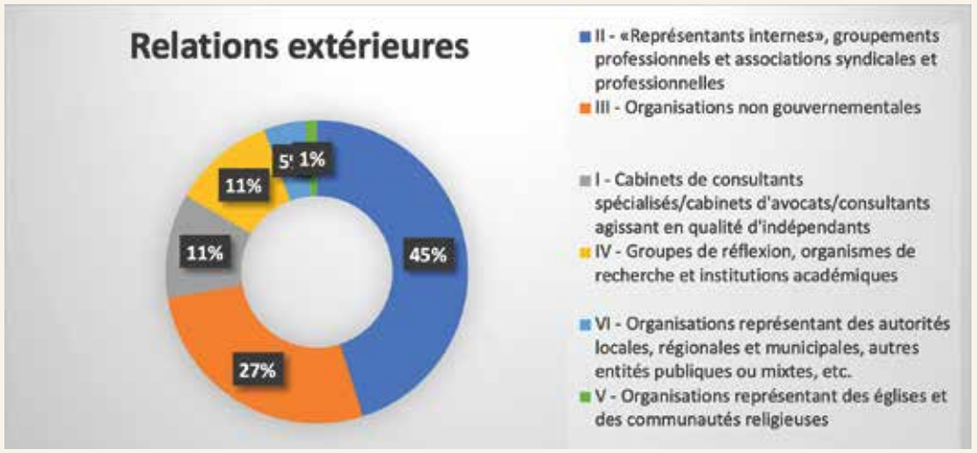


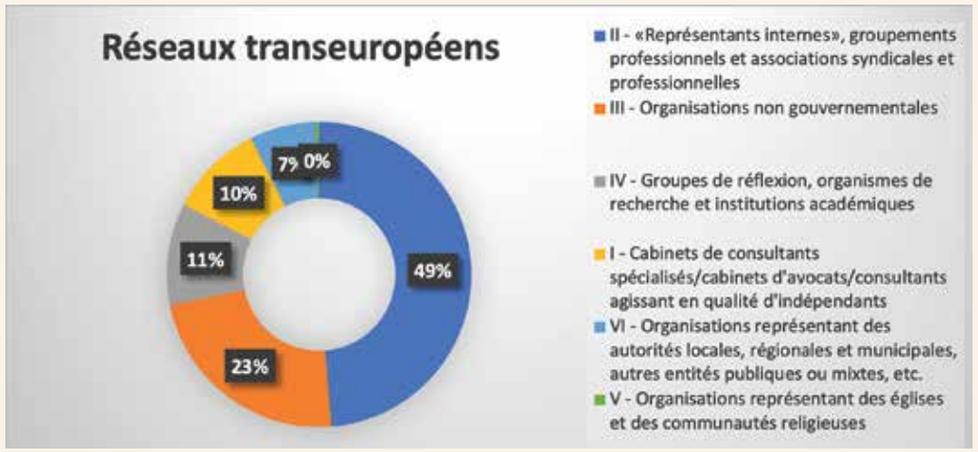


Annexe III

Répartition thématique détaillée des entités

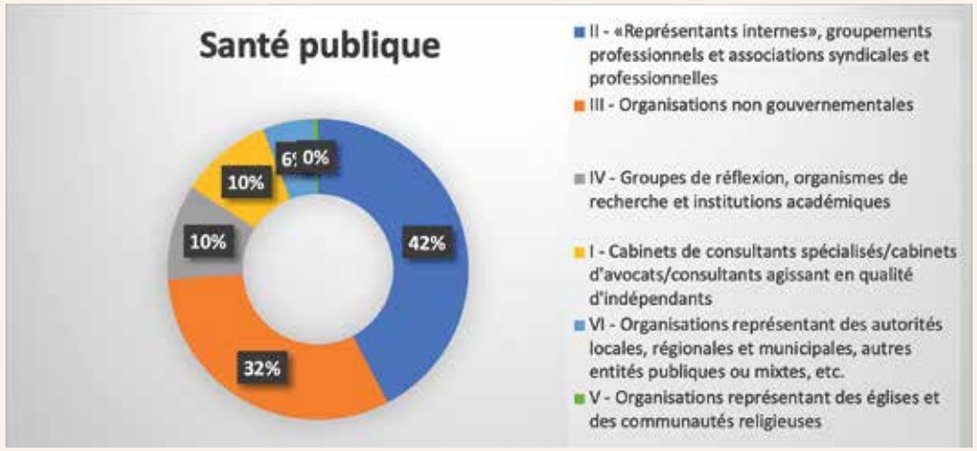


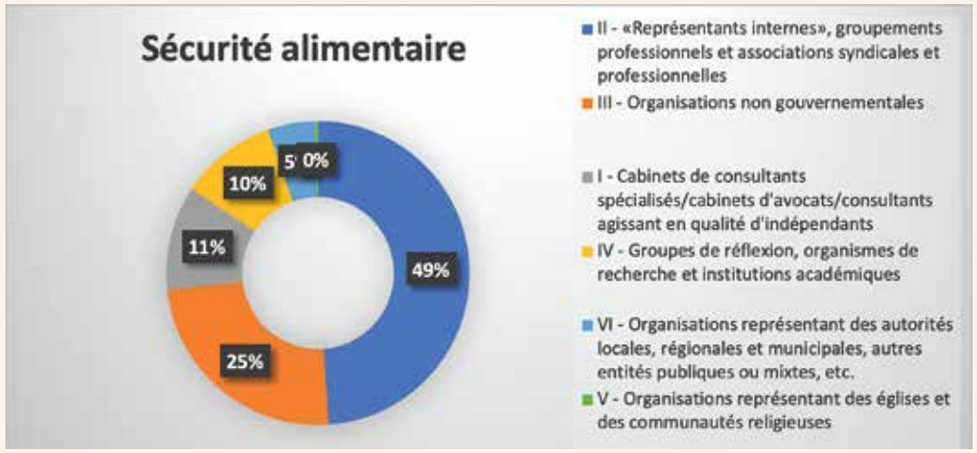


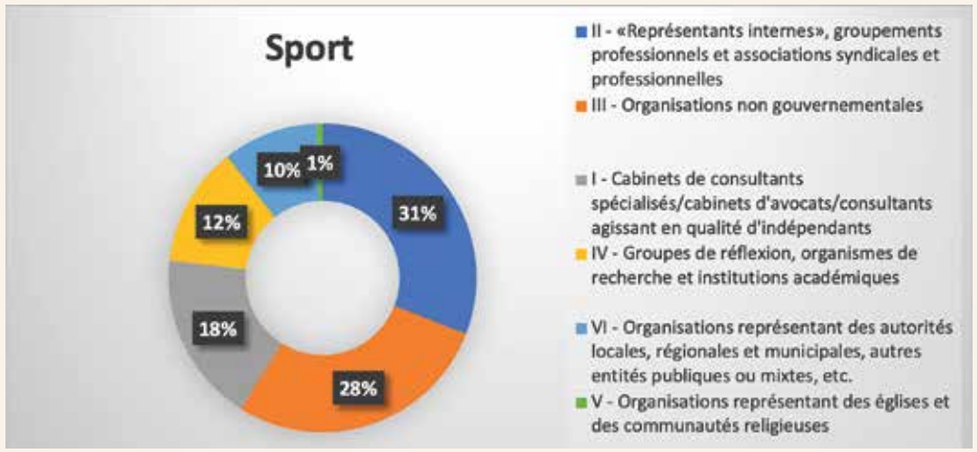


Annexe III

Répartition thématique détaillée des entités

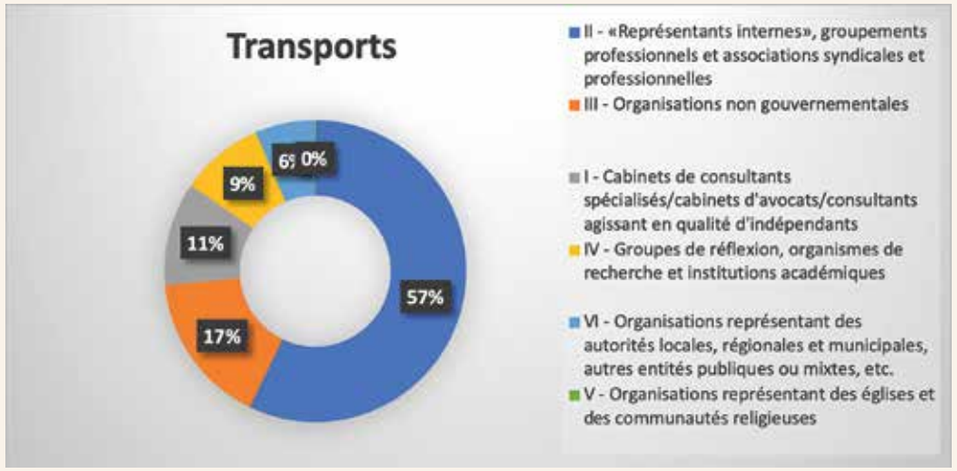






Annexe III

Répartition thématique détaillée des entités



Annexe IV

Classements

Top 100 des ONG les plus budgétées

Nom de l'organisation	Budget	Pays
Bill & Melinda Gates Foundation (BMGF)	33 578 111 937	United States
Consejo General de la Ingeniería Técnica Industrial (COGITI)	2 000 000 000	Spain
Médecins Sans Frontières International (MSF International)	1 632 123 000	Switzerland
British Council (BC)	1 44 9457 120	United Kingdom
SOS Children's Villages International (SOS CVI)	1 262 833 000	Austria
Croix Rouge Française (CRf)	1 191 621 584	France
Allgemeiner Deutscher Automobil-Club e.V. (ADAC e.V.)	1 007 545 702	Germany
Swiss National Science Foundation (SNSF)	965 842 000	Switzerland
European AIDS Clinical Society (EACS)	795 056 010	Belgium
Cancer Research UK (CRUK)	754 887 795	United Kingdom
The Pew Charitable Trusts (Pew)	690 343 782	United States
International Rescue Committee Belgium (IRC Belgium)	603 692 485	United States
European Internet Forum (EIF)	598 743 604	Belgium
Women Environmental Programme (WEP)	532 207 958	Nigeria
ACTION CONTRE LA FAIM (ACF)	450 000 000	France
World Economic Forum (WEF)	321 704 658	Switzerland
The Minderoo Foundation Pty Ltd ATF The Minderoo Foundation Trust	318 868 200	Australia
Brot für die Welt (BfdW)	312 661 608	Germany
VolkswagenStiftung	276 683 406	Germany
PATH	250 443 924	United States
Deutsche Welthungerhilfe e.V. (WHH)	249 700 000	Germany
Österreichischer Automobil-, Motorrad- und Touring Club (ÖAMTC)	242 829 508	Austria
Bischöfliches Hilfswerk MISEREOR e.V. (MISEREOR)	232 300 000	Germany
Deutscher Caritasverband e. V. (DCV)	194 592 840	Germany
SNV - NETHERLANDS DEVELOPMENT ORGANISATION (SNV)	193 074 356	Netherlands
International Baccalaureate Organization (IBO)	191 527 000	Switzerland
Concern Worldwide	189 481 000	Ireland
Coalition for Epidemic Preparedness Innovations (CEPI)	188 730 392	Norway
KWF Kankerbestrijding (KWF)	185 254 000	Netherlands
Les Restaurants du Cœur	185 175 000	France
King Baudouin Foundation (KBF)	183 247 580	Belgium
Christian Aid	180 120 513	United Kingdom
Royal Society for the Protection of Birds (RSPB)	165 989 000	United Kingdom
Stichting Cordaid (Cordaid)	16 3875 000	Netherlands
SUISA, Genossenschaft der Urheber und Verleger von Musik (SUISA)	154 636 000	Switzerland
Society for Human Resource Management (SHRM)	152 753 257	United States
ASSOCIATION FEDERATION HANDICAP INTERNATIONAL (HI)	151349037	France
British Heart Foundation (BHF)	146 100 000	United Kingdom
Royal Society for the Prevention of Cruelty to Animals (RSPCA)	145 268 180	United Kingdom
FONDAZIONE CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCIE LOMBARDE	144 856 451	Italy
Deutsches Rotes Kreuz e.V. (DRK)	136 251 331	Germany
European Cancer Patient Coalition (ECPC)	132 464 772	Belgium
Bertelsmann Stiftung	130 327 399	Germany
Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN)	129 300 000	United States
DKMS gemeinnützige GmbH (DKMS)	121 668 199	Germany
Dogs Trust	109 542 000	United Kingdom
Wikimedia Foundation (WMF)	106 149 600	United States

Annexe IV

Classements

Nom de l'organisation	Budget	Pays
Arbeiter-Samariter-Bund Deutschland e.V. (ASB)	105 856 591	Germany
Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie (ANPAA)	105 300 000	France
Verband der Ersatzkassen e.V. (vdek)	104 709 236	Germany
American Association for the Advancement of Science (AAAS)	104 457 459	United States
WaterAid	103 855 681	United Kingdom
Open Doors International (ODI)	103 580 579	United States
Natuurmonumenten (NM)	98 800 000	Netherlands
Solidarités International (SI)	98 138 797	France
Comisión Española de Ayuda al Refugiado (CEAR)	94 173 599	Spain
National Geographic Society (NGS)	93 745 041	United States
Kræftens Bekæmpelse	93 456 000	Denmark
DanChurchAid (DCA)	92 698 725	Denmark
WWF Deutschland (WWF)	92 415 296	Germany
National Wildlife Federation (NWF)	88 589 009	United States
Asociación Española Contra el Cáncer (AECC)	86 678 316	Spain
The HALO Trust (HALO)	85 634 650	United Kingdom
CBM Christoffel-Blindenmission Christian Blind Mission (CBM)	84 331 000	Germany
Hyresgästföreningen / The Swedish Union of Tenants (SUT)	83 152 800	Sweden
Landessportverband Baden-Württemberg e. V. (LSVBW)	82 620 025	Germany
Institut National de Recherche et de Sécurité (INRS)	79 001 850	France
European Climate Foundation (ECF)	76 713 971	Netherlands
Friedrich-Naumann-Stiftung für die Freiheit (FNF)	76 693 580	Germany
Swedish Red Cross (SRC)	74 863 000	Sweden
Human Rights Watch (HRW)	74 172 000	United States
The International Aids Vaccine Initiative Inc (IAVI)	71 626 380	United States
Relief International-UK (RI-UK)	71 402 000	United Kingdom
Voluntary Service Overseas (VSO)	69 566 000	United Kingdom
Rainforest Alliance (RA)	69 481 526	Netherlands
The British Academy	68 658 870	United Kingdom
Fondazione Telethon (FTELE)	67 676 000	Italy
Stiftung Mercator	63 400 000	Germany
Drugs for Neglected Diseases initiative (DNDi)	63 270 937	Switzerland
Stiftung Hilfswerk der Evangelischen Kirchen Schweiz (HEKS/EPER)	62 919 000	Switzerland
Global Alliance for Tuberculosis Drug Development (TB Alliance)	60 830 625	United States
CARE Deutschland e.V. (CARE DE)	58 546 775	Germany
Centre for Process Innovation Limited (CPI)	57 318 466	United Kingdom
World Wide Fund for Nature - Netherlands (WWF-NL)	56 925 000	Netherlands
C.I.D.A.S. - Cooperativa Inserimento Disabili Assistenza Solidarietà - Soc. Coop. a r.l. Società Cooperativa Sociale – I.S. (C.I.D.A.S.)	56 120 206	Italy
Norwegian Cancer Society (NCS)	56 117 000	Norway
Alliance to End Plastic Waste, Inc.	55 629 000	Singapore
Koninklijke Nederlandse Toeristenbond ANWB (ANWB)	55 590 299	Netherlands
Parkinsons's UK	52 876 712	United Kingdom
Stichting Aidsfonds - Soa Aids Nederland (Aidsfonds)	52 814 000	Netherlands
Foundation for Innovative New Diagnostics (FIND)	51 950 599	Switzerland
Verbraucherzentrale Nordrhein-Westfalen e.V. (VZ NRW)	49 045 016	Germany

Annexe IV

Classements

Nom de l'organisation	Budget	Pays
Diakonie Katastrophenhilfe (DKH)	49 037 528	Germany
AVSI Foundation	47 841 080	Italy
Center for Reproductive Rights, Inc.	46 989 755	United States
Naturschutzbund Deutschland e.V. (NABU)	45 966 270	Germany
Kirkon Ulkomaanapu sr (Finn Church Aid) (FCA)	45 912 743	Finland
Stichting Koninklijk Nederlands Normalisatie Instituut (NEN)	45 907 000	Netherlands
The National Center for Missing and Exploited Children (NCMEC)	45 653 500	United States
AIDES	44 853 122	France

Classement des ONG selon leur personnel

Nom de l'organisation	Nombre de personnes concernées
Asociación para la Defensa de la Naturaleza (WWF España)	50
Citizens' Climate Europe (CCL EU)	50
Transparency International (TI)	48
Ελληνικό Δίκτυο ΦΙΛΟΙ της ΦΥΣΗΣ (ΦτΦ | NFGR)	48
International Crisis Group (ICG)	46
Associazione Europea Ferrovieri (AEC)	43
Verbraucherzentrale Bundesverband (vzbv)	41
European Young Engineers MTÜ (EYE)	40
ONDAID - OBSERVATÓRIO NACIONAL PARA A DEFESA DOS ANIMAIS E INTERESSES DIFUSOS, ASSOCIAÇÃO (ONDAID)	40
WWF Deutschland (WWF)	39
GLOBSEC (GLOBSEC)	37
Deusto Foundation - Basque Institute of Competitiveness (Orkestra) (FD)	37
European Migraine and Headache Alliance (EMHA)	36
Europeana Network Association (ENA)	36
WWF European Policy Programme (WWF EPO)	35
European Environmental Bureau (EEB)	35
Transport and Environment (European Federation for Transport and Environment) (T&E)	35
OZ Bez bariéry - Národná platforma proti bariéram (BB - NPPB)	35
Organización Mundial de Ciudades y Gobiernos Locales Unidos - United Cities and Local Governments (UCLG)	35
Bureau Européen des Unions de Consommateurs (BEUC)	33
The Pew Charitable Trusts (Pew)	33
Stichting Solidaridad Nederland (Solidaridad)	33
Naturschutzbund Deutschland e.V. (NABU)	32
Társaság a Szabadságjogokért (TASZ)	32
The Applied Research Institute - Jerusalem (ARIJ)	32
Asociatia Moldova Vrea Autostrada (MVA)	30
Institute of Entrepreneurship Development (IED)	30
Fundación Secretariado Gitano (FSG)	30
European Federation of Clinical Chemistry and Laboratory Medicine (EFLM)	30
Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles (AFPCN)	30
Comisión Española de Ayuda al Refugiado (CEAR)	30

Annexe IV

Classements

Classement des ONG par équivalent temps plein (ETP)

Nom de l'organisation	Équivalent temps plein (ETP)
Asociación para la Defensa de la Naturaleza (WWF España)	39,75
Deusto Foundation - Basque Institute of Competitiveness (Orkestra) (FD)	37
Organización Mundial de Ciudades y Gobiernos Locales Unidos - United Cities and Local Governments (UCLG)	34,75
The Pew Charitable Trusts (Pew)	33
European Environmental Bureau (EEB)	32
Stichting Solidaridad Nederland (Solidaridad)	31
Institute of Entrepreneurship Development (IED)	29
Unión Nacional de Instituciones para el Trabajo de Acción Social (UNITAS)	28
European Youth Forum (YFJ)	27,5
WWF European Policy Programme (WWF EPO)	26,25
Transparency International (TI)	25
Bureau Européen des Unions de Consommateurs (BEUC)	24,75
EUROPEAN MEDICINES VERIFICATION ORGANISATION (EMVO)	23
Ελληνικό Δίκτυο ΦΙΛΟΙ της ΦΥΣΗΣ (ΦτΦ | NFGR)	20,75
ONDAID - OBSERVATÓRIO NACIONAL PARA A DEFESA DOS ANIMAIS E INTERESSES DIFUSOS, ASSOCIAÇÃO (ONDAID)	20
Eurocities	20
Marevivo Onlus (Marevivo)	20
Arbeitskreis Integrated Reporting und Sustainable Management der Schmalenbach-Gesellschaft für Betriebswirtschaft e.V. (Working Group on Integrated Reporting and Sustainable Management of the Schmalenbach-Gesellschaft für Betriebswirtschaft) (AKIR)	20
The Applied Research Institute - Jerusalem (ARIJ)	19,75
Forbrugerrådet Tænk (the Danish Consumer Council)	19,75
International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC)	19,75
WWF Deutschland (WWF)	19
Caritas Europa (Caritas Europa)	19
Erasmus Student Network (ESN)	18,5
Plastic Soup Foundation	18,25
Netherlands Helsinki Committee (NHC)	18,25
C.R.E.A.M. Europe PPP Alliance (C.R.E.A.M.)	18
World Wide Fund for Nature - Greece (WWF Greece)	18
Instituto Padre António Vieira (IPAV)	18
Health Care Without Harm Europe (HCWH Europe)	18

Annexe V

ONG subventionnées par l'Europe

Nous avons ici pris comme échantillon les ONG présentées dans les top 10 d'Integrity Watch.

Financement par l'Union Européenne – notamment au travers de ses différents programmes.

ONG	Subvention européenne
Access Now Europe	Oui
ActionAid	Oui
Alliance for Logistics Innovation through Collaboration in Europe (ALICE)	Oui
Better Finance	Oui
Bibliothèques Sans Frontières (BSF)	Oui
British Council	Oui
Bureau Européen des Unions de Consommateurs	Oui
Carbon Market Watch	Oui
CARE International Aisbl	Oui
CARITAS Europa	Oui
CEE Bankwatch Network	Oui
ClientEarth	Oui
Climate Action Network Europe	Oui
Climate Alliance	Oui
CONCORD Europe	Oui
Confederation of Family Organisations in the European Union (COFACE)	Oui
Conseil Européen des Jeunes Agriculteurs (CEJA)	Oui
Corporate and Social Responsibility (CSR) Europe	Oui
Digitalcourage e.V.	Oui
Eastern Partnership Civil Society Forum	Oui
ECRE	Oui
Energy Cities	Oui
Environmental Justice Foundation	Oui
Equinet	Oui
EU-Japan Centre for Industrial Cooperation	Oui
EUN Partnership aisbl	Oui
Eurocities	Oui
Eurodiaconia	Oui
EuroMed Rights / EuroMed Droits	Oui
Europa Nostra	Oui
European Alcohol Policy Alliance (Eurocare)	Oui
European Anti Poverty Network (EAPN)	Oui
European Association for the Co-ordination of Consumer Representation in Standardisation (ANEC)	Oui
European Association of service providers for persons with disabilities (EASPD)	Oui
European Blind Union	Oui
European Business Summit Network	Oui
European Chamber of Commerce in Vietnam (EuroCham)	Oui
European Conservation Agriculture Federation (ECAF)	Oui
European Cyclists' Federation	Oui
European Digital Rights (EDRi)	Oui
European Disability Forum (EDF)	Oui

Annexe V

ONG subventionnées par l'Europe

ONG	Subvention européenne
European Endowment for Democracy (EED)	Oui
European Environmental Bureau	Oui
European Federation of National Organisations working with the Homeless (FEANTSA)	Oui
European Festivals Association	Oui
European Health Forum Gastein	Oui
European Institute of Peace (EIP)	Oui
European Law Institute	Oui
European Network Against Racism	Oui
European Network on Debt and Development (Eurodad)	Oui
European Organisation for Rare Diseases (Eurordis)	Oui
European Public Health Alliance (EPHA)	Oui
European Regions Research and Innovation Network	Oui
European Road Transport Research Advisory Council (ERTRAC)	Oui
European Transport Safety Council (ETSC)	Oui
European University Association (EUA)	Oui
European Women's Lobby	Oui
European Youth Forum (EYF)	Oui
Europeana Foundation	Oui
Federation of Associations for Hunting & Conservation of the EU (FACE)	Oui
Fern	Oui
Finance Watch	Oui
Friends of the Earth Europe	Oui
ILGA-Europe	Oui
International Alliance of Catholics social justice organisations	Oui
International Council on Clean Transportation	Oui
International Crisis Group	Oui
International Federation for Human Rights	Oui
International Financial Reporting Standards (IFRS) Foundation	Oui
International Partnership for Human Rights	Oui
International Rescue Committee Belgium	Oui
International Union for Conservation of Nature EU (IUCN EURO)	Oui
Lumos Foundation	Oui
Macra na Feirme (Macra)	Oui
Médecins Sans Frontières International	Oui
OCEANA	Oui
Oxfam-Solidarité	Oui
PICUM	Oui
Royal Society for the Protection of Birds (RSPB)	Oui
Rural Support for Europe (RISE) Foundation	Oui
Seas At Risk	Oui
SGI Europe	Oui
Social Platform	Oui
SolidarityNow (SN)	Oui

Annexe V

ONG subventionnées par l'Europe

ONG	Subvention européenne
Stichting BirdLife Europe	Oui
Stichting ERGO Network	Oui
Stichting Fair Trade Advocacy Office (FTAO)	Oui
Sustainable Development Institute (SDI)	Oui
The Nature Conservancy in Europe	Oui
Transparency International	Oui
Transport and Environment	Oui
Victim Support Europe (VSE)	Oui
Voluntary Organisations in Cooperation in Emergencies (VOICE asbl)	Oui
Wellcome Trust	Oui
World Economic Forum	Oui
WWF	Oui
ACT Alliance EU	Non
AHEPA 610 Brussels	Non
Allied for Startups asbl (AFS)	Non
Amnesty International Europe	Non
Association of European Performers' Organisations	Non
Association of European Performers' Organisations (AEPO-ARTIS)	Non
Avaaz Foundation	Non
Bertelsmann Stiftung	Non
BLOOM Association	Non
British in Europe (BiE)	Non
Bundesarbeitsgemeinschaft der Freien Wohlfahrtspflege e.V. (BAGFW)	Non
Center for Democracy & Technology Europe	Non
Center for Humane Technology (CHT)	Non
COBATY International	Non
Common Sense Media	Non
Compassion in World Farming Brussels	Non
Conservation International Europe	Non
Council of European Energy Regulators (CEER)	Non
Cruise Lines International Association Europe	Non
Deep Sea Conservation Coalition	Non
Diakonie Deutschland	Non
DSW (Deutsche Stiftung Weltbevoelkerung)	Non
Ellen MacArthur Foundation	Non
Eucor - The European Campus	Non
EURODOM	Non
Eurogroup for Animals	Non
European Association of Long-Term Investors (ELTI)	Non
European Climate Foundation	Non
European Cyber Security Organisation	Non
European Federation of Road Traffic Victims (FEVR)	Non
European Olympic Committees	Non

Annexe V

ONG subventionnées par l'Europe

ONG	Subvention
Medicos del Mundo (MdM ES)	3 951000
EUROCITIES	3 933 807
Christian Aid	3 915636
Practical Action	3 796 358
Deutsches Rotes Kreuz e.V.(DRK)	3 579 220
EuropäischesZentrum für Arbeitnehmerfragen (EZA)	3 545 900
International Land Coalition (ILC)	3 491818
Suomalaiset kehitysjärjestöt Fingo ry (FINGOry)	3 33 8578
International Commission of Jurists (ICJ)	3 311870
IKERLAN S. COOP.(IKERLAN)	3 275000
European Financial Reporting Advisory Group (EFRAG)	2 864 000
Fondazione Telethon (FTELE)	2 753000
International Federation for Human Rights (FIDH)	2 707 176
ClimateAlliance of Europeancities with indigenous rainforest peoples (ClimateAlliance)	2 671139
European Youth Forum (YFJ)	2 667068
Natagora asbl (Natagora)	2 655 000
European Marine Energy Centre Ltd (EMEC)	2 635 000
Research Council of Norway (RCN)	2 629 975
HET NEDERLANDSE RODE KRUIS (NLRC)	2 604 000
Asian Forum for Human Rights and Development (FORUM-ASIA)	2 569 047
EMERGENCYLIFE SUPPORT FOR CIVILIAN WAR VICTIMS ONG ONLUS (EMERGENCYONG ONLUS)	2 507 690
Optical Infrared coordination network for astronomy (OPTICON)	2 500 000
Deutscher Caritasverband e.V.(DCV)	2 484 914
European Chamber of Commerce in Cambodia (EuroCham Cambodia)	2 448 144
Fairtrade International (FI)	2 427000
EUN Partnership aisbl (EUN)	2 414471
European Environmental Bureau (EEB)	2 408 426
CAREInternational Aisbl (CI)	2 385 761
Appel de Genève/ Geneva Call (Geneva Call)	2 379 469
Forum réfugiés-Cosi	2 345 405
Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction (GNDR)	2 313026
Stichting EGI(EGI Foundation)	2 309 117
Fondation Hirondelle,Media for Peace and Human Dignity (Fondation Hirondelle)	2 262 610
Fundacion Alianza por los Derechos,la Igualdad y la Solidaridad Internacional (Fundación Alianza)	2 249 769
IBON International Foundation,Inc.	2 245 004
Stichting Solidaridad Nederland (Solidaridad)	2 244 539
Saferworld	2 215 127
HelpAge International (HelpAge)	2 183 137
AGENZIA PER LA PROMOZIONE DELLA RICERCA EUROPEA(APRE)	2 138 719
Eucor – The European Campus (Eucor)	2 115360
We Effect	2 022 910
Association pour le Développement des Initiatives Citoyennes et Européennes(ADICE)	2 010 197
Fondation Internationale pour les Défenseurs des Droits de l'Homme (ProtectDefenders.eu)	1992 457
Charita Česká republika (CHČR)	1975 440
Bureau Européen des Unions de Consommateurs (BEUC)	1958 915

Annexe V

ONG subventionnées par l'Europe

ONG	Subvention
ASOCIACION PROYECTOHOMBRE (APH)	1934 020
Diakonie Katastrophenhilfe (DKH)	1930 000
CITES ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS D'AFRIQUE (CGLU AFRIQUE)	1912 850
EUROPEAN ORGANISATION FOR RARE DISEASES (EURORDIS)	1830 597
Soros Foundation-Moldova (SFM)	1829 677
COLLECTIFSTRATEGIES ALIMENTAIRES (C.S.A.)	1658 486
Naturschutzbund Deutschland e.V.(NABU)	1598 378
World Economic Forum (WEF)	1595 100
E-zavod (EZVD)	1556 765
Bodensee-Stiftung (Lake Constance Foundation) (LCF)	1539 000
European Association of Service providers for Persons with Disabilities (EASPD)	1528 122
Front Line Defenders (FLD)	1515 194
Ligue pour la Protection des Oiseaux/BirdLife France(LPO)	1502 976
Organización Mundial de Ciudades y Gobiernos Locales Unidos - United Cities and Local Governments (UCLG)	1500 000
Christliche Initiative Romero (CIR)	1498 044
Deutsche Umwelthilfe e.V.(DUH)	1475 126
European Association for the Co-ordination of Consumer Representation in Standardisation (ANEC)	1440 853
Drugs for Neglected Diseasesinitiative (DNDi)	1429 198
Sociedade Portuguesa para o Estudo das Aves(SPEA)	1414 787
The Traidcraft Exchange	1401000
Minority Rights Group (MRG)	1387 664
Natuurmonumenten (NM)	1383 617
Friends of the Earth Europe (FoEE)	1372 879
Slow Food (NA)	1343 242
Baltic Environmental Forum-Latvia (BEF-Latvia)	1320 143
European Environmental Citizens' Organisation for Standardisation (ECOS)	1277 854
International Sport and CultureAssociation (ISCA)	1259 267
Caritas Europa (Caritas Europa)	1258 451
WaterAid	1244 318
Skillman.eu (Skillman.eu)	1213 369
Digital ResearchInfrastructure for theArts and Humanities (DARIAHERIC)	1208 915
AGEPlatform Europe (AGE)	1186 835
International School Sport Federation (ISF)	1160 440
Penal Reform International (PRI)	1154 793
Organizacepro pomoc uprchlíkům (OPU)	1151871
The European Region of the International Lesbian,Gay,Bisexual,Trans and Intersex Association (ILGA-Europe)	1112 633
Fundación CEPAIM.Acción Integral con Migrantes.(CEPAIM)	1106 436
Atomium - European Institute for Science,Media and Democracy (Atomium -EISMD)	1100 000
Legambiente Onlus (Legambiente)	1099 453
CONCORD Europe	1093 776
Democracy Reporting International (DRI)	1074 202
European Women's Lobby (EWL)	1071004
Sustainable Development Institute (SDI)	1064 542
Økologisk Landsforening/Organic Denmark	1061746
European Disability Forum (EDF)	1050 000

Annexe V

ONG subventionnées par l'Europe

ONG	Subvention européenne
Federation of Swedish Family Forest Owners (LRF Forest)	Non
France Digitale	Non
Gates Foundation	Non
Global Cyber Alliance Belgium (GCA)	Non
Global Witness	Non
Green 10	Non
GS1	Non
Human Rights Watch	Non
ICANN	Non
ICMP, the global voice of music publishing	Non
IKV, Fondation pour le Développement Economique (IKV)	Non
Initiative Urheberrecht	Non
Inland Navigation Europe (INE)	Non
JA Europe	Non
Konrad Adenauer Stiftung	Non
La Quadrature Du Net (LQDN)	Non
Netherland House for Education and Research (Neth-ER)	Non
Norwegian Refugee Council Europe	Non
ONE	Non
OSEPI	Non
OXFAM EU	Non
Plan International EU	Non
Save The Children Europe	Non
ShareAction Europe	Non
Solar Impulse Foundation	Non
Stiftung Familienunternehmen	Non
The Pew Charitable Trusts	Non
the3million (t3m)	Non
Tony Blair Institute for Global Change (TBI)	Non
Transatlantic Institute	Non
Women Political Leaders	Non

Annexe V

ONG subventionnées par l'Europe

Les ONG les plus subventionnées

ONG	Subvention [137]
ACTION CONTRE LA FAIM (ACF)	80 000 000
International Rescue Committee Belgium (IRC Belgium)	64 761 603
British Council (BC)	43 510 543
GÉANT Association (GÉANT)	39 474 000
ASSOCIATION FEDERATION HANDICAP INTERNATIONAL (HI)	38 008 451
Solidarités International (SI)	30 871 945
International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC)	29 400 000
Les Restaurants du Cœur	27 715 000
Relief International-UK (RI-UK)	27 640 000
Deutsche Welthungerhilfe e.V. (WHH)	26 500 000
Concern Worldwide	24 058 000
Coalition for Epidemic Preparedness Innovations (CEPI)	19 799 990
CARE Österreich	12 594 000
International Falcon Movement - Socialist Educational International (IFM-SEI)	12 424 088
DanChurchAid (DCA)	12 294 893
SNV - NETHERLANDS DEVELOPMENT ORGANISATION (SNV)	11 339 998
Fundación Secretariado Gitano (FSG)	10 885 526
AVSI Foundation	10 828 383
Fondazione Penta - for the treatment and care of children with HIV and related diseases	10 490 000
Arbeiter-Samariter-Bund Deutschland e.V. (ASB)	10 466 959
Allileggie SolidarityNow (SN)	10 327 551
Anna Lindh Foundation (ALF)	10 290 000
European Judicial Training Network (EJTN)	10 091 296
Croix Rouge Française (CRf)	9 514 749
European Endowment for Democracy (EED)	8 000 000
CARE Deutschland e.V. (CARE DE)	7 873 239
European Centre for Electoral Support (ECES)	6 513 224
CARE France	6 359 773
SOS Children's Villages International (SOS CVI)	6 314 160
The HALO Trust (HALO)	6 200 000
Oxfam-Solidarité / Oxfam-Solidariteit	6 096 096
Aga Khan Foundation (United Kingdom) (AKF(UK))	5 931 000
Search for Common Ground (Search)	5 878 466
COSPE - Cooperazione per lo Sviluppo dei Paesi Emergenti Onlus (COSPE)	5 704 626
Centre for Process Innovation Limited (CPI)	4 905 977
Stichting Cordaid (Cordaid)	4 724 000
International Financial Reporting Standards (IFRS) Foundation (IFRS Foundation)	4 716 688
Nadacia Habitat for Humanity International (NHFHI)	4 707 756
AGENTIA PENTRU DEZVOLTARE REGIONALA BUCURESTI-ILFOV (ADRBI)	4 521 306
Internews Europe (IEU)	4 353 158
European Network for Health Technology Assessments (EUnetHTA)	4 351 858
Médecins du monde Belgique (MdM-BE)	3 969 422
Kirkon Ulkomaanapu sr (Finn Church Aid) (FCA)	3 967 714

137. Rappelons qu'il s'agit d'une subvention accordée pour le dernier exercice fiscal en date des ONG.

Annexe V

ONG subventionnées par l'Europe

ONG	Subvention
Medicos del Mundo (MdM ES)	3 951 000
EUROCITIES	3 933 807
Christian Aid	3 915 636
Practical Action	3 796 358
Deutsches Rotes Kreuz e.V. (DRK)	3 579 220
Europäisches Zentrum für Arbeitnehmerfragen (EZA)	3 545 900
International Land Coalition (ILC)	3 491 818
Suomalaiset kehitysjärjestöt Fingo ry (FINGO ry)	3 33 8578
International Commission of Jurists (ICJ)	3 311 870
IKERLAN S. COOP. (IKERLAN)	3 275 000
European Financial Reporting Advisory Group (EFRAG)	2 864 000
Fondazione Telethon (FTELE)	2 753 000
International Federation for Human Rights (FIDH)	2 707 176
Climate Alliance of European cities with indigenous rainforest peoples (Climate Alliance)	2 671 139
European Youth Forum (YFJ)	2 667 068
Natagora asbl (Natagora)	2 655 000
European Marine Energy Centre Ltd (EMEC)	2 635 000
Research Council of Norway (RCN)	2 629 975
HET NEDERLANDSE RODE KRUIS (NLRC)	2 604 000
Asian Forum for Human Rights and Development (FORUM-ASIA)	2 569 047
EMERGENCY LIFE SUPPORT FOR CIVILIAN WAR VICTIMS ONG ONLUS (EMERGENCY ONG ONLUS)	2 507 690
Optical Infrared coordination network for astronomy (OPTICON)	2 500 000
Deutscher Caritasverband e. V. (DCV)	2 484 914
European Chamber of Commerce in Cambodia (EuroCham Cambodia)	2 448 144
Fairtrade International (FI)	2 427 000
EUN Partnership aisbl (EUN)	2 414 471
European Environmental Bureau (EEB)	2 408 426
CARE International Aisbl (CI)	2 385 761
Appel de Genève / Geneva Call (Geneva Call)	2 379 469
Forum réfugiés-Cosi	2 345 405
Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction (GNDR)	2 313 026
Stichting EGI (EGI Foundation)	2 309 117
Fondation Hirondelle, Media for Peace and Human Dignity (Fondation Hirondelle)	2 262 610
Fundacion Alianza por los Derechos, la Igualdad y la Solidaridad Internacional (Fundación Alianza)	2 249 769
IBON International Foundation, Inc.	2 245 004
Stichting Solidaridad Nederland (Solidaridad)	2 244 539
Saferworld	2 215 127
HelpAge International (HelpAge)	2 183 137
AGENZIA PER LA PROMOZIONE DELLA RICERCA EUROPEA (APRE)	2 138 719
Eucor – The European Campus (Eucor)	2 115 360
We Effect	2 022 910
Association pour le Développement des Initiatives Citoyennes et Européennes (ADICE)	2 010 197
Fondation Internationale pour les Défenseurs des Droits de l'Homme (ProtectDefenders.eu)	1 992 457
Charita Česká republika (CHČR)	1 975 440
Bureau Européen des Unions de Consommateurs (BEUC)	1 958 915

Annexe V

ONG subventionnées par l'Europe

ONG	Subvention
ASOCIACION PROYECTO HOMBRE (APH)	1 934 020
Diakonie Katastrophenhilfe (DKH)	1 930 000
CITES ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS D'AFRIQUE (CGLU AFRIQUE)	1 912 850
EUROPEAN ORGANISATION FOR RARE DISEASES (EURORDIS)	1 830 597
Soros Foundation-Moldova (SFM)	1 829 677
COLLECTIF STRATEGIES ALIMENTAIRES (C.S.A.)	1 658 486
Naturschutzbund Deutschland e.V. (NABU)	1 598 378
World Economic Forum (WEF)	1 595 100
E-zavod (EZVD)	1 556 765
Bodensee-Stiftung (Lake Constance Foundation) (LCF)	1 539 000
European Association of Service providers for Persons with Disabilities (EASPD)	1 528 122
Front Line Defenders (FLD)	1 515 194
Ligue pour la Protection des Oiseaux/BirdLife France (LPO)	1 502 976
Organización Mundial de Ciudades y Gobiernos Locales Unidos - United Cities and Local Governments (UCLG)	1 500 000
Christliche Initiative Romero (CIR)	1 498 044
Deutsche Umwelthilfe e.V. (DUH)	1 475 126
European Association for the Co-ordination of Consumer Representation in Standardisation (ANEC)	1 440 853
Drugs for Neglected Diseases initiative (DNDi)	1 429 198
Sociedade Portuguesa para o Estudo das Aves (SPEA)	1 414 787
The Traidcraft Exchange	1 401 000
Minority Rights Group (MRG)	1 387 664
Natuurmonumenten (NM)	1 383 617
Friends of the Earth Europe (FoEE)	1 372 879
Slow Food (NA)	1 343 242
Baltic Environmental Forum-Latvia (BEF-Latvia)	1 320 143
European Environmental Citizens' Organisation for Standardisation (ECOS)	1 277 854
International Sport and Culture Association (ISCA)	1 259 267
Caritas Europa (Caritas Europa)	1 258 451
WaterAid	1 244 318
Skillman.eu (Skillman.eu)	1 213 369
Digital Research Infrastructure for the Arts and Humanities (DARIAH ERIC)	1 208 915
AGE Platform Europe (AGE)	1 186 835
International School Sport Federation (ISF)	1 160 440
Penal Reform International (PRI)	1 154 793
Organizace pro pomoc uprchlíkům (OPU)	1 151 871
The European Region of the International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA-Europe)	1 112 633
Fundación CEPAIM. Acción Integral con Migrantes. (CEPAIM)	1 106 436
Atomium - European Institute for Science, Media and Democracy (Atomium -EISMD)	1 100 000
Legambiente Onlus (Legambiente)	1 099 453
CONCORD Europe	1 093 776
Democracy Reporting International (DRI)	1 074 202
European Women's Lobby (EWL)	1 071 004
Sustainable Development Institute (SDI)	1 064 542
Økologisk Landsforening/Organic Denmark	1 061 746
European Disability Forum (EDF)	1 050 000

Annexe V

ONG subventionnées par l'Europe

ONG	Subvention
Global Nature Fund (GNF)	1 047 084
European Network of National Human Rights Institutions (ENNHRI)	1 037 062
Women Engage for a Common Future (WECF)	1 031 441
European Research Consortium for Informatics and Mathematics (ERCIM)	1 018 908
International Association for the Evaluation of Educational Achievement (IEA)	1 004 060
Voluntary Service Overseas (VSO)	1 000 203
Stichting Free Press Unlimited (FPU)	1 000 000
European Anti Poverty Network (EAPN)	996 660
INSTITUTO DE BIOMECÁNICA DE VALENCIA (IBV)	991 000
European Network on Debt and Development (Eurodad)	985 842
European Federation of National Organisations working with the Homeless (FEANTSA)	976 886
Equinet - the European Network of Equality Bodies (Equinet)	971 659
Forum Européen pour la Sécurité Urbaine (Efus)	970 133
Finance Watch	964 477
Umweltorganisation WWF Central and Eastern Erurope (WWF-CEE)	957 467
The Secretariat of the Steering Committee of the Eastern Partnership Civil Society Forum (EaP CSF Secretariat)	950 000
FUNDACIÓN ECOLOGÍA Y DESARROLLO (ECODES)	940 341
EuroHealthNet	930 000
Fondation Mérieux (FMX)	920 139
International Institute for Environment and Development (IIED)	917 917
CEE Bankwatch Network (BWN)	903 625
European Cyclists' Federation (ECF)	898 364
European Network Against Racism (ENAR)	887 950
Crisis Management Initiative (CMI)	884 345
Woord en Daad Foundation	873 946
World Organisation against Torture (OMCT)	872 467
Alzheimer Europe (AE)	870 620
International Crisis Group (ICG)	860 634
Eurochild AISBL	856 806
WWF European Policy Programme (WWF EPO)	849 007
Sociedad Española de Ornitología (SEO/BirdLife)	847 157
Forus(Forum International des plateformes nationales d'ONG) (Forus)	842 142
CDP Worldwide (Europe) gGmbH (CDP Europe)	839 318
Institute of Entrepreneurship Development (IED)	838 000
CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation (CIVICUS)	823 929
Public Safety Communication Europe (PSCE)	814 567
EuroMed Rights / EuroMed Droits (EuroMed Rights)	803 487
KulturLife g GmbH	800 000
International Union for Conservation of Nature EU Representative Office (IUCN EURO)	797 444
Tropenbos International (TBI)	794 000
Stichting Rewilding Europe	792 756
Reporters sans frontières (RSF)	783 514
Environmental Justice Foundation (EJF)	777 110
Swedish Red Cross (SRC)	763 000
The Applied Research Institute - Jerusalem (ARIJ)	760 000

Annexe V

ONG subventionnées par l'Europe

ONG	Subvention
European Social Network (ESN)	753 954
UNITEE AISBL	752 703
C.I.D.A.S. - Cooperativa Inserimento Disabili Assistenza Solidarietà - Soc. Coop. a r.l. Società Cooperativa Sociale – I.S. (C.I.D.A.S.)	737 871
Sihtasutus Eestimaa Looduse Fond (ELF)	731 783
European Peacebuilding Liaison Office (EPLO)	724 119
SOLIDAR	722 895
Association of Cities and Regions for sustainable Resource management (ACR+)	721 862
European Partnership for Democracy (EPD)	719 117
Jesuit Refugee Service - Europe (JRS-E)	717 846
Foundation Lygature (LYG)	704 000
Stichting IUCN Nederlands Comité (IUCN NL)	689 772
AquaTT UETP CLG (AquaTT)	681 280
the Association for the Promotion of Natural and Cultural Heritage of Banat and Crisana Excelsior (Excelsior)	681 190
European University Foundation - Campus Europae (EUF)	675 810
The Smile of the Child (TSOC)	673 096
World Obesity Federation (WOF)	667 383
Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants (PICUM)	664 199
Interpeace (Interpeace)	659 396
ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΟΡΝΙΘΟΛΟΓΙΚΗ ΕΤΑΙΡΕΙΑ	657 083
World Federalist Movement-Institute for Global Policy; including the Coalition for the International Criminal Court (WFM-IGP)	655 782
Forest Peoples Programme (FPP)	654 782
Erasmus Student Network (ESN)	648 000

Annexe VI

Les ONG américaines

Nous les avons classées par budget [138]

138. Rappel : il s'agit des ONG qui ne disposent pas d'un bureau bruxellois.

ONG	Budget
Bill & Melinda Gates Foundation (BMGF)	33 578 111 937
The Pew Charitable Trusts (Pew)	690 343 782
International Rescue Committee Belgium (IRC Belgium)	603 692 485
PATH	250 443 924
Society for Human Resource Management (SHRM)	152 753 257
Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN)	1293 00 000
Wikimedia Foundation (WMF)	106 149 600
Open Doors International (ODI)	103 580 579
National Geographic Society (NGS)	93 745 041
American Association for the Advancement of Science (AAAS)	93 109 533
National Wildlife Federation (NWF)	88 589 009
Human Rights Watch (HRW)	74 172 000
The International Aids Vaccine Initiative Inc (IAVI)	71 626 380
Global Alliance for Tuberculosis Drug Development (TB Alliance)	60 830 625
Center for Reproductive Rights, Inc.	46 989 755
Global Citizen	46 000 000
The National Center for Missing and Exploited Children (NCMEC)	45 653 500
Automated Financial Systems Inc. (AFS)	42 000 000
Patrick J. McGovern Foundation (PJMF)	37 265 625
Ashoka	37 000 000
ROTARY INTERNATIONAL (R.I.)	35 000 000
Internet Society (ISOC)	33 546 000
Kids in Need of Defense (KIND)	25 955 335
Thorn	20 060 000
Common Sense Media	19 222 762
Avaaz Foundation	18 037 505
Food & Water Action Europe (FWAE)	17 079 729
Clean Air Task Force, Inc. (CATF)	14 029 769
Electronic Frontier Foundation (EFF)	13 360 900
Natural Resource Governance Institute (NRGI)	11 297 303
American Forest Foundation (AFF)	9 900 000
Open Government Partnership Secretariat (OGP)	9 652 346
Sustainability Accounting Standards Board Foundation (SASB)	8 800 000
International Council on Clean Transportation (ICCT)	8 707 995
Committee to Protect Journalists (CPJ)	8 435 489
World Justice Project (WJP)	8 079 766
AAALAC International (AAALAC)	7 000 000
Alliance for Regenerative Medicine (ARM)	6 691 534
Access Now	6 492 033
Counter Extremism Project (CEP)	6 421 189
International Society for Stem Cell Research (ISSCR)	5 863 972
SumOfUs	5 771 575
Blacksmith Institute (doing business as Pure Earth)	5 009 332
Centre for Democracy & Technology, Europe (CDTE)	4 704 540

Annexe VI

Les ONG américaines

ONG	Budget
Center for Humane Technology (CHT)	4 374 317
Open Contracting Partnership (OCP)	4 298 693
World Wide Web Foundation (WF)	4 043 053
Center for International Environmental Law (CIEL)	3 683 976
Cyber Threat Alliance (CTA)	3 660 218
Mighty Earth	3 150 000
Government Accountability Project (GAP)	2 948 241
Textile Exchange	2 765 787
Organization for the Advancement of Structured Information Systems (OASIS)	2 684 651
The Regulatory Assistance Project (RAP)	2 680 588
Carnegie Climate Governance Initiative (C2G)	2 600 000
Humane Society International/Europe (HSI/Europe)	2 346 638
Shift Project Limited (Shift)	2 196 761
Independent Diplomat (ID)	2 188 637
Freedom Now	2 166 847
Accountability Counsel	2 051 719
Social Progress Imperative (SPI)	1 913 130
ICCBBA (ICCBBA)	1 889 942
ChildFund Alliance	1 695 891
Global Network Initiative (GNI)	1 527 217
Creative Commons (CC)	1 503 886
Environmental Defense Fund, Incorporated (EDF)	1 450 000
Non Profit Enterprise and Self-sustainability Team (NESsT)	1 424 255
Financial Transparency Coalition (FTC)	1 299 476
Think Beyond Plastic (TBP)	1 170 000
Ocean Unite	1 080 300
Disability Rights International (DRI)	1 004 497
Consumer Choice Center (CCC)	9 83 015
International Tax and Investment Center (ITIC)	978 387
Parliamentarians for Global Action (PGA)	926 782
International Pet & Animal Transportation Association (IPATA)	864 000
The Committee for Human Rights in North Korea (HRNK)	751 010
International Consumer Product Health and Safety Organization (ICPHSO)	744 698
All Out Action Fund Inc. (All Out)	742 101
The Mentor Group	712 853
Institute for Agriculture & Trade Policy (IATP)	662 473
Basel Action Network (BAN)	646 075
Cloud Communications Alliance (CCA)	631 083
Partnership for Policy Integrity (PFPI)	583000
The Accountability Framework (AFi)	533 239
Financial Accountability and Corporate Transparency Coalition (FACT Coalition)	513 199
Microfinance Opportunities (MFO)	490 000
Transatlantic Policy Network (TPN)	487 251
Southern Environmental Law Center (SELC)	463 594

Annexe VI

Les ONG américaines

ONG	Budget
Collaborative Labelling and Appliance Standards Program (CLASP)	406 667
Open Source Initiative (OSI)	402 967
Organization for Transformative Works (OTW)	337 000
Royal Academy of Science International Trust (RASIT)	277 700
Investor Alliance For Human Rights (IAHR)	200 000
The Future Society (TFS)	167 000
Young Professionals in Foreign Policy (YPFP)	163 000
International Association of Applied Psychology (IAAP)	141 400
International Forum of Insurance Guarantee Schemes (IFIGS)	100 000
ACM EUROPE (ACM-E)	85 000
International Photonics Advocacy Coalition (IPAC)	85 000
Common Rights	75 000
Alliance for Organic Integrity (AOI)	66 000
European Horizons	54 500
Prostasia Foundation	49 074
World Animal Net (WAN)	45 406
World Roma Federation (WRF)	25 000
International Association of Drilling Contractors (IADC)	10 000
Social Value US (SV US)	900
Breakthrough Energy Catalyst Foundation	0
Healthy Brains Global Initiative, Inc. (HBGI)	0
Pandemic Action Network (PAN)	0 [139]
International Federation of Physician Assistant/Physician Associate and Clinical Officer/Clinical Associate/Comparable Students' Association (IFPACS)	0

139. Le budget nul s'explique par un enregistrement récent au registre de transparence de la Commission européenne. Pour le Pandemic Action Network par exemple, cet enregistrement date du 18 juin 2020.

PATRIOTS
FOR EUROPE FOUNDATION

Étude publiée par Patriots for Europe Foundation
25 Boulevard Romain Rolland - 75014 – Paris – France
Numéro de SIRET : 823 400 239 00021
Président de Patriots for Europe Foundation : Andràs Laszlo
Directeur : Raphaël Audouard
Publiée en 2023
contact@pfe-foundation.eu
www.pfe-foundation.eu

La Patriots for Europe Foundation est partiellement financée par le Parlement européen et a la seule responsabilité de cette publication. Cette publication n'est pas destinée à la vente.